



WILLIAM PITT

ET

SON TEMPS

PAR

LORD STANHOPE

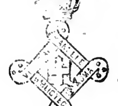
TRADUIT DE L'ANGLAIS

ET

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. GUIZOT



TOME PREMIER



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1862

PRÉFACE

DE L'AUTEUR

D'après le désir exprimé sur son lit de mort par M. Pitt, les papiers qu'il laissait furent d'abord remis à l'ami de sa jeunesse, le docteur Tomline, évêque de Lincoln. Après la mort de l'évêque et du dernier lord Chatham, ces manuscrits arrivèrent entre les mains de mon cousin William Stanhope Taylor, petit-neveu de M. Pitt. Lorsque M. Taylor mourut à son tour, les papiers tombèrent en la possession d'un autre petit-neveu de M. Pitt par sa sœur cadette, le colonel John Pringle, qui me les a confiés avec beaucoup de bonté et sans aucune réserve.

L'évêque de Lincoln, en examinant ces manuscrits, paraît avoir usé des pouvoirs qui lui avaient été confiés pour détruire presque toutes les lettres adressées à M. Pitt par les membres de sa famille. Parmi celles qui subsistent encore dans la collection, il n'en existe pas une seule de sa mère, pas une seule de ses deux sœurs ni de ses deux

frères, jusqu'au moment où l'aîné devint son collègue dans le cabinet. Les lettres qui lui avaient été adressées par l'évêque lui-même et par quelques autres amis personnels ont également disparu.

D'autre part, la série des lettres écrites à sa mère par M. Pitt subsiste encore. Il semble qu'elle les ait soigneusement conservées dès l'origine, et on les a probablement rendues à son fils après sa mort. On rencontre pourtant de temps en temps quelques lacunes, et la dernière partie a dû subir quelque accident. A partir du mois d'octobre 1799, il ne reste qu'une lettre à lady Chatham, en date du 5 janvier 1802, et une lettre du 17 septembre de la même année à sa dame de compagnie, mistriss Stapleton. Il y a aussi des lettres très-confidentielles adressées par M. Pitt à son frère lord Chatham; la série en est cependant incomplète; aucune des lettres ne porte une date antérieure à 1794. J'ai inséré dans mon récit la plus grande partie de cette correspondance avec sa mère et son frère; elle est absolument nouvelle pour le public.

J'ai de même largement usé de la collection manuscrite des lettres adressées à M. Pitt par le roi George III. Elle est, je crois, parfaitement complète, bien qu'il reste d'autre part un fort petit nombre de minutes des réponses de M. Pitt au roi.

J'ai trouvé également dans cette collection beaucoup

de lettres des collègues de M. Pitt et d'autres hommes illustrés par la politique, ainsi que des minutes et des copies des lettres qu'il leur adressait ; celles-ci sont moins nombreuses.

En 1842, mon honorable ami, le feu duc de Rutland, me confia le manuscrit original de la correspondance de son père avec M. Pitt et me permit de le faire imprimer. Les exemplaires, limités au nombre de cent, restèrent entre les mains d'un cercle d'amis; mais le duc me permit d'en insérer de longs extraits dans le *Quarterly review*, n° 140, ainsi que dans la collection de mes *Essais*.

En 1849, j'eus l'occasion, grâce aux bontés du feu lord Melville, d'examiner les papiers déposés à Melville Castle, et d'en prendre certaines copies. Je n'y ai trouvé aucune lettre de M. Pitt d'une date antérieure à 1794. En 1852, j'obtins de lord Melville la permission de faire imprimer, pour nos amis, un petit volume contenant les papiers les plus importants de cette collection, sous ce titre : *Correspondance secrète relative à la rentrée de M. Pitt aux affaires en* 1804.

Je fais observer que les lettres de M. Pitt à son ami, avant l'élévation de celui-ci à la pairie, commencent toutes par « cher Dundas, » tandis que l'autre répond invariablement « mon cher Monsieur. »

J'ai dû la communication de documents importants

aux bontés du duc de Bedford, de lord Saint-Germans, de M. Dundas d'Arniston, et de quelques autres personnes auxquelles j'en adresse ici mes vifs remercîments; je n'ai pas besoin de faire ici allusion à l'intérêt et à l'importance des collections imprimées, spécialement des papiers de lord Malmesbury, de ceux du duc de Buckingham et de lord Cornwallis, ainsi que des biographies de lord Sidmouth et de M. Wilberforce.

STANHOPE.

Chevening, 23 janvier 1861.

INTRODUCTION

Il y a quarante ans, je n'aurais pas pensé, et, si on me l'avait demandé, je ne me serais pas prêté à encourager la traduction et la publication, en France, de cet ouvrage. William Pitt a été, de 1793 à 1806, dans la politique et dans la guerre, l'adversaire de la France. Dans tout le cours de cette grande époque, sous la République et sous l'Empire, le sentiment national a été, chez nous, ardent contre lui; la colère populaire s'est attachée à son nom. Aujourd'hui même, malgré tant d'années écoulées, tant d'événements et tant d'oublis, ce nom reste encore l'objet de préventions irritées; bien peu de Français parlent de M. Pitt et le jugent avec impartialité.

a

On m'a souvent reproché, dans le cours de ma vie publique, de ne pas tenir assez de compte du sentiment national. C'eût été de ma part une bien étrange méprise. Ce que j'ai surtout et constamment désiré, c'est l'établissement, en France, de la liberté politique que j'ai toujours crue et que je crois toujours indispensable à la sûreté de nos libertés civiles comme à notre honneur. Autant qu'il a été en moi et dans les situations les plus diverses, j'ai travaillé à la fondation d'un gouvernement libre. Comment la liberté politique s'établirait-elle si chaque jour, à chaque pas, le sentiment national n'était pas écouté, consulté, ménagé? Que serait-ce qu'un gouvernement libre qui n'aurait pas, dans l'ensemble de sa politique et de ses actes, le sentiment national pour intime allié? Le sentiment national, c'est la vie instinctive d'un peuple, l'élan spontané de l'âme publique. Quiconque ne respecte pas profondément le sentiment national ne comprend pas et n'aime pas vraiment la liberté.

Mais le respect ne commande pas la servilité ni l'aveuglement. Que le sentiment national se puisse tromper, et qu'en France comme ailleurs il se soit souvent trompé, l'histoire le prouve avec évidence; je pourrais dire qu'elle le proclame avec fracas. Au

XVIe siècle, en Espagne, le sentiment national applaudissait aux auto-da-fé de Philippe II. Si, à la même époque, le prince d'Orange, Guillaume le Taciturne, n'avait pas lutté contre le sentiment de son parti et de ses amis, la Hollande n'aurait pas eu l'honneur d'être la première à reconnaître et à pratiquer la liberté religieuse. Le sentiment national de l'Angleterre protestante a voulu longtemps l'oppression de la catholique Irlande. En France, au XVIIe siècle, le sentiment national, aussi aveugle que Louis XIV, a approuvé la révocation de l'édit de Nantes. Si Washington, en 1795, ne s'était pas courageusement hâté, contre le sentiment populaire, de ratifier le traité conclu au nom des États-Unis avec l'Angleterre, il n'aurait pas fondé par la paix, après l'avoir conquise par la guerre, l'indépendance de son pays. Et tout à l'heure, après l'arrestation du navire anglais le *Trent*, si le président Lincoln n'avait pas, malgré le mouvement national, respecté le droit des gens et remis en liberté les passagers que l'Angleterre réclamait, les États-Unis d'Amérique auraient aujourd'hui la guerre étrangère par-dessus la guerre civile.

L'erreur passionnée, l'emportement irréfléchi, l'imprévoyance aveugle, ne sont pas plus étrangers aux nations qu'aux individus, et n'ont pas, pour

elles, des conséquences moins funestes. C'est le premier devoir des gouvernements de s'en défendre pour en défendre les peuples eux-mêmes ; et c'est le mérite des institutions libres de leur en fournir les moyens en leur permettant d'appeler à leur aide la réflexion, la discussion et le temps. La sympathie de sentiment, l'indépendance de jugement et le courage de la résistance patiente, ce sont là, pour les hommes appelés à l'honneur de gouverner leur pays, les conditions essentielles de la bonne politique. Pour mon compte, je ne me suis jamais écarté du sentiment national qu'avec tristesse, et lorsque, dans ma conviction profonde, le respect du droit et l'intérêt supérieur du pays m'en imposaient le devoir. Dans ce cas, j'en conviens, je n'ai jamais hésité, et je ne le regrette pas aujourd'hui.

Il y a cinquante-six ans que Pitt est mort. Depuis sa mort, la face de l'Europe et les relations de la France avec l'Angleterre sont complétement changées. Les esprits aussi changent avec les faits. Malgré ce qui reste encore des sentiments suscités par nos luttes révolutionnaires et guerrières, le besoin, le goût, je dirais presque la manie de l'impartialité, ont pénétré et pénètrent chaque jour plus avant parmi nous. Cette disposition prévaut évidemment quand

il s'agit de temps vraiment passés, d'événements et de personnages depuis longtemps entrés dans le domaine de l'histoire. Et quand nous touchons à des temps plus voisins de nous, nous commençons à nous apercevoir que là aussi c'est, pour un peuple libre ou qui veut l'être, un immense intérêt de savoir et de voir toutes choses, non d'une vue superficielle ou selon sa propre imagination, mais telles qu'elles sont réellement. Dans les affaires de l'État comme dans celles des individus, le bon jugement est la condition *sine qua non* de la bonne conduite, et la pleine connaissance de la vérité est la condition *sine qua non* du bon jugement. Ce n'est pas seulement dans quelques démarches inopportunes, c'est dans des abîmes de fautes que la fausse appréciation des faits et des hommes jette les gouvernements et les peuples. Que le jour de la lumière et de la justice historique arrive donc promptement pour notre propre temps et ses acteurs; la politique y gagnera autant que l'histoire. Il est permis de croire qu'après plus d'un demi-siècle ce jour est venu pour William Pitt, et que, même en France, on peut maintenant parler de lui en pleine liberté et équité.

Nous avons d'ailleurs, pour mettre du prix à bien connaître ce grand homme d'État, des motifs plus

directs et encore plus pressants que l'intérêt de la vérité historique et de sa salutaire influence. Dans la situation actuelle de la France, au dedans comme au dehors, l'étude de la vie et du caractère de M. Pitt a, pour nous, une importance spéciale, pratique et immédiate.

Nul ne saurait le méconnaitre : les bons rapports avec l'Angleterre font maintenant partie essentielle de la politique extérieure de la France. Qu'on donne à ces rapports le nom qu'on voudra ; qu'on les qualifie d'alliance, d'intimité, d'entente cordiale, peu importe; sous tous ces mots reste le fait fondamental : c'est la politique de la France de vivre en paix et en bons rapports avec l'Angleterre.

Quiconque douterait de ce fait n'aurait, pour s'en convaincre, qu'à regarder à ce qui s'est passé en en France depuis un demi-siècle. Nous avons vécu, depuis 1814, sous quatre gouvernements différents, très-différents d'origine, de maximes, de caractère, de tendance. La Restauration, la Monarchie de 1830, la République, l'Empire, les rois et les assemblées, les Bourbons et les Bonaparte, tous ont mis, à la paix et aux bons rapports avec l'Angleterre, la même importance ; tous ont pris le même soin de les maintenir. Nulle révolution en France, nul événement en

Europe n'ont changé cette situation. Nous avons eu la guerre en Europe, en Afrique, en Asie, avec la Russie, avec l'Autriche; nous avons été deux ou trois fois sur la pente de la guerre avec l'Angleterre ; cette dernière guerre n'a point éclaté. Bien plus, seules parmi les puissances européennes, la France et l'Angleterre se sont unies pour faire la guerre ensemble. En Belgique, en Crimée, en Chine, la paix entre les deux nations est devenue l'union guerrière de leurs drapeaux.

Est-ce le sentiment national qui, sous des pouvoirs si divers, a, depuis un demi-siècle, inspiré et soutenu cette politique? Nullement : le sentiment national lui était bien plutôt contraire; les anciennes traditions et les récents souvenirs d'hostilité envers l'Angleterre vivaient et vivent encore en France; on les a vus se manifester vivement dès qu'un fait imprévu, la plus futile circonstance, en ont fourni l'occasion ou le prétexte. Mais un instinct supérieur aux impressions populaires s'est élevé aussitôt et a donné aux gouvernements les plus divers la volonté et la force de leur résister. Le bon sens politique l'a emporté sur le sentiment national; et quand nos bons rapports avec l'Angleterre ont paru sérieusement menacés, le sentiment national lui-même s'est arrêté

et contenu devant la perspective des biens compromis et des maux imminents si cette guerre-là venait à éclater.

Je dis cette guerre-là, car c'est devant celle-là seulement que l'esprit pacifique s'est élevé parmi nous et a prévalu. Le monde le sait, la France aime la guerre; et plus d'une fois, de nos jours comme jadis, elle l'a acceptée sans objection, bien plus, avec un empressement joyeux, quoique sans motifs sérieux et légitimes. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de la guerre avec l'Angleterre, la France se montre-t-elle plus réfléchie et plus réservée ? Ce n'est certes pas que, devant cette perspective, son ardeur et sa confiance guerrières lui manquent; j'ai vu nos plus éminents, nos plus sages officiers s'enflammer à l'idée d'une telle lutte, et développer avec passion leurs plans et leurs chances de succès; mais leur passion s'arrêtait à la voix de leur intelligente raison. La France et l'Angleterre sont les deux pays à qui leurs bons rapports font le plus de bien et qui, en se brouillant, peuvent se faire le plus de mal. Mal moral et matériel incommensurable, à la place d'un bien moral et matériel incontestable. Tant qu'ils sont en paix, la prospérité et la liberté des deux pays, le bien-être des masses et l'activité féconde des esprits, tout ce que nous appelons la civi-

lisation est, dans l'un et l'autre, en rapide progrès. Que la paix cesse entre eux, que la guerre s'engage ; ce bien disparait, ce progrès s'arrête ; nous entrons, non pas dans une lutte spéciale, claire, limitée, appréciable, mais dans un avenir obscur, chargé de maux, de questions et de chances dont les plus clairvoyants esprits ne sauraient mesurer la portée. C'est quand cet avenir se laisse entrevoir que nos goûts belliqueux se suspendent. Il y a là un intérêt national supérieur qui se fait reconnaître et obéir, en dépit du sentiment national.

En présence de ce fait, qui tient dans notre situation générale en Europe une si grande place, il nous importe infiniment de bien savoir et de bien juger l'histoire de notre dernière et ardente lutte avec l'Angleterre. Quelles ont été les vraies causes de cette lutte? Quelles idées dirigeaient et quels sentiments animaient les hommes qui en ont été, contre nous, les principaux acteurs? Pourquoi et dans quelle mesure M. Pitt a-t-il été, de 1793 à 1806, l'adversaire de la France? Jusqu'à quel point le sentiment national, soulevé dès lors contre lui, est-il fondé ou erroné? Ce ne sont point là, pour nous, des questions de pure curiosité historique; nous avons, pour la bonne conduite de notre politique extérieure, de grandes lu-

mières à y puiser et un grand intérêt à les résoudre selon l'exacte vérité.

Notre politique intérieure n'y est pas moins intéressée. A travers les vicissitudes et les contradictions de ses diverses révolutions, le but que poursuit la France depuis 1789, c'est l'établissement d'un gouvernement libre. Nous nous sommes lancés d'abord à cette poursuite avec une soif aveugle et effrénée de la liberté. Nos fautes et nos revers nous ont rejetés dans le pouvoir absolu. Les fautes et les revers du pouvoir absolu nous ont ramenés vers la liberté. Nous avons passé et repassé par ces douloureuses alternatives. Nous n'avons pas échappé, nous n'échapperons pas au besoin d'un gouvernement libre; ce but de nos premières ardeurs a reparu et reparaîtra en dépit et au-dessus de nos mécomptes, de nos découragements, de nos propres désaveux. Réussirons-nous définitivement à l'atteindre? Je comprends le doute, quoique, pour mon compte, j'aie confiance. Mais quels que soient nos doutes et nos épreuves, ce qui est certain, c'est que, de gré ou de force, par bonds ou à pas lents, nous en reviendrons toujours à la recherche de la liberté politique. Ses garanties sont, pour les intérêts matériels d'une société riche et active, une nécessité pratique

et impérieuse. Le cours souverain des idées et des sentiments de notre temps en réveille incessamment le besoin moral. Nous nous plaindrons du passé; nous nous inquièterons de l'avenir; nous parlerons mal du gouvernement parlementaire; nous lui chercherons d'autres noms, d'autres formes. Le pouvoir hésitera, tâtonnera comme le public. Ils hésiteront, ils tâtonneront longtemps peut-être l'un et l'autre; ils ne s'arrêteront et ne se fixeront jamais sans retour hors des voies dont la liberté politique est le terme et le but.

Dans cet état des faits et des esprits, quoi de plus frappant que le spectacle d'un gouvernement libre, à la fois ancien et contemporain, fortement établi et pourtant assailli des mêmes périls, des mêmes ennemis qui, depuis trois quarts de siècle, nous ont tant de fois jetés et rejetés du pouvoir absolu dans l'anarchie et de l'anarchie dans le pouvoir absolu? Quel plus grand sujet, pour nous, d'observation et d'étude que ce gouvernement libre aux prises avec l'esprit révolutionnaire, mais ne doutant pas de lui-même, et combattant, réprimant, domptant l'anarchie avec les armes de la liberté? C'est là l'histoire de William Pitt et de l'Angleterre sous son gouvernement; c'est par là que cette histoire,

aussi bien celle de l'administration intérieure de M. Pitt que celle de sa politique extérieure, est pleine pour nous, non-seulement d'intérêt dramatique, mais d'importance pratique et actuelle.

Dans la politique extérieure, le premier caractère, et j'ajoute le premier mérite de M. Pitt, c'est qu'elle n'était pas, naturellement et par goût, sa première pensée, l'objet favori de son activité. Ni pour son pays ni pour lui-même il ne cherchait au dehors les grandes affaires, les occasions de rivalité et de lutte; il les acceptait sans hésiter quand elles se présentaient et s'imposaient à lui nécessairement; il n'allait pas au-devant de telles nécessités; il ne les provoquait pas dans des vues ambitieuses et par des combinaisons préméditées. L'agrandissement ou l'empire extérieur de l'Angleterre, par la diplomatie et la guerre, n'était pas son désir dominant. Les affaires intérieures du pays, sa prospérité, le perfectionnement de ses institutions, le développement de ses forces propres et vitales, le progrès de la justice envers tous et du bien-être de tous, c'était là la première et constante préoccupation de M. Pitt. Bien différent en cela de son père, lord Chatham, il avait surtout à cœur le bon gouvernement au dedans et la paix au dehors, convaincu que le bon gouvernement

au dedans ferait au dehors, dans l'occasion, la grandeur comme la force de sa patrie, et prêt, s'il le fallait, à en faire lui-même l'épreuve, mais sans la désirer.

Ce n'était pas là uniquement pour lui une affaire de goût et de disposition personnelle ; il portait dans la politique extérieure des idées et des exigences qui la lui rendaient bien plus difficile qu'elle ne l'avait été pour son père et pour presque tous les grands hommes d'État ses prédécesseurs. La vieille controverse entre Thémistocle et Aristide sur la distinction de l'utile et du juste, dans la conduite des Athéniens envers leurs rivaux, n'était pas indifférente à M. Pitt ; il ne croyait pas que l'égoïsme national autorisât ou justifiât toutes choses ; il avait dans l'âme un respect sérieux du droit et un sincère désir de ne pas violer le droit étranger en soutenant l'intérêt anglais. Contre l'opinion accréditée parmi nous, ce fut surtout dans les rapports de l'Angleterre avec la France que se manifesta cette équité générale de M. Pitt : « Je n'hésite pas, disait-il en 1787 à la Chambre des communes, à m'élever contre cette idée, trop souvent exprimée, que la France est et doit rester l'ennemie irréconciliable de l'Angleterre. Mon esprit se refuse à cette assertion comme à quelque chose de moustrueux et d'impossible. C'est une fai-

blesse et un enfantillage de supposer qu'une nation puisse être nécessairement et à jamais l'ennemie d'une autre. » Quand la révolution française éclata, M. Pitt persista d'abord dans son sentiment et son attitude pacifique ; il reconnaissait l'indépendance des nations quant à leurs affaires intérieures, et n'avait nul dessein d'intervenir dans celles de la France : « Certains écrivains français, dit de lui lord Macaulay dans un *Essai* qui n'est nullement un panégyrique, l'ont dépeint comme un Annibal voué dès l'enfance, par son père, à une haine éternelle contre la France. Ces écrivains ne savent rien de son caractère ni de son histoire ; loin d'être un ennemi mortel de la France, il eut à s'entendre dire, dans la Chambre des communes, qu'il était un fils dégénéré de lord Chatham, et que sa partialité pour les ennemis héréditaires de notre île devait faire frémir les ossements de son illustre père sous les dalles de l'abbaye de Westminster. » Ce ne fut qu'à la dernière extrémité, et lorsque la Convention nationale ne lui laissa plus de choix entre la paix et la guerre, que Pitt se décida à la guerre, et entra dans la coalition déjà formée contre la France. Une fois engagé dans cette route, il y marcha avec son activité, sa persévérance et son autorité naturelles. En y marchant, il

tomba dans beaucoup d'erreurs sur les dispositions de la France, les mesures de la guerre et les chances des événements; il commit beaucoup de fautes, beaucoup d'actes inutilement hostiles et plus violents, plus irritants dans l'exécution qu'ils ne l'étaient dans son intention. Mais sa disposition générale ne changea point : il souhaita toujours le rétablissement de la paix de la France, saisit avec empressement toutes les occasions d'entamer des négociations dans ce dessein, éprouva toujours un vif regret en les voyant échouer; et lorsque, enfin, sorti du pouvoir en 1801, parce qu'il n'avait pu s'entendre avec le roi George III sur l'émancipation des catholiques, il vit la paix avec la France conclue à Amiens par M. Addington, son successeur, il l'approuva hautement et en défendit avec chaleur les termes dans la Chambre des communes : « Je n'hésite pas, dit-il, à déclarer que j'aime mieux faire la paix avec un ennemi, même à des conditions au-dessous des justes prétentions de mon pays, pourvu qu'elles ne portent atteinte ni à son honneur ni à sa sûreté, plutôt que de continuer la lutte pour telle ou telle possession particulière. Je regrette que les circonstances nous empêchent de conserver l'île de Minorque, et surtout un point aussi important, à

beaucoup d'égards, que l'île de Malte. Mais l'acquisition de ces îles nous mettrait-elle en état de contrebalancer le pouvoir que la France a acquis sur le continent? Elles nous vaudraient un peu plus de richesse; mais un peu plus de richesse serait acheté trop cher par un peu plus de guerre. Nous avons enfin la satisfaction de survivre à la violence de la fièvre révolutionnaire. Nous avons vu le jacobinisme perdre son prestige; nous l'avons vu dépouillé du nom et du prétexte de la liberté. Il s'est montré capable uniquement de détruire, jamais de fonder, et il a eu le despotisme militaire pour fin inévitable. J'espère que cette grande leçon n'aura pas été en vain donnée au monde. »

Cette modération, cette tendance pacifique de Pitt, au milieu même de la guerre contre la France, lui ont attiré, de la part de lord Macaulay, un étrange reproche: « Pendant un court espace de temps, dit-il, la nation anglaise, et Pitt comme faisant partie de la nation, regardèrent la révolution française avec approbation et intérêt. Mais bientôt les grandes confiscations, la destruction violente des anciennes institutions, l'empire des clubs, les barbaries d'une populace rendue furieuse par la haine et la faim, amenèrent une réaction dans notre pays. La cour,

la noblesse, les propriétaires, le clergé, les manufacturiers, les négociants, en un mot les dix-neuf vingtièmes de ceux qui avaient un bon toit au-dessus de leur tête et un bon habit sur leur dos, devinrent ardemment et intraitablement anti-jacobins. Ce sentiment était néanmoins aussi fort parmi les adversaires de Pitt que parmi ses adhérents. Fox chercha en vain à retenir ses amis. Tout son talent, toute sa grande influence personnelle ne purent les empêcher de se soulever contre lui et de l'abandonner en masse. Burke donna l'exemple de la révolte, et Burke fut bientôt rejoint par Portland, Spencer, Fitz-William, Loughborough, Carlisle, Malmesbury, Windham, Elliot. Dans la chambre des communes, celui qui était le grand homme d'État et le grand orateur des whigs vit le nombre de ses partisans se réduire de cent soixante à cinquante seulement. Dans la chambre des lords, il ne lui resta guère plus de dix ou douze adhérents. On ne peut douter qu'une rébellion semblable ne se fût manifestée sur les bancs de la majorité si Pitt avait résisté obstinément au vœu général. Pressé à la fois par son maître et par ses collègues, par d'anciens amis et par d'anciens adversaires, il renonça lentement et avec répugnance à la politique qui était

chère à son cœur. Il travailla de toutes ses forces à éviter la guerre européenne. Quand la guerre européenne éclata, il se flatta encore qu'il ne serait pas nécessaire pour son pays d'y prendre part. Jusqu'à la fin de l'année, il continua de nourrir l'espoir que l'Angleterre pourrait rester neutre. Mais il était impossible de contenir les passions qui faisaient rage des deux côtés de la Manche... Pitt céda au courant. A dire vrai, s'il voulait rester conséquent, il n'avait à choisir qu'entre deux lignes de conduite. Puisqu'il ne prenait pas le parti de s'opposer, avec Fox, au sentiment public, il aurait dû suivre l'avis de Burke et mettre à profit ce sentiment dans toute sa portée. Il aurait dû proclamer une guerre au nom de la religion, de la morale, de la propriété, de l'ordre, du droit public, et il aurait pu ainsi opposer aux jacobins une énergie égale à la leur. Malheureusement il essaya de trouver une voie moyenne. Il fit la guerre, mais il ne voulut pas comprendre le caractère particulier de cette guerre; il méconnut qu'il avait à combattre une nation qui était en même temps une secte, et que la nouvelle lutte entre la France et l'Angleterre était toute différente des anciennes luttes à propos de colonies en Amérique ou de forteresses dans les Pays-Bas. Il avait à combattre

un enthousiasme fanatique, une ambition sans bornes, une activité infatigable, l'esprit d'innovation le plus audacieux et le plus effréné; et il agissait comme s'il eût encore eu affaire aux courtisans et aux petits maîtres de l'ancienne cour de Versailles, à madame de Pompadour et à l'abbé de Bernis. »

C'est là un reproche de logicien et de lettré, non d'homme politique. On ne gouverne pas les peuples et les événements comme on développe un système ou comme on écrit un livre, en suivant jusqu'au bout les conséquences d'un principe ou en s'abandonnant à l'élan d'un sentiment ou d'une idée. C'est au contraire le devoir comme le métier des gouvernements de tenir grand compte de la complication des faits et de rester toujours en mesure de faire face à des situations essentiellement variables. En luttant contre une révolution, M. Pitt eut raison de ne pas devenir lui-même un révolutionnaire, de penser à la paix au milieu de la guerre, et de contenir son action dans les traditions et les limites des pouvoirs réguliers. Le plus passionné, comme le plus clairvoyant et le plus éloquent des adversaires anglais de la révolution française, Burke lui-même appréciait mieux que lord Macaulay la situation et la conduite de M. Pitt, car en lui écrivant le 28 octobre

1795, et après lui avoir ardemment recommandé de ne jamais oublier que la guerre qu'il soutenait ne ressemblait à aucune autre guerre, il ajoutait avec une modestie admirable : « J'ai la confiance que vous êtes trop sage et trop généreux pour ne pas distinguer un zèle trop ardent peut-être d'une présomption inconvenante, quoique leur apparence puisse être la même. Du fond de ma mélancolique retraite, que la bonté du roi et la vôtre me rendent plus sûre et plus tranquille, mon anxiété pour mon pays m'a poussé à jeter mes pauvres opinions à la tête d'un homme qui, je le reconnais comme je le dois, est, par nature et par situation, bien plus capable que moi de juger sainement des choses. »

Il faut ajouter que les événements ont donné pleinement raison à M. Pitt, car si, dans le cours de sa vie et au moment de sa mort, il éprouva bien des mécomptes, le succès définitif n'a certes pas manqué à sa politique extérieure, continuée par ses disciples devenus ses successeurs.

En Angleterre même, et pour ses affaires intérieures, M. Pitt était essentiellement homme de gouvernement. Dès son entrée dans la vie publique, on en vit éclater en lui les qualités et les tendances ; sa jeune ambition était à la fois hardie et patiente ; il

aspirait au pouvoir, mais il ne voulait l'exercer qu'à de grandes conditions. Le 25 mars 1783, n'ayant pas encore vingt-trois ans, il refusa obstinément d'être premier ministre parce qu'il ne trouvait pas qu'à ce moment ces conditions pussent être remplies; et lorsque, neuf mois après, ce débutant eut consenti à former lui-même un cabinet, il déploya tout à coup, dans sa lutte contre la coalition de M. Fox et de lord North, la sagacité supérieure et la fermeté calme d'un politique éprouvé, et l'Angleterre reconnut en lui le chef naturel de son gouvernement.

Mais c'était un gouvernement libre que M. Pitt avait et se plaisait à diriger; il portait aux institutions libres un respect et un goût sincères; il avait confiance dans leur efficacité autant que foi dans leur légitimité. C'était sous le contrôle et avec le concours des libertés publiques qu'il exerçait le pouvoir. Soit dans les élections, soit au sein du parlement, il en appelait constamment au pays pour la sanction de sa politique, au dedans comme au dehors; et le pays lui donnait constamment la majorité avec laquelle il gouvernait. Et dans sa lutte contre le parti et l'esprit révolutionnaires, M. Pitt était plus modéré que sa majorité parlementaire; il la contenait bien plutôt qu'il ne l'excitait. Elle le soutenait par convic-

tion, point par corruption ou par complaisance, et elle lui eût donné plus qu'il ne lui demandait.

Elle l'abandonnait quelquefois lorsqu'il venait appuyer devant elle quelque grande réforme libérale. Tout conservateur et défenseur de l'ordre établi qu'il était, M. Pitt ne renonçait point au progrès de la justice, de la civilisation et de l'humanité dans les lois et le gouvernement de son pays. L'abolition de la traite des nègres, l'émancipation des catholiques, l'administration équitable de l'Irlande, une certaine réforme parlementaire l'eurent constamment pour patron ; et lorsque les circonstances du temps, la résistance du roi ou du pays ne lui parurent pas permettre que ces mesures fussent immédiatement poursuivies, il en maintint hautement le principe, tantôt en continuant de leur donner son suffrage, tantôt en expliquant avec regret les raisons politiques de leur ajournement. Il luttait incessamment contre l'esprit révolutionnaire sans jamais déserter ni désavouer l'esprit libéral.

Je ne forme pas des conjectures; je ne trace pas un portrait de fantaisie; je résume les grands traits du gouvernement de M. Pitt, tels que lord Stanhope les a mis en lumière dans son ouvrage, en prouvant et développant les faits historiques par des docu-

ments nouveaux et authentiques. Personne n'était plus autorisé que le comte Stanhope à écrire ce livre : des liens intimes ont uni sa famille à celle de M. Pitt ; il a eu entre les mains tous les papiers recueillis à la mort de Pitt, entre autres sa correspondance quotidienne avec le roi George III et ses lettres à sa mère, lady Chatham. Beaucoup d'autres documents politiques et personnels ont été communiqués à lord Stanhope par des contemporains de M. Pitt ou par leurs héritiers. Il a mis tous ces matériaux en usage avec une profonde connaissance des faits et une grande équité politique. Sa *Vie de William Pitt* est la continuation et la conclusion naturelle de son *Histoire d'Angleterre depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la paix de Versailles*. Il a clos l'histoire d'un grand siècle par l'histoire d'un grand homme. Une petite-fille de lord Chatham, lady Griselda Tekell, à peine âgée de quinze ans, fit un jour à sa grand'mère cette question enfantine : « Qui croyez-vous le plus supérieur, mon grand-père ou M. Pitt ? — Votre grand-père, sans nul doute, » répondit lady Chatham. Je comprends cette prépondérance de l'orgueil et de l'amour conjugal sur l'orgueil et l'amour maternel ; je puis admettre la supériorité dramatique de lord Chatham, mais je regarde la su-

périorité politique et morale de M. Pitt comme incontestable ; c'est, à mon sens, le plus grand ministre qui ait jamais gouverné l'Angleterre : au milieu des tempêtes révolutionnaires, il l'a maintenue dans l'ordre, et il l'a faite plus grande en la laissant libre.

GUIZOT.

Avril 1862.

WILLIAM PITT

ET SON TEMPS

CHAPITRE PREMIER

Naissance de William Pitt.— Espérances que fait concevoir son enfance. Délicatesse de sa santé dans l'adolescence. — Son éducation. — Il est reçu maître ès arts à Cambridge à dix-sept ans. — Etude de l'éloquence. — Mort de son père. — Habitudes d'économie. — Il se fait inscrire à Lincoln's Inn. — Il assiste aux débats du Parlement. — Il est présenté à Fox. — Il entre au barreau. — Il fait partie du circuit de l'Ouest. — Il est nommé membre du Parlement pour Appleby.

Le premier William Pitt, plus connu sous le titre de comte de Chatham qu'il revêtit par la suite, épousa en 1754 lady Hester Grenville, fille unique d'Hester, de son propre droit comtesse Temple. William Pitt, leur second fils, naquit le 28 mai 1759, à Hayes, près de Bromley, dans le comté de Kent.

La maison et le parc de Hayes, qui avaient été achetés par lord Chatham, furent vendus par son fils aîné

quelques années après sa mort. Autant qu'on en peut juger à présent, la maison n'a pas dû subir de grands changements depuis ce temps-là. On montre encore la plus grande des chambres à coucher comme celle où naquit William Pitt: c'est probablement aussi là que son père est mort.

Outre William, lord et lady Chatham avaient deux fils et deux filles. John, l'aîné, était né en 1756, et James Charles, le plus jeune, en 1761. Des filles, l'aînée, Hester, naquit en 1755, et Harriot en 1758. Lord Chatham destinait son fils aîné à l'armée, et le troisième à la marine; il réservait pour le barreau le second qui, dès son enfance, avait donné de grandes espérances.

L'année 1759, époque de la naissance de William Pitt, fut peut-être la plus glorieuse et la plus remplie de la vie de son père. L'impulsion donnée à la guerre par ce grand orateur et ce grand homme d'État se manifesta par des victoires sans exemple, remportées dans tous les coins du monde. En Allemagne nous gagnâmes la bataille de Minden, dans l'Amérique du Nord la bataille de Québec. En Afrique, nous prîmes Gorée, et dans les Indes occidentales la Guadeloupe. Dans l'orient nous repoussâmes les fils de l'empereur de Delhi, et les généraux des Hollandais à Chinsura. Sur la côte de Bretagne, nous eûmes l'avantage dans le grand combat naval de Quiberon; sur la côte de Portugal dans le grand combat naval de Lagos. « Vraiment, » disait Horace Walpole, à la fin de cette année, dans une lettre à sir Horace Mann, « on est obligé de demander tous les matins quelle victoire on annonce, de peur d'en laisser passer quelqu'une ! »

Mais les années s'écoulèrent et la fortune changea de face. En 1761, M. Pitt quitta les sceaux à la suite d'un

dissentiment avec ses collègues. A cette occasion le roi lui assura une pension de 3000 livres sterling, réversible après lui sur deux personnes, et il éleva lady Hester à la pairie en son propre nom, sous le titre de baronne Chatham.

Pendant l'été de 1765, le politique en retraite alla s'établir avec sa famille à Burton Pynsent, terre située dans le comté de Somerset, et valant 3000 livres sterling de revenu; elle lui avait été léguée de la manière la plus inattendue par un homme qui lui était parfaitement étranger, sir William Pynsent.

Tout d'un coup, au mois de juillet 1766, M. Pitt fut rappelé aux affaires par la voix publique à peu près unanime, on peut dire. Mais il commit la grave erreur de se décider à quitter la chambre des communes. Il accepta, avec le sceau privé, le titre de comte de Chatham.

A cette époque, ses deux fils aînés et sa fille Hester résidaient à Weymouth pour leur santé, sous la garde de leur précepteur, le révérend Edward Wilson. Celui-ci rapporte que le petit William était « parfaitement heureux » de conserver le nom de son père. Trois mois auparavant, il avait dit à son précepteur dans une conversation très-sérieuse, en faisant allusion à la pairie de sa mère: « Je suis bien aise de ne pas être le fils aîné, je veux parler à la chambre des communes comme papa [1]. »

Il est une autre anecdote qui appartient à peu près à la même époque, mais dont l'authenticité est plus douteuse, puisqu'elle repose uniquement sur des souvenirs lointains. Lord Holland nous dit que la duchesse de Leinster lui

[1] Lettre à la comtesse de Chatham en date du 2 août 1766, publiée dans la correspondance de lord Chatham.

avait raconté une conversation à laquelle elle avait assisté, entre sa sœur, la première lady Holland, et son mari lord Holland. La femme reprochant à son mari l'extrême indulgence qu'il témoignait à tous ses enfants, et à Charles Fox en particulier, ajouta : « J'ai été ce matin chez lady Hester Pitt (lady Chatham), et il y a là le petit William Pitt, qui n'a pas huit ans et qui est l'enfant le plus extraordinaire que j'aie jamais vu; ce petit garçon est si bien élevé, et il a de si bonnes manières qu'il sera toute sa vie une épine dans la chair de Charles. Faites bien attention à ce que je vous dis là [1]. »

A mesure que le « petit garçon » grandissait, il donnait à tous ceux qui l'entouraient bien d'autres preuves de son génie et de son ambition. Au mois d'avril 1772, pendant une séparation de quelques jours, lady Chatham écrit à son mari : « L'élévation d'esprit de William lui permet de jouir avec délices de ce qui serait au-dessus de la portée de toute autre créature du même âge. Le jeune lieutenant ne va peut-être pas tout à fait aussi loin [2]. » Le jeune lieutenant était lord Pitt, le fils aîné que William surpassait déjà sur tous les points, tout en ayant trois ans de moins.

Le même fait est prouvé par un autre témoignage plus désintéressé sans être plus sagace. Pendant l'été de 1773, les deux frères s'étaient rendus à Lyme avec M. Wilson pour y prendre les bains de mer. Hayley le poëte y fit leur connaissance. Dans ses mémoires, il décrit William Pitt comme un étonnant enfant de quatorze ans, qui éclipsait son frère dans la conversation, et il ajoute : « Il

[1] Souvenirs de Fox, par lord John Russell, vol. Ier.
[2] Correspondance de lord Chatham, vol. IV.

arrivait souvent à Hayley de réfléchir au singulier plaisir qu'il avait trouvé dans ses relations avec son jeune ami, tout en regrettant que sa réserve l'eût empêché de communiquer le poëme épique qu'il venait de commencer à ce jeune homme extraordinaire. » Jamais poëte n'a peut-être choisi un aussi jeune critique [1].

Mais à cette époque William Pitt était lui-même devenu poëte. Il avait fait une tragédie en cinq actes et en vers blancs sous le titre : « Laurentius, roi de Clarinium. » Nous apprenons par un billet de lady Chatham qu'elle fut représentée pour la première fois à Burton Pynsent le 22 août 1772, et qu'on la joua pour la seconde fois au printemps de l'année suivante. Il y a un prologue que M. Pitt récitait ; nous en avons une copie signée de sa main. Les cinq frères et sœurs jouaient tous les rôles, et ils n'avaient pour spectateurs que leurs parents, lord et lady Stanhope, et quelques autres amis de leur famille en très-petit nombre. Le manuscrit de cette tragédie existe encore à Chevening. Je l'ai montré à lord Macaulay dans l'une des visites trop vite interrompues, hélas ! que j'avais le grand plaisir de recevoir de lui à la campagne, et lord Macaulay en parle dans son excellente esquisse biographique de M. Pitt, le dernier travail qu'il ait publié : « La tragédie est naturellement mauvaise, » dit-il; mais elle n'est pas plus mauvaise que la tragédie de Hayley. Sous certains rapports, elle est extrêmement curieuse. Il n'y a point d'amour. Toute l'intrigue est politique, et ce qu'il faut remarquer, c'est que l'intérêt, tel quel, roule sur une affaire de régence. D'un côté se trouve un fidèle serviteur de la couronne, de l'autre un conspirateur ambitieux et

[1] Mémoires de William Hayley, écrits par lui même, vol. Ier.

sans principes. Enfin, le roi, qui était perdu, reparaît; il reprend son pouvoir, et récompense le fidèle défenseur de ses droits. En jugeant d'après les preuves internes, on déciderait sans hésiter que cette pièce a été composée par quelque écrivailleur aux gages de M. Pitt, au moment des réjouissances causées par le rétablissement de George III en 1789. »

Mais tandis que lord et lady Chatham suivaient avec une rare satisfaction le développement intellectuel de leur second fils, sa santé délicate les préoccupait souvent. « Mon pauvre William est toujours souffrant, » répète constamment son père dans les lettres écrites pendant son adolescence. On craignait fort de ne pouvoir amener à maturité une plante aussi frêle.

Ce fut sans doute à cause de la mauvaise santé du petit William pendant son enfance qu'on ne le mit ni en pension ni au collége. Il fut élevé chez ses parents, par les soins de M. Wilson et sous les yeux de son père. Lord Chatham prenait grand soin de l'éducation de sa famille. L'évêque Tomline nous assure que, lorsque sa santé le lui permettait, il ne laissait jamais passer un jour sans donner à ses enfants quelque leçon, et il était rare qu'il ne lût pas avec eux un chapitre de la Bible[1].

Sous la direction de M. Wilson, William Pitt étudia les classiques grecs et latins, ainsi que les éléments des mathématiques. En dépit des interruptions causées par sa mauvaise santé, ses progrès étaient extrêmement rapides. Il avait une faculté rare pour saisir dès l'abord le sens d'un passage, et M. Wilson remarquait un jour qu'il n'avait jamais l'air d'apprendre; il semblait seulement

[1] *Vie de Pitt*, vol. Ier.

qu'il se souvint. A quatorze ans il était aussi avancé que la plupart des jeunes gens de dix-sept à dix-huit ans, et on le regardait comme en état d'entrer à l'Université.

Sans faire tort à M. Wilson, c'était assurément à lord Chatham que le jeune William devait le plus. Lord Chatham était affectueux pour tous ses enfants. Il prenait plaisir, comme nous l'avons vu, à leur donner des leçons à tous. Mais il discernait, et qui ne les eût discernées, les rares facultés de William, et il s'appliquait avec un soin incessant à les développer. Dès l'enfance de son fils, il prit l'habitude de mettre de côté les morceaux d'éloquence qui le frappaient pour les lui communiquer. J'en trouve un exemple curieux dans un billet de lui à lady Chatham. qui porte au crayon cette désignation ; « Mars 1770 », et auquel on n'attribuait aucune valeur littéraire. Ce billet me fut donné en réponse à une demande d'autographes destinés aux collections de quelques amis ; je devais le couper en deux ou trois morceaux comme spécimens de l'écriture de lord Chatham. Mais à la fin du billet, je trouvai cette phrase : « J'envoie *Domitien* à William comme échantillon de l'art oratoire. » Or, Domitien était l'une des signatures de l'auteur de *Junius*, et la lettre en question paraît être celle du 5 mars, 1770[1]. Les paroles de lord Chatham prouvent ce qu'on a nié quelquefois, c'est que les meilleurs juges remarquaient et admiraient l'éloquence de l'auteur de *Junius*, même lorsque ses compositions se cachaient sous un autre nom.

Dans le même but, lord Chatham recommandait à son fils les meilleurs livres à prendre pour modèles. Il lui conseillait par exemple de lire les sermons de Barrow,

[1] Voyez le *Junius* de Woodfall, vol. III.

qu'il croyait admirablement propres à lui enseigner l'abondance (*copia verborum*). C'est ainsi qu'il le pressait d'étudier à fond les grands historiens grecs. L'évêque Tomline dit : « Ce fut d'après un ordre exprès de lord Chatham, que Thucydide fut le premier livre grec que lut M. Pitt, lors de son entrée à l'Université. Je n'ai jamais entendu exprimer à sa seigneurie qu'un autre désir au sujet des études de M. Pitt, c'était de me voir lire Polybe avec lui. »

Il faut encore remarquer le principal moyen qu'employa lord Chatham pour arriver à son but. En 1803, mon père, qui était alors lord Mahon, eut le bonheur, en sa qualité de parent, de passer quelques semaines chez M. Pitt, à Walmer Castle. Profitant de ses relations familières avec M. Pitt, il s'aventura un jour, m'a-t-il raconté, à lui demander par quel moyen il avait acquis cette merveilleuse facilité de parole, cette aisance à trouver le mot propre sans hésitation et sans embarras. M. Pitt répliqua qu'il devait en grande partie la facilité qu'on lui attribuait à une habitude que son père lui avait donnée. Lord Chatham lui faisait prendre un livre quelconque dans une langue étrangère qu'il savait bien, en latin ou en grec surtout ; puis lord Chatham lui faisait lire tout haut un passage de ce livre en anglais, en lui disant de s'arrêter lorsqu'il n'était pas sûr de l'expression anglaise, jusqu'à ce que le mot propre lui vînt à l'esprit ; il reprenait ensuite sa lecture. M Pitt dit à mon père qu'il avait assidûment pratiqué cet exercice. On peut supposer qu'au premier abord il était souvent obligé de s'arrêter pour chercher ses mots, mais que cette difficulté disparut peu à peu, jusqu'à ce qu'il en fût venu à regarder comme une tâche aisée et fami-

lière ce qui avait d'abord été pour lui un labeur[1].

L'agrément de la voix est quelque chose de plus important pour un orateur que ne peuvent le croire ceux qui se bornent à lire les discours. J'ai connu des orateurs chez lesquels cet avantage semblait remplacer tous les autres. La voix de M. Pitt était naturellement pure et sonore, et son père lui enseigna avec une exquise habileté à conduire et à moduler ses accents. Lord Chatham lui-même possédait à fond cette science, comme toute l'action oratoire, et il portait si loin cette perfection qu'elle lui a été quelquefois reprochée comme un défaut. Il y a un passage d'Horace Walpole évidemment écrit dans l'intention de le rabaisser et où il le compare à Garrick[2].

Pour habituer son fils à la déclamation, lord Chatham lui faisait fréquemment réciter devant lui des passages tirés des meilleurs poëtes anglais. Les deux poëtes qu'il choisissait ordinairement à cet effet étaient Shakespeare et Milton, et M. Pitt resta toute sa vie familier avec leurs ouvrages. Lord Macaulay rapporte un autre fait qui lui a été transmis par tradition, et que je me souviens également d'avoir entendu raconter : « Le débat dans le Pandemonium était à juste titre l'un de ses passages favoris, et les amis de sa jeunesse parlaient encore, longtemps après sa mort, de la justesse et de la mélodie de l'accent avec lequel ils lui avaient entendu rendre l'incomparable discours de Bélial. »

Se trouvant à quatorze ans si avancé dans ses études, William Pitt fut envoyé à l'université de Cambridge. Il

[1] J'ai déjà raconté ce fait dans mon discours d'Aberdeen, le 25 mars 1858.

[2] Mémoires de George II, vol. I.

fut inscrit à Pembroke-Hall au printemps de 1773, et y entra au mois d'octobre de la même année. M. Wilson l'accompagna d'abord à Cambridge, et résida avec lui quelques semaines dans son appartement, uniquement dans le but de veiller sur sa santé et sans qu'il eût rien à voir à la direction des études de M. Pitt. Il avait été recommandé aux soins particuliers du révérend George Pretyman, l'un des deux répétiteurs du collége, qui devint, peu après, son seul maître et son intime ami.

George Pretyman, que j'ai déjà cité en l'appelant d'avance l'évêque Tomline, était né à Bury Saint-Edmunds en 1750. En arrivant à Cambridge, il y fit preuve, non de facultés brillantes, mais d'un constant acharnement à l'étude. Il devint un excellent mathématicien et un érudit distingué, et, en 1772, il remporta le grand prix de mathématiques[1]. J'aurai l'occasion plus tard de montrer comment l'amitié de M. Pitt l'éleva à une grande situation dans l'Église et lui valut l'évêché de Lincoln. En 1803, il prit le nom de Tomline en héritant d'une grande propriété. Il fut transféré au siége de Winchester en 1820, et mourut en 1827.

Ce fut l'évêque Tomline que M. Pitt, comme nous le verrons plus tard, chargea après lui du dépouillement de ses papiers. Quelques années après, l'évêque témoigna son attachement pour la mémoire de son élève et de son patron en entreprenant d'écrire l'histoire de sa vie. Il n'eut pas le temps d'achever cet ouvrage. La première partie, publiée en 1821 et que j'ai sous les yeux en trois volumes in-octavo, ne va que jusqu'à la fin de 1792. On avait fondé de grandes espérances sur l'apparition de cet

[1] Il fut le *senior-wrangler* de l'année.

ouvrage. Je suis sûr de ne pas dépasser la vérité en disant que ces espérances ont été déçues. L'évêque nous donne à la vérité des documents authentiques et importants, bien qu'un peu secs, sur les premières années de M. Pitt. L'ouvrage contient bien quelques extraits peu nombreux de sa correspondance privée. Mais la biographie presque entière n'est autre chose qu'une compilation. L'auteur nous donne presque toujours les mesures de M. Pitt comme elles sont rapportées dans le *Registre annuel*, et ses discours d'après les débats du Parlement. « C'est un travail fait à l'aide des fidèles ciseaux de Sa Seigneurie, et non à l'aide de sa plume, » disait, à l'époque de la publication, un des rédacteurs de la *Revue d'Edimbourg* [1].

A Cambridge, William Pitt fut constamment occupé d'étudier l'art oratoire. A peine y est-il arrivé que nous lui voyons suivre une série de leçons sur Quintilien [2]. Mais sa santé donnait alors de grandes inquiétudes. Il avait tout d'un coup dit adieu à l'adolescence, et il était devenu grand et mince sans que la force musculaire et la largeur des épaules répondît à la croissance. Dans les premières semaines de sa vie universitaire, il fut pris d'une maladie très-grave. Pendant deux mois environ, il fut confiné chez lui, et réduit à un tel état de faiblesse que, pendant sa convalescence, il mit quatre jours à faire le voyage de Londres.

Après son retour dans un état si peu satisfaisant, son père le garda chez lui pendant six mois. Durant cet intervalle, on le confia aux soins du médecin de la famille,

[1] *Revue d'Edimbourg*, juillet 1821.
[2] Correspondance de lord Chatham, vol. IV.

le docteur Addington. Celui-ci lui recommanda de se coucher de bonne heure, de monter tous les jours à cheval et de suivre un régime très-régulier. Mais il prescrivit en outre l'usage fréquent du vin de Porto. C'était un remède qui convenait assurément à la constitution du jeune homme. Il en fit alors usage avec avantage, et continua toute sa vie à y avoir recours. C'était pour lui un élixir de force au milieu de tous ses soucis et de tous ses travaux; mais à la longue l'effet ne fut peut-être pas bon. Sans doute il y puisait souvent des forces, mais on peut se demander si cette habitude n'a pas contribué à miner sa constitution autant que ses travaux et ses soucis.

Quelque alarmante qu'elle parût au moment même, la maladie de Pitt durant l'automne de 1773 se trouva être une crise décisive pour sa santé. En suivant soigneusement les indications du docteur Addington, il fit plus que retrouver le terrain qu'il avait perdu. Au mois de juillet 1774, quelques semaines avant le commencement du semestre d'automne, on lui permit de retourner à Cambridge, « domaine abandonné des muses » comme l'appelle lord Chatham dans un style épistolaire un peu affecté[1]. William Pitt reprit aussitôt ses études sur Quintilien et sur Thucydide, mais il ne poursuivait pas cette étude dans la soirée : « La muse historique me captive fort, » écrit-il à son père, « je tiens cependant à vous assurer que ni elle ni aucune de ses sœurs ne me font manquer à mon parti pris de me coucher de bonne heure; j'y ai fermement adhéré, et grâce à cette précaution, la vie académique me convient à merveille[2]. Il ne négligeait pas

[1] Correspondance de lord Chatham, vol. IV.
[2] Correspondance de lord Chatham, vol. IV.

non plus ses promenades à cheval, ni l'usage du vin de Porto. Il n'eut point de rechute ni d'indisposition sérieuse, et peu à peu ses forces augmentèrent d'une manière lente mais sûre. « A dix-huit ans, » dit son précepteur, « il avait une bonne santé, et il la conserva pendant bien des années. »

Au mois de décembre 1774, le cercle de famille de M. Pitt fit une agréable acquisition. Sa sœur aînée, lady Hester, devint la femme de Charles lord Mahon. Il y avait déjà quelques liens de parenté entre les deux maisons, le premier lord Stanhope ayant épousé miss Lucy Pitt, tante de lord Chatham. Mais en dehors de ces relations, les deux familles vivaient, depuis de longues années, dans les rapports les plus affectueux, et dans la vie publique lord Stanhope était l'un des rares partisans qu'eût conservés lord Chatham. Par cette raison, le grand comte fut très-satisfait de cette alliance; il avait d'ailleurs pris très-bonne opinion de son gendre. Il décrivait ainsi lord Mahon le 28 novembre 1774, dans une lettre adressée à M. James Grenville et qui n'a pas été publiée :

« L'extérieur est bien ; mais c'est en regardant au dedans qu'on trouve des trésors inappréciables, une tête pour imaginer, un cœur pour concevoir et un bras pour exécuter tout ce qu'il peut y avoir de bon, d'aimable et de bon renom. Il est encore bien nouveau dans notre misérable monde ; à vrai dire, il est en Angleterre comme un voyageur. Je regrette qu'il n'ait point de siége au Parlement ; c'est la plus méchante et la meilleure école pour les hommes supérieurs. »

Lord Mahon avait été élevé à Genéve où il avait contracté un grand amour pour la liberté et pour les sciences : il se lia bientôt d'une étroite amitié avec William Pitt.

Lord Mahon avait environ six ans de plus que Willliam, mais la supériorité de celui-ci faisait disparaître toute différence dans leurs rapports. Les deux jeunes gens, sous la direction de lord Chatham, se destinaient à suivre la même voie en fait de politique, et il paraissait probable que leur intimité subsisterait toute leur vie sans faiblir.

Au printemps de 1776, M. Pitt, âgé de dix-sept ans, reçut à Cambridge le diplôme de maître ès arts, sans aucun examen, d'après le ridicule privilége qu'on accordait encore aux fils de pairs. Son précepteur nous apprend que « tant que M. Pitt fut étudiant, il ne manqua jamais de se rendre à la chapelle, matin et soir ; il dînait également toujours dans la salle commune, à moins qu'il ne fût souffrant. Il ne lui arriva jamais de passer une seule soirée hors du collége. A vrai dire, il vivait presque constamment avec moi [1]. »

Son diplôme obtenu, M. Pitt ne quitta pas l'université, comme c'est la coutume. Tout au contraire, il continua de vivre, pendant la plus grande partie de l'année, à Pembroke-Hall, presque jusqu'au moment de sa majorité. Sa résidence à l'Université, coupée, il est vrai, par de longs intervalles d'absence, se prolongea donc pendant près de sept années, ce qui est assez rare. « Durant ce temps, » ajoute son répétiteur, « je ne l'ai jamais vu passer un jour dans l'oisiveté, ni manquer une seule fois à se trouver chez moi à l'heure dite. »

Ce fut pendant les années que M. Pitt passa à Pembroke-Hall, après avoir pris son diplôme, qu'il acquit en grande partie son érudition. Elle était très-solide sur plusieurs points. Il avait beaucoup de goût pour les mathématiques,

[1] *Vie de Pitt*, par Tomline, vol. I.

orgueil spécial de Cambridge. Il fit souvent allusion plus tard aux avantages pratiques qu'il y avait puisés, et déclarait que jamais son temps n'avait été mieux employé que lorsqu'il l'avait consacré à cette étude. Il savait à fond tout ce que savent en général les « disputeurs (*wranglers*) de prix académiques, » et il avait grande envie de sonder plus avant les profondeurs des mathématiques pures ; mais M. Pretyman ne jugea pas à propos de satisfaire ce désir. « Au moment où la relation de maître et d'élève allait cesser entre nous, » ajoute M. Pretyman, « il m'exprima l'espoir de trouver le temps et l'occasion de relire avec moi les Principes de Newton, après quelque circuit d'été. »

M. Pretyman avait pour règle générale de faire alternativement avec son élève des classiques et des livres de mathématiques. Les connaissances de Pitt devinrent profondes et étendues dans ces deux sciences. A la vérité il ne s'appliqua jamais à composer en grec et en latin, comme cela se fait dans les colléges. Il n'avait jamais étudié les difficiles inutilités de la versification ancienne ; mais, pour ce qui regarde le but véritable des études classiques, la connaissance exacte et critique des auteurs classiques, il était assurément au premier rang. A peine y avait-il, parmi les classiques, un auteur grec ou latin de quelque mérite dont Pitt et Pretyman n'eussent lu ensemble tous les ouvrages. Le futur homme d'État observait finement les styles divers, et sentait leurs diverses beautés. Il tenait si fort à ne pas négliger même un seul poëte grec qu'à sa prière, M. Pretyman étudia avec lui l'obscure rapsodie de Lycophron : « Il la lut à livre ouvert, » dit son professeur, « avec une aisance que je n'eusse pas cru possible à l'esprit humain si je n'en avais été témoin. »

Entre autres témoignages, lord John Russell a rapporté une preuve de la manière dont M. Pitt avait conservé ses connaissances classiques au milieu de tous les soucis des affaires. Lord Harrowby racontait qu'étant un jour à la campagne chez M. Pitt, il l'attendait dans la bibliothèque avec lord Grenville, et qu'ayant ouvert un Thucydide, ils étaient tombés sur un passage qu'ils ne pouvaient venir à bout de comprendre. Ils continuèrent à l'étudier jusqu'au moment où M. Pitt entra; il prit le volume et expliqua le passage le plus facilement du monde[1].

Le français était la seule langue moderne que Pitt eût apprise : une fois, mais une fois seulement dans sa vie, comme nous le verrons, il passa quelques semaines en France.

Durant cette excursion et avant de la faire, il s'appliqua à étudier le langage du pays qu'il parvint à écrire et à parler facilement. Il était également assez versé dans la littérature française. Mon père m'a dit qu'il avait assisté à une discussion fort animée, entre lord Grenville et M. Pitt, sur les mérites de Molière.

Outre ses études fondamentales sur les mathématiques et les langues anciennes, Pitt apporta une grande attention aux cours publics sur le droit civil, dont il sentait l'importance par rapport à la profession qu'il devait embrasser. Il suivit également les leçons sur la philosophie expérimentale, d'après l'exemple de son allié de Chevening. Il y prit, dit-on, grand plaisir.

[1] *Mémoires et Correspondance de Fox*, par lord John Russell, vol. II. — J'ai moi-même entendu lord Harrowby raconter la même histoire; il ajoutait que les deux visiteurs attendaient M. Pitt pour se promener à cheval avec lui, et que M. Pitt, tout prêt à sortir, entrant dans la chambre, traduisit le passage son chapeau à la main.

Parmi les livres anglais qu'il lut à Cambridge, il n'y en eut aucun, rapporte M. Pretyman, qui satisfit plus complètement M. Pitt que l'Essai de Locke sur l'entendement humain. Il rédigea pour son usage personnel une analyse exacte et complète de cet important ouvrage. Nous pouvons conclure en outre, d'après l'ardeur qu'il apporta, dès ses débuts dans la chambre des communes, à épouser les principes d'Adam Smith, que, même à l'Université, il avait étudié avec assiduité la Richesse des Nations,

M. Pretyman nous apprend que Pitt n'était pas grand admirateur du style du docteur Johnson, encore moins de celui de Gibbon. Comme écrivain, il préférait infiniment Robertson et Hume. Il goûtait la vie de Cicéron par Middleton, et plus encore les ouvrages politiques de lord Bolingbroke. Cette dernière étude avait dû lui être chaudement recommandée par lord Chatham, car dans une lettre adressée, à une époque antérieure, à Thomas Pitt, nous voyons lord Chatham [1] en parler avec le plus grand éloge. Il dit, entre autres, de l'un de ces ouvrages, les *Remarques sur l'Histoire d'Angleterre,* publié sous le nom de sir John Oldcastle, qu'il faudrait l'étudier et presque l'apprendre par cœur, tant la beauté du style est inimitable. Pitt conserva toute sa vie, à ce qu'il semble, la même admiration. Mon père l'a entendu souvent à Walmer Castle déclarer qu'il ne regrettait aucune perte littéraire aussi vivement que la disparition presque complète des discours de Bolingbroke au parlement.

Mais quelles que fussent les études de M. Pitt, soit dans les langues anciennes, soit dans la sienne propre, il ne perdait jamais de vue son but; il voulait apprendre à

[1] A Thomas Pitt, 4 mai 1754.

parler en public. Il continua avec M. Pretyman le système de traduction improvisée qu'il avait commencé à pratiquer avec son père. Son professeur nous apprend « qu'il passait des heures tout seul à étudier un passage remarquable dans un historien ou dans un orateur, à examiner la tournure de leurs phrases et leur manière de conduire une narration. Quelques pages suffisaient parfois à remplir une matinée. Une de ses occupations favorites était de comparer les discours des adversaires sur le même sujet, et d'étudier la façon dont chaque orateur traitait la question à son point de vue. Les auteurs qu'il préférait pour ce genre d'étude étaient Tite-Live, Thucydide et Salluste. Il lui arrivait souvent d'écrire ses observations qui servaient de matière à nos conversations quand nous nous retrouvions. De même, il avait coutume de copier toutes les phrases éloquentes et toutes les expressions belles ou frappantes qu'il rencontrait dans ses lectures. »

Nous avons vu que, comme étudiant, M. Pitt fit peu de connaissances et n'allait point dans le monde. Il est probable qu'à quatorze ou quinze ans, ses camarades d'université le regardaient comme un enfant. Mais après avoir pris son diplôme, à l'âge de dix-sept ans, il commença à entrer en rapport avec les jeunes gens de son âge qui se trouvaient à Cambridge. Ce fut là qu'il jeta les fondements de certaines amitiés qui devinrent celles de sa vie. On dit que ses manières étaient alors douces et modestes, sans aucune trace de présomption. Ceux qui dans la suite luttaient tous les soirs, à la chambre des communes, contre un premier ministre hautain et résolu, armé de toutes pièces et toujours maître de lui-même, avaient grand'peine à croire combien il pouvait se détendre et s'adoucir dans

les rapports sociaux. Cependant le témoignage que M. Pretyman rend de ses manières à Cambridge sera confirmé plus tard par plusieurs autres personnes : « C'était toujours lui qui animait la société, il abondait en plaisanteries et en réparties vives ; mais on ne l'a jamais vu faire de la peine à personne, ni donner de justes raisons d'offense. »

« Bien que sa société, continue M. Pretyman, fût recherchée de tous côtés, et qu'à partir de dix-sept ou dix-huit ans, il passât presque toutes ses soirées dans le monde, il évita toujours soigneusement toute espèce d'irrégularité. » Cette remarque de son précepteur resta applicable bien au delà de sa vie universitaire. Par la suite, comme alors, il conserva la même sévérité de mœurs. Ce fut même, pendant toute sa vie, l'insulte favorite de ses adversaires, à défaut d'une meilleure. Quiconque voudra jeter un coup d'œil sur les satires et les épigrammes que produisirent à cette époque les beaux esprits whigs de Brooks[1], parmi lesquelles on en trouve de fort remarquables comme vivacité et comme talent, sera surpris du nombre de sarcasmes lancés, à ce sujet et sous toutes les formes, contre le jeune ministre immaculé. » Il paraît qu'un tempérament amoureux passait alors pour l'un des attributs les plus indispensables d'un ministre !

La résidence de Pitt à Cambridge était quelquefois coupée par des courses à Londres, toutes les fois surtout que lord Chatham présentait à la chambre des lords quelque motion importante. C'est ainsi qu'au mois de janvier 1775, nous voyons Pitt le lendemain rendre compte à lady Chatham, d'une discussion :

[1] Club des whigs.

« Je puis maintenant vous dire exactement ce qu'il en est : mon père a bien dormi, sans brûlements et sans inquiétudes dans les pieds. Il n'a pas souffert, mais il a une cheville enflée près de la plante du pied, ce qui vient du temps qu'il a passé debout. Il n'est pas étonnant qu'il boite ; son premier discours a duré plus d'une heure, et le second une demi-heure ; ce sont assurément les deux plus beaux discours qu'on ait jamais prononcés, lui seul excepté ! Il sera avec vous à quatre heures pour diner [1]. »

Il existe également deux lettres de lui à sa mère, racontant en détail la grande discussion à laquelle il assista de la même manière, au mois de mai 1777 [2].

Mais la principale scène fut celle du mémorable 7 avril 1778, le jour où lord Chatham prononça son dernier discours, son discours mortuaire comme on l'a appelé. Son fils aîné et son plus jeune fils étaient absents alors pour le service du roi. William et lord Mahon eurent l'honneur de soutenir leur vénérable père lorsqu'il s'avança d'un pas chancelant, mais avec une âme intrépide, au milieu des pairs assemblés, et qu'il éleva pour la dernière fois son éloquente voix en faveur de son pays. Ai-je besoin de raconter de nouveau ce que j'ai dit ailleurs, comment, en se levant pour répliquer, il retomba agité de convulsions, comment son fils et son gendre, secondés par les pairs qui les entouraient, l'emportèrent dans une chambre attenante, comment on le transporta à Hayes, et comment, le 11 mai suivant, le grand homme d'État mourut !

Aprés la mort de lord Chatham, tous les partis s'accor-

[1] Correspondance de lord Chatham, vol. III.
[2] *Ibid.*, vol. II.

dèrent, en apparence du moins, pour lui faire honneur. La chambre des communes alloua 20,000 livres sterling pour payer ses dettes. Le Parlement vota une loi qui attachait à perpétuité une pension de 4,000 livres sterling à son titre de comte. On vota à l'unanimité des funérailles publiques et un monument à sa mémoire.

Les funérailles publiques eurent lieu dans l'abbaye de Westminster, le mardi 9 juin. En l'absence de son frère aîné, William Pitt menait le deuil, assisté d'un côté par lord Mahon et de l'autre par Thomas Pitt de Boconnoc, chef de la famille Pitt. Le même jour, vers la fin de l'après-midi, il écrivit de Harley street, chez lord Mahon, à lady Chatham qui était restée à Hayes :

« Harley street, 9 juin 1778.

» Ma chère mère,

» Je ne puis laisser repartir les domestiques sans vous faire savoir que la triste solennité s'est accomplie de manière à satisfaire tous les vœux de quelque importance que nous pouvions former à ce sujet. La cour ne nous a pas honorés de sa présence, ce qui n'a pas permis à la procession d'être aussi magnifique qu'elle aurait dû l'être; mais rien d'essentiel n'a pourtant manqué au grand but, l'assistance étant nombreuse, et la foule comme la sympathie des spectateurs immense. Le duc de Gloucester était à l'abbaye. Lord Rockingham, le duc de Northumberland et tous les membres de la minorité qui se trouvaient à Londres étaient présents. Les coins du poële étaient portés par sir G. Savile, M. Townshend, Dunning et Burke. Les huit personnes qui menaient le deuil avec

nous étaient lord Abingdon, lord Cholmondeley, lord Harcourt, lord Effingham, lord Townshend, lord Fortescue, lord Shelburne et lord Camden. Tous nos parents étaient présents. Vous me pardonnerez de ne pas vous envoyer plus de détails, puisque je compte être à Hayes demain matin. Je ne vous dis pas ce que j'ai éprouvé dans cette occasion, il n'y a point de paroles pour l'exprimer; mais je sais que vous serez bien aise d'apprendre que lord Mahon, a comme moi, parfaitement supporté cette épreuve, et que nous n'avons point du tout souffert de la fatigue. Le cortége ne s'est dispersé qu'à quatre heures. Lady Mahon continue à aller beaucoup mieux, et elle n'a point eu de retour de sa maladie.

» J'espère que le surcroît de tristesse de cette journée ne vous aura pas trop accablée, et que j'aurai la satisfaction de vous trouver assez bien demain. Je suis en mesure de vous rendre compte de ce qu'on pense au sujet de notre visite à la cour, et je reste, ma chère mère,

» Votre fils respectueux et affectionné,

» W. PITT. »

Peu de temps après, William Pitt accompagna sa mère et sa sœur Harriot à Burton Pynsent, où il passa avec elles les mois d'été et d'automne; mais au mois d'octobre, nous le retrouvons à Pembroke Hall.

Il y eut, à cette époque, un incident qu'il faut remarquer, surtout parce que ce fut la première affaire qui attirât l'attention sur M. Pitt. Au commencement de l'année, sir James Wright, l'un des amis de lord Bute, était entré en rapport avec le docteur Addington, l'ami et le médecin de lord Chatham. Agissant sans aucune autorisation, ils avaient cherché à amener les deux hommes

d'État à s'entendre. Mais après la mort de lord Chatham, ces entrevues et ces bavardages donnèrent lieu à une discussion fort animée. Lord Mountstuart, fils aîné de lord Bute, y prit part, et le 23 octobre il adressa une lettre aux journaux. Le second lord Chatham étant encore absent pour son service, le devoir d'y répliquer retomba sur William Pitt. En conséquence, il publia une lettre datée de Harley street, du 29 octobre, dans laquelle il examinait à fond tous les documents qu'on avait produits, et prouvait que son père, bien loin de rechercher une alliance politique, en avait rejeté toute idée sans aucune hésitation [1].

Il faut également parler ici de l'état de la fortune de son père, comme influant sur la sienne. Lord Chatham était un cadet avec un petit patrimoine. Dans la vie publique, il avait été fort désintéressé. Dans la vie privée, il était un peu dépensier : en dépit de l'héritage inattendu qu'il avait fait de Burton Pynsent, ses affaires étaient, comme nous l'avons vu, fort embarrassées au moment de sa mort. William Pitt avait donc été, dès sa première jeunesse, dans la nécessité de pratiquer une stricte économie. Lorsqu'il entra à l'Université en 1773, il reçut en abondance tout ce qui pouvait être nécessaire pour ses études ou pour sa santé. Sous tout autre rapport ses ressources étaient minces. Un de ses premiers calculs à Cambridge fut de savoir comment il lui serait possible de nourrir le plus économiquement son cheval, à l'herbe ou à l'étable [2].

[1] On peut trouver tous les papiers relatifs à cette affaire maintenant sans intérêt dans le Registre annuel de 1778. Je me permets de référer ceux qui voudraient en lire un récit plus détaillé à mon *Histoire d'Angleterre*, vol. VI.

[2] Voyez sa lettre dans la correspondance de lord Chatham, vol. VI.

A la mort de son père, l'économie devint plus nécessaire que jamais pour William. La générosité du Parlement permettait à son frère aîné de soutenir le rang de la famille, rien de plus. Sa mère était également en bonne situation grâce à la pension accordée en 1761 à lord Chatham pour trois vies, bien qu'il paraisse, d'après de nombreux passages de la correspondance de M. Pitt, qu'il lui arrivait souvent d'être embarrassée par les retards de payement que subissaient les arrérages. Tout ce que William avait à attendre lors de sa majorité se bornait à un revenu de 250 à 300 liv. sterling. Dans l'intervalle, soit qu'il fût à Cambridge ou à Londres, il ne semble pas avoir reçu une pension régulière. Il avait coutume d'écrire de temps en temps chez lui pour indiquer la modeste somme dont il avait besoin pour payer ses comptes et les autres dépenses qu'il avait récemment encourues.

Ce fut au milieu de cette situation de fortune que s'éleva pour Pitt la question de l'achat d'un appartement (*chambers*[1]) à Lincoln's Inn, et il écrivit à ce sujet à lady Chatham la lettre suivante :

« Pembroke Hall, 30 novembre 1778.

» Ma chère mère.....

» Je vous suis fort reconnaissant de vouloir bien penser à mes finances qui n'ont pas, pour le moment, grand besoin de secours; mais si je me trouvais obligé d'acheter

[1] Les (*chambers*) appartements situés aux environs des écoles de droit (*Inns of law*), sont habités par les avocats qui les achètent pour leur vie.

un cheval, ce serait bientôt le cas ; de sorte que, si cela ne vous gêne pas, je vous serai fort obligé si vous voulez m'envoyer un bon de 30 liv. sterling qui suffira, je pense, aux dépenses courantes de ce trimestre.

» Voici une autre question qui se présente, et qui exigera une somme plus considérable ; je viens donc la soumettre à vos réflexions. Je serai bientôt obligé de prendre un appartement à Lincoln's Inn, et à tout prendre je suis convaincu que la meilleure économie doit être d'acheter, bien que je ne sache pas quel moyen vous pourriez avoir de m'avancer la somme nécessaire. Lorsque j'étais à Londres, j'ai vu un appartement à vendre, qui n'avait d'autre défaut que d'être trop bien et trop cher. En même temps, je dois dire que je n'ai pas entendu parler d'appartements à un prix inférieur, à moins qu'ils ne fussent aussi trop mal. La dépense totale de l'acquisition de celui-ci me reviendrait à 1,100 liv. sterling ; la somme me paraît effrayante, bien que je sache que, si je ne dispose pas ainsi d'une partie de mon capital, la diminution annuelle de mon revenu (dans le cas où je louerais), s'élèvera à peu près à l'intérêt de cette somme. L'appartement est dans une excellente situation, dans les nouveaux bâtiments, et serait tout prêt à habiter dans deux mois. Peu après cette époque, je serai dans l'obligation de commencer à me rendre régulièrement à Westminster Hall pendant la session des cours, et cet appartement me conviendrait mieux que toute autre résidence. Dans le cas où j'en ferais l'acquisition, la somme à payer immédiatement s'élèvera à un peu plus de 300 livres sterling ; les 800 livres restantes devront être payées à Pâques de l'année prochaine. Je me suis borné à demander qu'on n'en disposât pas jusqu'à ce que j'eusse donné réponse, en

sorte que je serai bien aise de savoir votre opinion le plus tôt possible. Vous aurez la bonté d'examiner jusqu'à quel point vous approuvez cette idée, si elle est praticable, et s'il y a moyen de m'avancer cette somme sur ma fortune, avant ma majorité. Si vous voyez, à l'un ou l'autre point de vue, quelque objection à mon projet, j'y renoncerai sans difficulté, et il est probable que je viendrai plus tard à bout, lorsque cela pourra s'arranger, de me procurer sans beaucoup de peine ce qui me sera nécessaire, puisqu'il y a toujours des appartements vacants; cependant, si vous m'approuviez, je serais assez disposé à profiter de cette occasion.

» Toujours, ma chère mère.....

» W. Pitt. »

L'acquisition de l'appartement en question s'effectua heureusement. Le frère aîné de lady Chatham, le comte Temple, fit, à ce qu'il paraît, l'avance de la somme nécessaire sur la fortune dont son neveu devait entrer en possession lors de sa majorité. Il est assez curieux pourtant de voir ce futur premier ministre, destiné à manier plus tard des millions par centaines, pour le service de son pays, parler de onze cents livres sterling comme d'une « somme effrayante. »

Une fois entré à Lincoln's Inn, Pitt commença à prendre ses inscriptions. Ceci n'entraînait que quelques visites à Londres, de quelques jours chacune; mais le jeune légiste profitait avidement de ces occasions pour assister aux discussions importantes qui pouvaient avoir lieu dans le parlement. On dit que, dans l'une de ces séances, se trouvant à la chambre des lords, il fut présenté, sur les marches du trône, à M. Fox, plus âgé que lui de dix

ans, et déjà dans tout l'éclat de sa renommée. Fox avait coutume de raconter dans la suite qu'à mesure que la discussion avançait, Pitt se tournait vers lui en disant : « Mais sûrement, M. Fox, on pourrait répondre ainsi », ou bien : « Il se découvre là, on pourrait lui répliquer ». M. Fox avait oublié les remarques mêmes; mais il disait que, sur le moment, il avait été très-frappé de la précocité d'un jeune homme qui, pendant toute la séance, ne pensait qu'à répondre aux discours des deux partis[1].

Je continue à donner quelques extraits de la correspondance de famille de M. Pitt.

« A l'hôtel, King-Street, 11 février 1779.

» Ma chère mère,

» Je me flatte qu'une lettre de moi pourra être la bienvenue, même sans avoir le mérite de contenir beaucoup de nouvelles, ni publiques ni privées. Pour commencer par les secondes, qui réclament assez ordinairement la préséance, à ce qu'il me semble, j'ai bien peur qu'on n'ait encore rien obtenu au sujet des arrérages. J'ai vu M. Coutts mardi; il m'a dit que M. Crawford avait été malade, ce qui avait retardé la présentation du mémoire, mais qu'il attendait maintenant tous les jours des nouvelles de l'effet produit. Je renouvellerai mes questions d'ici à quelque temps, et je voudrais bien recevoir une réponse favorable pour les sept quartiers...

[1] Je donne cette tradition de Holland-House, qui est sans doute parfaitement authentique, dans les termes mêmes employés par lord Macaulay. *Biographies*, éd. 1860, p. 147.

» Je dois voir ma sœur à Hayes pour m'entendre avec elle sur votre commission, dès qu'elle aura un moment de loisir. Sa grande occupation est de servir de secrétaire à lord Mahon, dont l'*Electricité* est sur le point d'être livrée à l'impression ; je suppose que cela le mettra au même rang que le docteur Franklin. Je viens de dîner à Shelburne-House avec un de ses frères philosophes, le docteur Priestley. Sa Seigneurie s'enquiert très-affectueusement de vous, et dit que, si vous restez dans l'ouest jusqu'à l'été prochain, il croira de son devoir d'aller en personne chercher de vos nouvelles à Burton. Il est fort obligeant pour moi...

» Vous serez assez bonne pour pardonner la précipitation d'une lettre que j'écris avant de partir pour l'opéra. »

» Toujours, ma chère mère,

» W. Pitt. »

« Hôtel-Nérot, jeudi 18 février 1779.

» J'espère, pour le moment, que je pourrai partir dimanche ou lundi, et rien ne me fera retarder, à moins qu'il n'y eût une discussion intéressante en perspective, ce que je ne prévois pas pour l'instant.

» Dans ce cas, je vous écrirais certainement par le premier courrier. J'ai assisté, depuis deux ou trois jours, aux séances de l'une ou de l'autre chambre, mais sans grand amusement. J'ai eu aujourd'hui l'honneur d'être entassé dans la tribune de la chambre des communes, en compagnie du duc de Cumberland, et d'entendre l'orateur adresser les remerciements de la chambre à l'amiral Keppel. »

« Hôtel-Nérot, mercredi soir, 1779.

» Je n'ai appris aucune nouvelle d'aucun genre. James est allé au bal avec mes sœurs en qualité de danseur de profession, ce qui tient lieu d'une invitation ; comme je ne prétends pas à ce titre, je suis resté chez moi. »

« Hôtel-Nérot, deux heures et demie, 1779.

» J'allais monter à cheval il y a une heure lorsque la plus violente de toutes les averses d'avril est venue m'en empêcher, et maintenant il est si tard que je n'ai aucune chance d'arriver à Hayes avant le dîner. En conséquence, il faut renoncer en tous cas à la joie de jouir beaucoup de votre compagnie ce soir, ce qui me décide à remettre mon départ jusqu'à demain matin, en présence de la double tentation d'une place dans la tribune de la chambre des communes, et d'un billet pour la soirée de la duchesse de Bolton.

» Il ne fallait rien moins que le concours de toutes ces circonstances pour modifier ma résolution de venir vous retrouver aujourd'hui; et j'ai encore un peu peur que l'engagement qui m'a fait quitter Hayes hier et celui qui me retient ici aujourd'hui ne me fassent décidément passer pour un mondain; heureusement la chambre des communes intervient pour maintenir la gravité de mon caractère. Je serai certainement avec vous demain, aussitôt que le permettront les débauches de la soirée. »

« Hôtel Nérot, 19 juin 1779.

» Vous imaginez bien que le principal sujet de conversation qu'on ait ici est le rescrit qu'on a reçu d'Espagne

ces jours derniers, et ce sujet ne fournit assurément pas matière à d'agréables réflexions.

» Cet événement rend indubitablement la situation des affaires publiques plus décourageante et plus triste que jamais sous beaucoup de rapports, et tous les dangers qu'on redoutait depuis quelque temps sont aggravés et précipités.

» On paraît cependant moins abattu qu'on ne pouvait s'y attendre en semblable conjoncture; et je veux me flatter de l'espoir qu'au milieu de bien des maux, cet événement pourra avoir chez nous quelques bons effets, et qu'il reste encore assez d'ardeur et de ressources dans notre pays pour conserver au moins les débris d'un grand empire. J'ai été enchanté d'assister à la discussion sur ce sujet à la chambre des lords; bien qu'elle n'ait pas valu, en fait d'éloquence, beaucoup d'autres séances que j'ai suivies, elle ne pouvait manquer d'être fort intéressante. Mon frère a pris son siége à cette occasion, ainsi que son ami le duc de Rutland, et ils ont ajouté deux voix à une minorité fort respectable. Lord Shelburne a parlé, comme de coutume, avec beaucoup de talent; je n'ai jamais entendu d'aussi rudes invectives que celles qu'il a lancées contre plusieurs membres du cabinet, lord North en particulier »

« Pembroke-Hall, 28 juin 1779.

» J'ai laissé lord et lady Mahon avec Harriot en ville; il ne me paraît pas probable qu'ils quittent Londres d'ici à quelque temps. A moins que le Parlement ne continue à siéger, ils auront probablement là-bas des vacances aussi solitaires que celles que je me propose de passer ici. Ce

lieu-ci a tant d'avantages pour l'étude, j'ai perdu tant de temps dernièrement, et j'en aurai si peu à l'avenir que je ne puis m'empêcher de souhaiter de passer ici une grande partie de l'été. Il m'est, du reste, parfaitement indifférent de placer ce séjour à la fin ou au commencement, et en tous cas, s'il y a un instant où vous ayez spécialement le désir de me voir à Burton, je serai toujours prêt à vous obéir immédiatement. »

« Pembroke-Hall, 3 juillet 1779.

» Depuis quelque temps, Cambridge m'intéresse doublement, attendu que j'ai récemment découvert de bonnes raisons de croire que l'Université pourra me donner un siége au Parlement lors des élections générales; c'est de tous les siéges le plus désirable puisque l'élection se fait sans frais, qu'il est parfaitement indépendant, et très-honorable sous tous les rapports, à ce qu'il me semble. Vous ne serez pas étonnée que ce sujet ne me soit pas indifférent, et j'espère que mes vœux concordent en cette occasion avec ceux que vous formez pour moi. Vous trouverez peut-être que j'ai conçu cette idée bien légèrement, quand je vous dirai que six candidats se sont déjà déclarés; mais je vous assure que je ne me berce pas de vaines espérances, et que je ne ferai pas un pas sans toutes les certitudes que comporte la nature de l'affaire. Jusqu'à présent je n'ai pas poussé mes investigations assez avant pour former une opinion bien positive. En attendant, je tiendrai mon idée absolument secrète, ce qui est indispensable au succès. Je serai probablement bientôt en mesure d'en juger, et je puis être obligé de déclarer mes intentions; mais vous saurez bien cer-

tainement, aussitôt que possible, comment marche cette affaire. »

Le dessein que Pitt communiquait ici comme un secret fut bientôt après publiquement annoncé. Il écrivit à plusieurs personnes influentes et considérables pour leur demander leur appui. Entre autres, nous le voyons écrire, le 19 juillet, au marquis de Rockingham, alors chef de l'opposition, au moins de nom. Sa Seigneurie fut froide et de mauvaise grâce ; elle laissa pendant plus de quinze jours la lettre de M. Pitt sans réponse, et, le 7 août, elle lui écrivit :

« Je me trouve, d'après mes relations avec plusieurs personnes qui peuvent se porter, et qu'on s'attend même à voir se porter, dans une situation qui me rend aujourd'hui impossible de témoigner à vos désirs la considération à laquelle votre mérite personnel comme celle de votre famille vous donnent droit[1]. »

Dans le même mois d'août, M. Pitt écrivit à lady Chatham sur un sujet bien différent, et plus intéressant encore :

« Hôtel Nerot, King-Street, samedi 21 août 1779.

» Ma chère mère,

» Les avis qu'on a reçus ces jours derniers sur les flottes française et espagnole ont rapproché de nos ports l'idée du danger et rendu plus pénible que jamais l'état incertain des affaires publiques. Tant qu'on a continué

[1] Ces lettres ont été publiées pour la première fois par lord Albemarle dans ses *Mémoires de lord Rockingham*, vol. II.

à croire ce qu'on croyait récemment sur le corps qui devait débarquer à Plymouth, j'étais tout spécialement inquiet, à cause de la proximité où vous vous trouvez de cette place; je n'avais pas la crainte de vous voir exposée à des dangers sérieux, mais je redoutais des embarras et des inquiétudes. Cette nouvelle m'est arrivée à Chevening, et je me suis immédiatement rendu à Londres avec l'intention de partir aujourd'hui pour Burton, pensant que ce serait peut-être une satisfaction pour vous, et bien sûr que c'en serait une pour moi si je me trouvais près de vous en pareille conjoncture. J'apprends cependant aujourd'hui que l'ennemi s'est, à ce qu'on croit, éloigné de la côte sans avoir rien tenté, et on attend maintenant la nouvelle d'un engagement avec sir Charles Hardy. Je ne sache pas qu'on ait encore rien reçu de lui officiellement, mais on attend d'heure en heure un courrier. A tout prendre, le premier effroi paraît calmé, et, à vrai dire, l'aspect extérieur de Londres n'a guère été affecté par cette émotion, autant que j'en puis juger. Il n'y a pas trace de confusion, et à peine voit-on quelques signes de l'inquiétude à laquelle on pourrait s'attendre en un pareil moment. Je suis cependant bien pressé de vous voir; tout en pensant que vous devez avoir été à l'abri de toute grande alarme, je ne puis m'empêcher d'être un peu impatient de m'en assurer pleinement. Je quitterai donc Londres demain, comme j'en avais d'abord l'intention, et je me dirigerai probablement sur Burton, auquel cas j'arriverai avant ma lettre. Si, pourtant, je trouvais d'ici là des raisons de me moins presser, je m'arrangerais peut-être pour m'arrêter à Stowe, en route. »

Il paraît que cette visite projetée à Stowe ne fut pas accomplie. La santé de lord Temple était alors ébranlée, et

il mourut le 11 septembre suivant. Son neveu George, fils aîné de George Grenville, naguère premier ministre, lui succéda et fut le second comte. Le nouveau pair, né en 1753, avait été, pendant quelques années, député du comté de Buckingham; son second frère, Thomas Grenville, le remplaça dans ce poste; il était né en 1755 et ne mourut qu'en 1846. Leur troisième frère, William Wyndham Grenville, qui devint plus tard lord Grenville, était né en 1759. Tous trois étaient naturellement cousins germains de M. Pitt, et nous les verrons, tous à la suite, jouer un rôle plus ou moins important dans mon récit.

Après avoir passé quelques semaines en automne à Burton Pynsent avec lady Chatham, M. Pitt retourna comme de coutume à Cambridge au mois d'octobre et sa correspondance avec sa mère recommença.

« Pembroke-Hall, 15 octobre 1779.

» Tout marche admirablement ici pour mon affaire; ce sera, je pense, une satisfaction pour vous de l'apprendre.»

« Hotel Nerot, 23 novembre 1779.

» Je ne puis imaginer, d'après toutes les idées de droit ou de justice, que les pensions subséquemment accordées puissent porter sur d'autres fonds que sur le résidu possible après le payement de la vôtre. Ceux dont les pensions ont été accordées subséquemment ne peuvent avoir de droit que sur le surplus après les payements opérés en votre faveur, et leurs prétentions ne justifient pas le retard de votre affaire.

» ... Les raisons de votre côté me paraissent si fortes que

ce serait un tort de laisser la chose dans l'état où elle est, et je ne peux voir aucune objection (au point de vue de la délicatesse) à chercher à améliorer la situation par un moyen convenable, quel qu'il puisse être. En se plaignant des abus qui existent dans le maniement des fonds, on n'impute rien d'inconvenant au grand personnage qui a originairement accordé la pension, et à tout autre point de vue je ne vois aucune raison qui puisse vous faire hésiter un moment. Quoi que vous puissiez décider, je me flatte que, mon frère ou moi étant sur les lieux, les détails ne vous donneront guère d'embarras. »

« Lincoln's Inn, 18 décembre 1779.

» Ma résidence ici est très-comfortable pour le moment, et lorsque tout sera achevé, ce qui paraît devoir être prompt, je serai aussi bien installé qu'un avocat puisse l'espérer. Je me flatte que je trouverai toutes choses en cet état quand je reviendrai ici après Noël. J'ai maintenant l'intention de retourner à Cambridge à la fin de la semaine prochaine, pour quelques jours, et je n'attendrai pour cela que le moment de recevoir de vous les ressources qui me sont malheureusement nécessaires. J'espère que je n'ai pas besoin de dire combien je suis contrarié de vous demander quelque chose dans un moment si peu propice; mais l'approche de Noël et les frais de déplacement m'obligent à vous demander de m'envoyer un bon de 60 liv. sterling. »

« Pembroke-Hall, 3 janvier 1780.

» Ma chère mère,

» J'ai été, fort contre mon gré, empêché de vous remer-

cier de votre lettre par le dernier courrier et de vous envoyer un certificat en règle de ma santé; vous aurez, je crois, quelque satisfaction à le recevoir. Je ne nie pas absolument l'accusation de maigreur que le docteur a portée contre moi lors de sa visite; mais, si j'étais plus mince qu'à l'ordinaire, cela peut être très-justement attribué au tourbillon de Londres et à un rhume que j'avais dans ce moment-là. Les deux causes ont également disparu depuis mon retour ici; et comme ma vie depuis lors a été aussi propre à m'engraisser qu'on puisse le désirer, je crois que je suis arrivé à tout l'embonpoint auquel j'ai légitimement droit. J'avais suivi l'avis du docteur avant de recevoir votre lettre, et je m'étais mis à prendre du lait d'ânesse: c'est un remède si facile que je n'ai point d'objection à le prolonger quelque temps, tout en le croyant inutile. Je vous assure que je ne néglige pas l'usage du cheval dans la mesure la plus convenable, et j'ai assez de manières de perdre mon temps pour être parfaitement à l'abri du danger de trop travailler. A tout prendre, il me semble que je puis rendre de moi-même un compte très-satisfaisant, puisque je me trouve parfaitement bien, et que cependant je ne fais rien de ce qu'un malade pourrait redouter. Une des principales occupations à Cambridge, au moment de Noël, consiste à donner une série de banquets de camarades; c'est une espèce d'exercice auquel j'appliquerai, plus qu'à tout autre, votre règle de la modération. Mon caractère de candidat me fournit aussi toujours quelques occupations qui, sans mériter le nom d'affaires, me prennent assez de temps.

» ... Mes affaires ici sont en bon train, mais on n'attend pour le moment rien de bien nouveau. La nouvelle année paraît promettre quelques bonnes chances au ministère,

sinon au pays. Il serait difficile de promettre et de tenir à tous les deux.

» Je suis, ma chère mère...

» W. PITT. »

« Pembroke-Hall, 12 janvier 1780.

» Je ne sais si je dois espérer que votre climat de l'ouest se sera trouvé, comme de coutume, beaucoup plus doux que le nôtre, car le temps que nous avons eu a été parfaitement agréable, bien que très-froid pendant plus de quinze jours ; il me semble que vous en auriez joui. Depuis deux ou trois jours seulement, la gelée n'est plus assez forte pour interdire les courses à cheval ; c'était la seule chose que j'eusse à lui reprocher, et encore pouvais-je pardonner ce défaut, la promenade étant si agréable. Votre bruyère doit être dans toute la perfection de sa beauté d'hiver, mais je suppose qu'on n'y voit guère d'animaux, si ce n'est quelques chevaux de paysan laissés là pour cacher les chasseurs.

» Les bruyères des environs de Cambridge ressemblent assez à la vôtre pour me la rappeler souvent, mais je suis obligé d'avouer que l'air de famille, avec une si grande différence dans les traits, n'est pas fort à l'avantage de ce pays-ci.

» Les comtés de cette partie du monde commencent à se réveiller, et la plupart adopteront, j'espère, les mesures du comté d'York [1]. Je n'entends encore rien dire à l'honneur de l'ouest, ce dont je suis fâché. »

[1] La grande pétition rédigée à York, au mois de décembre 1779, pour demander la réforme économique ; elle fut signée par huit mille propriétaires.

« Lincolns' Inn, 9 février 1780.

» J'espère que vous me pardonnez de m'être fié à ma correspondante la plus constante, Harriot, pour vous apprendre que j'étais établi à Londres. J'ai néanmoins été fort occupé, un peu par nécessité, ayant commencé à assister aux audiences à Westminster-Hall en qualité d'avocat, mais il faut avouer que j'y ai joint des occupations moins professionnelles, comme l'Opéra, le Panthéon, etc., en sorte qu'il est facile de comprendre comment j'ai passé mon temps entre le plaisir et les affaires. Je vais aujourd'hui dans un lieu où je trouverai tous les deux, je veux dire à la chambre des lords; on doit commencer aujourd'hui à discuter la motion de lord Shelburne. Le plaisir serait fort accru s'il y avait pour le moment quelque chance qu'elle fît grand effet. Les motifs sont certainement bien puissants, et on compte sur quelques additions à la minorité; mais j'ai peur qu'il n'y ait pas, d'ici à quelque temps, grand espoir qu'elles soient assez nombreuses pour en faire une majorité. »

« Grafton-Street [1], 26 février 1780.

» Vous ne serez, j'en suis sûr, pas fâchée d'apprendre qu'hier à la chambre des communes, sur une proposition concernant la liste des pensions que le ministère combattait de toutes ses forces, la minorité a été de cent quatre-vingt-six voix contre cent quatre-vingt-huit. Il me semble que cela indique la chute de ceux qui sont au

[1] Lady Harriot Pitt s'y trouvait alors chez lady Williams.

pouvoir, et je veux espérer que les vues de l'opposition sont de nature à faire de cet événement un bienfait pour le pays. Je me fie aussi peu que qui que ce soit aux principes qui font agir au fond certaines personnes que je n'ai pas besoin de nommer. Mais je crois qu'elles sont si fort engagées dans la bonne cause qu'il n'y a pas grand'chose à en redouter pour le moment. »

« Lincoln's Inn, 14 mars 1780.

» Je continue à passer mes soirées au Parlement, et j'y ai joui d'un spectacle que je n'avais jamais vu auparavant, une majorité contre un ministre[1]. Je suis resté cette nuit dans la tribune jusqu'à trois heures; c'est alors que le phénomène a eu lieu. Le débat était aussi intéressant que possible, et les déclarations violentes et inattendues de sir Fletcher Norton contre lord North n'y ont pas nui. On ne peut prévoir les conséquences, mais je n'ai pas idée que le ministère puisse se maintenir. On répand le bruit de la dissolution du Parlement peu après Pâques, ce qui m'oblige à mettre les morceaux en double pour préparer mon élection. Les perspectives, sans être plus certaines, sont aussi favorables que par le passé. Harriot vous a, je sais, envoyé le discours de Burke, qui vous amusera, je pense, par ses véritables beautés et par ses ridicules affectations. Je l'ai entendu depuis prononcer en réplique deux harangues moins préparées, qui m'ont plu infiniment davantage que celle-ci maintenant qu'elle est imprimée. »

[1] Sur l'article du bill de M. Burke, relatif à l'abolition du conseil du commerce : voix pour l'article, 207; contre, 199.

« Grafton street, 4 avril 1780.

» La grande mascarade dont les journaux doivent avoir annoncé à Burton les pompeux préparatifs a eu lieu hier au soir. Harriot est allée avec lady Williams chez mistress Weddel, qui est, je crois, une sœur de lady Rockingham, pour voir des masques. Elle s'y est fort amusée, surtout, j'imagine, parce que c'est la première chose de ce genre qu'elle eût jamais vue. J'y suis allé aussi, ainsi qu'à une réunion beaucoup plus nombreuse, chez un magnifique M. Broadhead, chez lequel quelques dames ne veulent pas aller à cause des petites histoires qui circulent sur la maîtresse de la maison, ce qui n'a pas empêché la foule d'y être plus grande que je ne l'aie jamais vue ailleurs. Je n'étais pas assez au courant des masques pour pouvoir juger de la compagnie. J'ai terminé ma soirée au Panthéon, que je n'avais jamais vu illuminé; c'est vraiment un spectacle magnifique. Du reste, comme je n'avais guères le plaisir d'agacer autrui ou d'être agacé moi-même, j'étais bien fatigué de mon domino avant la fin de la soirée. »

« Harley street, 20 avril 1780.

» Je n'ai pas besoin d'exprimer tout ce que j'ai ressenti en lisant le papier ci-inclus[1]. Je suis assurément bien loin de désirer ou de suggérer le changement d'une syllabe.

[1] Lady Chatham avait consulté son fils sur une inscription qu'elle avait rédigée pour la placer sur le piédestal d'une urne de marbre consacrée à la mémoire de son mari dans le parc de Burton-Pynsent. Cette inscription se trouve tout au long dans la correspondance de lord Chatham, vol. IV. Lorsque la terre de Burton-Pynsent fut vendue après la mort de lady Chatham, on transporta l'urne avec son

Le langage du cœur, et surtout d'un cœur comme le vôtre, n'exige et n'admet point de modification. Puisse-t-il durer comme il le mérite, pour être un monument durable du sujet et de l'auteur ! Ma plume a de la peine à passer de cet objet à des nouvelles ordinaires; je n'en ai d'ailleurs pas beaucoup à vous donner. C'est cependant pour moi une grande satisfaction que de vous avouer que je trouve ma sœur Mahon infiniment mieux comme apparence et comme vigueur; elle a fait de grands progrès sous tous les rapports pendant mon absence, plus que je n'aurais osé l'espérer. Si le temps n'est pas trop mauvais, elle ira demain avec Harriot à Hayes, et j'espère qu'elle reviendra bientôt tout à fait rétablie. Vous serez également bien aise d'apprendre que j'ai tout lieu d'être satisfait de ma visite à Cambridge, qui me donne des espérances aussi flatteuses que possible dans les circonstances actuelles. Il se pourrait qu'il y eût là une élection, même avant la fin du Parlement.

» Quant aux affaires de mes comptes, il n'est assurément pas nécessaire de les faire recommencer [1]. Je suis bien fâché qu'ils vous aient déjà donné tant de peine, et plus encore de penser que vos affaires sont encore si embarrassées. J'espère que vous ne serez pas obligée de songer à vendre les arrérages. »

inscription dans les jardins de Stowe. Au moment de la dispersion des reliques de famille conservées en ce lieu, l'urne passa dans les mains d'un étranger. Mais un autre parent en reprit depuis possession. M. James Banks-Stanhope Esq. M. P. qui a rétabli cet intéressant monument dans ses jardins, à Revesby-Park, dans le comté de Lincoln.

[1] Les comptes de sa fortune, pendant sa minorité.

« Lincoln's Inn, 2 mai 1780.

» J'ai assisté hier à une grande discussion à la chambre des communes, où, d'après la vieille coutume qui est, je le crains, presque complètement rétablie, les arguments comme les voix étaient à peu près aussi nets d'un côté que de l'autre. L'idée de la dissolution ne paraît pas aussi répandue que par le passé, ce qui est très-naturel. »

« Lincoln's Inn, 1er juin 1780.

» Le *Courant de Londres* vous aura, je crois, rendu assez exactement compte de ce qui s'est passé à Buckingham[1]; ce n'était pas fort agréable, mais c'est une satisfaction de savoir que la personne à laquelle nous nous intéressons le plus avait le bon bout sous tous les rapports. Depuis ce moment, lord Temple a été à Stowe, en sorte que nous n'avons eu ni les uns ni les autres l'occasion de nous rencontrer. Ces malheureuses divisions affaiblissent, si elles ne font pas perdre toute espérance pour les affaires publiques. »

« Lincoln's Inn, 8 juin 1780.

» Les récits que les journaux vous ont apportés des émeutes religieuses qui nous ont troublés depuis quelques jours vous ont certainement donné envie de savoir dans

[1] Dans une réunion du comté de Buckingham, rapportée dans le *Courant de Londres* du 31 mai 1780, le comte Temple proposa une association pour la réforme économique. Lord Mahon proposa un amendement pour y comprendre la réforme parlementaire, il s'en suivit une discussion fort animée, mais point décisive.

quel état nous nous trouvons. J'ai la satisfaction de pouvoir vous dire que ce soir, selon toute apparence, les choses semblent vouloir se calmer, et que nous pouvons dormir de nouveau comme dans un pays chrétien. Lincoln's Inn a été entouré de flammes, mais les bâtiments eux-mêmes n'ont couru aucun danger.

» Tout le ressentiment paraissait dirigé contre des personnages politiques et les résidences des catholiques romains ou des criminels; parmi ceux auxquels vous vous intéressez d'une manière particulière, personne n'a été exposé à aucun désagrément ni à aucune inquiétude; nous n'avons eu que le déplaisant et honteux spectacle d'une licence effrénée. »

« Lincoln's Inn, jeudi, (juin 1780).

» J'aurais assurément mieux rempli mes devoirs de correspondant si mon temps n'était pas si plein. Outre les affaires militaires du moment, j'ai dû revêtir ces derniers jours le paisible caractère d'un avocat, et il ne me manque plus que ma robe et ma perruque pour être en mesure de faire le circuit de l'ouest. Lincoln's Inn n'a pas été assailli une seule fois pendant toute cette affaire. On a cru cependant qu'il était nécessaire de nous montrer prêts à nous défendre. En conséquence, plusieurs avocats fort respectables ont apparu, le mousquet sur l'épaule, au grand divertissement des spectateurs. Malheureusement, toute apparence de danger a disparu au moment où nous étions enrégimentés, et notre ardeur militaire n'a été bonne à rien »

« Cambridge, 7 Juillet 1780.

» Lord Mahon m'a écrit hier pour me parler de mon élection. Il m'apprend qu'il va quitter Londres avec ma sœur dans un jour ou deux. J'espère que l'air de la campagne lui rendra des forces, et hâtera les progrès de sa convalescence, qui depuis quelque temps n'a pas justifié notre attente. »

L'évêque Tomline nous apprend que M. Pitt fut appelé au barreau le 12 juin 1780 ; mais un chagrin de famille, auquel on ne s'attendait guères, était alors sur le point de le frapper. Lady Mahon, à laquelle M. Pitt était tendrement attaché, mourut à Chevening, le 18 juillet. Elle n'avait que vingt-cinq ans, mais sa santé ne s'était jamais complétement remise depuis la naissance de son dernier enfant. Elle laissait trois filles : l'aînée, lady Hester Stanhope, portait le même nom qu'elle et reparaîtra dans la seconde partie de mon récit ; la seconde, Griselda, épousa en 1800 John Tekell, esq. et mourut en 1851 sans laisser d'enfants, et la troisième, Lucy, épousa en 1796, Thomas Taylor, esq. et mourut en 1814, laissant trois fils et quatre filles. M. Pitt était le parrain de cette dernière niéce, née au mois de février 1780.

Dans le courant de l'année suivante, lord Mahon se remaria. Son choix tomba sur Louisa, fille unique de l'honorable Henry Grenville qui avait occupé successivement le poste de gouverneur des Barbades et celui d'ambassadeur à Constantinople. C'était le frère cadet de lady Chatham, en sorte que la première lady Mahon était la sœur, et la seconde la cousine germaine de M. Pitt. De ce second mariage, naquirent trois fils, l'aîné, mon père, quatrième comte Stanhope ; le second, Charles Banks,

major dans l'armée, qui fut tué à la tête de son régiment à la bataille de la Corogne, et le troisième, James Hamilton, lieutenant-colonel dans l'armée, qui avait épousé une fille du comte de Mansfield et qui mourut en 1825.

Au mois d'août suivant, nous voyons M. Pitt suivre pendant quelque temps le circuit de l'ouest[1]; il rend précipitamment compte de ses mouvements à lady Chatham :

« Dorchester, 4 août 1780.

» Ma chère mère, vous serez bien aise d'apprendre promptement que je suis arrivé ici en très-bonne santé et que j'ai revêtu le caractère d'un homme de loi ; il est vrai que jusqu'à présent je n'ai fait autre chose que boire et manger avec des hommes de loi, et pour le moment, le circuit m'amuse fort. Je vous écris le matin de peur de ne pas avoir le temps dans la journée. Il n'y a, pour dire le vrai, pas beaucoup de chances que je sois écrasé d'affaires, mais je puis passer le reste de la journée à entendre les autres, et pour vous prouver combien j'ai profité de notre dernière conversation, je m'assure du moment présent. Je pourrais bien vous donner une autre raison : grâce au soleil et à l'exposition du levant, la chaleur m'a chassé de mon lit avant sept heures du matin. Ma robe et ma perruque ne feront leur apparition que dans deux ou trois heures d'ici, les juges passant une grande partie de la matinée à l'église; il paraît qu'il n'est pas dans l'étiquette pour les avocats de les y suivre.

[1] Les circuits sont faits par les douze grands juges, qui se partagent les régions et tiennent les assises de ville en ville. Ils se font accompagner d'un assez grand nombre de jeunes avocats.

» Vous ne vous attendez pas à ce que j'aie beaucoup de nouvelles à vous apprendre. La seule chose qui vaille la peine d'en parler est une lettre curieuse que j'ai reçue hier soir par la poste sous une enveloppe affranchie par Thomas Pitt. Adieu. »

» Votre fils respectueux et affectionné,

» W. PITT. »

« Exeter, 9 août 1780.

» Ma chère mère,

» Je n'ai que le temps de vous écrire une ligne pour vous dire que j'ai reçu hier votre paquet. Je suis resté à la Cour jusqu'à présent, en sorte que j'ai peur d'arriver trop tard pour la poste régulière.... Je n'ai pas oublié les engagements d'arbitrage, et je les renverrai dès que j'en aurai le temps, mais j'en perds tant à table ou à la Cour qu'il ne m'en reste guères. La lettre de lord Mahon était destinée à me demander de vos nouvelles, et à me dire qu'on attendait bientôt une dissolution. Elle doit être encore incertaine, mais je ne serais pas surpris qu'un exprès vînt me rejoindre avec cette nouvelle. Dans ce cas, je vous ferais une visite en passant pour aller à Cambridge. »

» Croyez-moi, etc.

» W. PITT. »

P. S. « Je partirai d'ici samedi, pour me rendre à Bodmin, à moins que je ne sois rappelé par une dissolution. »

Le 1er septembre le parlement fut dissous. Pitt se rendit en toute hâte à Cambridge, et une lutte acharnée s'engagea; mais quand elle fut terminée, il se trouva le dernier des candidats. Il annonça ce résultat le même soir par le billet suivant :

« Pembroke-Hall, 16 septembre 1780.

» Ma chère mère,

» Mansfield et Townshend ont remporté le prix, mais ma défaite n'a pas été honteuse.

» Je vais passer un jour ou deux à Cheveley [1], et je reviendrai bientôt vous trouver pour passer avec vous tout le temps que me laissera la loi, qui sera probablement maintenant mon unique affaire. J'espère que vous êtes tous bien.

» Votre respectueux et affectionné,

». W. PITT. »

M. Pitt paraît avoir fait à lady Chatham sa visite accoutumée en automne; mais à son retour à Londres les lettres qu'il lui écrit le montrent plongé dans les affaires de sa nouvelle profession.

« Lincoln's Inn, 23 novembre 1780.

» Je ne m'étonne pas que vous ayez l'air de me considérer comme un correspondant un peu paresseux, soit; contre mon gré, je sens que cela est vrai.

[1] Château du duc de Rutland dans le comté de Cambridge.

» Si j'avais pu vous donner quelques renseignements intéressants sur ce qui se passe au parlement, je l'aurais assurément fait, mais il n'y a réellement rien eu de décisif, et on a l'air de tout remettre après Noël. Vous serez, j'en suis sûr, disposée à excuser un peu mon ignorance et ma paresse quand je vous dirai que j'ai passé presque toutes mes journées à Westminster-Hall, du déjeuner au dîner, et que le reste de la journée est suffisamment rempli par des affaires indispensables et des dérangements passagers qui sont inévitables. »

A ce moment-là cependant, la vie publique s'ouvrit inopinément devant lui. Le brave Granby, objet de tant de regrets, avait été l'ami et le partisan de Chatham. Son fils aîné, plus âgé de cinq ans que William Pitt, était l'un des représentants de l'université de Cambridge, et en 1779, il succéda à son grand-père comme duc de Rutland. Fidèle à ses amitiés héréditaires, il avait recherché la connaissance de William Pitt pendant les premières années du séjour de celui-ci à Cambridge. Lorsque Pitt vint vivre à Londres, les deux jeunes gens se lièrent bientôt intimement, et le sérieux attachement qui les unissait dura autant que la vie du duc.

Il était naturel, en pareille circonstance, que le duc de Rutland éprouvât un sincère regret en voyant M. Pitt exclu de la chambre des communes. Il en parla à sir James Lowther, autre allié de sa maison, qui possédait de nombreux bourgs. Sir James s'empara immédiatement de cette idée et proposa de profiter d'une double élection qui allait avoir lieu dans l'un de ces bourgs pour faire entrer au parlement l'ami de son ami. Le duc transmit l'offre à Pitt, et Pitt, qui écrivait ce jour-là à sa mère, ajouta en toute hâte quelques lignes pour lui apprendre cette nouvelle.

Mais ce ne fut qu'après avoir vu sir James en personne qu'il put exprimer toute sa satisfaction de la perspective qui s'ouvrait devant lui.

« Lincoln's Inn, jeudi soir, novembre 1780.

» Ma chère mère,

» Je puis enfin vous dire que j'ai vu sir James Lowther qui m'a répété l'offre qu'il m'avait déjà fait faire, et cela de la manière la plus satisfaisante. Jugeant d'après les principes de mon père, il suppose que les miens seront d'accord avec les siens, et c'est cette raison, la plus agréable de toutes pour moi, qui le décide à me faire élire. Il n'a fait mention de conditions d'aucune espèce; seulement, dans le cas où notre ligne de conduite deviendrait contraire, je lui donnerais l'occasion de choisir quelque autre personne; je ne pouvais assurément pas hésiter à accepter la proposition à de si larges conditions, puisque rien ne pourrait m'être plus agréable sous aucun rapport. C'est Appleby que je dois représenter; l'élection aura lieu probablement dans huit ou dix jours sans que j'y prenne aucune part, sans même que j'aille voir mes électeurs. J'arriverai à temps pour être *au moins* spectateur et auditeur de la grande scène qui aura lieu après les vacances. Je n'ai pas voulu perdre de temps pour vous transmettre cette nouvelle que vous serez, je crois, bien aise d'apprendre.

» Je suis, ma chère mère, etc.

» W. Pitt. »

« 7 décembre 1780.

» Je n'ai pas encore reçu avis de mon élection ; je suppose qu'elle n'aura pas lieu avant la fin de cette semaine; sir James Lowther devait arranger une élection à Haslemere avant de se rendre dans le nord, et de là il avait l'intention d'aller à Appleby. Le Parlement s'est prorogé hier, en sorte que je ne prendrai ma place qu'après les vacances..... J'ai l'intention de faire d'ici à peu, en dépit de la politique, une petite excursion chez lord Westmoreland[1], et je jetterai probablement en passant un coup d'œil à Cambridge sur ceux qui auraient dû être mes électeurs. J'ai l'espoir de pousser jusqu'à Burton dans le cours des vacances de Noël. »

Mais la satisfaction de Pitt, à l'approche de son entrée dans le Parlement, fut soudainement obscurcie par un nouveau chagrin de famille. On apprit tout d'un coup que son frère cadet, James Charles, absent pour son service et déjà capitaine de vaisseau, était mort aux Indes Occidentales. William partit immédiatement pour Burton Pynsent; il écrivit de là à M. Pretyman la lettre suivante :

« Décembre 1780.

» ..... Je sais que vous éprouvez le besoin d'avoir de mes nouvelles. J'ai à déplorer la perte d'un frère rempli de charmes et d'espérances, tout ce qu'on pouvait aimer et admirer, et je sens que l'espoir chéri de mon âme est détruit par ce coup imprévu. Je veux cependant vous assurer que j'ai une trop grande expérience de l'affliction

[1] A Apthorp dans le comté de Northampton.

pour me laisser abattre, et que ma pauvre mère et ma sœur, auxquelles j'ai apporté hier cette triste nouvelle, n'ont pas souffert physiquement de ce terrible coup. Je leur ai persuadé de changer de lieu et de se mettre en route pour Hayes, ce qui est une grande satisfaction pour moi ; la solitude et l'éloignement de cet endroit-ci deviendraient maintenant insupportables. J'imagine que nous commencerons notre voyage d'ici à peu de jours[1]. »

[1] *Vie de Pitt*, par l'évêque Tomline, vol. Ier.

CHAPITRE II

— 1781-1782 —

Pitt entre à la chambre des communes. — Situation des partis. — Il s'attache à lord Shelburne. — Club de Goostree. — Premier discours de Pitt. — Félicitations de Fox. — Justification des opinions de son père, et déclaration des siennes au sujet de la guerre d'Amérique. — Il fait le circuit de l'ouest, et assiste à la cour du banc du roi. — Sa réputation générale au barreau. — Sa facilité de discussion. — Discours sur la réforme parlementaire. — Il est nommé chancelier de l'échiquier. — Lettres à sa mère.

Le 23 janvier 1781, lorsque le Parlement se réunit de nouveau, M. Pitt prit son siége comme député d'Appleby. Cette date marque à la fois le début et la fin de sa vie publique; il mourut l'anniversaire du même jour.

Au moment où M. Pitt entra pour la première fois à la chambre des communes, lord North était encore à la tête des affaires publiques. Personnellement le plus aimable et le plus facile des hommes, comme ministre il lui arrivait de paraître rude, et plus souvent encore malheureux. Cédant aux vœux personnels du roi contre son jugement, il continuait à soutenir une guerre fatale contre les colonies révoltées, au milieu de sa popularité décroissante et des doutes qui régnaient dans son esprit. Il comptait surtout, à cette époque, pour la discussion, sur lord George Germaine, secrétaire d'État, et sur Henry Dundas, lord avocat d'Écosse.

L'opposition qui lui faisait face se composait, par le fait, de deux partis. Ils s'étaient récemment réconciliés, et votaient presque toujours ensemble ; mais, comme on le vit peu après, l'union entre eux n'était ni complète ni profonde. De ces deux partis, le plus nombreux se composait des clients whigs des grandes maisons, ou, comme ils aimaient à s'intituler, « des familles de la révolution. » Les hommes de cette espèce avaient de la peine, comme Horace Walpole le disait un jour tristement au duc de Portland, à étendre leurs vues au delà du grand mur de Burlington-House. Le rang et la naissance leur paraissaient les premières qualités requises pour devenir un chef politique. Ils avaient naguère supporté avec peine l'ascendant du premier Pitt, et maintenant ils ne pouvaient s'habituer à voir en Burke autre chose qu'un subordonné utile et actif, qu'on récompenserait dans l'occasion en lui donnant une place secondaire, et qui n'était pas digne de siéger au conseil avec un Wentworth ou un Cavendish.

Grâce à ces vues, ils reconnaissaient depuis longues années, pour leur général, le marquis de Rockingham, chef de la maison de Wentworth, grand seigneur fort riche et du caractère le plus honorable, mais doué de facultés médiocres, soit pour les affaires, soit pour la discussion : cependant le chef dans la chambre des communes, et à dire vrai, l'âme qui dirigeait et animait leur parti, était Charles James Fox, fils cadet du premier lord Holland. Né en 1749, il était entré au Parlement à dix-neuf ans comme député du bourg fermé[1] de

[1] *Close borough*, bourg possédant une charte limitant le nombre des électeurs.

Midhurst. Il avait signalé sa jeunesse par une série d'extravagances, et par une politique extrêmement anti-populaire. Il avait occupé deux fois une situation inférieure sous lord North. Mais rompant bientôt ces liens, il était entré dans les rangs de l'opposition, côte à côte avec Burke, et il s'était rendu redoutable à son ancien chef. Son admirable éloquence, son talent de discussion qui n'ont été surpassés dans aucun temps ni chez aucune nation, la générosité et la franchise de son caractère, et le vif attachement qu'il inspirait par là à ses amis politiques, rejetaient dans l'ombre les irrégularités de sa vie et le mauvais état de sa fortune, et arrachaient de l'admiration à ses ennemis eux-mêmes. Il avait alors sous lui deux hommes que leur génie eût mis en mesure de commander, mais qui étaient fiers de servir sous un si grand chef. L'un était Edmond Burke, le premier philosophe politique de son pays, et l'autre Richard Brinsley Sheridan, notre premier auteur dramatique dans les temps modernes; il avait déjà produit sur la scène des chefs-d'œuvre d'esprit, et il allait bientôt produire d'autres chefs-d'œuvre d'éloquence devant la chambre des communes.

Outre ce grand corps de la vieille aristocratie whig, l'opposition comptait aussi un parti moins nombreux composé des anciens adhérents de lord Chatham. Il comprenait le comte de Shelburne et lord Camden, qui avaient occupé les postes de secrétaire d'État et de chancelier dans le dernier ministère de lord Chatham, et qui avaient joui de toute sa confiance jusqu'à la fin de sa vie. En fait, depuis la mort de lord Chatham, lord Shelburne était regardé comme le chef de son parti. Au nombre de ces hommes considérables, on comptait aussi M. Thomas Townshend, politique actif et utile, qui parlait souvent et

non sans effet, M. Dunning, qui dans son temps n'avait pas eu de rivaux au barreau, et le colonel Barré, discuteur hardi et sans pitié, par conséquent le plus applaudi de tous.

Tout naturellement, en entrant au Parlement, M. Pitt devait se lier étroitement avec ce parti. Son frère aîné en avait fait autant en devenant majeur. Son ami, le duc de Rutland, en avait fait autant en héritant de son titre. Son parent, lord Mahon, en avait fait autant lorsqu'il avait été nommé aux élections générales par le bourg de High Wycombe, qui formait alors une corporation[1] fermée sous la main de lord Shelburne. M. John Jeffreys Pratt, fils unique de lord Camden, né la même année que M. Pitt, en avait fait autant en entrant au Parlement comme représentant d'une corporation fermée, celle de Bath.

Mais en dehors de ces relations que je puis qualifier d'héréditaires, M. Pitt commença dès cette époque à se lier d'une étroite amitié avec quelques autres jeunes gens, qui entraient comme lui dans la vie et qui étaient tous plus ou moins rapprochés de lui par leurs opinions politiques. Parmi eux se trouvaient Henry Bankes, de Corfe-Castle, dans le comté de Dorset, qu'il avait connu à Cambridge; Edouard, fils aîné de M. Eliot, de Port-Eliot, en Cornouailles, qui devint quelques années après son beau-frère; Richard Bepper Arden, plus tard lord Alvanley; Robert Smith, alors député de Nottingham, et chef d'une grande maison de banque à Londres. Seul, il avait sept ans de plus que M. Pitt, et cependant il lui survécut trente-deux ans.

[1] *Close corporation*. Corporation possédant une charte.

Mais de toutes les liaisons formées alors par M. Pitt, aucune ne devint une amitié plus tendre que celle qu'il contracta avec M. Wilberforce, fils d'un banquier de Hull, et propriétaire d'une bonne terre dans le comté de York. William Wilberforce, bien qu'il fût né la même année que Pitt, ne fut envoyé à Cambridge que trois ans plus tard. Les deux jeunes gens y firent légèrement connaissance; mais lors des élections générales de 1780, Wilberforce, après une lutte acharnée, fut élu par la ville de Hull, et rencontrant Pitt dans le monde et à la chambre des communes, ils se lièrent bientôt d'amitié.

Ces jeunes gens et quelques autres, vingt-cinq en tout, je crois, formaient à cette époque, en dehors des grands clubs de Brook et de White auxquels ils appartenaient, une petite société plus intime qu'on appelait Goostree, du nom de l'homme auquel appartenait la maison de Pall-Mall qui leur servait de lieu de réunion. Pitt était l'un de ceux qui fréquentaient le plus assidûment ce petit club, et pendant un hiver, probablement de 1781 à 1782, il y soupa, dit-on, tous les soirs. M. Wilberforce atteste vivement le charme de sa conversation dans ses moments de laisser-aller.

« Je n'ai jamais connu, dit-il, un homme de plus d'esprit, et ce qui lui était tout à fait particulier, il restait toujours parfaitement maître de son esprit. D'autres paraissaient frappés par l'association inacoutumée d'images brillantes; mais toutes les combinaisons d'idées possibles lui étaient présentes, et il pouvait produire à l'instant tout ce qu'il voulait. J'étais de ceux qui se réunissaient pour passer la soirée, en mémoire de Shakespeare, à la Tête-de-Sanglier, à Eastcheap. Il y avait là beaucoup de gens d'esprit de profession, mais Pitt était le plus amusant de

tous, et le plus prompt à saisir et à exprimer les allusions de circonstance[1]. »

Une autre personne qui assistait aussi à cette soirée de la Tête-de-Sanglier, M. Jekyll, en rend compte de la même façon.

« Nous étions tous très-animés, nous citions Shakespeare et nous faisions sans cesse allusion à ses ouvrages ; il se trouva que M. Pitt était aussi au courant et aussi familièrement instruit des œuvres du poëte que les plus grands Shakespeariens alors présents. »

Les clubs de Londres, sans excepter Goostree, offraient tous à cette époque de grandes tentations. Fox, Fitzpatrick et tous leurs amis avaient depuis longtemps donné l'exemple de jouer gros jeu. C'était la mode et Wilberforce lui-même fut sur le point d'y succomber. Le jour de son entrée à Boodle, il perdit vingt-cinq guinées contre le duc de Norfolk. Son journal de cette époque constate plus d'une fois la perte de cent livres sterling à la table de pharaon. Il fut arrêté sur cette pente par un généreux instinct ; ce ne fut pas ce qu'il perdait en jouant qui le fit réfléchir, mais ce qu'il voyait à regret perdre par ses adversaires. Il parle ainsi du jeune député d'Appleby :

« Nous jouions beaucoup à Goostree, et je me souviens bien de l'attention et de l'ardeur que Pitt apportait aux jeux de hasard quand il s'y joignait. Il s'aperçut de leurs séductions croissantes, et y renonça bientôt subitement et pour toujours. »

M. Pitt ne tarda pas à prendre part aux débats. Il parla pour la première fois le 26 février, en faveur du bill de Burke sur la réforme économique. L'occasion fit

[1] *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. Ier.

que ce premier discours le prit un peu par surprise. Lord Nugent parlait contre le bill, et M. Byng, représentant du Middlesex, demanda à M. Pitt de répliquer. Pitt lui répondit vaguement, mais dans le courant du discours de lord Nugent, il résolut de ne pas répliquer. Cependant, M. Byng croyait avoir obtenu son assentiment, et l'avait dit à quelques amis autour de lui; en sorte qu'à peine lord Nugent s'était rassis, tous ces messieurs se mirent à crier d'une seule voix : « M. Pitt! M. Pitt! » et par leurs cris, ils empêchèrent probablement tout autre membre de se lever. M. Pitt se voyant ainsi interpellé, et remarquant que la chambre l'attendait, se crut obligé de se lever. Cet appel soudain ne le déconcerta pas un instant; dès le début il jouit de tout son sang-froid, et bien loin de réciter un discours préparé, il entra à l'instant dans la réplique. « Jamais, » dit l'évêque Tomline, « on n'avait fondé plus d'espérances sur un homme à son entrée dans le Parlement, et jamais espérances ne furent plus complétement justifiées. Le timbre argentin de sa voix, ses manières nobles et modestes, faisaient ressortir ses arguments sûrs et bien ordonnés en dépit de l'improvisation, tandis que ses mots étaient mieux choisis et la structure de ses phrases plus parfaite qu'il n'arrive quelquefois aux orateurs les plus exercés. Non-seulement il plut à la Chambre, mais on peut dire qu'il l'étonna. Il n'y eut peut-être personne qui ne se rappelât respectueusement lord Chatham. »

A peine M. Pitt avait achevé de parler que Fox s'élança pour le féliciter de son succès avec un généreux empressement. Ils étaient encore ensemble lorsqu'un vieux membre, le général Grant, dit-on, passant à côté d'eux, dit: « Oui, oui, M. Fox, vous félicitez

le jeune Pitt de son discours, vous avez raison, car, vous excepté, il n'y a personne dans la chambre qui pût en faire un pareil, et tout vieux que je suis, j'espère et je compte vous entendre vous disputer entre ces quatre murs comme j'ai entendu vos pères se quereller avant vous. » M. Fox, déconcerté par la forme étrange du compliment, gardait le silence d'un air confus; mais le jeune Pitt répondit vivement avec beaucoup de délicatesse : « Je ne doute pas, général, qu'il ne vous fût agréable d'atteindre l'âge de Mathusalem [1] ! »

Après M. Pitt, plusieurs autres membres parlèrent, et la discussion continua jusqu'à minuit ; on vota, et la mesure de Burke fut rejetée à une majorité de 233 voix contre 190.

Il faut remarquer qu'en dépit de la chaleur que mirent les auditeurs de Pitt à reconnaître le mérite de son premier discours, il est presque impossible de retrouver les traces de ce mérite dans le maigre compte rendu qui nous en reste. Le système des comptes rendus du Parlement était alors et est resté tant d'années si imparfait qu'on n'y peut puiser une juste idée des grands orateurs du temps, si ce n'est dans quelques passages saillants, à moins qu'ils ne préparassent eux-mêmes leurs compositions pour l'impression, comme le faisait Burke lorsqu'il s'agissait de ses grands discours. Pour cette raison entre autres, je me dispenserai d'insérer dans mon récit autre chose que de rares et courts extraits des discours publiés de M. Pitt ; mes lecteurs pourront les trouver ailleurs, si bon leur semble.

[1] Cette anecdote a été racontée par le neveu de Fox, lord Holland ; je la cite dans ses propres termes. Voyez les mémoires de Fox par lord John Russell, vol. I.

Le lendemain, le jeune orateur écrivit à lady Chatham :

« Mardi soir, 27 février 1781.

» Ma chère mère,

» Si la longueur du débat d'hier et le souper tardif qui l'a suivi ne m'avaient pas rendu trop paresseux ce matin, j'avais l'intention de me rendre aujourd'hui à Hayes. Demain, il faut que je sois de bonne heure à la chambre des communes, pour assister à l'affaire de l'élection de Lyme, et je ne sais si je pourrai aller à cheval jusqu'à Hayes et en revenir à temps, en sorte que je veux vous écrire au moins une ligne dans le cas où je ne viendrais pas.

» Je sais que vous aurez appris que j'ai entendu hier ma propre voix, et le récit qu'on vous en a fait aurait certainement mieux valu que tout ce que j'aurais pu vous dire, s'il n'était venu d'un ami trop partial. Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai réussi, dans une certaine mesure, à accomplir ce que je voulais, et que j'ai au moins toutes sortes de raisons d'être plus que satisfait de la manière dont j'ai été traité. Vous aurez probablement le désir d'apprendre plus de détails que je ne pourrais, je crains, vous en donner; mais en attendant, je suis sûr que vous éprouverez à peu près la même satisfaction que moi, des encouragements qui ont accompagné mon début, quelque peu mérités qu'ils pussent être.

» J'espère, quand je viendrai vous voir, vous trouver mieux que je ne vous ai laissée ; je compte bien que ce ne sera pas plus loin que jeudi au plus tard. Dites, je vous

prie, mes tendresses à Harriot, et tous mes compliments à miss Stapleton.

» Votre fils respectueux et affectionné,

» W. Pitt. »

« Un fait curieux, dit lord Macaulay, que se rappelaient parfaitement des gens qui vivaient encore récemment, c'est que peu de temps après ce débat, M. Fox présenta au club de Brooks le nom de M. Pitt. »

On continua pendant quelques jours à discuter, dans le monde politique, les mérites du discours de M. Pitt. Lord North, avec une généreuse franchise, déclara que c'était le meilleur début qu'il eût jamais entendu. Les éloges de M. Burke furent encore plus significatifs. Quelqu'un parlait devant lui de M. Pitt comme « d'un rameau du vieux tronc, » Burke s'écria : « Ce n'est pas un rameau du vieux tronc, c'est le vieux tronc en personne! » L'évêque Goodenough, par la suite évêque de Carlisle, se réjouissait, en écrivant à l'un de ses amis, de ce que le grand lord Chatham était heureusement rendu à son pays : « Tous les vieux membres l'ont aussitôt reconnu, il ne manquait à son identité que quelques rides sur le visage [1]. »

Quelque temps auparavant, Pitt avait, à ce qu'il paraît, fait le premier essai de son talent pour la discussion dans une réunion de quelques jeunes amis. M. Jekyll, qui était alors avocat comme lui, et qui faisait également le circuit de l'ouest, rapporte ainsi le fait : « Lorsqu'il parut pour la première fois avec tant d'éclat dans le

[1] Au révérend Edw. Wilson, 27 février 1781. *Vie de lord Sidmouth* par le doyen Pellew, vol. Ier.

Parlement, les membres du barreau, qui le connaissaient peu, exprimèrent quelque surprise; mais quelques personnes, qui l'avaient une fois entendu parler dans un semblant de discussion à la *Taverne de la Couronne et de l'Ancre*, lors de la dissolution d'un club appelé *Club du district de l'ouest*, convinrent qu'il avait déployé ce jour-là tous les divers genres d'éloquence qui, depuis, ont fait sa réputation [1].

Le 31 mai, M. Pitt parla, pour la seconde fois, à la chambre des communes. Il était question d'un bill destiné à prolonger un acte de la session précédente qui nommait des commissaires des comptes. Lorsque lord North se rassit après une longue argumentation, Fox et Pitt se levèrent à la fois. Mais Fox, par un sentiment de bienveillance envers le jeune membre [2], lui céda aussitôt la place, et Pitt soutint, avec une efficace éloquence, que la chambre des communes, chargée par la constitution du pouvoir de contrôler les dépenses publiques, ne pouvait légitimement déléguer aucune partie de ces fonctions à des personnes qui ne faisaient pas partie de son corps.

Dans le vote qui suivit, le colonel Barré et M. Pitt furent choisis comme compteurs de leur parti. Le jeune orateur n'y trouva point de sujet de triomphe, puisque lord North emporta l'affaire à 98 voix contre 42.

[1] Voir une note curieuse que je compléterai ailleurs ; elle a été fournie à la *Vie de l'évêque Tomline*, et elle a été insérée dans le 1er volume de cet ouvrage. L'évêque ne nomme pas l'auteur, mais il le donne pour « fort intime avec M. Pitt, lors du circuit de l'ouest » ; il dit qu'il « occupait une situation honorable à la cour de chancellerie, en 1820 », et il ajoute encore d'autres détails qui confirment l'identité de son correspondant avec M. Jekyll.

[2] Voyez la *Vie de Tomline*, vol. Ier. Par une légère erreur, lord Macaulay a placé cet incident lors du premier discours de Pitt.

Quelques jours après, M. Wilberforce, écrivant à un de ses amis de Hull, fait ainsi allusion à ce second discours : « Les journaux vous auront appris comment M. William Pitt, second fils de lord Chatham, s'est distingué. Comme son père, il se trouve être, dès le début, un orateur accompli, et je ne doute pas de le voir, un jour ou l'autre, le premier homme du pays. Son fameux discours de l'autre soir ne m'a pourtant pas convaincu, et j'ai voté avec le gros vieux (lord North). »

Dans le même mois de mai, Wilberforce avait lui-même, pour la première fois, pris part aux débats. Il ne paraît pas avoir fait un grand effet dans cette occasion ; mais peu de temps après, il emporta le succès que méritaient son talent et son caractère, et il finit par être en grande faveur auprès de la chambre qui le regardait comme un orateur excellent et convaincu.

M. Pitt parla, pour la troisième fois dans cette session, le 12 juin, sur une motion de M. Fox, tendant à conclure la paix avec les colonies américaines. Il paraît que le jeune orateur n'avait pas l'intention de prendre part à cette discussion ; mais il y fut inopinément obligé pour rectifier de fausses assertions sur les opinions de son père. Voici le compte qu'il en rend le lendemain à lady Chatham.

« 13 juin 1781.

» L'affaire d'hier a été de tout point un triomphe pour l'opposition, excepté au point de vue des votes, ce qui a un peu rabattu notre satisfaction, 172 contre 99. J'ai été obligé de dire quelques mots qui ont été accueillis de la manière la plus favorable et la plus flatteuse en réponse à M. Rigby et à M. Adam, qui avaient imaginé de

dire que mon père et toutes les autres personnes du royaume qui n'avaient fait objection qu'aux impôts intérieurs de l'Amérique, et qui avaient en même temps revendiqué les droits de l'Angleterre, étaient complices de la guerre d'Amérique. Vous comprenez que j'ai positivement nié cette prétention en exprimant, aussi énergiquement que je l'ai pu, l'horreur que mon père éprouvait pour le principe de la guerre. J'ai donné plusieurs raisons générales qui me sont venues à l'esprit, pour démontrer la nécessité, à tous les points de vue, d'établir une enquête sur la situation de la guerre (c'était ce que M. Fox proposait); mais j'ai évité de parler directement de la question de l'indépendance, qu'il vaut mieux écarter, je crois, à ce période des affaires. J'espère que vous me pardonnerez la précipitation de mon récit; j'ai quelqu'un qui m'attend pendant que je vous écris. »

Mais tout en rétablissant les véritables opinions de lord Chatham au sujet de la guerre d'Amérique, M. Pitt en profita pour exposer les siennes avec la plus grande énergie: « Un habile lord qui a parlé au commencement de la séance, (il faisait ici allusion à lord Westcote) a, dans l'ardeur de son zèle, appelé ceci une sainte guerre. Pour moi, bien que le très-honorable membre qui a fait la motion et quelques autres personnes aient été, à plusieurs reprises, sévèrement reprimandés dans le cours du débat, pour avoir qualifié cette guerre de mauvaise et de maudite, je suis persuadé et j'affirme que c'est une guerre maudite, mauvaise, barbare, cruelle, dénaturée, injuste, diabolique..... Les dépenses en ont été énormes, elles ont dépassé tout ce dont nous avions jamais fait l'expérience, et qu'est-ce que la nation anglaise a reçu en retour? Rien, sinon une série de victoires inefficaces ou de sé-

rieuses défaites, des victoires qui n'étaient qu'un triomphe temporaire sur ces frères que nous voulions fouler aux pieds, des défaites qui remplissaient le pays de larmes sur la perte de nos parents bien-aimés massacrés pour notre injuste exigence d'une soumission sans réserve. Quel est l'Anglais qui, en lisant le récit de ces luttes sanglantes et acharnées, peut s'empêcher de regretter l'effusion de tant de sang anglais versé pour une telle cause, ou de pleurer, quel que soit le parti qui remporte la victoire ! »

Henry Dundas, le lord avocat, se leva pour répondre à Pitt; celui qui devait pendant tant d'années, non-seulement être le collègue de Pitt dans le cabinet, mais posséder plus que tout autre sa confiance. Il défendit, comme il l'avait toujours fait et comme il était tenu de le faire, la conduite de la guerre d'Amérique dans son ensemble, mais il ne put s'empêcher de complimenter son jeune adversaire sur le rare accord de tant de talents du premier ordre, de tant d'intégrité, d'une indépendance si franche et si hardie dans la conduite, et d'une éloquence si persuasive.

Fox résuma la discussion avec l'admirable habileté qui lui était propre, mais sa proposition de nommer une commission fut, comme on l'a vu, rejetée à une majorité écrasante.

M. Pitt ne prononça que ces trois discours pendant la session. Elle se ferma le 18 juillet. Quelque temps après, un membre de l'opposition dit à M. Fox : « M. Pitt promet, je crois, d'arriver au premier rang dans le Parlement. » Fox répondit aussitôt, sans la moindre apparence de jalousie : « Il y est déjà. »

Pendant cet été-là, comme pendant l'été précédent,

M. Pitt fit le circuit de l'ouest; ce fut la dernière fois. Sa carrière au barreau fut trop courte pour qu'il eût de grandes occasions de déployer son talent. Il y apportait beaucoup de zèle et il était résolu à ne négliger aucune affaire, quelque petite qu'elle pût être. M. le juge Rooke avait coutume de raconter comment Pitt avait passé huit jours, avec un dossier d'office et des honoraires d'une guinée, à attendre qu'une affaire sans aucune importance arrivât à la cour des communs plaids. Une autre fois, cependant, à la cour du banc du roi, on réclama l'*habeas corpus* en faveur d'un homme accusé de meurtre, et M. Pitt fit, assure-t-on, un discours qui excita l'admiration du barreau, et qui lui valut quelques mots d'éloges de lord Mansfield.

Il eut peu d'affaires pendant le circuit; cependant, durant l'été de 1781, M. Samuel Petrie le choisit comme avocat assistant dans une question de corruption suscitée par la pétition sur l'élection de Cricklade. Il y a des comptes rendus des deux discours qu'il prononça dans ces affaires; mais chacun de ces rapports ne contient que quelques lignes; en rendant son jugement sur le point que traitait le second discours, M. le baron Perryn dit que « les observations de M. Pitt avaient un grand poids auprès de lui. »

Il paraît, en outre, que dans le cours de ces procès. M. Pitt reçut de grands compliments de M. Dunning, le chef du barreau. « Je me rappelle aussi, » écrit M. Jekyll, avocat suivant, comme lui, le circuit, « que dans une affaire de *crim.*[1] *conv.* à Exeter, il fit preuve, comme conseil *ju-*

[1] Rapport de l'affaire de Cricklade, publiée par M. Petrie, p. 301 et 321, édit de 1785. (*Criminal conversation*, adultère.)

nior, de tant de talent pour l'interrogatoire que le barreau tout entier était d'avis qu'il aurait dû conduire l'affaire. »

M. Jekyll parle en ces termes de son attitude générale au barreau : « Parmi les hommes de son âge qui étaient gais et en train, M. Pitt était toujours le plus animé et le plus sociable pendant les longues heures de loisir dont les jeunes gens peu occupés peuvent disposer pendant le circuit; il se joignait à toutes les petites excursions à Southampton, à Weymouth et aux autres parties de plaisir qu'on arrangeait d'ordinaire. Il était extrêmement populaire. Son nom et sa réputation à l'université attiraient l'attention des hommes plus âgés que lui; son esprit, sa bonne humeur et la gaieté de ses manières lui attachaient les jeunes membres du barreau. D'après son désir, il y eut pendant plusieurs années un dîner annuel à Richmond; les convives étaient lord Erskine, lord Redesdale, sir William Grant, M. Bond, M. Leyceister, M. Jekyll et quelques autres. Lorsque M. Pitt fut devenu ministre, il continua de prier ses anciens amis du circuit à dîner chez lui, et ses manières restèrent les mêmes.

Le circuit de cet été-là terminé, M. Pitt passa en automne quelques semaines à Burton Pynsent avec sa mère, et M. Pretyman vint les rejoindre pendant une partie du temps. Mais aux premiers jours d'octobre, nous le retrouvons en visite dans le comté de Dorset, et à la fin du mois il était de nouveau à Lincoln's Inn.

« Kingston-Hall [1], 7 octobre 1781.

» Ma chère mère,

» J'ai tardé à vous écrire plus longtemps que je n'en

[1] Résidence de son ami Henry Bankes Esq.

avais l'intention, ce qui est, j'espère, de peu d'importance, puisque Harriot vous aura apporté tout ce que j'aurais pu vous envoyer en fait de nouvelles, un récit de cette absurde fête de Fonthill [1], qui était, à tout prendre, aussi mal imaginée et aussi mal dirigée que rien puisse l'être en ce genre. Elle vous aura également avoué, j'espère, que, tout en trouvant la chose moins amusante qu'elle ne s'y attendait, elle l'a trouvée aussi infiniment moins formidable, ce qui était un grand point en sa faveur. Nous avons rencontré lord Shelburne et lord Camden, en sorte qu'on nous a pressés de faire une seconde visite à Bowood ; avec l'addition du colonel Barré et de M. Dunning, nous y avions une très-agréable société. Depuis ce temps, je fais la guerre aux faisans et aux perdrix avec un succès toujours croissant. Je continuerai encore ces hostilités pendant huit jours, à ce que je crois, et puis je me préparerai à l'ouverture d'une campagne d'un autre genre à Westminster-Hall. J'apprends avec plaisir que le Parlement ne se réunira que le 27 novembre, ce qui me donnera plus de loisir que je n'avais espéré. »

« Lincoln's Inn, 24 octobre 1781.

» ... Je me réjouis de voir s'approcher la perspective de vous retrouver à Hayes, et je me flatte aussi de l'espoir de vous voir bien décidément en voie de progrès. Il n'y a point de nouvelles en ville. Le récent courrier d'Amérique semble mettre la dernière main à notre situation là-bas, s'il y manquait encore quelque chose. »

Le Parlement se réunit de nouveau le 27 novembre.

[1] Résidence bien connue de William Beckford Esq.

Deux jours auparavant étaient arrivées les nouvelles de la reddition de York Town par lord Cornwallis. Il fallut refondre le discours de la couronne. Les ministres étaient très-abattus, et les forces comme l'ardeur de leurs adversaires augmentaient en proportion. Fox proposa un amendement à l'adresse, et il déploya tout son talent de discussion, ainsi que Burke. Le lendemain Pitt en fit autant sur le rapport de l'adresse. Les applaudissements de la Chambre, lorsqu'il se rassit, furent si bruyants que le lord avocat qui s'était immédiatement levé pour lui répondre, fut obligé d'attendre un moment pour se faire entendre.

Le discours d'Henry Dundas à cette occasion, fut étonnant. Du ton le plus franc, et en faisant les plus grands compliments à Pitt, il laissa tomber quelques mots sur le désaccord ou les erreurs du ministère auquel il appartenait encore, mais il ne voulut pas s'expliquer davantage. Un politique si clairvoyant devait s'apercevoir que lord North était ébranlé, et pouvait dès lors éprouver le désir de s'unir à un jeune politique de principes populaires et dont la réputation grandissait.

Dundas n'était pas le seul qui fît des compliments au jeune politique. Une lettre de la jeunesse de sir Samuel Romilly nous apprend que, dans l'une des discussions qui eurent lieu avant Noël 1781, « Fox disait avec des éloges exagérés qu'il ne pouvait plus regretter la perte de lord Chatham, puisqu'il renaissait dans son fils avec toutes ses vertus et tous ses talents[1]. »

Quinze jours environ après l'adresse, Pitt fit son second discours de la session, le dernier avant les vacances. Horace Walpole, qui dans sa vieillesse restait un obser-

[1] *Vie de Romilly*, par ses fils. Vol. I.

vateur très-attentif de tout ce qui se passait autour de lui, écrit dans son journal du 14 décembre 1781 : « Nouvelle discussion fort remarquable sur le budget de la guerre. Pitt a fait un discours d'une étonnante force de logique, surpassant tout ce dont il avait fait preuve jusqu'alors ; on se demande s'il ne sera pas supérieur à Charles Fox luimême. »

Dans ce discours, M. Pitt donna une preuve surprenante de cette facilité de discussion qu'il avait déjà acquise, ou pour mieux dire qu'il avait possédée dès le début. Lord George Germaine avait saisi deux jours auparavant une occasion de déclarer que, quelles que pussent en être les conséquences, il ne consentirait jamais à signer l'indépendance des colonies. Lord North, au contraire, avait paru disposé à céder. Pitt s'éleva avec beaucoup de force contre ce désaccord au sein du conseil dans une conjoncture si dangereuse, et les deux ministres qu'il attaquait se rapprochèrent l'un de l'autre et se mirent à chuchoter, tandis que M. Welbore Ellis, fonctionnaire aux cheveux gris, d'une très-petite stature, et qui avait servi de plastron à Junius sous le surnom de Grildrig, passait entre eux sa chétive tête. Pitt s'arrêta au milieu de son argument, et jetant un regard sur le groupe, il s'écria : « J'attendrai que l'entente soit un peu rétablie. J'attendrai que le Nestor des finances ait calmé le différend entre l'Agamemnon et l'Achille de la guerre d'Amérique. »

Quelques jours après, le Parlement se prorogea pour quelques semaines à l'occasion des vacances de Noël. A peine se fut-il réuni de nouveau, que l'opposition reprit ses attaques avec plus d'ardeur et de succès que jamais. M. Fox donna le premier l'assaut le 24 janvier 1782 ; il

le dirigea contre le comte de Sandwich, premier lord de l'amirauté. Pitt parla plusieurs fois pour soutenir les attaques qui furent renouvelées sous diverses formes.

« Je soutiens la proposition, » dit-il, « par des raisons d'intérêt public, uniquement par ces raisons-là. Je suis trop jeune pour qu'on puisse me croire capable de nourrir une inimitié personnelle contre le comte de Sandwich; et j'espère, lorsque je serai moins jeune, qu'on s'apercevra que j'ai pris de bonne heure la solennelle résolution de ne jamais permettre aux considérations privées et personnelles d'exercer la moindre influence sur ma conduite politique à aucune époque de ma vie. »

Ces remarquables paroles ont été rapportées (bien qu'il ne le dise pas) d'après le témoignage personnel de M. Pretyman, qui paraît s'être trouvé ce soir-là dans la tribune. Elles ne se retrouvent pas dans le passage correspondant des débats du Parlement[1].

Lady Chatham étant de retour à Hayes depuis quelque temps; il ne se passait probablement guères de semaines sans qu'elle reçût une visite de son fils. Il s'ensuit que ses lettres de ce printemps-là sont rares et sans grand intérêt. En voici cependant quelques extraits :

« Lincoln's Inn, mercredi (janvier 1782).

» Je suis bien ennuyé de ce que le temps m'a empêché ce matin de monter à cheval, d'autant plus que chaque heure m'apporte de nouvelles obligations qui me rendent diffi-

[1] Comparez la *Vie de l'évêque Tomline*, vol. I, avec l'*Histoire parlementaire*, vol. XXXII. De même l'évêque a rapporté quelques expressions de M. Dunning dans cette discussion.

cile de me donner le plaisir d'aller vous entretenir à Hayes. Je croyais impossible d'être entravé demain dans mes intentions; mais *fort mal à propos*[1], puisque cela est si rare, on vient de remettre entre mes mains une affaire de loi, dont il faut s'occuper sans retard. »

« 9 mars 1782.

» Je suis arrivé hier à temps pour assister à une très-bonne discussion et à un vote qui, sans nous donner la victoire, est aussi encourageant que possible; 216 voix contre 226 dans une question menant tout droit à la chute du ministère; c'est une force qui ne peut guères faire défaut. Nous en ferons de nouveau l'épreuve dans le courant de la semaine, probablement jeudi, ce qui me permettra d'y assister sans grande difficulté. Je retourne demain matin à Salisbury, et malheureusement je suis obligé de partir à une heure qui ne me laisse pas la chance de vous voir auparavant. Je sais que je trouverai là certaines petites affaires qui rendent important que j'arrive à temps. J'espère que j'aurai le plaisir de vous trouver ici à ma première apparition à Londres. »

« Goostree's, une heure et demie (16 mars 1782).

» Après une excellente discussion nous avons été battus par 236 voix contre 227, ce qui est aussi près que possible d'être une victoire. »

Il n'est pas nécessaire de raconter ici en détail toutes les habiles et vigoureuses attaques contre le gouverne-

[1] Les mots sont en français dans l'original.

ment qui distinguent les annales parlementaires de ce printemps-là. M. Pitt y prit plusieurs fois part avec un grand succès. Parfois les ministres étaient battus, parfois ils l'emportaient à une faible majorité. En dépit des désirs et des prières du roi, ils ne purent plus reculer devant la nécessité de donner leur démission. Le 20 mars, lord North l'annonça à la chambre des communes de la meilleure grâce et du meilleur ton du monde, comme cela lui était ordinaire, et le roi consentit, froidement et à regret, à accepter le marquis de Rockingham pour son nouveau premier ministre.

Dans la distribution des charges qui s'ensuivit, on chercha à fondre les deux parties de l'opposition. M. Fox et lord Shelburne devinrent tous deux secrétaires d'État; lord Camden fut président, le duc de Grafton eut le sceau privé, et lord John Cavendish fut fait chancelier de l'échiquier. Son nom et son rang étaient ses principales recommandations pour cette charge; mais ses qualités intellectuelles ne méritaient pas cependant l'épithète que lui applique lord Brougham lorsqu'il l'appelle « le plus obscur des hommes. » Lord Thurlow, qui devait à son énergie la faveur personnelle du roi et la direction politique de la Chambre des pairs, resta chancelier. Henry Dundas conserva de même le poste de lord avocat. Burke reçut la charge lucrative de payeur général, mais on ne le crut pas digne d'une place dans le cabinet. Thomas Townshend fut mis au même rang, et il accepta le poste de secrétaire de la guerre. D'autres fonctions considérables furent accordées à Barré et à Dunning. Ce dernier fut bientôt élevé à la pairie sous le titre de lord Ashburton.

Le fils de Chatham n'eut point de part dans les nouveaux arrangements. Une dizaine de jours avant que lord

North eût annoncé sa démission, lorsqu'on regardait déjà cette démission comme imminente, Pitt avait saisi l'occasion de prononcer à la chambre des communes des paroles dont voici le sens : « Quant à moi, je ne peux m'attendre à faire partie d'un ministère; mais cela fût-il à ma portée, je me sens tenu de déclarer que je n'accepterais jamais un poste inférieur. » Tout jeune qu'il était, il était résolu à ne jamais être responsable de mesures qu'il n'aurait pas contribué à décider. Il était résolu à servir le souverain en qualité de membre du cabinet ou point du tout.

Cette résolution ne peut être justifiée que par la conscience et la réputation de facultés extraordinaires. De nos jours, une pareille résolution exciterait, à juste titre, la surprise; on trouverait qu'il y a de la présomption, à un jeune homme qui n'a pas vingt-trois ans, de parler ainsi ; mais du temps de Pitt, le fait devait paraître plus surprenant et plus arrogant encore. Le cabinet était alors infiniment moins nombreux que de notre temps. En 1770, en formant pour la première fois son gouvernement, lord North le composa de sept membres; en 1783, comme nous le verrons par la suite, Pitt y admit également sept personnes. C'était donc un honneur beaucoup plus grand de faire partie d'un tel conseil que lorsqu'il s'agit d'un cabinet de quatorze ou de seize membres, et il y eut des hommes d'un esprit supérieur, comme Burke et Sheridan, qui, jusqu'à la fin de leur vie, ne furent jamais invités à en franchir le seuil.

On dit, il est vrai, que Pitt ne se fut pas plutôt rassis qu'il eut le sentiment d'être peut-être allé trop loin, et on assure qu'il consulta l'amiral Keppel, assis à côté de lui, sur la question de savoir s'il ne ferait pas

bien de se lever de nouveau et de s'expliquer. Sir Robert Adair a raconté ce fait au comte d'Albemarle, et disait le tenir de Keppel lui-même[1]. Toutes ces autorités ont droit à beaucoup de respect; cependant il ne paraît pas probable que la résolution ainsi annoncée par Pitt eût pu être formée dans la chaleur du moment, et par conséquent qu'elle pût être sujette à un revirement si soudain. Le récit de l'évêque Tomline, au contraire, donne à penser que la résolution de Pitt était réfléchie, et qu'il ne l'annonça que quelques jours après l'avoir formée.

Ce qu'il y a de certain, c'est que M. Pitt ne témoigna aucune irrésolution lors du changement dans le gouvernement qui suivit la démission de lord North, et quand il se vit en mesure de choisir entre plusieurs situations secondaires. Ces offres lui furent faites par son ami lord Shelburne, car il n'avait avec lord Rockingham que de legères relations. On le pressa surtout d'accepter le poste de vice-trésorier d'Irlande. C'était une charge qui donnait peu de besogne et qui était fort payée, puisqu'on en évaluait les émoluments à 5,000 livres sterling par an. Pitt aurait pu pencher pour ce poste, que son père avait autrefois occupé; mais le jeune avocat préféra son indépendance, son appartement de Lincoln's Inn et un revenu qui ne s'élevait pas tout à fait à 300 livres sterling.

M. Pitt ne témoigna pas la moindre humeur ni le moindre ressentiment en se voyant exclu des hautes charges. Il exprima publiquement et en diverses occasions la bonne opinion qu'il avait du gouvernement, et il lui donna franchement son appui sur les questions générales, tout en poursuivant sa ligne indépendante.

[1] Voir les Mémoires de lord Rockingham, vol. Ier.

La question à laquelle M. Pitt s'attacha surtout à cette époque fut celle des changements à apporter dans la représentation de la nation à la chambre des communes. La réforme parlementaire avait suivi de près la réforme économique. Les folles dépenses et le mauvais succès de la guerre d'Amérique dans ses derniers périodes avaient fait oublier à bien des gens que la poursuite de cette guerre, même à un tel prix, avait été quelque temps fort populaire dans le public, comme le témoignaient les aveux des chefs de l'opposition eux-mêmes à cette époque. On en était venu à soutenir, au contraire, que le parti de la guerre s'était surtout appuyé sur les représentants des bourgs clos. Un grand cri s'éleva bientôt contre ces bourgs, et bien des gens embrassèrent avec ardeur la cause de la réforme électorale; personne n'y apporta plus d'entrain que le révérend Christophe Wywill, ecclésiastique appartenant à une ancienne famille du comté d'York. Sa correspondance sur ce sujet, qu'il publia par la suite, comprend six volumes et vingt années : ce sont les meilleurs matériaux du temps pour l'histoire d'une cause qui ne devait triompher que bien des années après.

Sous l'influence de M. Wywill et d'autres hommes fort ardents du même parti, on convoqua à Londres une réunion générale des partisans de la réforme parlementaire. Il fut convenu que la question serait immédiatement soumise à la chambre des communes. M. Pitt fut choisi comme l'homme le plus propre à la développer, et lorsqu'on lui en fit l'offre, il accepta cette tâche.

Le 7 mai, après l'appel nominal des membres de la chambre, pratique employée à cette époque pour réunir un nombreux auditoire, Pitt développa longuement cette

grande question. Voulant s'assurer l'appui des réformateurs de tout genre, il s'abstint soigneusement, dans son discours comme dans sa proposition, de donner aucun détail sur son projet; il proposa seulement de nommer une commission pour examiner l'état de la représentation. Il attaqua résolûment et hardiment « l'influence corruptrice de la couronne, influence stigmatisée à toutes les époques comme la source féconde de toutes nos misères; influence qui a pris la place de la sagesse, de l'activité, de l'effort, du succès, influence qui a grandi et s'est fortifiée en même temps que nous, mais qui n'a malheureusement pas diminué et ne s'est pas affaiblie en même temps que nous. » C'est là une des rares phrases à citer d'après le compte rendu court et plat d'un discours si animé; par une série d'arguments dont il ne nous reste que le squelette, M. Pitt se déclara l'ennemi des bourgs clos, repaires de cette corruption qu'il déplorait. Il faisait voir quelle étrange anomalie il y avait (et il faut bien admettre que c'était une anomalie) à voir des villages en décadence et presque sans population envoyer des membres au Parlement, sur l'ordre de la trésorerie, ou sous le bon plaisir de quelque grand seigneur, de quelque gentilhomme propriétaire du sol; et il s'écriait vivement, « est-ce là une représentation ? » Il faisait ensuite appel à la mémoire d'un homme dont tous les membres de la chambre pouvaient parler avec plus de liberté que lui, disait-il, et il déclarait savoir de science certaine que cet homme (je n'ai pas besoin de dire qu'il faisait allusion à son père) qui n'était pas sujet, ajoutait-il, à se laisser séduire par des spéculations vagues et chimériques, incompatibles avec la pratique et le besoin des affaires, avait été d'avis qu'à moins qu'on n'en vînt à fonder un système de représentation plus équitable

et plus solide, la nation anglaise, quelque grande et quelque heureuse qu'elle pût être, en viendrait à se confondre avec la masse de celles dont les libertés se sont perdues par la corruption du peuple.

Lorsque Pitt se rassit au milieu des applaudissements, un des vétérans de la réforme, l'alderman Sawbridge se leva et seconda la proposition qu'il venait de faire.

Le nouveau gouvernement n'était point d'accord sur la question. Le duc de Richmond, par exemple, avait été l'un de ses premiers partisans; mais lord Rockingham y était secrètement opposé; autant qu'on peut demêler ses sentiments à travers le brouillard des fautes de grammaire et des expressions confuses de sa lettre à M. Pemberton Milnes[1]. Burke y était décidément hostile. Fox, qui avait adopté l'avis contraire, eut quelque peine à l'empêcher de prendre part à la discussion. Fox parla lui-même en faveur de la proposition, Shéridan et sir George Savile en firent autant. D'autre part, Pitt rencontra l'opposition de son cousin Thomas Pitt de Boconnoc, qui trouvait la proposition trop vague et trop embrouillée, celle de son futur ami le lord avocat, celle de Rolle, le représentant du comté de Devon et celle de plusieurs autres membres. Au vote, la proposition fut repoussée à une majorité de vingt voix seulement, sur plus de trois cents votans, 161 voix contre 141. Lord Macaulay a fait remarquer que les réformateurs ne retrouvèrent jamais un vote aussi favorable jusqu'en 1831.

Le 17 mai, l'alderman Sawbridge présenta un bill sur une ramification du même sujet; il proposa d'abréger

[1] Publiée par lord Albemarle dans ses mémoires de lord Rockingham, vol. II.

la durée des parlements. Fox et Pitt parlèrent en faveur de la proposition, mais elle fut rejetée à une grande majorité. On ne put empêcher M. Burke de prendre part au débat ni de revenir à la première question. Shéridan, écrivant à l'un de ses amis en Irlande, décrit ainsi cette scène : « Vendredi, Burke a fait preuve de la plus magnanime imprudence : il a attaqué William Pitt avec des élans de fureur et il a juré que le Parlement était et avait toujours été précisément ce qu'il devait être, en sorte que les gens qui voulaient le réformer tendaient à renverser la constitution[1]. »

Le 19 juin, M. Pitt parla avec beaucoup de chaleur et de talent à l'appui d'un bill que lord Mahon avait présenté pour empêcher la corruption dans les élections. M. Fox, tout en prodiguant les expressions courtoises à M. Pitt, soutint la thèse opposée, et « ce fut, dit l'évêque Tomline, la première question sur laquelle il leur arriva, je crois, de différer avant d'en venir à se séparer. Je dois pourtant faire observer que, bien qu'ils eussent jusqu'alors agi de concert dans le Parlement, il n'y avait entre eux ni intimité ni relations confidentielles[2]. »

Dans la commission nommée pour examiner ce bill, lord Mahon consentit à céder sur divers points, dans l'espoir de rendre la mesure plus agréable à la chambre. Il raya les mots qui défendaient aux candidats de louer des chevaux ou des voitures pour transporter les électeurs au lieu du vote. Mais la clause portait encore qu'on ne remettrait pas, dans ce but, de l'argent aux électeurs, sous peine, pour ceux-ci, de perdre à jamais

[1] *Mémoires de Fox*, publiés par lord J. Russell, vol. Ier.
[2] *Vie de Pitt*, vol. Ier.

leur droit, et pour le candidat, de devenir incapable de siéger cette fois dans le Parlement; M. Pitt soutint cette clause que M. Fox et d'autres membres trouvaient trop sévère, et elle fut rejetée au vote par une majorité de 26 voix. « Cette clause d'incapacité contenait la moëlle de mon bill », dit lord Mahon, et il renonça à soutenir plus longtemps une mesure ainsi mutilée.

Le 25 juin, Fox et Pitt parlèrent tous les deux à l'appui d'une proposition dirigée contre lord North et ses collègues. Elle ordonnait le payement au trésor des excédants restant entre les mains de M Rigby, naguères payeur des troupes, et de M. Ellis, naguères payeur de la marine. Lord North s'opposa à cette proposition, qui fut rejetée à une majorité de 11 voix, prouvant ainsi combien le parti du dernier gouvernement était encore puissant dans la chambre des communes.

Pendant les trois mois qui s'étaient écoulés depuis la chute du dernier ministère, des divisions profondes s'étaient déjà élevées dans le nouveau gouvernement. Le chancelier était en mauvais termes avec la plupart de ses collègues, et on le soupçonnait de cabaler contre eux. Fox et Shelburne, tous deux secrétaires d'État, étaient jaloux l'un de l'autre, d'autant plus que la ligne de démarcation n'était pas bien nettement tracée entre leurs attributions. Les négociations pour la paix n'étaient pas chose facile. Les affaires d'Irlande en étaient venues à une situation critique, et on ne pouvait les régler sans quelque conflit d'opinion. Dès la mi-avril, Fox se plaignait déjà dans une lettre particulière, « d'avoir encore une fois[1] un cabinet plein de taquineries et de dissidences. »

[1] *Mémoires de Fox*, par lord J. Russel, vol. 1er.

Pour apaiser ces dissensions entre des collègues, il eût fallu un premier ministre énergique. Lord Rockingham, au contraire, avec les meilleures intentions, était timide, faible, indécis sur tous les points. Il n'aurait pu maintenir bien longtemps l'union des éléments discordants commis, au moins nominalement, à sa charge; mais dans le courant de juin il tomba malade, et il mourut le 1er juillet.

Le cabinet se trouva aussitôt dissous. Sa Majesté envoya chercher lord Shelburne et lui offrit le poste de premier lord de la Trésorerie, maintenant vacant. Lord Shelburne accepta l'offre. La plupart des autres ministres y consentirent, mais Fox était bien résolu à ne pas supporter la domination de son rival. Il s'allia avec son ami intime lord John Cavendish, chancelier de l'échiquier, et ils arrivèrent tous deux à penser que l'homme le plus propre à devenir premier ministre était le beau-frère de lord John, le duc de Portland, alors lord lieutenant d'Irlande. Portland était de tous points le pendant de Rockingham. Comme lui, il était de grande naissance, il possédait une fortune princière, son caractère était honorable, il était d'une timidité extrême et doué de facultés très-médiocres. Il était évident que Fox, avec son esprit supérieur, comptait gouverner le pays sous le nom de Sa Grâce.

Pour mettre à exécution leur résolution, Fox et Cavendish pressèrent le roi de nommer le duc de Portland à la trésorerie. Mais le roi ne vit point de raison de révoquer la nomination de lord Shelburne, et, sur le refus de Sa Majesté, les deux ministres donnèrent leur démission. Ils furent suivis par le duc de Portland qui se retira de Dublin, ainsi que par Burke, Sheridan et quelques autres fonctionnaires d'un rang inférieur, et ils conservèrent l'appui

d'un corps nombreux de partisans dans la chambre des communes,

Mais ils rencontrèrent dans le public peu de sympathie. On trouvait en général que la démission de Fox était impossible à défendre par des raisons d'intérêt public. Parmi ses amis indépendants, beaucoup d'esprits élevés le désapprouvaient, sir George Savile en particulier. C'était pousser jusqu'à sa dernière limite le principe oligarchique que professaient à cette époque les grandes maisons whigs. Était-il supportable, dans un pays libre, que l'héritier de l'une de ces maisons fût seul jugé en état d'occuper la première place dans les affaires publiques? Il y avait, d'ailleurs, une autre circonstance qui ajoutait au ridicule de cette prétention, comme Horace Walpole le remarque, à cette époque, dans une de ses lettres : « Ce n'est pas assez, » dit-il, « que quelques grandes familles prétendent au droit exclusif et héréditaire de nous fournir une tête; elles veulent absolument choisir une tête sans langue ! »

Soutenu, à ce qu'il espérait, par l'opinion publique, mais exposé à des chances défavorables dans la chambre des communes, le nouveau premier ministre s'occupa de remplir les postes vacants. Le comte Temple, cousin germain de Pitt, fut nommé lord lieutenant d'Irlande, avec son frère, William Grenville, comme premier secrétaire. Les sceaux de secrétaires d'État, que Fox et Shelburne avaient abandonnés, furent confiés à Thomas Townshend et à lord Grantham. La place de chancelier de l'échiquier fut offerte à Pitt, et il accepta. Ce fut ainsi que Pitt arriva à l'une des charges les plus importantes du gouvernement quelques semaines après avoir accompli sa vingt-troisième année.

Dans le nouveau ministère, le membre le plus âgé, le secrétaire d'État Townshend, fut nominalement chargé de diriger la chambre des communes ; mais c'était sur Pitt que lord Shelburne comptait pour tenir tête aux grands orateurs rangés dans l'opposition, et par le fait, comme on le vit dans la suite, ce fut Pitt qui joua le premier rôle dans toutes les discussions.

Le Parlement fut bientôt prorogé après une séance d'explications ministérielles dans les deux chambres. Dans la chambre des communes, Pitt, dont le collége n'était pas encore convoqué, et dont la nomination n'était pas même annoncée, put prendre part au débat, et, pour la première fois, il eut avec Fox une altercation assez vive : « Le très-honorable secrétaire d'hier, » dit le jeune orateur, « peut être regardé comme appartenant au public, et j'ai par conséquent le droit de l'interroger au sujet de la conduite qu'il a tenue en renonçant à un poste aussi important. Sa répugnance, à mon avis, était pour les hommes et non pour les mesures, car, si le très-honorable membre avait, pour les sentiments politiques de lord Shelburne, l'aversion qu'il professe maintenant, comment se fait-il qu'il l'ait accepté, il y a trois mois, comme collègue ? »

Dans l'autre chambre, lord Shelburne défendit la résistance qu'il avait opposée aux prétentions de Fox et de Cavendish, en se référant aux maximes de celui qu'il appelait son maître en politique, le feu comte de Chatham. « Le noble comte, » dit-il, « soutenait toujours que le pays ne devait être gouverné ni par une oligarchie, ni par des raisons de famille, et que, si on gouvernait ainsi, la constitution succomberait infailliblement. C'est d'après ces principes que j'ai toujours agi, » ajoutait Shelburne.

Les lettres intimes de M. Pitt à sa mère sont le plus fidèle

miroir de ses sentiments et de sa conduite à cette époque et quelque temps après. Je les insère tout au long, ou j'en extrais, comme de coutume, tous les passages intéressants; ce sera la conclusion de ce chapitre.

« Lincolns' Inn, 27 juin 1782.

» Mon frère me dit qu'il vous a appris que lord Rockingham était malade, ce qui malheureusement entrave tout pour le moment; mais lord S. m'a dit hier que lord R. avait manifesté le désir de faire quelque chose qui pût vous donner une sécurité pour l'avenir. Vous êtes bien bonne de penser à me donner une part de ce que vos propres affaires réclament entièrement; mes nécessités ne sont pas si pressantes que je ne puisse très-tolérablement attendre pour le moment, et je compte qu'avec le temps Westminster-Hall fournira à tout ce dont j'ai besoin.

» Le circuit commence de mardi en huit. J'espère venir vous voir en me rendant dans l'ouest; sinon, je viendrai certainement au retour, et je compte être en mesure de rester avec vous quelque temps après le circuit, bien que mes projets pour le reste de l'été ne soient pas encore bien arrêtés. J'espère que mistriss Stapleton vous a rejointe à l'heure qu'il est, et qu'elle est en aussi bonne santé que de coutume. Je suppose que mon frère ne vous a pas parlé d'un mariage dont le monde entier est certain ici, mais dont il ne sait rien, à ce qu'il m'assure, entre lui et la beauté d'Albemarle-street[1]. Il n'y a point de nouvelles publiques récentes, mais notre flotte met à la voile dans ce moment,

[1] Mary Elisabeth, fille du très-honorable Thomas Townshend. Le mariage en question n'eut lieu que plus d'un an après.

ce qui nous amènera probablement bientôt quelque chose d'important. L'état fort précaire de lord Rockingham tient bien des choses en suspens, et, s'il tourne mal, j'ai peur que ce ne soit la cause d'une grande confusion. Du reste, au point où en sont les choses, on ne peut pas savoir si ce ne sera pas le cas, quoi qu'il arrive. »

« Mardi, 2 juillet 1782.

» Ma chère mère,

» Je vous suis bien obligé de votre lettre, et bien fâché de penser que les affaires inévitables qui ont amené un intervalle entre les miennes vous aient laissée dans cet état d'inquiétude que l'éloignement amène trop naturellement. J'espère que vous avez reçu en son temps la lettre que je vous ai écrite samedi dernier. D'après ce que je vous disais, vous ne serez pas étonnée d'apprendre que lord Rockingham est mort hier matin. On ne peut encore prévoir complétement quelles en seront les conséquences pour le public. Quant à ce qui me regarde, je crois que les arrangements pourront être de natnre à me permettre et peut-être à me commander d'y jouer un rôle. Si je le fais, je crois n'avoir pas besoin de dire que vous connaissez assez les principes que j'y apporterai. Le temps a été trop court pour qu'il y ait encore rien de fait, et j'ai seulement vu les vœux que formaient ceux qui prévoyaient l'événement. On ne peut savoir comment on ajustera les prétentions diverses. Dès que je serai en mesure de vous faire savoir quelques détails, je vous les enverrai par une voie plus sûre, et je vous en préviendrai. Vous ne vous

étonnerez pas que je sois un peu pressé. Je suis bien content d'apprendre que Harriot soit mieux.

» L'affaire en question sera probablement réglée d'une façon ou d'une autre avant qu'il soit nécessaire de me décider pour le circuit.

» Je suis, ma chère mère, etc.

» W. Pitt. »

» Mon pauvre domestique John a eu une violente attaque de son ancienne maladie; la crise a été très-grave. Il va mieux et j'espère qu'il est en bonne voie, mais il est encore très-malade. Je crois qu'il a grande envie de voir sa femme, tout en ne se souciant pas de la faire venir immédiatement. Je crois que si vous vouliez avoir la bonté de l'envoyer par la diligence, en pourvoyant aux frais de son voyage, ce serait une grande satisfaction pour lui. Je crains que, dans tous les cas, il ne soit pas tout à fait bien d'ici à quelque temps. J'ai un domestique qui peut le remplacer pour le moment. »

« Vendredi, 5 juillet 1782.

» Je suis sûr que vous êtes impatiente d'avoir de mes nouvelles. Les choses commencent à s'arranger, et à tout prendre, j'ai bon espoir pour le pays, bien que tout ne soit pas précisément comme on l'aurait désiré. Fox a imaginé de donner sa démission, sans autre raison, que je sache, que la nomination de lord Shelburne, à la trésorerie. Lord John Cavendish s'en va aussi, ce qui n'est pas étonnant puisque, dès le début, il n'a accepté qu'à cause de lord Rockingham. Il y aura encore des changements dans les rangs inférieurs de quelques départements, mais

le gros reste ferme. Pour ma part je vais probablement à la trésorerie comme chancelier de l'échiquier, ou au ministère de l'intérieur comme secrétaire d'État. L'affaire ne peut être réglée définitivement avant demain ou après-demain, mais tout promet d'aller aussi bien que possible en pareille circonstance. M. Townshend fera certainement partie de ce nouvel arrangement et probablement dans un poste plus important, ce qui est pour moi une grande satisfaction. La conduite de lord Shelburne est tout ce qu'on peut désirer. Le Parlement s'ajournera dans un jour ou deux, et on ne fera rien ou à peu près, d'ici à la session prochaine. Ce que j'ai le plus à regretter, c'est la probabilité que tout ceci retarde le bonheur que j'aurai à vous voir. Mais j'espère que ce ne sera pas pour tout l'été.

» J'ai écrit en toute hâte, avec l'intention de profiter de la poste; mais je crois qu'il vaudra mieux, vu la prudence qu'il me faut commencer à pratiquer, ne pas envoyer ma lettre par cette voie. J'oubliais de dire que M. Grenville continuera à occuper sa situation actuelle, ou en prendra une nouvelle; il désapprouve complétement la démarche de Fox. Je suis sûr que vous serez bien aise de savoir cela. »

« Grafton-street, 16 juillet 1782.

» Notre nouveau conseil des finances vient de se mettre à l'œuvre. Je ne sais si ce sera ce qu'on peut imaginer de plus amusant, mais en tous cas je ne crois pas que ce soit très-fatigant. Sous tous les autres rapports ma situation me satisfait et fait plus que me satisfaire; elle promet, ce me semble, tous les agréments possibles.

J'espère que lord North ne tardera pas à me faire place à Downing-Street. J'aurai là la meilleure maison qu'on puisse avoir en ville pour l'été.

« Grafton-street, 30 juillet 1782.

» Je ne sais si je pourrai réussir comme je voudrais pour votre ami du pays de Galles. De tous les secrets de mon métier, celui que j'ai le moins appris dans ce court espace de temps, c'est ce qui regarde le patronage. J'ai en idée que cette partie regarde presque entièrement le premier lord, bien que les recommandations puissent certainement avoir du poids auprès de lui. Je n'ai pas besoin de vous dire, je pense, que je ferai tout ce que je pourrai convenablement faire. La requête de Harriot, ou pour mieux dire de son voisin (car je n'accuse certainement pas Harriot d'être une solliciteuse trop pressante), n'est pas, je le crains, de nature à me permettre d'y faire grand'-chose: mais je verrai ce que je puis faire, et je le lui ferai savoir. En tous cas, elle peut être parfaitement tranquille; je ne suis pas encore assez las des demandes pour trouver bien mauvais qu'elle ait servi d'intermédiaire à celle-ci. J'espère, dans le courant de la semaine, être confortablement établi dans un coin de ma grande et incommode maison. »

« Grafton-street, 10 août 1782.

» Je suis obligé de m'avouer coupable des torts que vous me reprochez en fait de correspondance, j'espère vous en donner à l'avenir moins de cause. En même temps, bien que je sois fort loin de prétendre ne jamais avoir

une heure de loisir, vous supposez bien que les affaires surviennent parfois de manière à m'empêcher d'écrire, ou du moins à m'empêcher d'écrire très-exactement. J'avais appris en substance de lord Shelburne ce que vous me dites de la lettre qu'il vous a adressée; c'est, à tout prendre, très-favorable, et comme je suis sûr qu'il n'est pas disposé à perdre de temps dans cette affaire, je ne doute pas que vous n'en éprouviez bientôt les bons effets [1].

Mon secrétaire que vous voudriez connaître est un homme dont vous n'avez probablement jamais entendu prononcer le nom, un M. Billingham, à l'armée un ami de mon frère. Vous vous étonnerez de voir prendre un secrétaire dans l'armée; mais comme cet office est complétement une sinécure, et n'a d'autre charge que celle de toucher quatre cent livres sterling par an, il n'y a point de profession qui y fasse obstacle. Je n'ai pas encore de secrétaire particulier, et jusqu'à présent du moins je n'en vois pas la nécessité.

« Downing-street, 5 septembre 1782.

» Je n'ai pas goûté de la vie de Hayes autant que vous semblez le croire, puisque je n'ai pu y aller passer que quarante-huit heures depuis quinze jours. J'espère trouver moyen de m'échapper bientôt pendant quelques jours pour aller chasser, bien que les vacances du Parlement n'amènent pas de relâche dans les affaires. Je voudrais entrevoir une perspective de trouver le temps de vous aller voir à Burton.

[1] Il s'agissait des arrérages de la pension de lady Chatham.

« Downing-street, 12 septembre 1782.

» Je vous suis fort reconnaissant de votre lettre que j'ai reçue hier à mon retour de Cheveley où je n'ai passé que deux jours. C'est une bien courte visite pour une si longue distance; mais, comme mon frère y allait, j'ai cru que cela valait la peine d'y aller aussi; j'ai été bien dédommagé par le grand air et l'exercice dont j'ai joui à la chasse, et par le plus beau temps du monde. Ce qu'il y a encore de mieux, c'est le bon vent d'est qui vaut tout le reste, puisque la flotte vient de partir pour Gibraltar. Je vous assure que je n'oublie pas les leçons que j'ai si longtemps pratiquées, et que je monte à cheval en dépit des affaires, bien que j'en aie besoin moins que jamais; je ne me suis jamais si bien porté. Je puis faire tout ce que j'ai à faire aux heures qui me conviennent; il s'agit seulement de se préparer pour le moment des grandes occupations; cela est fort nécessaire, mais n'exige pas une constante réclusion. Nous sommes à l'œuvre pour préparer toutes sortes de réponses officielles; le champ est vaste et je crois que nous aurons quelque succès. »

« Dimanche, (décembre 1782).

» L'affaire de Gibraltar est, il me semble, en meilleure situation depuis notre dernier débat; mais je ne serai pas fâché si définitivement elle n'est pas mise en question à la fin du traité, *ce dont il y a quelque chance.*

» J'attends impatiemment les ordres de la trésorerie sur un sujet qu'il ne m'est pas aisé de régler moi-même [1]. »

[1] L'affaire des arrérages de lady Chatham.

CHAPITRE III

1782-1783

Reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique. — On propose la cession de Gibraltar. — Traités préliminaires avec la France et l'Espagne. — Conférence entre Pitt et Fox. — Coalition de Fox et de North. — Défaite de lord Shelburne. — Grand discours de Pitt en défense de la paix. — Lord Shelburne donne sa démission. — Pitt refuse la Trésorerie. — Il donne sa démission de la charge de chancelier de l'échiquier. — Ministère du duc de Portland. — Pitt dans la vie privée. — Il met de nouveau en avant la question de la réforme parlementaire, mais il est battu. — Le prince de Galles. — Mariage de lord Chatham.

A mesure que l'automne avançait et que l'époque de la réunion du Parlement approchait, les nouveaux ministres étaient de plus en plus frappés des difficultés qu'ils avaient lieu d'attendre dans la chambre des communes. Il semblait très-désirable pour eux de gagner, s'il était possible, des forces dans les rangs de l'opposition. L'opposition se composait à cette époque de deux partis encore indépendants et fort éloignés l'un de l'autre, le parti de M. Fox et le parti de lord North, et on pouvait peut-être opérer une jonction avec l'un des deux. Mais les désirs du premier lord de la trésorerie ne s'accordaient pas sur ce point avec ceux de son chancelier de l'échiquier. Lord Shelburne, ce qui était fort naturel, éprouvait quelque humeur de la violence de Fox contre lui, et il était beaucoup plus disposé

à s'allier à lord North. Mais Pitt déclarait positivement que rien ne le déciderait à donner les mains à ce dernier projet. Il conservait toute son antipathie pour la direction de la guerre d'Amérique et pour ses auteurs; mais il était disposé à se joindre à ceux qui, comme Fox, avaient travaillé avec lui à s'opposer à cette guerre et à renverser lord North.

Plusieurs autres membres du cabinet secondaient vivement les désirs de Pitt dans cette question, entre autres le général Conway et l'amiral, devenu vicomte Keppel. Ils avaient longtemps été les partisans de Fox, et, tout en conservant leurs places, ils regrettaient d'être séparés de lui; mais la répugnance de lord Shelburne restait encore insurmontable. Au milieu de toutes ces discordes intérieures, le moment de la réunion du Parlement approchait; il n'y avait point de résolutions prises, ni d'ouvertures faites d'aucun côté.

Le Parlement avait été convoqué pour le 26 novembre. La réunion fut prorogée au 5 du mois suivant, dans l'espoir que la paix pourrait alors être conclue. On signa, en effet, à Paris, le 30 novembre, les articles préliminaires des négociations avec l'Amérique qui devaient plus tard être insérés dans un traité de paix. Ces préliminaires reconnaissaient, en termes explicites, les colonies révoltées; mais les conventions avec la France et l'Espagne demandaient beaucoup plus de temps pour en venir à un accommodement. Les ministres différaient également sur ce point. Lord Shelburne voulait céder Gibraltar aux Espagnols pour recevoir en échange Porto-Rico ou quelque autre île dans les Indes occidentales. Lord Keppel, le duc de Grafton et plusieurs autres membres du cabinet étaient fort opposés à cet échange. Nous apprenons, d'a-

près un passage prudent d'une lettre de Pitt à sa mère, la dernière que j'ai citée dans le chapitre précédent, que Pitt était au nombre des ministres qui résistaient au projet de lord Shelburne et qui finirent par l'emporter [1].

On peut soupçonner que cette double dissidence touchant l'alliance avec Fox et l'échange de Gibraltar avait contribué à diminuer un peu l'intimité qui existait entre le chancelier de l'échiquier et son chef.

Il paraît que, dans l'automne, lord North et ses amis avaient beaucoup parlé [2], un peu trop au gré de quelques-uns, « d'abstention, de neutralité, de modération. » Lorsque les deux chambres se réunirent, le 5 décembre, lord North parut à sa place et parla avec beaucoup d'égard et de retenue; mais rien ne pouvait égaler la violence de Burke et de Fox. Fox surtout qui, dans les explications du mois de juillet précédent, avait appelé lord Shelburne « un Borgia et un Catilina, » s'éleva cette fois contre sa « duplicité et sa perfidie, » et le compara à un serpent à deux têtes ! On pouvait assurément reprocher aux explications des ministres quelque divergence. Dans la chambre des pairs, lord Shelburne avait dit que la reconnaissance de l'indépendance américaine dans les articles préliminaires était conditionnelle et provisoire, tandis qu'à la chambre des communes, Pitt et Conway avaient déclaré tous les deux qu'à leur avis il fallait tenir cette reconnaissance pour sérieuse et définitive.

La première partie de la session qui s'ouvrit le 5 dé-

[1] J'ai déjà publié, dans l'appendice du septième volume de mon *Histoire d'Angleterre*, un extrait des mémoires manuscrits du duc de Grafton, rendant compte tout au long des discussions du cabinet, relativement à Gibraltar.

[2] Lettre de Gibbon à Holroyd, 14 octobre 1782.

cembre, fut bientôt interrompue par l'arrivée des vacances de Noël, et le Parlement fut prorogé pour un mois. Il y avait déjà eu des discussions très-vives. Pitt en avait toujours pris la direction au nom du gouvernement, et avait soutenu sans inégalité la lutte avec les grands orateurs de l'opposition ; et il est bon de remarquer, tant l'ascendant du génie est une chose naturelle dans les assemblées populaires, qu'il avait ainsi joué le premier rôle sans donner aucun ombrage à son chef nominal, M. le secrétaire d'État Townshend. Jadis ami de son père et devenu le sien, celui-ci continua d'agir, de concert avec lui, le plus cordialement du monde.

Pendant ces courtes vacances, nous voyons Pitt appeler lord Mahon à Londres par le billet suivant, probablement dans le but de concerter avec lui une mesure de réforme parlementaire :

« Downing-street, 28 décembre 1782.

» Mon cher lord,

» J'espère qu'il vous sera possible de venir immédiatement en ville. Voici le moment où nous pourrions convenir de quelque chose, et je crois qu'un jour ou deux nous suffiront pour toutes les discussions nécessaires avant d'en venir aux mesures pratiques.

» Tout à vous très-affectueusement,

» W. Pitt. »

Les conditions des traités préliminaires avec la France et l'Espagne (nous n'avions encore qu'une trêve avec la Hollande) étant enfin réglées, on les signa à Paris le 20 jan-

vice 1783. Le 27, ils furent présentés aux deux chambres du Parlement, à la chambro des pairs par lord Grantham, à la chambre des communes par son collègue, le secrétaire Townshend. On leur laissait le temps de l'examiner, puisque les adresses en réponse au roi étaient fixées au 17 du mois suivant.

Presque tous ceux qui, dans ce siècle-ci, ont écrit sur cette question sont convenus que les conditions de ces traités nous étaient aussi favorables que nous pouvions avoir droit de les espérer ou de les demander dans la situation où nous nous trouvions. Nous nous bornions à concéder aux Américains l'indépendance, que, par le fait, ils avaient déjà conquise; nous rendions aux Français Chandernagor et Pondichéry, les comptoirs du Sénégal et l'île de Sainte-Lucie. Nous rendions aux Espagnols Minorque et les deux Florides. Mais nous conservions notre empire dans l'Inde, ce grand contre-poids aux colonies que nous perdions dans un autre continent; nous conservions le rocher de Gibraltar, contre lequel les deux grandes monarchies bourboniennes avaient vainement essayé leurs forces. Et, comme lord Macaulay l'observe avec beaucoup d'énergie, l'Angleterre sauvait même sa dignité, car elle ne cédait à la maison de Bourbon qu'une partie de ce qu'elle lui avait pris dans les guerres précédentes.

Mais au moment même, on ne reconnut pas tout le poids de ces diverses considérations. A peine les termes des traités furent-ils connus que de grands murmures s'élevèrent. On avait presque oublié déjà la nécessité des concessions, et ces concessions frappaient tous les regards. Ceux qui avaient crié le plus haut « contre une guerre ruineuse, » déployèrent toute la vigueur de leurs poumons pour crier contre « une paix ruineuse. » Dans cette situa-

tion, le cabinet eut beaucoup de peine à rédiger les adresses des deux chambres, afin d'exprimer au moins une approbation mitigée des traités. « Nous convînmes, » dit le duc de Grafton dans ses mémoires manuscrits, « que nous ne pourrions pas faire passer et qu'il ne fallait pas proposer des termes triomphants; les plus modérés obtinrent le plus de succès, et furent adoptés. »

Au moment où on portait les traités devant le Parlement, l'administration de lord Shelburne était déchirée par des dissensions intérieures. Lord Keppel avait déjà quitté l'amirauté, et Richmond avait cessé de se rendre au conseil. D'autres changements s'ensuivirent bientôt. Grafton et Conway exprimèrent leur mécontentement, et lord Carlisle donna sa démission de sa charge de lord chambellan.

Ainsi séparé de la plupart de ses collègues, pressé par la nécessité de trouver dans le Parlement une majorité qui approuvât les traités, lord Shelburne céda enfin aux pressantes instances de Pitt. Il consentit à regret à ce qu'on offrît à Fox et à ses amis de rentrer au service de la couronne. Il est certain que, jusqu'au mois de février 1783, on eût pu opérer cette jonction sans sacrifier le moindre principe politique de part ni d'autre. Pitt profita aussitôt de la permission. Il se rendit chez Fox auquel il avait demandé un rendez-vous, mais la conférence entre eux ne fut pas longue. A peine Fox eut-il appris l'objet de la visite qu'il demanda si lord Shelburne comptait rester premier lord de la Trésorerie. Pitt répondit affirmativement : « Il m'est impossible, » dit Fox, « de faire partie d'un gouvernement dont lord Shelburne serait le chef. » « Alors, nous n'avons pas besoin d'aller plus loin, » dit Pitt; « je ne suis pas venu ici pour trahir lord Shel-

burne ; » et en disant ces mots, il prit congé. L'évêque Tomline, après avoir raconté cette entrevue, ajoute : « Ce fut, je crois, la dernière fois que M. Pitt se trouva avec M. Fox dans une maison particulière, et c'est de ce moment que date l'hostilité politique qui dura tout le reste de leur vie[1]. »

Henry Dundas qui, sous l'administration de lord Shelburne, était resté lord avocat d'Écosse et remplissait en outre les fonctions de trésorier de la marine, fit, de son propre mouvement, d'actives démarches dans une autre direction. Il eut plusieurs conférences avec William Adam, ami et confident de lord North : « Il n'y a plus aucune chance, pour le moment du moins, » dit-il, « que le ministère actuel fasse à lord North des ouvertures d'alliance. Lord Shelburne et moi, nous y avions poussé, mais nous n'avons pu y décider les autres ministres.... Si lord Shelburne donne sa démission, Fox et Pitt peuvent encore se raccommoder, et dissoudre le Parlement ; tout sera fini alors pour lord North. Je ne vois nul autre moyen d'empêcher ceci que le soutien de lord North dans l'adresse. » En s'en allant, il repéta : « Pour faire l'affaire, il faut un appui complet et sans conditions. »

En parlant ainsi, Dundas voulait effrayer lord North et l'amener à céder. Mais il avait dépassé son but. Lord North, au contraire, fut irrité et se révolta devant un ton si péremptoire. Avec cette modification dans l'humeur du

[1] *Vie de Pitt*, vol. I. D'après le récit de l'évêque, on pourrait croire à première vue que l'entrevue entre Fox et Pitt eut lieu à la fin de l'année 1782, mais la date exacte est le 11 février 1783, comme on peut le voir d'après une lettre de William Grenwille (*Cour et cabinets de George* III, vol. I[er]) et d'après l'assertion de Henry Dundas. Mémoires de Fox, vol. II.

dernier ministre et l'hostilité constante de Fox, il était évident, en faisant entrer en ligne de compte la disposition publique à cette époque, que, si ces deux grands chefs de parti se liguaient ensemble, ils disposeraient de la majorité contre le gouvernement sur les conditions de la paix.

Il y avait pourtant des deux parts les plus grands obstacles à cette combinaison. Jamais deux hommes d'État n'avaient été plus opposés l'un à l'autre en paroles, en pensées et en actions. Non-seulement pendant bien des années Fox avait fait de l'opposition contre toutes les mesures de lord North; il avait personnellement épuisé contre lui tout son vocabulaire d'invectives; il avait déclaré qu'il était dépourvu « d'honneur et d'honnêteté; » il avait appelé à grands cris sur sa tête un châtiment éclatant; il avait dit, onze mois auparavant, qu'il consentirait à passer pour le plus infâme des êtres, « s'il pouvait penser un seul instant à traiter avec un pareil homme[1].»

De son côté, bien qu'en termes plus modérés, lord North avait attaqué pendant de longues années les principes de Fox. Cependant, au moment où la chute de lord Shelburne s'élevait devant eux comme une grande tentation, ces deux hommes éminents, dans une heure fatale pour leur réputation, se rapprochèrent peu à peu. L'agent secret et l'intermédiaire des premières communications fut, du côté de lord North, son fils aîné, George North, qui pour son compte penchait vers les whigs. De ce côté travaillait aussi William Eden, quelques mois auparavant premier secrétaire d'Irlande, et qui était peut-être un peu impatient de

[1] Voir son discours à la chambre des communes le 5 mars 1782.

retrouver une autre place. Du côté de Fox, on peut citer particulièrement son parent et son ami intime, le colonel Fitz Patrick, et un autre de ses amis, John Townshend.

La première entrevue entre Fox et North eut lieu le 14 février, chez M. George North. Les deux hommes d'État firent preuve de franchise et de droiture. Ils convinrent que la réforme du Parlement serait entre eux une question ouverte. Ils se promirent de déposer toute leur ancienne animosité; Fox déclara qu'il espérait que leur administration reposerait sur une confiance et une bienveillance réciproque, seul moyen de la rendre permanente et utile. Ils convinrent aussi de s'opposer à l'adresse sur la paix, et lord North rédigea l'amendement que devait proposer lord John Cavendish. Cet amendement tendait seulement à réserver à la chambre le droit de désapprouver plus tard les conditions définitives, mais il contenait une autre clause exprimant la considération du Parlement pour les loyalistes américains : comme il était probable que cet article plairait moins aux whigs, lord North se chargea de présenter séparément cet amendement.

Cependant lord Shelburne, voyant qu'il n'avait rien à attendre de Fox, résolut de s'adresser à lord North, tout en sachant que cette démarche, si elle réussissait, lui coûterait la retraite de Pitt. Il fut convenu que Rigby, en qualité d'ami personnel de lord North, irait le trouver pour lui proposer une entrevue avec lord Shelburne. Le vieil entremetteur, séduit par l'appât d'une place, se rendit en conséquence chez le dernier premier ministre, mais lord North avait alors conclu son traité avec Fox ; il répondit donc laconiquement à Rigby : « Je ne puis voir lord Shelburne maintenant, il est trop tard. »

On porta les adresses sur la paix aux deux chambres le 17 février, comme on l'avait annoncé. A la chambre des lords elle passa à 69 voix contre 55. A la chambre des communes, elle fut proposée par M. Thomas Pitt, et secondée par Wilberforce, à la prière de William Pitt. Lord John Cavendish proposa alors son amendement, sans s'élever dans son discours au-dessus de sa médiocrité ordinaire. Mais North et Fox déployèrent tout leur talent. Le bruit de leur alliance courait déjà et donnait matière à bien des reproches. Fox avoua le fait quant à ce qui concernait le vote du jour, mais il défendit la combinaison sur de plus larges bases : « Il n'est pas dans ma nature, » dit-il, « de conserver de la rancune ou des inimitiés ; mes amitiés sont éternelles, mes inimitiés ne le sont pas. » Townshend fut clair et explicite en parlant pour le gouvernement ; le discours de Dundas fut habile et amer. Pitt ne se leva qu'à quatre heures ; il ne pouvait plus faire une grande impression sur la chambre ; on était épuisé de fatigue. Il était d'ailleurs épuisé lui-même, et son discours ne fut pas bon : « Il lui arriva bien rarement, » dit l'évêque Tomline, « de parler avec moins d'effet. »

Dans un des passages de ce discours en réponse à Sheridan, Pitt parla durement de ce qu'il appela ses épigrammes et ses phrases théâtrales. Il conseillait à Sheridan de les conserver plutôt pour le théâtre où elles obtiendraient toujours ce qu'elles méritaient, les applaudissements de l'auditoire. L'insulte était indigne de l'homme et de l'occasion, et elle exposa Pitt à la plus dure riposte qu'il ait jamais reçue. Sheridan bondit de sa place, « pour s'expliquer seulement, » dit-il, et avec une présence d'esprit et une vivacité admirables, il reprit : « Si jamais je m'occupe de nouveau de ces compositions

auxquelles le très-honorable membre vient de faire une allusion si flatteuse, je pourrai être tenté de commettre un acte de présomption. Je serai peut-être encouragé par ses éloges à développer un des meilleurs personnages de Ben Johnson, dans la pièce de l'*Alchimiste, le petit garçon en colère !* »

Un peu avant sept heures du matin, cette discussion animée cessa enfin; on rangea en bataille les votants impatients, et les deux oppositions combinées l'emportèrent à une majorité de seize voix.

Avant de se coucher ce matin-là, M. Pitt trouva le temps d'écrire à la hâte un billet :

« Downing-street, mardi matin, 18 février 1783,
sept heures moins un quart.

» Ma chère mère,

» J'espère que vous avez assez l'habitude de voir dans le monde politique une telle chose que des *changements*, pour n'être pas très-surprise du résultat de notre affaire à la chambre des communes. On a proposé un amendement à notre adresse qui supprimait tout éloge de la paix, et les deux bannières de lord North et de Fox ont amené 224 voix contre nous ; nous en avons eu 208. Ceci est décisif, à ce qu'il me semble. C'est un peu plus tôt que je n'imaginais, mais ce n'était certainement pas tout à fait inattendu. Nous quitterons honorablement le champ de bataille. Je vais me coucher ; je suis parfaitement bien portant, malgré la fatigue.

» Toujours respectueusement, etc.

» W. PITT. »

En dépit de cette grande défaite, lord Shelburne ne donna pas sur-le-champ sa démission. Il avait un vague espoir de conserver encore sa situation, et il était résolu en tous cas à attendre un second coup. Il n'attendit pas longtemps. Le 21, lord John Cavendish proposa à la chambre une seconde série de résolutions déclarant qu'on tenait les conditions de la paix pour inviolables, mais que les concessions étaient exagérées. Peu de discussions ont surpassé comme intérêt celle qui s'éleva alors. La nouvelle coalition était franchement avouée, et comme le colonel Fitz Patrick, l'un de ses principaux auteurs, le confesse dans une lettre particulière, tout le monde l'attaqua. Deux membres indépendants, Thomas Powys, représentant du comté de Northampton, et sir Cecil Wray, depuis longtemps partisans de Fox, se levèrent successivement pour protester contre « cette alliance dénaturée. » Bien d'autres qui ne pouvaient parler se donnaient au moins le plaisir de murmurer et de grogner. Fox n'avait pas grand'chose à dire pour défendre la conséquence de sa conduite, mais il dit le mieux possible ce qu'il avait à dire, et il chercha à défendre la coalition par des raisons d'intérêt politique, tout en regrettant franchement et convenablement la perte de ses amis.

Si Pitt avait, comme on peut le croire, perdu quelque terrain dans la discussion du 17, il fit plus que le regagner dans la discussion du 21. Ce second discours surpassait en énergie et en éloquence tous ceux qu'il avait prononcés jusqu'alors, et doit prendre place parmi les plus grands triomphes oratoires de sa vie. Se levant immédiatement après Fox, il débuta ainsi ;

« Estimant, comme je le fais, Monsieur, le talent du très-honorable membre qui vient de parler, je regrette

avec toute la chambre de le voir employer ce talent, comme il l'a fait aujourd'hui, à enflammer l'imagination et à égarer le jugement des hommes. On vient de me dire, Monsieur, qu'on « ne m'enviait pas aujourd'hui le triomphe de ma situation; » c'est un langage qui convient aussi mal à la franchise de l'honorable membre qu'à ses principes actuels. Les triomphes de parti, qui paraissent enchanter si fort ce ministre qui s'est nommé lui-même, ne m'entraîneront jamais, Monsieur, à commettre une inconséquence que puisse effleurer le plus léger soupçon. Je ne m'engagerai jamais dans des inimitiés politiques sans une cause d'intérêt public. Je ne renoncerai jamais à mes inimitiés sans l'approbation publique. Je ne m'exposerai pas à être questionné et abandonné, à la face de cette chambre, par un seul ami vertueux et mécontent. »

De cette préface, Pitt passa à défendre la paix par un argument qui reste encore le plus solide et le plus efficace parmi tous les plaidoyers en faveur de cette mesure : « J'ai, Monsieur, trop longtemps occupé votre attention sans véritable utilité. Je ne puis hésiter à croire, d'après la teneur évidente de la discussion de ce soir, qu'elle a pour cause le désir d'obliger le comte de Shelburne à quitter la trésorerie, plutôt qu'une véritable conviction des censures que méritent les ministres à l'occasion des concessions qu'ils ont faites.. Je dirai seulement ceci du comte de Shelburne; ses mérites sont autant au-dessus de mes éloges que les procédés par lesquels on le diffame sont au-dessous de mon attention... Je le répète, ce n'est pas le traité, c'est le comte de Shelburne seul que les moteurs de cette affaire veulent frapper. Voilà ce qui soulève cet orage des factions, voilà le but de la coalition contre nature à laquelle j'ai fait allusion. Mais, si cette funeste

alliance n'est pas consommée, si ce fatal mariage n'est pas encore solennisé, j'y connais de justes et de légitimes obstacles, et au nom de la sûreté publique, j'interdis ici les bans. »

Le fils de Chatham parla en particulier de lord North en termes tout aussi amers que ceux que son père avait jamais employés : « Enfin, Monsieur, tout ce qui peut paraître déshonorant ou insuffisant dans cette paix doit être mis à la charge du noble lord au ruban bleu; c'est lui qui a prodigué les deniers publics, et poursuivi, avec une témérité et un entêtement notoires, la guerre engendrée par sa politique funeste et oppressive, jusqu'à ce que sa complète incapacité à remplir le poste qu'il occupe eût rendu une paix quelconque indispensable au salut de l'Etat. » Pitt fit appel à la mémoire de Chatham avec une respectueuse affection : « Mes premières impressions ont été en faveur des façons les plus pures et les plus désintéressées de servir l'État; ces impressions me sont encore et resteront, j'espère, toujours chéres à mon cœur, je les conserverai comme un legs plus précieux que le plus riche héritage. » Le grand orateur (car on peut déjà lui donner ce titre) termina par quelques vers d'Horace exprimant une pensée aussi élevée que les siennes:

« Laudo manentem; si celères quatit
Pennas resigno quæ dedit....
Probamque
Pauperiem sine dote quæro [1]. »

[1] Horace, *Carm.* liv. III, 29. L'évêque Tomline rapporte que se trouvant sous la galerie pendant que M. Pitt prononçait ce discours, un jeune homme qui se distingua plus tard dans l'opposition se retourna de son côté et lui dit vivement : « Pourquoi a-t-il sauté *et mea virtute me involvo ?* Omission, » ajoute l'évêque, « qu'on regarda en général comme une marque du bon sens et de la modestie de M. Pitt. »

On peut regarder le discours de Pitt en cette circonstance comme le plus beau morceau oratoire prononcé, dans les temps anciens ou modernes, par un homme au-dessous de vingt-cinq ans. Il dura deux heures trois quarts, et ceux qui ne pouvaient lui faire d'autre reproche étaient disposés à le trouver trop long. Tout merveilleux qu'il paraisse, eu égard à l'âge de l'orateur, on le trouva plus merveilleux encore en apprenant combien M. Pitt était souffrant[1] ce jour-là.

Lord North se leva après Pitt : tout attaqué qu'il eût été, tout blessé qu'il eût pu être, il ne perdit rien de son équité accoutumée et commença son discours par un tribut de louanges bien méritées à l'adresse de « l'étonnante éloquence » du dernier orateur. Il parla de Fox, son nouvel allié, en termes mâles et convenables : « Au début de la carrière de M. Fox, quand j'avais le bonheur de posséder son amitié, j'ai appris à connaître sa droiture, sa sincérité et sa franchise. Comme ennemi, je l'ai toujours trouvé formidable et doué de talents extraordinaires, quel que soit le ministre auquel il fasse de l'opposition. Mais plus j'ai eu de raisons de le craindre quand ses principes étaient hostiles aux miens, plus je suis sûr du succès maintenant que nous sommes d'accord, et que nous nous unissons d'un même cœur et d'une même âme dans la cause de notre commune patrie. Et qu'il me soit permis de croire que c'est un présage favorable pour

[1] « Fameux discours de Pitt... Il avait l'estomac dérangé et il entrouvrait la porte du portique de Salomon d'une main au milieu de ses soulèvements de cœur, pendant le discours de Fox auquel il allait répondre. » (*Journal de Wilberforce, Vie*, vol. I.) Le portique de Salomon était un portique situé derrière l'ancienne chambre des communes.

notre pays que de voir ceux que divisaient des hostilités réconciliés par la paix. »

Lord North procéda ensuite à exposer ses raisons pour croire que les ressources de l'Amérique étaient dans un état désespéré : « Dans la discussion de lundi, j'ai posé cette question : si le congrès est hors d'état de lever un sou pour soutenir la guerre au cœur de sa patrie, est-il probable que les souscriptions soient bien libérales ou bien spontanées pour étendre les hostilités à une terre étrangère ? J'ai eu depuis l'occasion de m'assurer plus complétement du fait, et j'ai vérifié que mes renseignements étaient exacts de tout point. Dans la plupart des États on a refusé de payer la taxe levée par le congrès pour le service militaire. La population du Rhode Island, en particulier, s'est violemment soulevée contre les officiers qui venaient la percevoir, et les a chassés. Dans le Massachussets, l'impôt a été remis dans la province, et par conséquent n'a jamais été versé dans le trésor public. » Lord North cherchait à prouver, d'après ces faits, que si nous avions exigé des conditions de paix plus avantageuses, les Américains auraient été contraints de céder. Cependant, combien de fois n'avait-on pas exprimé déjà des espérances de ce genre, et combien de fois n'avaient-elles pas été déçues ?

A trois heures du matin le vote commença, et l'opposition vit sa majorité de 16 voix s'accroître encore d'un vote, il y eut 190 voix pour le gouvernement et 207 contre lui.

Ce second vote décida du sort de lord Shelburne. Le 23, il convoqua le matin son cabinet, et le soir, ses partisans ; dans ces deux réunions, il annonça qu'il allait donner sa démission. En conséquence, il se rendit le len-

demain matin chez le roi et lui remit son portefeuille. Quelques jours après, et par un acte posthume de son autorité, son fidèle adhérent, Thomas Townshend, secrétaire d'État, fut élevé à la pairie sous le titre de lord Sydney.

En déposant sa charge, lord Shelburne ne conseilla pas au roi de la confier à l'un des chefs de la nouvelle coalition. Au lieu de cela, il présenta à Sa Majesté une idée que Dundas et d'autres amis lui avaient présentée à lui-même, celle de faire M. Pitt premier ministre. Le chancelier donna le même conseil à son souverain, et George III, empressé d'échapper au joug qui se préparait déjà pour son cou, le joug des grandes maisons whigs, saisit avec empressement cette proposition. Il envoya aussitôt chercher M. Pitt, et lui offrit la charge de premier lord de la Trésorerie, avec pleine autorité pour choisir ses collègues. C'est ainsi que toute la puissance de l'État fut mise sans réserve et sans restriction aux pieds du fils cadet d'une maison peu riche, d'un petit avocat qui n'avait guères d'affaires, d'un jeune homme qui n'avait pas encore tout à fait vingt-quatre ans. Il n'y a peut-être pas, dans l'histoire, de plus bel hommage rendu à une jeunesse pleine d'espérances.

Pitt cependant ne se laissa pas éblouir. Il commença par demander vingt-quatre heures pour consulter et pour se décider. La correspondance du lord avocat, Henry Dundas, avec son frère qui était alors à Édimbourg et avec Pitt lui-même, mettra dans tout leur jour les vues et la conduite du jeune homme d'État. J'ajouterai, d'après les dates, les lettres de M. Pitt à sa mère à cette correspondance que M. Dundas d'Arniston a eu la bonté de mettre à ma disposition en 1854.

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE LE PRÉSIDENT DUNDAS

« 24 février 1783.

» Lord Shelburne a annoncé hier soir, à une nombreuse réunion des hommes qui étaient entrés au pouvoir avec lui, qu'il avait l'intention de représenter aujourd'hui à Sa Majesté la nécessité de remanier son gouvernement. Je vais ce matin à la cour, mais je suppose que nous ne donnerons pas notre démission avant vendredi. Je ne sais pas encore quel sera le résultat de toute cette confusion. Grâces à Dieu, nous avons la paix. Je voudrais bien que tout ceci ne dérangeât rien au traité de juillet; il reste encore plusieurs questions à régler. Vous ne pouvez vous imaginer à quel point la réputation de lord North a baissé depuis quinze jours, par suite de son alliance avec Charles Fox. En un mot, c'est en contradiction avec tous ses principes et toute la conduite de sa vie depuis trente ans. Je vous envoie en grande confidence copie d'une lettre que j'ai écrite ce matin à lord Shelburne [1]. Vous verrez qu'elle n'est pas destinée aux yeux du vulgaire. Je vous écrirai peut-être de nouveau ce soir ou demain. Je n'espère guères qu'il en sorte quelque chose, mais j'étais décidé à lui tout exposer franchement.

» Tout à vous.

» H. D. »

[1] Cette lettre pressait lord Shelburne de conseiller au roi de prendre M. Pitt pour premier ministre.

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE

« 25 février 1783.

» Mon cher lord,

» Je ne puis vous donner plus de détails qu'hier; tout ce que je puis vous dire, c'est que mon projet, par rapport à M. Pitt, a été présenté hier au roi par lord Shelburne et par le chancelier, qui est plein d'ardeur et d'espérance, dans sa conviction du succès, de même que lord Gower et toute cette coterie. « Le roi l'a accueilli avec empressement et a fait aussitôt la proposition à M. Pitt avec toutes les assurances possibles sur son appui. M. Pitt a demandé le temps de réfléchir. J'ai passé hier la soirée avec lui, et M. Rigby et moi nous avons été chez lui toute la matinée, pour étudier l'état de la chambre des communes. Je ne doute guère qu'il n'annonce demain son ministère, et je ne doute pas davantage de l'effot qui se produira aussitôt dans la chambre des communes. Il n'y a pas une créature humaine qui ait vent du projet, si ce n'est ceux qui sont immédiatement dans la confidence. La consternation sera grande dans le camp allié dès qu'on saura ce qui se passe. En attendant, silence!

» Tout à vous.

» H. D. »

M. PITT A LADY CHATHAM

« Mardi matin, 25 février 1783, neuf heures et demie.

» Ma chère mère,

» J'ai désiré, plus que je ne pourrais vous le dire, de vous voir hier. Je vais tâcher aujourd'hui de trouver un moment pour vous dire l'état des affaires et vous demander votre avis. En attendant, voici en quelques mots le fond des choses. Nos amis désirent presque unanimement que nous continuions à marcher avec lord Shelburne de moins, et ils ont grande confiance dans le succès. Lord Shelburne lui-même est très-ardent. Le roi m'a pressé très-vivement, quand je l'ai vu hier, de prendre la place de lord Shelburne, et il n'a pas voulu me permettre de refuser sans prendre le temps de réfléchir. Vous voyez toute l'importance de la décision que j'ai à prendre le plus tôt possible. Je sens toute la difficulté de l'entreprise, et je ne suis point du tout épris de la chose. D'autre part, je me crois engagé à ne pas abandonner un système que j'ai soutenu, si on peut trouver des chances de le continuer avec succès. Je voudrais bien savoir de quel côté vous penchez sur cet exposé général de la situation. Je cherche à apprécier plus nettement l'issue probable en causant avec ceux qui savent le mieux en détail l'opinion des chambres. Le grand point pour la décision me paraît être celui des votes.

» Toujours votre respectueux et affectionné,

» W. PITT. »

M. PITT A LADY CHATHAM

« Mercredi soir, 26 février 1783.

» Ma chère mère,

» Le lever de ce matin n'a rien décidé. Il y a beaucoup de gens en faveur du parti en question; en apparence personne n'est plus de cet avis-là que le *principal auteur;* mais les difficultés n'en restent pas moins nombreuses. Il faudra pourtant que cela finisse demain, de manière ou d'autre.

» Toujours votre respectueux,

» W. Pitt. »

M. PITT AU LORD AVOCAT

« Jeudi, 27 février 1783, deux heures.

» Mon cher lord,

» Je viens d'aller chez vous pour vous dire à mon grand regret ce qui s'est passé dans mon esprit depuis que je vous ai vu, à propos d'une affaire qui semblait alors sur le point d'avoir une autre issue. Je tiens à vous le faire savoir le plus tôt possible. Ce que vous m'aviez expliqué ce matin m'avait paru dissiper tous les doutes sur la majorité que je pourrais trouver dans le Parlement; et au premier moment, dans le sincère désir de ne pas rejeter l'appel de mes amis, mes objections à accepter la tréso-

rerie avaient disparu. Depuis lors, j'ai sérieusement étudié le terrain; et après avoir examiné la question aussi complétement qu'il est en mon pouvoir de le faire, ma décision définitive est directement opposée à l'impression que vous aviez produite sur moi. Je vois que le principal espoir, presque le seul sur lequel on puisse compter, serait celui de voir lord North et ses amis renoncer à leur alliance d'opposition. Prudemment, après tout ce qui s'est passé, et dans l'attente de tout ce qui va venir, un pareil espoir est trop précaire pour s'y appuyer. Mais par-dessus tout, pour ce qui touche à mes yeux au point d'honneur, je ne puis former un gouvernement dans l'espoir qu'il sera soutenu ou même qu'il ne sera pas attaqué par lord North, quelle que soit l'influence qui puisse déterminer sa conduite. Du premier moment où j'ai envisagé la chose à ce point de vue, dont je suis sûr de ne pas m'éloigner, je me suis irrévocablement décidé à refuser. Je vous écris tout en m'habillant pour aller à la cour. J'ai un millier de pardons à vous demander d'avoir été cause de ce que vous vous êtes inutilement donné tant de peine. Cette résolution vous surprendra et vous désappointera, j'en ai peur; mais vous ne vous étonnerez pas que j'aie voulu réfléchir de nouveau à une question si importante, ni que j'aie définitivement pris la résolution que me dictaient mes principes et mon sentiment. Je reste avec la plus profonde reconnaissance de l'amitié que vous m'avez témoignée dans toute cette affaire.

» Tout à vous.

» W. Pitt. »

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE.

« Jeudi, 27 février 1783, 5 heures de l'après-midi.

» Les choses sont dans un état plus extraordinaire que je n'aurais pu l'imaginer. Je vous envoie copie des trois billets que j'ai reçus hier du chancelier. J'ai passé aujourd'hui la matinée avec M. Pitt de huit heures à onze heures, et je l'ai laissé parfaitement résolu à accepter la place de premier lord de la trésorerie avec lord Gower pour président du conseil; en un mot, un gouvernement composé d'une coalition entre la coterie Bedford et le ministère actuel, grossi d'un grand nombre des partisans de lord North et de M. Fox, et avec l'espoir d'être soutenu, au bout de très-peu de temps, par lord North lui-même, car il a de grands dissentiments avec Fox. Tout cela a été réglé à onze heures, et j'ai communiqué le résultat au chancelier et à lord Gower qui sont enchantés. Il faudra bientôt en rabattre, car j'ai à dîner le chancelier, lord Gower, lord Aylesford, lord Weymouth, lord Mountstuart, M. Rigby et M. Pitt, et au lieu de saluer le nouveau ministre, il faudra leur montrer la lettre que j'ai reçue de M. Pitt, il y a une heure, et dont je vous envoie également copie. Dieu seul sait comment tout cela finira. J'ai bien envie de ne plus m'en embarrasser.

» Voici l'heure du dîner, et il faut finir.

» Tout à vous,

» H. DUNDAS. »

M. PITT A LADY CHATHAM.

« Dimanche, 2 mai 1783.

» Ma chère mère,

» J'ai été toute la matinée sur le point d'aller vous trouver, parce que je comptais sur un loisir complet, mais j'ai été retenu jusqu'à présent. Je ne sais rien des arrangements qui se préparent, si ce n'est que lord North a été chez le roi. Je me réjouis fort des honneurs de lord Sydenham[1]. On n'oubliera pas lord Grantham. La question de savoir si je refuserai dépend simplement de savoir si on m'offrira quelque chose. Je regarde l'acceptation comme hors de la question, tout comme la possibilité de rester en place, quels que soient les arguments qu'on puisse employer; je ne sais pourtant pas si mes *anciens* amis y sont aussi contraires que moi. Je vais, par cette belle journée, dîner à Wimbledon avec M. Wilberforce, et je reviendrai demain matin de bonne heure pour régler quelques affaires à la trésorerie, et pour m'occuper d'un bill que je dois présenter demain; après quoi je serai libre et en mesure de vous revoir avec un peu plus de certitude.

» Toujours, ma chère mère...

» W. PITT. »

[1] C'était le titre qu'on avait d'abord choisi pour M. Thomas Townshend; on préféra ensuite celui de Sydney.

Des rumeurs authentiques commencèrent bientôt à circuler sur la grande proposition faite à M. Pitt, sur l'offre et sur le refus. On peut imaginer ce que le public en pensait et en disait alors d'après un passage du *Journal du duc de Grafton :* « Le bon sens de cet homme si jeune, et qui, sans être dépourvu d'ambition, a pu, dans une circonstance si difficile, refuser cette offre splendide, ajoute beaucoup à l'éclat de la réputation qu'il avait déjà acquise, car la tentation était de nature à triompher de la résolution de la plupart des gens. »

Cependant, tout en ne conservant le pouvoir que jusqu'à ce qu'il eût un successeur, Pitt se vit forcé de proposer une mesure qui ne souffrait point de retard. Il était nécessaire, pour la conclusion de la paix, de régler, de manière ou d'autre, nos rapports commerciaux avec l'Amérique du nord. Les vues de Pitt à ce sujet étaient extrêmement larges ; il pensait que les sentiments d'animosité engendrés par la guerre devaient, autant que possible, prendre fin avec la guerre elle-même. Il voulait qu'on traitât les États-Unis, dans les questions de commerce, à peu près comme s'ils étaient encore des colonies dépendantes. Mais beaucoup de membres importants, entre autres lord Sheffield et M. Eden, envisagèrent la chose d'un œil plus jaloux, et Pitt finit par proposer un bill temporaire au lieu d'une mesure définitive. Même sous cette forme, c'était, dit Pitt, « une des lois les plus compliquées dans sa nature, et en même temps une des plus étendues dans ses conséquences qui aient jamais été soumises au Parlement. » On la discuta souvent pendant le reste de la session ; le bill fut plusieurs fois manié et remanié au moyen d'une série d'amendements ; et enfin sous le ministère suivant, les lords y firent de nouveaux

changements. C'était indubitablement un bill de finances; « mais je suis d'avis, » dit Fox, « que les règles de la chambre, à l'égard des bills de finance, sont souvent trop strictement interprétées. » En effet, il serait bien absurde d'envoyer aux lords un bill d'emprunt pour qu'ils y donnassent leur assentiment, en les privant cependant du droit de délibérer. On finit par voter un bill temporaire, remettant simplement au roi, pour un temps limité, le pouvoir de régler les choses; et par la suite on en vint à renouveler le bill tous les ans[1].

Désappointé du côté de M. Pitt, le roi avait essayé de dissoudre la coalition en conjurant lord North de se charger seul du gouvernement. Lord North avait refusé à plusieurs reprises, et le roi finit par se trouver obligé d'admettre à son service les deux chefs de la coalition. Mais les prétentions rivales de leurs adhérents suscitèrent des difficultés nouvelles et presque insurmontables. Il y eut un moment où l'on put croire que Fox et North abandonneraient la tâche dont ils s'étaient chargés et qu'ils se reconnaîtraient hors d'état de former le ministère qu'ils avaient annoncé. On fit là-dessus de nouvelles ouvertures à M. Pitt.

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE

« Vendredi (cinq heures), 21 mars 1783.

» Mon cher lord,

» Le duc de Portland s'est rendu hier chez le roi pour lui dire qu'il ne pouvait faire un ministère, attendu qu'il

[1] Discours de M. Fox, 8 mai 1783.

y avait un point sur lequel il ne pouvait s'entendre avec lord North. Le roi a aussitôt envoyé chercher M. Pitt, et lui a dit ce qu'il en était. M. Pitt m'a fait prier de venir chez lui ce matin à huit heures; j'y ai été, et j'y ai trouvé le duc de Rutland. Il a été décidé que, si on ne pouvait s'entendre et que le pays fût ainsi condamné à l'anarchie, M. Pitt accepterait le gouvernement et formerait un cabinet, qui pourrait être bien fort, avec lui à la tête. Mais il a exigé le secret, parce qu'il était bien décidé, avant de retourner chez le roi, à ce qu'on sût positivement que North et Fox, après avoir conclu une alliance peu honorable, s'étaient querellés entre eux à propos du partage des dépouilles. M. Pitt et le duc de Portland viennent de passer chez moi pour me dire que la coalition s'est reformée, le duc de Portland et M. Fox ayant abandonné le point en litige. La question était de savoir si lord Stormont serait président du conseil. Je suppose donc qu'ils vont annoncer immédiatement leurs arrangements, et qu'il y aura baise-mains lundi.

» Tout à vous,

» H. DUNDAS. »

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE

« 24 mars 1783.

» Je suis allé samedi à Langley, et à deux heures du matin, j'ai été rappelé par un exprès de M. Pitt. Je l'ai vu ce matin, et bien que je ne me flatte de rien jusqu'à ce que ce soit fait, j'espère que M. Pitt baisera mercredi prochain les mains du roi comme premier lord de la Trésorerie. »

LE LORD AVOCAT A SON FRÈRE

« 25 mars 1783.

» Je n'ai que le temps de vous dire que j'ai changé d'avis depuis hier; je crois maintenant que M. Pitt n'acceptera pas le gouvernement. Dieu seul sait comment finira cette anarchie.

» Tout à vous,

» H. D. »

On trouvera, à la fin du volume, les lettres qui furent échangées jusqu'au 24 entre le roi et M. Pitt, avec le reste de leur correspondance. Elles prouveront avec quelle instance Sa Majesté offrait, et avec quelle résolution le jeune homme d'État refusait le premier poste politique.

Ce fut ainsi que le pays resta sans gouvernement pendant plusieurs semaines, dans une conjoncture extrêmement critique. Des murmures commençaient à s'élever de toutes parts. A la chambre des communes, M. Coke, du Norfolk, avait déjà présenté une motion pour blâmer ces délais, et le comte de Surrey en annonçait une autre dans le même sens. Ainsi serrée de près, la coalition consentit enfin à marcher d'accord. Le 31 mars, jour fixé pour la motion de lord Surrey, Pitt se leva de sa place, et il annonça qu'avec la permission de Sa Majesté, il avait, le jour même, donné sa démission de la charge de lord chancelier de l'échiquier.

Nonobstant, lord Surrey se leva de nouveau et insista pour présenter sa motion. Après une courte discussion,

on lui persuada de la retirer; mais il annonça qu'il la reproduirait au bout de quelques jours, si on n'annonçait pas la formation d'un nouveau cabinet. Il n'eut plus à se plaindre des délais, car le 2 avril, les ministres baisèrent les mains du roi.

Le cabinet ainsi constitué réalisait une idée favorite de Fox, celle d'un chef nominal pour la Trésorerie, puisque M. le duc de Portland fut déclaré premier lord. Sous lui, Fox et North occupaient les deux charges de secrétaires d'État avec une autorité égale, mais une part bien diverse dans le pouvoir réel. Le caractère de lord North était doux et il consentait d'ordinaire à céder, tandis que, sous l'aile du duc de Portland, Fox était par le fait premier ministre. Lord John Cavendish retourna à l'échiquier, et lord Keppel à l'amirauté. Lord Stormont fut fait président et lord Carlisle eut le sceau privé. Le grand sceau fut mis en commission, le roi ayant vainement essayé de maintenir lord Thurlow dans sa charge. Le nouveau cabinet se composait donc de sept personnes seulement.

On avait vivement désiré que la nouvelle organisation du cabinet pût comprendre M. Pitt. Le successeur qu'on lui destinait, lord John Cavendish, le pressa de reprendre son poste de chancelier de l'échiquier, avec l'intention de passer à une autre charge. Mais Pitt ne voulut pas entendre à de pareilles ouvertures, ni consentir à prendre part à une combinaison qu'il désapprouvait complétement.

Parmi les nominations en dehors du cabinet, Burke reprit ses anciennes fonctions de payeur général, et Sheridan devint secrétaire de la trésorerie. La vice-royauté d'Irlande fut confiée à lord Northington, fils du feu chancelier, et ami de Fox, un jeune homme de grande espé-

rance, William Windham du comté de Norfolk, l'accompagna en qualité de secrétaire. Lord Sandwich, avec une soumission bien plate envers ceux qui l'avaient naguère si cruellement attaqué, consentit à accepter le poste de *Ranger* de Hyde-Park et de Saint-James's Park; situation sans importance politique, mais à laquelle se joignaient alors des émoluments considérables.

Le nouveau gouvernement fondé, il se mit à l'œuvre, et Fox prit sans hésiter la direction de la chambre des communes. On avait même pensé à appeler lord North à la chambre des lords par une ordonnance; mais cette idée fut remise, sinon abandonnée.

C'est ainsi que la coalition triompha, si on peut employer le mot triompher lorsqu'on arrive au pouvoir aux dépens de sa réputation. Dès le début, cette alliance contre nature, comme on l'appelait couramment, fut très-amèrement blâmée dans la chambre des communes. L'admirable égalité d'humeur de lord North et l'attachement des nombreux amis de Fox pouvaient, au Parlement, mitiger en quelque manière l'amertume; mais dans le pays, cette influence contraire n'existait pas. « A moins qu'un gouvernement vraiment excellent ne résulte de cette union, » disait dès le début un de ses principaux partisans, rien ne peut la justifier auprès du public [1]. Et lorsque Fox, en entrant au pouvoir, fit appel à ses anciens électeurs de Westminster, il réussit à se faire nommer, mais la multitude le reçut avec des huées et des sifflets, et il ne put faire entendre son éloquente voix.

Telle était l'indignation publique. Elle ne se calma pas

[1] Lettre du colonel Fitz Patrick à son frère, 23 février 1783, imprimée dans les mémoires de Fox.

promptement; au contraire, elle devint plus vive lorsqu'on eut fait l'épreuve du ministère formé par cette alliance et qu'on le trouva hors d'état de réussir. Un an après, de nombreux échos répondaient dans tous les coins d'Angleterre aux austères reproches que M. Wilberforce adressait à la coalition devant les francs tenanciers du Yorkshire. La coalition, dit-il, était une progéniture qui avait hérité des vices de ses parents, de la corruption de l'un et de la violence de l'autre.

De nos jours les plus grands historiens n'en ont pas porté un autre jugement. Lord John Russell et lord Macaulay pourraient être soupçonnés de quelque partialité pour les vues de M. Fox; cependant l'un et l'autre, incapables de justifier cette coalition funeste, l'ont jugée avec une loyauté et une équité parfaites. Lord Macaulay surtout traite comme un vain prétexte la raison que donnait Fox de cette alliance, ses objections au traité de paix : « Il n'y a, » dit-il, « pas la moindre raison de croire que Fox eût hésité un moment, s'il fût resté au pouvoir, à conclure un traité à de pareilles conditions. »

Pendant le mois qui avait précédé la formation du cabinet Fox et North, plusieurs discussions s'étaient élevées dans le Parlement. M. Townshend avait été appelé à la chambre des lords, en sorte que M. Pitt était depuis lors le chef de la chambre des communes, de droit comme de fait. Le 31 mars, dans la discussion qui s'éleva lorsqu'il déclara qu'il avait définitivement quitté le poste de chancelier de l'échiquier, il saisit l'occasion de s'expliquer sur les principes qui devaient à l'avenir diriger sa conduite : « Je tiens à déclarer, » dit-il, « que je n'appartiens à aucun parti. Je me tiendrai sur la réserve et j'agirai avec celui des deux camps qui me paraîtra dans le vrai. »

En conséquence, pendant le reste de la saison qui dura jusqu'au milieu de juillet, Pitt ne siégea pas à sa place purement en homme de parti. Il arrivait d'ailleurs souvent que les charmes de l'été l'attiraient loin de la chambre des communes jusqu'à la villa de son ami Wilberforce, à Wimbledon. « Eliot, Arden et moi, nous arriverons chez vous avant le couvre-feu, et nous comptons trouver de bonne heure un souper de petits pois et de fraises. » Tel est le contenu de l'un des billets que Pitt écrivait alors et que Wilberforce a conservés. « Un matin, » raconte Wilberforce, « nous trouvâmes les fruits du lever matinal de Pitt, sous la forme d'une quantité de petits morceaux d'un chapeau soigneusement semés dans toutes les plates-bandes; c'était le chapeau habillé que Ryder portait la veille lorsqu'il sortit de l'Opéra pour venir ici. »

Combien le véritable Pitt de la vie privée était différent de celui que les auteurs de la *Rolliade* représentèrent l'année suivante! Même à table, ils lui conservaient la roideur de ses manières et son langage parlementaire :

« Il parle des *moffins* comme un commissaire des subsides, et propose un amendement au pain beurré en ajoutant du pain sec. »

Voici quelques autres extraits du journal de Wilberforce à cette époque : « 26 mai, Chambre. J'ai dîné chez le lord avocat avec M. et mistriss Johnstone, Thurlow, Pepper, Pitt. Après le départ des autres nous sommes restés jusqu'à six heures du matin. — Dimanche, 6 juillet, Wimbledon. Persuadé à Pitt et à Pepper de venir à l'église. — 11 juillet. Beau et chaud. Promenade sur l'eau et pêche avec Pitt et Eliot. Retour, dîner, promenade dans la soirée. Eliot est retourné chez lui, Pitt est resté. »

Il ne faut cependant pas supposer que Pitt négligeât ses devoirs à la chambre des communes. Nous voyons, par exemple, qu'il parla dans la discussion sur l'affaire Powell et Bembridge, triste affaire, deux employés publiquement accusés de déficit dans leurs comptes, et que Burke, fort au discrédit de son jugement, puisque la culpabilité de l'un d'eux fut prouvée, avait rétablis dans leurs fonctions. Dans deux autres occasions, M. Pitt ne prit pas seulement une part active dans le débat, il le dirigea.

Le 7 mai, M. Pitt proposa pour la seconde fois la réforme parlementaire. Cette fois le projet consistait nettement en trois résolutions. Par la première, la chambre s'engageait à prendre des mesures pour prévenir, autant que possible, la corruption et les dépenses dans les élections. La seconde résolution portait que, lorsqu'on pourrait prouver que la majorité des votants d'un bourg étaient coupables de s'être grossièrement laissé corrompre, le bourg perdrait sa franchise, et que la minorité non coupable serait admise à voter dans l'élection du comté. La troisième résolution tendait à augmenter le nombre des représentants directs des comtés. C'était, comme on sait, le projet de réforme que lord Chatham avait proposé, jusqu'à concurrence de cent représentants de plus pour les comtés; mais la troisième résolution de Pitt proposait en outre d'augmenter le nombre des représentants de la métropole.

Dans la discussion qui suivit, les nouveaux secrétaires d'État confédérés prirent des partis opposés. Fox soutint avec ardeur le projet que lord North attaquait avec une égale violence. Ce fut leur premier dissentiment public depuis leur récente alliance.

D'autre part, Pitt trouva quelque appui dans les rangs

de ceux qui naguères lui avaient fait de l'opposition. D'abord il y eut Dundas qui était devenu ou qui était en train de devenir son ami le plus intime. « L'année dernière, » dit Dundas, « je me suis opposé à la nomination d'une commission parce que la proposition n'avait rien de défini ; aujourd'hui je soutiens la proposition parce que je la crois bonne. » Thomas Pitt parla à peu près dans le même sens, mais dans le cours de sa harangue, il annonça qu'il était propriétaire, ou, comme on disait alors, patron du bourg d'Old-Sarum. Il dit qu'il était tout prêt à remettre cette nomination aux mains du Parlement en sacrifice volontaire comme une victime à offrir sur l'autel de la constitution anglaise. Si on acceptait la victime, il était d'avis de transférer à la banque d'Angleterre le droit de faire élire deux membres.

Il devait être amusant, ce soir-là, à mesure que la discussion avançait, de remarquer le contraste entre les offres généreuses de Thomas Pitt et le zèle anti-réformiste du très-honorable Richard Rigby. Dans son ardeur pour les bourgs clos, M. Rigby se leva pour déclarer qu'il aimerait mieux voir ajouter un représentant à Old-Sarum, où il n'y avait qu'une seule maison, plutôt que d'en voir donner un de plus à la cité de Londres, qui en avait déjà trop.

Lors du vote, les résolutions de Pitt, en dépit de l'accession de Dundas et de son cousin Thomas, furent rejetées à une très-grande majorité, 293 voix contre 149. Le résultat prouva combien Pitt avait eu raison l'année précédente en maintenant sa proposition dans des termes généraux.

Le 2 juin, Pitt produisit devant la chambre quelques-uns des fruits de ses travaux à la trésorerie. Il présenta

un bill pour la réforme des abus dans les administrations publiques. Il espérait, dit-il, amener une économie annuelle de 40,000 livres sterling au moins, et lorsque la chambre se forma en comité le 17, il donna quelques exemples frappants des abus existants; en citant les frais annuels de papier qui s'élevaient à 18,000 livres sterling, il dit : « Je crois que je vais quelque peu étonner le noble lord au ruban bleu (lord North) en disant à la chambre, et en lui apprenant à lui-même ce dont le noble lord n'a certainement aucune idée, c'est que le noble lord, à lui tout seul comme chef de la trésorerie, a coûté au public l'année dernière 1,300 livres sterling pour articles de papeterie. Le compte porte 340 livres sterling rien que pour la ficelle. »

Lord North, dont le désintéressement et la probité personnelle sont au-dessus de toute atteinte, se leva pour se défendre : « J'avais donné, » dit-il, « des instructions formelles pour qu'on ne délivrât jamais aucun article de papeterie à mon usage sans l'ordre exprès de mon secrétaire particulier. Si malgré cela il y a eu des abus commis, c'est en dépit de mes instructions. Je puis assurer à la chambre que je ferai les enquêtes les plus minutieuses sur cette affaire, et si je trouve des irrégularités, je n'oublierai rien de ce qui sera en mon pouvoir pour faire punir les délinquants... Quant au chauffage et à l'éclairage, j'ai appris, en arrivant à la trésorerie, que mes prédécesseurs étaient entretenus de charbon et de bougie aux frais du public, et cela d'après un usage ancien et établi. Mais je n'ai pas voulu profiter de cet usage, et j'ai chauffé et éclairé ma maison à mes frais. » La justification personnelle de lord North était assurément complète ; mais les abus scandaleux, les dépenses inutiles imposées au

public n'en restaient pas moins les mêmes, de quelque côté qu'elles vinssent.

La conduite des ministres de la coalition par rapport à ce bill ne leur fit certainement pas honneur. Ils n'osèrent pas faire voter la chambre des communes à aucune des lectures du bill; mais lorsqu'il arriva à la chambre des lords, ils déployèrent toute leur influence et firent rejeter la proposition à la seconde lecture.

Voici quelques extraits de la correspondance de Pitt avec lady Chatham à cette époque.

« 15 mai 1783.

» Vous savez déjà, je crois, tout ce que je pourrais vous dire du peu qui s'est passé dans le monde depuis que je vous ai quittée, car il n'est rien arrivé que je sache mieux que d'autres. La politique a été assez tranquille; c'est, je crois, pour le moment, ce qui vaut le mieux. Dans les deux affaires de l'emprunt et du rétablissement de M. Powell, notre nouveau ministère a donné une bonne occasion d'attaque, s'il eût été à propos d'en profiter. Cette dernière affaire doit amener encore des discussions, probablement fort peu à leur honneur; mais la session est trop avancée pour qu'il y ait chance de quelque vote bien important à la chambre des communes. On ne peut prévoir ce qui peut se passer au dehors d'un jour à l'autre. La même *aversion invétérée* persiste, à ce que je crois; vous devinez sans peine ce que je veux dire. Ma défaite sur la réforme parlementaire a été beaucoup plus complète que je ne m'y attendais. Cependant, si la question devait être rejetée, la discussion n'a pas été inutile. Des affaires de tout genre prolongeront probablement la

session du Parlement pendant la plus grande partie du mois prochain au moins. Je n'ai pas encore pu réussir à organiser avec quelque certitude mes projets pour l'été, mais assurément je ne laisserai pas Burton en dehors de mon plan.

» La scène d'Albemarle street s'est prolongée de jour en jour; il est temps qu'elle finisse maintenant. J'espère un peu qu'elle arrivera bientôt à son terme, bien qu'elle ait déjà duré assez longtemps pour qu'elle puisse durer encore plus longtemps que cela ne semblerait probable.

» J'espère que vous vous trouvez peu à peu plus en état de jouir des beautés qui vous entourent, et de ce temps charmant. Tout délicieux qu'il est, les bruyères ellesmêmes commenceront à se plaindre s'il continue. La poussière est presque intolérable dans ce coin du monde. »

« 24 mai 1783.

» Je n'ai pas besoin de vous dire combien le vote sur l'affaire Bowell et Bembridge a mis au jour la faiblesse du ministère, et aggravé sa situation. Il me semble que, tout bien considéré, ils ne peuvent guère espérer mieux que de traîner encore pendant le reste de la session. »

« 28 mai 1783.

» Je vais à la chambre des communes pour traiter les affaires des Indes orientales, ce qui n'est pas fort amusant. Vous avez vu que le budget a donné lieu à de nouvelles discussions. Le langage de Fox m'a obligé à montrer as-

sez nettement que je n'étais pas disposé à me tenir toujours sur la défensive, et l'effet de mes attaques, qui n'étaient pas très-polies, a été de lui faire prendre plus de soin pour être poli envers moi que je ne l'ai jamais vu faire quand nous étions bien ensemble. »

Pendant les six dernières semaines de la session, les membres du Parlement commencèrent, comme de coutume, à se disperser et les ministres avaient l'air parfaitement en sûreté; mais ils étaient alors aux prises avec un danger très-grave, et leur gouvernement était, à leur propre avis, bien près de sa chute.

George, prince de Galles, plus tard George IV, était cause de ce nouvel embarras. Dans son éducation, il avait reçu de ses parents d'excellents exemples de moralité dans la vie privée, mais il n'en avait assurément pas profité. Au contraire, comme le disait Horace Walpole, il était sorti du palais de son père, de ce temple de la vertu, comme s'il avait été élevé dans une cave à cidre. Se jetant à corps perdu dans une vie de débauche et de dissipation, il s'attacha vivement à Fox comme à un ami intime, et on peut supposer que ces rapports ne contribuèrent pas à rapprocher le roi du grand orateur whig ni de l'étourdi jeune prince.

Le prince était né au mois d'août 1762; il n'était donc plus qu'à quelques semaines de sa majorité. Il devint urgent d'examiner sans retard la question de l'établissement particulier de son Altesse Royale. M. Fox proposa de demander au Parlement une dotation de 100,000 livres sterling par an. Lord North et lord John Cavendish, tout en trouvant la somme excessive, y consentirent; mais le roi eut des objections à l'importance de la dotation et à l'indépendance du contrôle paternel qu'impliquerait ce vote.

Il offrit d'y substituer 50,000 livres sterling par an sur sa liste civile.

Pendant quelque temps, personne ne voulut céder. Comme de coutume, le roi restait ferme et inflexible dans son opinion, et les ministres se croyaient liés par leur promesse au prince de Galles. Les billets de son Altesse Royale à Fox pendant la durée de cette négociation ont été conservés, ils commencent par cette appellation amicale : « Mon cher Charles. » Au milieu de juin, Fox et ses collègues s'attendaient à être destitués ou obligés de donner leur démission, et ils écrivirent dans ce sens à leurs amis de Dublin Castle.

Il se trouva qu'en cette conjoncture le comte Temple arriva à Londres; il venait des lieux qu'il avait récemment gouvernés comme lord lieutenant, et, comme il est de rigueur en pareille occasion, il eut une audience de son souverain. Sa Majesté saisit cette occasion de consulter son dernier vice-roi. Elle manifesta une grande colère au sujet des prétentions qu'on avait mises en avant au nom de son fils, et témoigna le désir d'en profiter pour renvoyer ses ministres. Lord Temple, quoiqu'il fût un homme de parti très-vif, avait cependant assez de sagacité pour voir que la conjoncture et le prétexte ne seraient pas propices, et il engagea fortement le roi à attendre un meilleur moment.

D'autre part le prince de Galles, s'étant convaincu qu'il ne viendrait pas à bout de faire triompher ses prétentions, consentit à délier ses amis de leurs engagements. La disposition étant plus calme des deux parts, l'affaire fut bientôt arrangée. Il fut convenu que le roi accorderait tous les ans au prince 50,000 livres sterling sur sa liste civile, et qu'on demanderait 60,000 livres

sterling à la chambre des communes pour les frais d'établissement de son Altesse Royale. Lord John Cavendish porta le 23 juin à la chambre des communes un message à cet effet, et quelques jours après, la somme proposée fut votée sans la moindre difficulté. Le prince fut ainsi pourvu d'une dotation qui paraissait convenable, et lorsque le Parlement se réunit au mois de novembre il prit séance à la chambre des lords.

Il ne paraît pas que M. Pitt ait été en aucune façon consulté dans cette affaire, bien qu'il ait dû assurément être tenu au courant par ses conversations avec lord Temple. En dehors des affaires publiques, un incident survint alors qui lui causa une vive satisfaction. Son frère lord Chatham s'était épris de la fille de son ami lord Sydney, l'honorable Mary Elisabeth Townshend. Le jeune comte continuait depuis deux ans ses attentions, mais avec l'indolence qui fut toute sa vie un trait caractéristique de son esprit, ce ne fut qu'au mois de juin 1783 qu'il les exprima nettement. L'offre faite et acceptée fut une grande source de joie pour lady Chatham à laquelle M. Pitt écrit ainsi ses tendres félicitations.

« Samedi, 14 juin 1783.

» Ma chère mère,

» Je connais trop bien vos sentiments au sujet des heureuses nouvelles que vous avez reçues, et vous savez, j'espère, trop bien que vos sentiments sont les miens, pour qu'il nous soit nécessaire d'échanger des phrases de félicitation; cependant j'ai eu plusieurs fois la plume à la main; mais j'ai été interrompu tout autant de fois, et je

ne comprends pas comment tant de jours ont pu s'écouler sans que j'en fisse usage à cet effet. Je suis sûr que vous vous figuriez, sans l'avoir vue d'aussi près que moi, toute la joie qu'a causée cette déclaration si longtemps attendue. Lord Sydney est ce qu'il y a de plus heureux au monde, deux autres personnes exceptées, et il est enchanté de votre réponse à sa lettre. Je ne puis savoir avec certitude quand l'union doit se consommer, mais comme il n'y a guère matière aux délais légaux, j'imagine que cela ne peut être long.

» Lord Temple est venu hier à Londres, et il a fait son apparition à St-James, où je l'ai rencontré. Vous ne serez pas surprise d'apprendre qu'il a été reçu de la meilleure grâce possible. J'ai eu depuis lors de longues conversations avec lui, toutes extrêmement satisfaisantes sous tous les rapports. Notre ministère économe et réformateur saisira probablement mardi une nouvelle occasion de prouver sa sincérité à propos d'un bill destiné à remédier aux abus dans certaines administrations publiques. On dit que la dotation du prince de Galles doit venir aussi ce jour-là ou le lendemain. Le bruit public en dit d'étranges choses. Ceux qui la proposent espèrent probablement y trouver leur compte, mais ils perdront plus dans le pays qu'ils ne gagneront ailleurs.

» Je suis presque en retard pour le dîner, même chez le duc de Rutland, adieu.

» Votre respectueux

» W. PITT. »

Le mariage ainsi convenu fut célébré le 10 juillet, et l'heureux couple se rendit à Hayes pour y passer la lune

de miel. Ils y reçurent bientôt après la visite de leur frère William.

Il ne naquit point d'enfants de ce mariage. La seconde comtesse de Chatham mourut en 1821, et le titre s'éteignit à la mort du second comte en 1835.

Outre son excursion à Hayes, Pitt fit aussi une visite à Stowe qu'il n'avait jamais vu, à ce qu'il semble, d'après la description qu'il en fait à sa mère. Il se rendit ensuite à Brighton en compagnie de M. Pretyman, et vers le milieu d'août, il rejoignit lady Chatham à Burton Pynsent.

« Savile street, 22 juillet 1783.

» Ma chère mère,

» Je reprends enfin la plume, sans en avoir pourtant d'autres raisons que celles qui auraient dû me la faire prendre tous les jours depuis un mois. Je ne puis pas comprendre comment le temps s'est écoulé; je n'ai guère fait autre chose que courir à cheval entre Wimbledon et Londres, en méditant des projets pour l'été, et voilà que l'été est à moitié passé avant que j'aie commencé à les mettre à exécution.

» Mon excursion à Stove a été très-courte, mais aussi agréable que possible. J'ai trouvé le lieu plus beau que je ne m'y attendais, et la maison, à demi finie à l'intérieur, est ce que j'ai jamais vu de plus magnifique; cependant, pour ce qui regarde le simple plaisir des yeux, j'aime mieux y être visiteur que propriétaire[1]. Je ne voudrais pas échanger Sedgemoor et Troy Hill pour les Champs-

[1] Lord Chatham y avait pris une maison avant son mariage.

Élysées, avec tous les Temples par-dessus le marché. Vous comprenez bien cependant que j'ai eu la prudence de garder pour moi cette opinion. Nous étions tout à fait en famille, M. et madame Fortescue, miss Grenville, William et moi. Nous avons eu, comme vous pouvez l'imaginer, tout le temps de causer et de discourir; le résultat de tout cela est parfaitement satisfaisant et promet tout ce que vous pouvez désirer de ce côté-là. La session est finie et tout semble fort tranquille, bien qu'il me paraisse douteux que le ministère gagne beaucoup de force à ce repos. Peut-être non. Si je le puis, j'ai envie de prendre congé de ce pays-ci dans un jour ou deux, et d'aller me baigner à Brighthelmstone avant notre course du comté de Somerset qui, j'espère, aura lieu vers le milieu du mois prochain, si rien ne vient d'ici là déranger nos projets d'été. Je suis revenu ce matin de Hayes, où tout est bonheur, comme vous pouvez le penser, et où il est juste que tout soit ainsi. Je serais fort tenté de rester jusqu'à leur départ, mais je voudrais trouver dans cet intervalle quelques heures de travail de plus qu'il ne me serait facile chez eux. Brighthelmstone fera mon affaire à ce point de vue, comme à celui de la santé, bien que sous ce rapport, je ne puisse me mieux porter que pour le moment.

» Toujours votre respectueux et affectionné,

» W. PITT. »

« **Brighthelmstone, 8 août 1783.**

» Ma chère mère,

» Je me figure qu'une partie de vos visiteurs vous a rejointe, ou est du moins en route pour vous arriver. Je suis

tellement séparé du corps d'armée qu'ils ne pourront probablement pas vous donner des nouvelles de mes mouvements, bien que je compte le rejoindre très-prochainement. Je quitterai ce lieu-ci probablement mercredi, et en coupant à travers le pays, j'espère arriver à Burton le lendemain. En tous cas, j'aurai certainement le bonheur de vous revoir avant la fin de la semaine, et j'espère vous trouver en bonne santé. Ce coin du monde ne fournit point de nouvelles, et je n'en ai point appris d'ailleurs. D'après tout ce que j'ai su avant de quitter Londres, je crois maintenant que les choses pourront aller encore le reste de l'été comme elles sont, bien qu'il y ait toute raison de croire que cela ne se prolongera pas beaucoup au-delà.

» Toujours, ma chère mère, etc.

» W. Pitt. »

CHAPITRE IV

— 1783 —

Excursion de Pitt en France. — L'abbé de Lageard — Retour en Angleterre. — Bill de Fox sur l'Inde. — Grand discours de Burke. — Le bill passe à la chambre des communes, mais il est rejeté par les lords. — Renvoi de Fox et North. — La prérogative royale. — Pitt est nommé premier ministre. — Démission de lord Temple. — Le nouveau cabinet.

Pitt, ayant laissé de côté pour cet été ses affaires au barreau, avait projeté une excursion en France, en compagnie de Wilberforce et d'Eliot. Au commencement de septembre, ces trois amis se rèunirent chez Henry Bankes, dans le comté de Dorset, où ils passèrent quelques jours. Ce fut là que Pitt, en chassant aux perdrix, l'échappa belle un soir sous le feu du fusil de Wilberforce; « au moins à ce qu'assuraient mes compagnons, » disait Wilberforce, « peut-être dans l'intention maligne d'exagérer ma vue basse et mon inexpérience à la chasse.»

Le 10 septembre, Pitt assista au lever du roi à Saint-James, et le 12 il s'embarqua à Douvres avec ses deux compagnons de voyage. On suivra mieux les incidents de cette petite tournée d'après sa correspondance.

« 10 septembre 1783.

» Ma chère mère,

» Je vais au lever, et de là je monterai en voiture; j'espère arriver à Douvres avant la nuit. Je vous écrirai dès que j'aurai touché terre de l'autre côté de l'eau. Londres ne m'a fourni d'autres nouvelles que le traité définitif si longtemps attendu, et on n'en connaît point de nouveaux détails. J'espère que vous êtes délivrée de l'indisposition dont Harriot parlait dans sa dernière lettre. Si la poste à travers champs m'a rendu justice, elle doit avoir reçu une réponse de moi. Adieu. Toujours, ma chère mère.....

» W. Pitt. »

« Calais, 12 septembre 1783.

» Ma chère mère,

» De peur que quelques sifflements du vent à Burton ne vous aient donné l'idée d'un orage, je m'empresse de vous assurer que nous sommes arrivés ici après une traversée excellente, bien qu'un peu rude. Nous partirons demain matin et nous arriverons à Reims dimanche soir ou lundi matin. Une lettre adressée à « un gentilhomme anglais, poste restante, » m'arrivera sans doute, à ce qu'on m'assure. J'espère avoir bientôt le plaisir de recevoir de vos nouvelles.

» Votre respectueux et affectionné, etc.

» W. Pitt. »

« Reims, jeudi 18 septembre 1783.

» Ma chère mère,

» Nous sommes arrivés ici après un voyage qui n'avait guère d'autre attrait que celui de la nouveauté du pays. On voyage beaucoup plus facilement et la population a l'air beaucoup plus à l'aise que je n'aurais cru, mais la face du pays, de Calais ici, est ce que j'ai jamais vu de plus monotone. Nous sommes très-bien établis ici, mais nous n'y avons pas encore trouvé beaucoup de société en dehors de la nôtre. La ville est habitée surtout par des négociants et des ecclésiastiques, parmi lesquels je suppose pourtant que nous finirons par trouver quelques âmes charitables qui consentiront à nous laisser pratiquer avec elles notre français. Pour le moment, quand je vous aurai dit que nous sommes ici et que nous nous portons parfaitement bien, j'aurai épuisé toute ma provision de nouvelles. D'ailleurs, la poste ne permet guère une plus longue lettre, elle part à neuf heures du matin, et je vous écris avant le déjeuner. Ce n'est pas du reste un aussi grand effort qu'en Angleterre; tout se fait ici de bonne heure et nous nous y accoutumons aisément le soir, et même un peu le matin. J'espère avoir le bonheur de recevoir bientôt une lettre de Burton. Vous avez probablement reçu celle que je vous ai écrite de Calais. Mes tendresses à Harriot et mes compliments à miss Stapleton.

» Toujours votre respectueux et affectueux, etc.

» W. Pitt. »

A LADY HARRIOT PITT.

« Reims, 1er octobre 1783.

» .....Ma chère sœur,

» .....Les avantages de ce lieu-ci vont toujours augmentant pour nous, bien qu'à cette époque de l'année la société n'y soit pas nombreuse. Nous allons dîner aujourd'hui dans une maison de campagne, au milieu des vignobles, et comme on est en pleine vendange, ce sera un agréable spectacle. Demain nous devons dîner dans un superbe palais, chez l'archevêque, qui demeure à cinq milles d'ici, et qui est une espèce de prince dans ce pays. Nous voyons surtout des ecclésiastiques, et comme les abbés français n'ont pas une réputation proverbiale pour le silence, nous avons l'occasion d'entendre parler la langue.....

» Votre très-affectionné, etc.

» W. PITT. »

A LADY CHATHAM.

« Reims, lundi, 6 octobre 1783.

» Je vous écris pour la dernière fois de ce lieu-ci, nous partons mercredi pour Paris. Nous avons passé notre temps assez agréablement et utilement, et je me flatte d'avoir fait une provision de français qui durera

bien dix ou quinze jours à Paris. Nous y arriverons jeudi, et nous n'avons pas l'intention de nous laisser aller à prolonger notre séjour fort au delà du 20 octobre. J'apprends que le Parlement doit se réunir le 11 novembre, et il est fort à désirer que je puisse passer auparavant quinze jours ou trois semaines en Angleterre.

» L'adresse que je vous ai envoyée est devenue plus mystérieuse que je n'en avais l'intention par la manière dont je l'ai rédigée. Je ne comptais pas omettre mon nom. C'est une preuve de la politesse française que de voir traiter ici ce nom sans inimitié, bien qu'ils aient lieu de comprendre la différence entre cette guerre-ci et celle qui l'avait précédée. Je crois que vous pouvez vous risquer à mettre mon adresse tout au long à Paris, en ajoutant : *Hôtel du Parc royal, rue du Colombier, faubourg Saint-Germain.* »

« Hôtel de Grande-Bretagne, Paris, mercredi 15 octobre 1783.

» Je vais partir pour passer à Fontainebleau deux ou trois jours ; j'y trouverai la cour et toutes les magnificences de France, et ma carrière ici se terminera par cette expédition. Depuis que je suis ici je n'ai guères fait autre chose que voir des monuments, le voyage du roi à Fontainebleau ayant entraîné tout le monde loin de Paris, à l'exception des Anglais, qui ont l'air d'être en possession de la ville. »

Nous avons encore quelques détails sur cette visite au continent, la seule que fit jamais Pitt. Je les emprunte presque tous aux lettres et au journal de M. Wilberforce, publiés par ses fils. A Reims, Pitt avait de fréquentes

conversations avec l'abbé de Lageard, homme fort intelligent, alors vicaire de l'archevêque, et qui plus tard émigra en Angleterre. Un jour que le jeune orateur exprimait en termes animés son admiration pour le système politique qui régissait sa patrie, l'abbé lui demanda quelle était la partie de la constitution qu'il s'attendait à voir faiblir la première, puisque toutes les choses de ce monde étaient périssables; Pitt réfléchit un moment, puis il répondit: « La partie de notre constitution qui périra la première sera la prérogative royale et l'autorité de la chambre des pairs. »

« Je suis bien étonné, dit l'abbé, qu'un pays aussi moral que l'Angleterre puisse consentir à se laisser gouverner par un prodigue et un débauché comme Fox; cela semblerait indiquer que vous êtes moins moraux que vous ne prétendez l'être. » « La remarque est juste, répliqua Pitt; mais vous ne vous êtes jamais trouvé sous la baguette du magicien. »

Ils causaient aussi quelquefois des institutions françaises. Pitt fit beaucoup de questions, et il résuma ses impressions par les paroles suivantes: « Monsieur, vous n'avez point de liberté politique, mais quant à la liberté civile, vous en avez plus que vous ne croyez. » Il est curieux que M. de Tocqueville, dans son dernier ouvrage traitant de cette époque soixante-dix ans plus tard, soit arrivé à la même conclusion pour la soutenir avec tant de force et de logique.

Outre ces réponses bien authentiques de M. Pitt en France, il y en a une autre qui ne repose sur aucune autorité solide, c'est un bruit sans fondement qu'on a beaucoup répété. On dit que M. et madame Necker firent offrir leur fille à Pitt avec une fortune de 14,000 livres

sterling de rente, par l'intermédiaire d'Horace Walpole, et qu'il répondit[1] : « J'ai déjà épousé ma patrie. » Or, Horace Walpole n'était pas alors à Paris et n'y avait pas été depuis longues années. Secondement, il est fort improbable que M. et madame Necker, profondément imbus, comme ils l'étaient, des idées suisses sur le bonheur domestique, eussent offert leur fille à un jeune étranger qu'ils ne connaissaient que depuis quelques jours. Et troisièmement, la réponse théâtrale attribuée à Pitt est tout à fait contraire à ses habitudes de style toujours simples et franches, quelquefois un peu moqueuses. Je ne crois pas qu'il ait jamais eu l'occasion de refuser mademoiselle Necker; mais, s'il l'a fait, je suis sûr que ce n'est pas par une phrase de mélodrame.

A Fontainebleau, nous voyons Pitt prendre part à la chasse. Wilberforce note dans son journal : « 17 octobre, le matin : Pitt à la chasse au cerf; Eliot et moi en voiture pour voir le roi. Tournure gauche et étrange; des bottes immenses. Dîné chez nous; puis à la comédie. » A Fontainebleau et à Paris, le fils de Chatham fut fort remarqué par les personnages de distinction, à commencer par la reine Marie-Antoinette : « Hommes et femmes, ils entouraient tous Pitt, en masse, écrivait Wilberforce à Banks, et il a fait preuve de beaucoup d'entrain, bien qu'il lui arrivât d'être un peu ennuyé quand on lui parlait de la réforme parlementaire. »

Les trois amis débarquèrent à Douvres le 24 octobre. D'après l'évêque Tomline qui expédie tout le voyage en une seule phrase, M. Pitt revenait en Angleterre avec

[1] Voyez cette histoire racontée dans la *Vie de Wilberforce*, mais non sur son autorité, vol. Ier.

l'intention de reprendre sa profession au barreau, si le ministère semblait devoir se consolider ; mais les événements de la prochaine session dissipèrent bientôt ses rêves de légiste.

Pitt était plein des affaires parlementaires lorsqu'il écrivit à lord Mahon la lettre suivante, quelques jours après son retour :

« Berkeley-Square, 3 novembre 1783.

» Mon cher lord,

» J'espérais vous voir ainsi que ceux qui sont avec vous à Chevening, comme j'avais l'ardent désir de le faire avant cette époque ; mais j'ai eu tant à faire depuis que je suis en ville que cela m'a été impossible. La réunion est maintenant si proche que le temps devient tous les jours plus précieux, et il y a une quantité de choses qui demandent à être examinées. J'espère que vous serez en ville d'ici à fort peu de jours ; il y a plusieurs questions dont je ne pourrais me tirer sans vous. Si quelque chose vous retenait, faites-le-moi savoir, je vous prie, et je tâcherai de vous rencontrer à Hayes, mais j'espère plutôt vous voir ici.

» Toujours votre affectionné.

» W. PITT. »

Le parlement s'assembla le 11 novembre. Pitt parla le jour même pour déclarer qu'il ne voyait point d'objection à l'adresse proposée. Le même jour, il écrivit à la hâte quelques lignes à lady Chatham.

« Berkeley-Square, 11 novembre 1783.

» Ma chère mère,

» J'ai été déçu, aux deux derniers courriers, dans mon espoir de vous écrire, et comme la réunion du Parlement approchait, j'étais sûr que vous m'excuseriez sans peine. Nous avons entendu aujourd'hui le discours du roi, et nous avons voté l'adresse sans opposition. L'un et l'autre sont en termes si généraux qu'ils n'annoncent rien sur ce qu'on peut attendre pendant la session. L'affaire des Indes orientales et celle des fonds promettent d'en faire les principaux frais. J'ai peur qu'il ne me soit difficile de vous envoyer par la poste autre chose qu'une correspondance à la *mode,* car il me semble qu'il est fort à la *mode* d'ouvrir presque toutes les lettres, ce qui rend presque impossible d'écrire quelque chose qui vaille la peine d'être lu... Adieu, ma chère mère. »

Dans le courant du débat sur l'adresse, M. le secrétaire Fox annonça qu'il proposerait dans huit jours la grande mesure ministérielle sur le gouvernement de l'Inde que le discours de la couronne faisait pressentir. L'attention publique était absorbée par cette question presque à l'exclusion de toute autre.

Les progrès de notre empire d'Orient sous Warren Hastings, comme son origine sous Clive, laissaient apercevoir, au milieu de toute leur grandeur et de toute leur gloire, quelques exemples frappants d'oppression et de mauvais gouvernement. L'écho de ces faits avait fini par retentir, quoique faiblement, à travers la vaste étendue des

mers. Les enquêtes et les soupçons commençaient à abonder en Angleterre. Les cas d'oppression furent en partie révélés par les témoins qu'on examina. L'oppresseur encore au pouvoir fut dénoncé par la voix d'éloquents orateurs, Dundas et Burke en particulier.

Dès le mois d'avril 1783, lors de la chute du ministère Shelburne, Dundas avait présenté un bill sur cette importante question. Il proposait d'envoyer un nouveau gouverneur général chargé de remédier aux abus, armé d'un pouvoir étendu, et disposant d'une autorité suffisante pour mettre de côté les vœux et les opinions de son conseil, si besoin en était. En pareil cas, comme le faisait remarquer Dundas, tout devait dépendre du poids et de l'autorité de la personne qu'on choisissait, et il avait indiqué le comte Cornwallis comme l'homme le plus propre à cette mission.

Dans une telle situation, le gouvernement de la coalition n'avait guère l'alternative : les ministres ne firent que ce que tout autre ministre eût dû faire et eût fait à cette époque en entreprenant de rédiger un plan qui réformât toute l'administration de nos provinces dans l'Inde.

D'après les profondes connaissances de Burke sur toutes les parties de ce sujet, on a communément supposé qu'il avait eu la plus grande part à la rédaction de la nouvelle mesure. Cette conjecture a été confirmée par la publication subséquente de ses papiers. « De M. Pigot, qui a fait le bill de l'Inde d'après mes notes, » telle est l'inscription de l'écriture de Burke lui-même, mise au dos d'une lettre qu'il recevait au mois d'octobre 1783. Il est néanmoins indubitable qu'avant de proposer [1] sa mesure

[1] Correspondance de Burke publiée en 1844, vol. III.

au cabinet, Burke consulta Fox sur tous les points importants, et que Fox étudia toute la question avec le soin le plus minutieux.

Le bill préparé par ces deux grands politiques et accepté par leurs collègues du cabinet était vaste et hardi. Il donnait à un conseil de sept personnes le droit absolu de nommer et de destituer dans l'Inde tous les employés, sans s'inquiéter des chartes et des droits constitués, et de diriger l'administration du pays comme bon leur semblerait. Les noms de ces sept personnes restaient en blanc, la commission devait les remplir, et leur autorité devait durer quatre ans, une fois le bill voté, quels que fussent les changements de ministère. Il était défendu aux membres du conseil d'avoir recours au scrutin ou à tout autre mode de vote secret, et ils étaient tenus de déposer leurs comptes devant les deux chambres au commencement de chaque session.

Ce serait une grande injustice envers la mémoire de Burke et de Fox que de douter du rôle principal que jouaient dans leurs plans le bien de l'Inde et la cause de la justice. Burke fit preuve en diverses occasions d'une préoccupation ardente, passionnée même, des intérêts de la population indoue, et Fox n'a jamais manqué d'une généreuse sympathie pour la souffrance et la misère sous toutes leurs formes. Il faut avouer d'ailleurs qu'on pouvait présenter plusieurs arguments en faveur de leur projet. N'était-il pas désirable de mettre ces provinces éloignées à l'abri des vicissitudes des luttes de parti dans la mère-patrie, et d'ouvrir un libre champ aux améliorations et aux réformes nécessaires ?

Mais tout en reconnaissant volontiers que le bien de l'Inde même était la principale préoccupation de Fox en

rédigeant ou en adoptant son fameux bill, quelques-uns de ses admirateurs les plus zélés ont reconnu qu'il avait également pris en grande considération les intérêts et l'influence à venir de ses partisans et de[1] ses amis en Angleterre. Il voyait que le roi les avait admis au pouvoir à regret; il savait que Sa Majesté pouvait les renvoyer à la première occasion. Combien il leur serait utile par conséquent de se construire une citadelle sûre où ils pussent se réfugier sans s'inquiéter des sourires royaux, et de concentrer dans des mains sûres, et pour un certain nombre d'années, l'administration de l'Inde tout entière, afin de lutter contre la trésorerie avec un patronage presque aussi important que le sien[2]? Le roi pouvait-il espérer de tenir tête à une pareille combinaison? Cela ne détournerait-il pas probablement, cela ne déjouerait-il pas certainement tout acte patent de sa défaveur?

Pressé ainsi par des motifs d'intérêt public et par des motifs personnels, Fox n'était point insensible au danger qu'il allait courir. « Ce sera vigoureux et hasardeux, » tels sont les termes dont il se sert à cette époque, dans une lettre particulière, pour définir sa mesure. Mais il était d'une nature hardie et entreprenante et il voyait devant lui une récompense éclatante. Le 18 novembre, comme il en avait donné avis, il se leva pour expliquer à la chambre des communes la teneur du bill. Il en fixa la seconde lecture au 27 du même mois; on se plaignit de la brièveté

[1] Voyez sur ce point la vie de Sheridan par Moore, vol. Ier.

[2] Le patronage dont le conseil aurait pu disposer d'après ce bill ne pouvait pas s'élever, je crois, à moins de 300,000 liv. sterling par an. Wilkes le porte à « plus de deux millions. » Voir l'*histoire parlementaire*, vol. XXIV.

du délai, mais M. Pitt, qui se leva aussitôt après lui, ne put obtenir un retard.

Tout le monde reconnaît la lucidité et l'habileté des discours que prononça M. Fox pour présenter et pour défendre cette grave mesure. « Tant d'éloquence, » dit son grand rival, « prêterait de la grâce à la difformité » Sur un point seulement, c'est-à-dire sur la violation des chartes, Fox qui s'adressait à une assemblée jalouse de conserver les droits acquis, hésita peut-être. Il ne pouvait présenter en faveur de cette violation d'autre raison que celle de la nécessité. Mais, s'écria Pitt avec indignation dès la première lecture du bill, « la nécessité est l'argument des tyrans, c'est la foi des esclaves ! »

Dans l'intervalle qui s'écoula entre la présentation du bill et la seconde lecture, Pitt écrivit à son ami le duc de Rutland :

« Berkeley square, 22 novembre 1783.

« Mon cher duc,

» . . . . . Nous sommes au fort de la lutte, et je crois que nous approchons de la crise ; le bill que Fox a présenté sur l'Inde sera décisif de manière ou d'autre, pour ou contre la coalition. C'est, je crois bien, la mesure la plus hardie et la plus inconstitutionnelle qu'on ait jamais tentée, puisqu'elle jette d'un seul coup, en dépit de toutes les chartes et contrats, un patronage et une influence immense en Orient entre les mains de Charles Fox, au pouvoir ou hors du pouvoir. Je crois que ce bill aura de la peine, s'il y réussit, à faire son chemin chez nous, et il ne réussira jamais chez vous. Le ministère a tout mis

sur un seul coup de dé, et il sera probablement battu. Ils ont tant précipité cette affaire que nous devons avoir la seconde lecture jeudi prochain, le 27 novembre. Je crois que nous serons forts ce jour-là, mais nous le deviendrons davantage dans les périodes subséquents. Si vous avez dans vos environs, à cinquante ou à cent milles de vous, un membre qui se soucie de la constitution et de son pays, expédiez-le, je vous prie, à la chambre des communes le plus tôt que vous pourrez.

» Toujours fidèlement à vous.

» W. Pitt. »

« De peur de méprise, je veux vous dire que je suis dans une maison que mon frère a louée ici, et non à Shelburne-House.

» Je n'ai pas vu lord Tyrconnell en ville, ni Pochin, ni sir Henry Peyton. Pouvez-vous faire parler à quelqu'un d'entre eux? Ils pourraient encore arriver à temps pour l'une des lectures du bill. »

En dépit de toutes les forces que l'opposition put rassembler, la seconde lecture du bill de l'Inde passa à une majorité de 229 voix contre 120. La lutte se répéta à chaque pas nouveau, sans grand progrès dans les votes, mais avec un grand éclat d'éloquence des deux parts. Pitt, en particulier, déploya toutes ses facultés, et tout adolescent qu'il était, à vrai dire, il se montra digne antagoniste du talent plus mûr de Fox. Dorénavant les deux grands orateurs, qui s'élevaient si fort au-dessus du niveau ordinaire, pouvaient se mesurer, comme l'a dit un poëte, de même que deux grandes montagnes séparées par la mer.

Nous avons vu la race intellectuelle

« Des Titans se regarder en face,
Athos et Ida, avec une mer furieuse
D'éloquence entre eux[1]. »

Ces débats restent à jamais mémorables, grâce à l'un des grands discours de Burke, l'un de ces grands discours que ses contemporains pouvaient écouter avec indifférence, mais que la postérité la plus reculée ne cessera d'admirer ni de respecter. Dans cette occasion il fit à Fox une heureuse application de quelques vers de Silius Italicus, prophétie d'un ancêtre dans les guerres puniques de Cicéron, « seul orateur à l'éloquence duquel on puisse comparer, sans lui faire tort, celle de l'auteur du bill. »

« Indole proh quanta juvenis, quantumque daturus,
Ausoniæ populis venturum in sæcula civem!
Ille super Gangem, super exauditus et Indos
Implebit terras voce et furialia bella
Fulmine compescet linguæ[2]. »

J'ai récemment entendu lord Macaulay faire plus d'une fois allusion à ce passage, et dire combien il avait connu de gens qui le comprenaient mal, ne saisissant pas l'allusion à Cicéron, et supposant, sur une lecture rapide ou d'après de vagues souvenirs, que ces vers existaient quelque part dans Virgile, dont ils sont, à vrai dire, une heureuse imitation.

C'est dans ce beau passage que Burke s'étend sur les mérites de Fox avec une considération affectueuse : « On

[1] Lord Byron, dans l'*âge de bronze;* les vers qui précèdent appliquent le passage à Pitt et à Fox.
[2] Sil. Ital., liv. VII, v. 407

l'accuse et on l'injurie pour les motifs qu'on lui suppose. Il se souviendra que les insultes sont un ingrédient nécessaire de la véritable gloire; il se souviendra que non-seulement il était dans les coutumes romaines, mais qu'il est dans la nature des choses que la calomnie et les invectives fassent essentiellement partie du triomphe..... Il est maintenant sur une hauteur, et les yeux de l'espèce humaine sont tournés vers lui. Il peut vivre longtemps, il peut faire bien des choses, mais il est au faîte, il ne surpassera pas ce qu'il fait aujourd'hui..... Il a des défauts;..... ce sont des défauts qui peuvent ternir en quelque mesure l'éclat de son talent et entraver sa marche, mais qui n'ont rien qui puisse éteindre le feu des grandes vertus. Dans tous ses défauts, il n'y a aucune trace de perfidie, d'hypocrisie, d'orgueil, de férocité, de despotisme invétéré ou de manque de sympathie pour les maux de l'humanité. Ses défauts peuvent exister chez un descendant de Henri IV de France, comme ils existaient chez ce père de la patrie. »

La généalogie faisant descendre M. Fox de Henri IV, que Burke indique ici, peut étonner quelques-uns de mes lecteurs, tout autant que le passage de Silius Italicus. Il faut se rappeler que la mère de M. Fox était fille des ducs de Richmond, que les ducs de Richmond étaient les enfants naturels de Charles II, et que Charles II était, par sa mère, petit-fils de Henri IV.

Dans cette discussion, deux avocats d'une réputation naissante, de partis différents, mais tous deux destinés à atteindre le premier rang dans leur profession, parlèrent pour la première fois. L'un était John Scott, plus tard lord Eldon. Il avait été élu au mois de juin précédent dans un petit bourg appartenant à la famille Thynne, en sorte

que ses adversaires l'appelaient alors « l'avocat de lord Weymouth.» Son premier discours fut sans importance, bien qu'il lui valût les compliments de Fox. Dans sa seconde tentative il « fut plus ambitieux qu'heureux [1],» dit son biographe. Citant plusieurs versets de l'Apocalypse, il soutint que la bête aux sept têtes et aux dix cornes était un emblème de l'effroyable innovation qu'on voulait introduire dans les affaires de la compagnie des Indes orientales, et il embellit en outre son discours d'une citation sur le sort tragique de Desdemona. En réponse, il fut cruellement persiflé par Sheridan, et ses amis ne purent lui adresser que de minces compliments; mais la mortification qu'il subit dans le moment tourna sans aucun doute à son avantage ultérieur. Cet échec le décida à renoncer dans l'avenir à ces grands mouvements d'éloquence, et à se fier, comme il en avait droit, à ses connaissances et à sa sagacité juridiques et à ses grandes facultés comme magistrat.

Erskine parla aussi pour la première fois dans cette discussion. On lui avait trouvé un siége à Portsmouth, et il prit séance le 11 novembre. Huit jours ne s'écoulèrent pas sans qu'il se levât pour parler à la chambre. On était très-curieux de l'entendre, et ses merveilleux succès au barreau avaient fait concevoir de grandes espérances. Voici une description frappante de cette scène, tirée d'un témoin oculaire : « Pitt, qui avait évidemment l'intention de répondre, était là plume et papier en main, prêt à noter les arguments de ce formidable adversaire. Il écrivit un mot ou deux; Erskine continua; mais à chaque phrase l'attention de Pitt pour son papier se relâchait, son regard

[1] Vie de lord Eldon par Twiss, vol. Ier.

devenait inattentif, et il commençait évidemment à trouver l'orateur de moins en moins digne de son attention. A la fin, tandis que les yeux de toute la chambre étaient fixés sur lui, il fit un trait de plume sur son papier d'un air méprisant, et le jeta par terre. Erskine ne put se remettre de cette manifestation de dédain; sa voix tremblait, il parvint à achever son discours et se laissa retomber avec découragement à sa place, dépouillé de sa gloire. » On dit qu'on discuta au moment même la question de savoir si la pantomime méprisante de Pitt était préméditée ou si elle prit naissance dans son sentiment du moment; comme biographe d'Erskine, lord Campbell penche pour cette dernière opinion [1].

Il y eut encore dans cette discussion un discours d'avocat qu'il faut rappeler. L'avocat général, John Lee, chercha à repousser l'accusation fondée sur l'abrogation des chartes, mais il le fit en des termes qui accrurent fort l'agitation populaire : « Qu'est-ce qu'une charte? » s'écria M. Lee, « ce n'est qu'un morceau de parchemin avec un cachet de cire qui pend à l'un des coins.» Il avait ajouté : « en comparaison du bonheur de trente millions de sujets.» Mais en pareil cas, les modifications et les explications ne servent de rien, les échos hostiles du dehors ne répètent que les paroles malsonnantes.

Dans le comité, Fox remplit les vides des noms des Directeurs qu'il proposait. Le premier était le comte Fitz-William, il était désigné comme président du conseil.

[1] *Vies des chanceliers*, vol. II. Il faut pourtant remarquer que le maigre récit de *l'histoire parlementaire* de ce jour-là, sans doute par erreur, fait parler Erskine immédiatement après Pitt et non avant lui, vol. XXIII.

Sans être encore généralement connu, son caractère privé était fort respecté. « Les Cavendish, » écrivait Horace Walpole, « le nourissent comme un jeune Octave pour remplacer son oncle Rockingham[1]. » Le second était George, fils aîné de lord North. Tous les autres étaient de la même couleur, des amis fidèles et éprouvés du nouveau cabinet. On n'avait pas même eu la prétention de faire un seul choix impartial; il était évident qu'au pouvoir ou hors du pouvoir le nouveau conseil ainsi composé serait complétement aux ordres de Fox.

Le 8 décembre, le bill de l'Inde passa définitivement à la chambre des communes à une majorité de 208 contre 102. Le 9, Fox le porta en triomphe à la chambre des lords accompagné d'une foule de membres. Le duc de Portland fixa la seconde lecture au 15, mais plusieurs pairs ne purent contenir jusque-là leur indignation. Le comte Temple se leva aussitôt, heureux, dit-il, de saisir la première occasion de protester d'une manière solennelle contre cet infâme bill. Lord Thurlow parla après lui, en termes presque aussi vifs et infiniment plus efficaces : « Comme j'abhorre la tyrannie sous toutes ses formes, » dit ce dernier chancelier, « je m'oppose énergiquement à cette tentative étrange pour détruire l'équilibre de notre constitution; j'aime à voir la couronne respectée et forte; mais si le présent bill venait à passer, elle ne serait plus digne d'être portée par un homme d'honneur. » En disant ces mots, lord Thurlow regardait en face le prince de Galles qui était présent, et il ajouta : « En fait le roi prendra sa couronne sur sa tête et la mettra sur celle de M. Fox. »

Ces deux pairs ne se bornèrent pas à parler dans le

[1] Notes d'Horace Walpole, 17 mars 1783.

parlement; ils agissaient de concert depuis quelque temps, et ils avaient rédigé ensemble un mémorandum pour le roi. Ce mémorandum, resté secret pendant bien des années, n'a été publié qu'en 1853, avec d'autres papiers venus de Stowe[1]. Il porte cette suscription de la main de lord Temple : « Remis par lord Thurlow le 1er décembre 1783. » Nous y trouvons l'avertissement le plus énergique contre le bill de l'Inde alors en question. « C'est, dit-on, un projet destiné à enlever plus de la moitié du pouvoir royal, et par conséquent à lier les mains à Sa Majesté pour le reste de son règne. » Un pareil avertissement ne pouvait manquer de faire la plus grande impression sur le roi. Il s'accordait d'ailleurs avec ses idées politiques, et venait de deux hommes d'État dont l'un était naguère son chancelier, et l'autre son lord lieutenant en Irlande.

Mais comment éviter le danger? Le mémorandum ne laissait pas la question sans réponse. Il suggérait que le bill de l'Inde pourrait être rejeté à la chambre des lords, mais en ajoutant que le résultat pouvait rester douteux si ceux que leur zèle pour Sa Majesté porterait à se mettre en avant n'étaient pas au courant de ses désirs, ce qui leur rendrait impossible de feindre l'ignorance.

Dans le cours de cette affaire, il paraît que Thurlow se tint prudemment au second plan, permettant à Temple, qui était moins adroit que lui, de prendre les devants. On peut dire que Thurlow jouait le rôle de Bertrand et Temple celui de Raton, comme dans la fable française que tout le monde connaît.

Le 11 décembre, le comte demanda et obtint une audience particulière du roi. Voici l'entrevue comme elle

[1] Voir *Cour et cabinets de George III*, vol Ier.

est décrite avec tant d'animation dans l'excellente satire de la *Rolliade :*

« Le grand jour où Buckingham monta deux à deux marches l'escalier dérobé du roi, sous l'inspiration du ciel, et tout essoufflé, hors d'haleine, abusa de ses poumons pour démontrer les maux terribles qui découleraient du bill de Fox, tandis qu'il racontait encore son histoire en bégayant, des terreurs inaccoutumées assaillent le cœur de Brunswick; la perruque blanche s'écarte des oreilles royales, et chaque cheveu se hérisse de frayeur. »

Il paraît que dans cette entrevue, lord Temple pressa le roi d'user de son influence royale contre le bill, et que le roi y consentit. Pour faire disparaître tout doute sur ce point, le roi écrivit, à ce qu'il paraît, de sa propre main, sur une carte, une phrase à cet effet : « Le roi permettait au comte Temple de dire qu'il regarderait tous ceux qui voteraient pour le bill de l'Inde, non-seulement comme n'étant pas de ses amis, mais encore comme étant ses ennemis, et si ces termes n'étaient pas assez énergiques, le comte Temple était autorisé à employer des expressions plus fortes et plus explicites. » Il peut s'élever quelques doutes sur les termes précis de cette commission, aucun sur le but ni sur le sens.

Une pareille délégation était, à cette époque, très-significative. Il y avait alors dans le parlement un nombre assez considérable de gens qui faisaient profession d'attachement personnel ou de fidélité politique envers Sa Majesté; on les désignait d'ordinaire sous le nom d'amis du roi. Dans la chambre des communes, le chef de ce parti était en toute occasion M. Charles Jenkinson, qui devint plus tard lord Hawkesbury et finalement comte de Liver-

pool. Il ne paraît pas qu'ils eussent de chef régulier à la chambre des lords, mais tous les pairs qui penchaient vers cette manière de voir devaient naturellement attacher le plus grand poids à la commission de lord Temple.

Par sa nature même cette commission ne pouvait pas rester secrete, il fallait la faire connaître à un grand nombre de pairs. Ceux qui cédaient pouvaient consentir à garder le silence; mais ceux qui étaient résolus à demeurer fermes en rendirent naturellement compte à leurs amis politiques. Le 15, lorsque le bill reparut devant la chambre et qu'on eut entendu les plaidoiries des avocats à la barre, le duc de Portland fit vaguement allusion aux nombreuses rumeurs qui couraient déjà sur ce sujet, et le duc de Richmond en parla en termes plus précis. Le comte Temple se leva pour répondre : « Il est de notoriété publique, dit-il, que Sa Majesté m'a récemment honoré d'une entrevue. Je n'ai ni le désir de le nier ni le pouvoir de le cacher. C'est le privilége des pairs, comme conseillers héréditaires de la couronne, de donner leur avis à Sa Majesté, soit individuellement, soit collectivement. J'ai donné mon avis ; je n'ai pas besoin de dire maintenant quel il était, il est renfermé dans le sein de Sa Majesté. Mais sans vouloir déclarer maintenant ce qu'était mon avis, je puis dire à vos seigneuries ce qu'il n'était pas; il n'était pas favorable aux principes et à l'objet de ce bill. »

Les effets de cet avis, ou plutôt de la commission qui en était résultée, furent néanmoins évidents le soir même. On proposa l'ajournement, qui fut voté, contre le gré des ministres à une majorité de huit voix. « Les évêques faiblissent et les thanes nous abandonnent; à mon avis, le

bill ne passera pas [1], » écrivait le même jour à son frère le colonel Fitz-Patrick.

L'effet du message royal fut bien plus grand encore le 17 décembre, sur la proposition de « mise en exécution du bill. » Après une discussion très-longue et très-vive, la motion fut repoussée et le bill rejeté par 95 voix contre 76, les délégations comprises. Dans cette occasion, tous les amis du roi, presque sans exception, prirent parti contre le bill ou s'abstinrent de voter. Le prince de Galles avait voté avec ses amis du ministère dans le vote du 15; mais, dans l'intervalle, le roi lui fit si nettement sentir son antipathie pour le bill qu'il ne lui fut plus possible de jouer le doute, et le 17, il s'absenta de la chambre. Chose étrange à dire, l'un des membres du cabinet, lord Stormont, président du conseil, fit partie de la majorité définitive contre le bill. Chose plus étrange encore, ses collègues, prenant en considération son dévouement personnel pour le roi, ne semblent pas lui en avoir voulu. Lord Holland, dans ses notes, s'exprime dans les termes suivants : « Il est juste de remarquer que lord Stormont, homme roide et compassé, de principes torys très-décidés, fit toujours preuve de beaucoup d'honneur et de droiture dans ses relations politiques avec M. Fox, et que M. Fox m'a plusieurs fois dit qu'il s'était bien conduit. »

Au milieu de cette crise, la chambre des communes s'était ajournée pour deux jours, par suite d'une mort dans la famille de l'orateur, mais elle se réunit de nouveau le 17. Alors et pendant que la discussion sur le bill de l'Inde était encore pendante dans l'autre chambre, M. Baker de Hertford, ami personnel de Burke, se leva

[1] *Mémoires de Fox*, vol. Ier.

et faisant allusion en termes énergiques aux rumeurs répandues sur la conférence entre lord Temple et le roi, il conclut en proposant une résolution dans les termes suivants : « Il est maintenant nécessaire de déclarer qu'en rapportant une opinion quelconque, réelle ou prétendue, de Sa Majesté sur un bill, ou toute autre affaire pendante dans l'une des chambres du Parlement, dans le but d'influer sur les votes des membres, on se rend coupable d'un crime et délit de la nature la plus grave, dérogatoire à l'honneur de la couronne, violant les principes fondamentaux du Parlement et subversif de la constitution de ce pays. »

A peine la proposition eut-elle été présentée et appuyée, que Pitt se leva. Il déclara que la proposition était ce qu'on pouvait imaginer de plus inutile, de plus futile et de plus inopportun, qu'elle insultait à l'attention du sénat national, puisqu'elle ne contenait point d'accusation positive et ne tendait à aucun but décisif. En conséquence, soutenu par lord Mahon, il proposa de passer à l'ordre du jour. Mais lord North, qui parlait avec une autorité particulière, en sa qualité de ministre du roi pendant tant d'années, soutint vivement la convenance et la nécessité de la proposition présentée à la chambre, et Fox le seconda par l'un des discours les plus habiles et les plus animés qu'on puisse compter parmi ses grands discours de cette époque. « La question n'est pas, dit-il, de savoir si Sa Majesté profitera de ces avis que personne n'avoue volontiers, mais qui sera responsable de ces avis.... Quelle est la situation des ministres sur ce terrain-là, monsieur? Ne viennent-ils pas au pouvoir la corde au cou, pour que le plus vil coquin du royaume puisse les dépêcher à son gré? Oui, ils occupent leurs différentes

charges, non sous le bon plaisir du souverain, mais sous le bon plaisir des reptiles qui fouillent la terre sous le trône; ils jouent le rôle de marionnettes, et ils sont responsables des folies, de l'ignorance, de la témérité ou de la timidité de quelque jongleur inconnu caché derrière le paravent ! »
Non content de cette condamnation générale, Fox en vint à diriger contre Pitt ses invectives, sans avoir recours aux mots couverts : « Des écoliers sans jugement, sans cette expérience des sentiments que donne la connaissance du monde, sans l'aimable retenue d'un esprit bien fait, peuvent s'élancer ainsi témérairement dans la voie de l'ambition, et sauter en selle pendant que les rênes du gouvernement reposent en d'autres mains. Mais le ministre qui pourrait consentir à jouer un rôle si déshonorant et le pays qui le supporterait seraient, l'un pour l'autre, une plaie et une malédiction. »

L'habile discours de Fox fut suivi d'une majorité écrasante en faveur de la proposition; 153 membres votèrent pour et 80 seulement contre. Erskine, loin d'avoir perdu courage à la suite de son récent échec, tout prêt à affronter bien d'autres échecs dans le Parlement plutôt que de garder le silence, se leva alors pour proposer une seconde motion. Enlevée par le même nombre de voix, celle-ci déclarait que la chambre poursuivrait le redressement des abus qui régnaient dans le gouvernement de l'Inde, et qu'elle regarderait comme un ennemi public tous ceux qui pourraient conseiller à Sa Majesté d'entraver l'accomplissement de cet important devoir.

Le jeudi 18 décembre, au matin, les deux chambres se trouvaient donc nettement et violemment en lutte l'une contre l'autre. Les communes s'étaient engagées à soutenir les principes de leur bill de l'Inde, et avaient atta-

qué en termes violents les moyens qu'on avait employés pour s'y opposer, tandis que les pairs, de leur côté, avaient rejeté le bill même.

Soutenus par leur forte majorité dans la chambre des communes, Fox et ses collègues résolurent de maintenir leur terrain. Ils croyaient plus sage de laisser retomber sur le roi toute la responsabilité d'un changement de gouvernement. Pendant toute la journée du 18, le roi s'attendait d'heure en heure à recevoir la démission de ses ministres. Ne voyant rien venir, il prit des mesures qu'il ne pouvait plus retarder. Dans la soirée, fort tard, car il était près de minuit, M. Fox et lord North, en qualité de secrétaires d'État, reçurent du roi ordre de remettre les sceaux de leurs charges ; il leur fut enjoint de les envoyer par leurs secrétaires, une entrevue personnelle en cette occasion étant désagréable à Sa Majesté. Le roi envoya le lendemain matin à lord Temple les sceaux qu'on lui avait rendus, et celui-ci, prêtant aussitôt serment comme secrétaire d'État, écrivit en cette qualité aux autres ministres les lettres de destitution.

Il faut avouer que, dans toute cette affaire, le roi alla jusqu'aux dernières limites de sa prérogative. Il n'est pas aussi facile de prouver, comme les amis de M. Fox l'ont toujours soutenu, qu'il avait manifestement violé ses devoirs envers la constitution. Peut-être croira-t-on, en y regardant de près, que la relation constitutionnelle du souverain envers ses ministres responsables n'est pas, à beaucoup près, aussi claire et aussi bien définie qu'on pourrait le penser au premier abord. Peut-être en viendra-t-on à conclure, que dans la plupart des cas, la question doit dépendre de la délicatesse des sentiments et des principes des deux parts, plutôt que d'une règle fixe et invariable.

Prenons pour exemple, dans cette recherche, la question du bill de l'Inde, tel que ses adversaires le présentaient. Voilà un bill qui contient une attaque insidieuse et déguisée contre la prérogative royale. En principe, nous ne pouvons guère reprocher au roi de veiller soigneusement sur sa prérogative tant que nous continuerons à applaudir à la jalousie des deux chambres du Parlement à l'égard de leurs priviléges. Maintenant, dans le cas particulier que nous supposons, le bill contenant cette attaque avait été si habilement et si adroitement rédigé par le ministre qu'au premier abord ni le roi, ni le grand public ne reconnurent le danger; mais lorsque la discussion s'éleva dans le Parlement, le danger devint manifeste, et les orateurs de l'opposition le mirent dans tout son jour. Ils attaquèrent le bill par des arguments si puissants qu'ils ramenèrent à leur opinion une grande partie du public. Quoi donc? le roi serait-il dans le royaume la seule personne à laquelle il fût interdit de puiser de nouvelles lumières dans les débats du Parlement? Faut-il qu'il soit absolument et irrévocablement lié par le consentement qu'il peut avoir donné au premier projet d'une mesure que ses ministres lui ont présentée à leur façon? S'il n'est pas lié, quelle conduite doit-il tenir? Est-il obligé de renvoyer ses ministres dès que le jour s'est fait dans son esprit? Est-il obligé, en les renvoyant, de ne tenir aucun compte de la question de savoir si le moment n'est pas, de tous, le plus inopportun pour déjouer leurs projets? Et si on lui accorde un délai, faut-il que dans l'intervalle ses lèvres restent absolument closes? Est-il tenu de cacher même aux membres de sa famille, à ses vieux serviteurs ou à ses amis éprouvés, les vœux et les sentiments qui agitent son esprit? Je crois qu'en y regardant sincèrement,

on sera contraint d'avouer que quelques-unes de ces questions seraient difficiles à décider dans la pratique. Sans vouloir dire que la conduite tenue par George III en cette occasion ne fût pas extrême et inaccoutumée, sans vouloir dire que le précédent fût bon à établir, je doute fort qu'il fût possible de définir bien nettement et bien clairement la loi constitutionnelle qu'on l'accuse d'avoir enfreinte.

Mais quelles que fussent les foudres de la colère des partis qui purent ou qui pourraient être lancées contre le roi ou contre lord Temple, elles n'arrivaient pas en tous cas jusqu'à M. Pitt. Il n'avait joué aucun rôle dans toute cette affaire. Il n'en avait pas même, que je sache, été instruit d'avance. Ce fut au dernier moment seulement que le roi, cherchant l'appui du seul antagoniste en état de lutter avec Fox, lui demanda de se charger de la responsabilité du pouvoir, en qualité de premier ministre. Pitt ne se trouva pas au-dessous des circonstances. Il répondit à l'appel sans un moment d'hésitation. Le jour même, 19 décembre, dans l'après-midi, lorsque la chambre des communes se réunit et qu'une foule impatiente et animée se pressait dans son enceinte, au moment où Fox et North prenaient place sur les bancs de l'opposition, on vit entrer un jeune membre, M. Richard Pepper Arden, qui tenait un papier ouvert à la main. Au bout d'un moment il se leva et proposa de convoquer les électeurs du bourg d'Appleby pour élire un nouveau représentant en remplacement du très-honorable William Pitt qui, depuis son élection, avait accepté le poste de premier lord de la trésorerie et de chancelier de l'échiquier. L'aventure semblait si hasardeuse que l'opposition accueillit, dit-on, cette proposition par de grands éclats de rire. Les amis de Fox et de North n'étaient point abattus; ils s'attendaient, et

cela était assez raisonnable, à rentrer bientôt triomphalement en possession de leurs places. Dans la discussion qui suivit, lord Mulgrave leur reprocha même d'avoir l'air beaucoup trop gai.

Le débat s'engagea aussitôt. Dundas, qui représentait le nouveau premier ministre, proposa que la chambre siégeât le lendemain samedi pour hâter l'expédition du bill sur l'impôt foncier. Mais il ne s'aventura pas à faire voter contre Fox qui proposa de s'ajourner, comme de coutume, au lundi, plutôt, comme l'événement le prouva, pour faire montre de sa puissance que pour entraver les progrès d'une mesure qu'il croyait nécessaire. Dans son discours, Fox fit allusion à la dissolution qu'il regardait comme certaine et prochaine : « Personne n'admettra, s'écria-t-il, qu'on doive user d'une pareille prérogative uniquement pour servir les convenances d'un jeune ambitieux. Et moi, je déclare, à la face de cette chambre, que si la dissolution a lieu, et qu'on n'en donne pas de bonnes et solides raisons, je m'engage, si j'ai l'honneur de siéger dans le nouveau Parlement, à proposer une sérieuse enquête sur cette affaire, et à faire rendre compte à ceux qui l'ont proposée. »

Lord North parla dans le même sens : « Bien qu'on ait proposé la convocation du collége d'Appleby, je ne me laisse pas prendre à de pareils moyens. Je ne crois pas qu'il y ait dans la Chambre une seule personne qui ne soit certaine que la dissolution est proche. »

Les chefs de l'opposition étaient tellement exaspérés, la majorité qui les soutenait dans la chambre des communes était si forte, les chances d'élections générales étaient encore si vagues que Pitt eut toutes les peines du monde à former son nouveau ministère. Bien des hommes, qui

l'assuraient de leur approbation et de leur bon vouloir avaient ou alléguaient quelque raison personnelle pour rester en dehors.

D'autre part, Pitt eut une bonne chance sur laquelle il n'avait pas compté. Le comte Gower jouissait à cette époque d'une large part de l'estime publique. Dans l'automne de 1779, il avait quitté le cabinet de lord North plutôt que de continuer la guerre d'Amérique; au printemps de 1783, le roi l'avait pressé de former lui-même un cabinet. Il n'était ni en relation ni en rapports politiques avec Pitt. Cependant, en cette conjoncture, il envoya par un de ses amis un message au nouveau premier ministre. Il lui fit dire que, désireux comme il l'était de vivre désormais dans la retraite, on ne pouvait croire qu'il demandât une place; mais que dans l'embarras où se trouvaient son roi et son pays, il était prêt à servir dans toute situation où il pourrait être utile. L'offre fut avidement acceptée, et le même jour, 29 décembre, le comte Gower fut déclaré lord président du conseil.

Pitt n'avait cependant pas prévu un désappointement qui lui était réservé. Il avait compté sur son parent lord Temple pour occuper la charge de secrétaire d'État et pour diriger la chambre des lords. Mais Temple qui, dans la matinée du vendredi 19, avait accepté les sceaux, résolut tout d'un coup de les remettre dans la soirée du dimanche 21. Vu les circonstances, c'était un grand coup et un cruel découragement pour un ministère qui n'était pas encore formé.

Nous trouvons à ce sujet, dans l'évêque Tomline, un de ces souvenirs personnels si rares dans son livre. Faisant allusion à cette démission, il ajoute :

« C'est le seul événement politique que j'aie jamais vu

troubler le repos de M. Pitt, lorsque sa santé était bonne. Lord Temple se décida à donner sa démission fort avant dans la soirée du 21, et lorsque j'entrai le lendemain matin dans la chambre à coucher de M. Pitt, il me dit qu'il n'avait pu fermer l'œil. Il exprima de vives inquiétudes sur la situation des affaires publiques, tout en déclarant qu'il était fermement résolu à ne pas abandonner la tâche qu'il avait entreprise, et à se défendre de son mieux, quelque douteux que fût le résultat. Quelques-uns de ses amis intimes vinrent le trouver dès que sa toilette fut finie, et il entra, avec tout son calme et toute son énergie accoutumée, dans l'examen des questions à résoudre sur-le-champ. Tout le monde sentait que le moment était singulièrement grave et difficile [1]. La démission de lord Temple fut annoncée à la chambre des communes le même jour, 22. Son frère William, en déclarant le fait, chercha à l'expliquer. Après avoir rappelé la résolution que la chambre avait prise sur la proposition de M. Baker, M. Grenville ajouta : « Mon noble parent m'a autorisé à dire qu'il est prêt à répondre à toutes les accusations qu'on pourrait présenter contre lui ; et afin qu'on ne puisse pas supposer qu'il veut s'abriter derrière sa position de ministre, ou en profiter comme d'une protection contre les enquêtes et la justice, il a remis aujourd'hui entre les mains de Sa Majesté les sceaux de la charge que Sa Majesté lui avait si récemment fait l'honneur de lui confier, en sorte que mon noble parent se trouve maintenant dans sa situation privée, sans aucune protection du pouvoir, tout prêt à répondre de sa conduite lorsqu'il aura appris les accusations qu'on peut porter contre lui! »

[1] *Vie de Pitt*, vol. Ier.

Fox se leva aussitôt. Il dit d'un ton un peu dédaigneux que lord Temple était, sans aucun doute, le meilleur juge de sa situation. Il savait pourquoi il avait accepté le pouvoir, il savait pourquoi il s'était retiré; mais assurément personne n'avait jamais dit qu'une résolution quelconque dût être dirigée contre le noble lord; et pour son compte il espérait bien que les membres de la chambre ne se laisseraient pas détourner par cet incident de l'étude des graves affaires qui devaient ce jour-là attirer leur attention.

L'importante affaire à laquelle Fox faisait allusion était une proposition d'Erskine sur l'état de la nation. Il la présenta immédiatement à la chambre formée en comité; c'était une adresse à la couronne contre la prorogation ou la dissolution du Parlement. M. Bankes, en sa qualité d'ami personnel de Pitt, se leva et dit qu'il était autorisé à déclarer que le nouveau premier ministre n'avait aucunement l'intention de conseiller la dissolution. Néanmoins M. Erskine persista, sur l'avis de ses amis, à soutenir son adresse qui passa après une longue discussion, mais sans en venir au vote par division.

Plus avant dans la soirée, Fox écrivit à son ami intime lord Northington; et en dépit de sa dénégation à la chambre, il parlait de la défection de lord Temple comme d'un grand avantage pour son parti: « Je crois nécessaire de vous dépêcher un domestique pour vous faire savoir que lord Temple a donné sa démission aujourd'hui. On ne sait pas ce qu'il en résultera, mais je crois qu'il n'y a guère de doute sur le rétablissement de notre ministère. La confusion de l'ennemi dépasse tout ce qu'on peut décrire, et le triomphe de nos amis s'accroît en proportion[1]. »

[1] Mémoires de Fox, vol. II.

On se demande naturellement quelle était la vraie raison de cette étrange démarche de la part de lord Temple. Tout en la discutant souvent on ne l'a jamais clairement expliquée. On me pardonnera donc si j'entre dans quelques développements sur ce point contesté.

Il faut remarquer d'abord que lord Temple, après avoir donné sa démission, se retira sur-le-champ à Stowe, qu'il y passa plusieurs années sans prendre aucune part à la politique, et qu'il n'occupa plus aucune charge en Angleterre. Tout le monde reconnaît, en outre, il me semble, que l'explication donnée par William Grenwille à la chambre des communes n'est pas suffisante. La proposition de M. Baker avait passé la veille du jour où lord Temple entra dans les affaires. Si cette proposition, ou les attaques personnelles qui devaient en résulter avaient dû influer le moins du monde sur lord Temple, cela l'aurait empêché d'accepter les sceaux, au lieu de le décider à donner sa démission.

Dans son excellent essai sur M. Pitt, lord Macaulay avance le fait suivant :

« L'opinion générale, au mois de décembre 1783, était que la dissolution serait immédiate ; mais Pitt eut la sagesse de donner au sentiment public le temps d'acquérir de la force. Il différait d'avis sur ce point avec son parent lord Temple. En conséquence, lord Temple, qui avait été nommé secrétaire d'État, donna sa démission de ces fonctions quarante-huit heures après les avoir acceptées. »

Comptant sur la cordiale amitié que j'avais le bonheur de voir exister entre lord Macaulay et moi, je lui écrivis à ce sujet. Je lui envoyai un manuscrit inédit de Burke d'une autre époque, et je lui exprimai quelque doute sur la question de savoir s'il avait des autorités suffisantes

pour l'allégation que je viens de transcrire. Lord Macaulay me répondit avec la plus entière franchise :

« Holly Lodge, 2 décembre 1858.

» Mon cher Stanhope,

» Je vous renvoie le papier de Burke, il est fort intéressant et parfaitement caractéristique.

» J'ai peur de n'avoir pas de meilleure autorité à citer, pour le récit que j'ai donné sur la démission de Temple, que celle de Wraxall qui raconte l'histoire avec beaucoup de détail et d'assurance; mais son témoignage a peu de valeur sans autre confirmation, même lorsqu'il rapporte ce qu'il a vu et entendu, et n'a aucune valeur lorsqu'il parle de ce qui se passait dans l'intérieur du cabinet. Après avoir regardé au récit de Tomline et aux papiers du duc de Buckingham, je crois que je me suis trompé. Lorsque Black réimprimera cet article séparément, comme il en a l'intention, je réparerai cette erreur. »

« Tout à vous de cœur.

» MACAULAY. »

Quelques semaines plus tard, lord Macaulay me fit remarquer que la publication toute récente des « papiers de lord Cornwallis » pouvait tendre en quelque mesure à corroborer le témoignage de Wraxall. Il citait une lettre en date du 3 mars 1784, dans laquelle lord Cornwallis dit : « Je ne crois pas que lord Temple et M. Pitt se soient jamais querellés, et je pense que le premier donna sa dé-

mission parce qu'on ne voulait pas dissoudre le Parlement; mais je puis me tromper là-dessus. »

Il me paraît clair, d'après les derniers mots, que lord Cornwallis ne parlait que par ouï dire, et lorsqu'il suppose dans sa première phrase que lord Temple n'éprouvait aucun ressentiment, il se trompe complétement, comme on va le voir.

On ne peut douter, d'après le récit de Wraxall et celui de lord Cornwallis, que le bruit n'ait couru en 1784 que la démission de lord Temple avait été provoquée par son ferme désir de faire sur-le-champ la dissolution; mais il reste à savoir si cette conviction était fondée.

Il y a sur ce point un document inédit jusqu'ici, qui me paraît décisif. C'est une lettre du roi à M. Pitt, datée du 12 avril 1789; il y parle de lord Temple, alors marquis de Buckingham et lord lieutenant d'Irlande. Dans cette lettre, le roi fait allusion « à sa honteuse conduite en 1784. » Je ne sache pas à quoi ces paroles pourraient s'appliquer sinon à la démission donnée quelques jours avant le commencement de la nouvelle année. Or, à cette époque, comme nous l'apprenons d'après d'autres lettres particulières du roi, Sa Majesté pressait vivement ses ministres de faire la dissolution, et il n'aurait pu en vouloir à lord Temple d'être du même avis que lui.

Un autre document qui jette du jour sur cette question se trouvait parmi les papiers des Buckingham et a été publié en 1853. C'est une lettre de lord Temple à M. Pitt, datée de Stowe du 29 décembre 1783[1], quelques jours seulement après sa démission. Cette lettre respire à chaque ligne la colère et le ressentiment. Lord Temple s'y

[1] Cour et cabinets de George III, vol. Ier.

plaint amèrement de ce que le roi ne lui a donné aucune marque d'approbation pendant qu'il était lord lieutenant d'Irlande. Il paraît que son frère William avait proposé « diverses marques de faveur » et que Pitt avait même offert la pairie pour le second fils de lord Temple, qui trouva la grâce insuffisante et refusa.

Il faut d'ailleurs comparer cette lettre avec plusieurs autres écrites en 1789 par lord Temple, par rapport à sa seconde élévation à la charge de lord lieutenant. Nous lui voyons demander très-vivement quelque marque particulière de la faveur du roi; il avait alors en vue le titre de duc. Il avait réclamé dans ce but le concours, non-seulement de son frère William, mais encore de M. Pitt. Le roi cependant avait résolu, bien des années auparavant, de n'accorder désormais le titre de duc qu'aux princes du sang.

A tout prendre, ce qui me paraît le plus probable, c'est qu'au mois de décembre 1783, lord Temple avait demandé un duché ou quelque autre objet d'ambition personnelle. Voyant que le roi refusait et que M. Pitt ne voulait pas faire une condition *sine qua non* d'une question personnelle, dans la situation critique où se trouvaient alors les affaires publiques, il rejeta les sceaux dans un accès de colère et partit pour Stowe.

Sans se laisser troubler par le vote déjà défavorable de la chambre des communes, le lundi 22, nous voyons Pitt s'occuper activement, toute la journée du 23, à compléter son cabinet. Voici son billet à son ami le duc de Rutland :

« Berkeley square, mardi, 11 heures, 23 décembre 1783.

» Mon cher duc,

» Dans ce moment décisif, pour mon compte et pour celui du pays, j'espère que je puis avoir recours à votre zèle et à votre affection. J'ai les mains si pleines que je ne puis pas être sûr de me rendre chez vous. Voulez-vous, si cela vous est possible, venir ici à midi? Je dois voir le roi à une heure.

» Tout à vous de cœur.

» W. PITT. »

Le *Journal de Wilberforce* porte le même jour, le 23, la note suivante : « Le matin chez Pitt. Pitt parfaitement ferme. Le cabinet est formé. »

En formant son cabinet, Pitt éprouva plusieurs désappointements Quelques jours auparavant, l'ami le plus intime de son père, lord Camden, n'avait pas voulu prendre part à cette aventure hasardeuse, et avait refusé la présidence du conseil. Le duc de Grafton, que Pitt avait appelé du comté de Suffolk, refusa de même le sceau privé. Il reçut aussi des réponses négatives d'hommes moins considérables et qui n'étaient pas en mesure d'entrer dans le cabinet. Par exemple, lord Mahon refusa toute place, non, à ce qu'il paraît, alors par éloignement pour M. Pitt, mais, je suppose, par suite de sa passion pour l'étude des sciences.

M. Pitt s'occupa donc de pourvoir aux diverses charges du mieux qu'il put, mais non comme il l'eût voulu, nous le dit l'évêque Tomline. Le comte Gower fut président du

conseil. Le duc de Rutland accepta le sceau privé. Les sceaux de secrétaire d'État furent confiés à deux autres pairs, lord Sydney et le marquis de Carmarthen, fils aîné du duc de Leeds, qui avait été appelé à la chambre des lords, du vivant de son père. Lord Thurlow reprit naturellement le grand sceau. Lord Howe fut nommé premier lord de l'amirauté. Ce fut ainsi que le premier ministre composa son nouveau cabinet qui ne comptait que sept membres; et sur les sept, un seul, Pitt lui-même, était membre de la chambre des communes.

Le duc de Richmond reprit son ancien poste de maître général de l'artillerie, mais il refusa de prendre place dans le cabinet. Quelque temps après, lorsque la mêlée devint plus chaude, il eut l'ambition de servir au premier rang, et il demanda et obtint le poste et la responsabilité qu'il avait d'abord refusés.

Dundas, sur lequel Pitt comptait surtout pour le seconder dans la discussion, reprit de même la charge de trésorier de la marine qu'il occupait sous le ministère de lord Shelburne. Lloyd Kenyon devint procureur général, et Pepper Arden avocat général. Parmi ses jeunes amis, Pitt prit encore Éliot pour le faire entrer au conseil de la trésorerie, et Jefferies Pratt dans le conseil de l'amirauté; William Grenville et lord Mulgrave devinrent, après quelques délais, payeurs généraux des troupes; George Rose et Thomas Steele occupèrent de même conjointement la charge de secrétaires de la trésorerie.

Dans la soirée du même jour, le 23, Pitt convoqua une réunion de ses principaux adhérents dans la chambre des communes. Wilberforce en donne dans ses souvenirs un récit fort animé : « Nous avons eu ce soir une grande réunion de tous les amis de Pitt à Downing-

street. Comme je m'y rendais en fiacre de la chambre des communes, en compagnie de Pratt et de Thomas Steele, je dis : Il faudra que Pitt fasse attention au choix qu'il fera du secrétaire de la trésorerie, c'est un poste un peu dangereux : « Prenez garde à ce que vous dites, » répondit Steele, « je suis secrétaire de la trésorerie ! » Chez Pitt, nous eûmes une longue discussion et je me rappelle la grande sagacité dont lord Mahon fit preuve : « Mais qu'est-ce que je ferai, » disait Pitt, « si on me refuse les subsides? » « On ne les refusera pas, » dit Mahon, « c'est précisément ce qu'ils n'oseront pas faire. »

Le lendemain, le 24, le roi, sur son trône, reçut les membres de la chambre des communes avec Fox à leur tête ; ils apportaient leur adresse du 22. Dans sa réponse, préparée par Pitt, le roi les assura qu'après l'ajournement, devenu obligatoire dans les circonstances présentes, il n'interromprait leurs réunions par aucun exercice de sa prérogative, soit prorogation, soit dissolution. Sur cette assurance, on convint avec Fox que la chambre des communes, après s'être réunie de nouveau, le 26, pour autoriser la convocation des colléges, s'ajournerait à l'occasion des vacances de Noël. Mais Fox insista pour que l'ajournement fût aussi court que possible, qu'il ne dépassât pas le 12 janvier, et que la chambre se formât ensuite en comité pour examiner l'état de la nation. Il était inutile de faire voter la chambre contre un chef qui disposait d'une majorité assurée.

Fox et ses amis continuaient de compter sur le succès. Il écrivit à lord Northington, à Dublin : « Je ne quitte pas votre maison, et je ne renvoie pas un seul domestique avant d'avoir vu l'événement du 12. » Son amie, mistress Crewe, tenait le même langage : « Eh bien, »

disait-elle à Wilberforce, « M. Pitt peut faire tout ce qu'il voudra pendant les vacances : mais, comptez-y, ce ne sera jamais qu'un ministère de chair à pâté. »

Pitt était tellement écrasé d'affaires dans ce moment-là que je ne trouve, dans les papiers de lady Chatham, qu'une seule lettre de lui, du 11 novembre au 16 mars. Voici ce que cette lettre contient sur la politique :

« Berkeley-Square, 30 décembre 1783.

« Vous croyez bien, j'espère, que ce n'est pas par goût que j'ai si longtemps gardé le silence. En général, les choses sont un peu plus satisfaisantes qu'elles ne paraissaient ; mais lorsqu'on est incertain sur le résultat, la conviction qu'on n'a pas tort est, comme vous le dites, ce qu'il y a de meilleur ; elle suffit : il y a pourtant quelque satisfaction à espérer quelque chose de plus. »

CHAPITRE V

— 1784 —

Difficultés de la situation de Pitt — Son bill de l'Inde. — Son dévouement au public. — La popularité de Fox commence à décroître. — Conduite des Indépendants. — Luttes de parti dans la chambre des communes. — Adresse au roi. — Pitt est attaqué dans sa voiture. — Revirement du sentiment national — Projets de Fox. — Vol du grand sceau. — Dissolution du Parlement.

Lorsqu'à l'âge de vingt-quatre ans, M. Pitt fut appelé à tenir la première place dans les conseils de son souverain, il se trouva en face de difficultés formidables, les plus grandes peut-être qu'un premier ministre ait jamais rencontrées. La chambre des communes lui opposait une majorité compacte, dirigée par des chefs versés dans l'art oratoire le plus consommé, par Burke et Sheridan, par Fox et lord North. On était à la fin d'une guerre malheureuse, et les finances se trouvaient dans le désordre le plus absolu. On n'avait pas encore pris parti sur le système commercial à pratiquer envers les colonies devenues indépendantes ; il fallait y pourvoir promptement et définitivement. Nos relations étrangères, parmi lesquelles nous ne comptions presque plus un seul allié, exigeaient une prudente vigilance et des soins conciliants. Mais la question des Indes orientales prenait le pas sur toutes les autres. Il fallait que le nouveau cabinet

rédigeât, sans perdre une heure, un nouveau bill qui pût remplacer celui que la chambre des lords avait rejeté. Il fallait encore que la mesure fût soumise au conseil des directeurs et au conseil des propriétaires afin d'obtenir, s'il était possible, leur approbation avant de demander celle de la chambre des communes.

A force de travail, M. Pitt et ses collégues parvinrent à ce résultat. Leur projet de loi était non-seulement préparé, mais il avait été approuvé par les deux sections du conseil de l'Inde avant que la chambre des communes se réunît le 12 janvier.

Le jour si impatiemment attendu arriva enfin. Fox se leva, contre la coutume, à deux heures et demie, et demanda l'ordre du jour. Il fut bientôt interrompu par les membres nouvellement élus, au nombre desquels se trouvait Pitt, qui venaient au bureau pour prêter serment. Lorsque cette cérémonie fut achevée, Pitt et Fox se levèrent en même temps; le ministre annonça qu'il tenait à la main un message du roi qu'il voulait lire à la chambre; mais le chef de l'opposition maintint ses droits acquis à parler le premier, et lorsqu'on fit appel à l'orateur, celui-ci décida que l'attention de la chambre appartenait à M. Fox.

Un débat de plusieurs heures s'éleva alors. Dans son principal discours, M. Fox se plaça sur un terrain fort glissant. Il avait surtout en vue, à ce qu'il semblait, de se mettre garde contre une dissolution. Dans ce but, il ne craignit pas d'affirmer que la couronne n'avait pas le droit de prononcer une « dissolution pénale, » comme Burke dit plus tard, c'est-à-dire le privilége de dissoudre le Parlement au milieu d'une session et en conséquence des votes. Il n'y en avait point eu d'exemple depuis la ré-

volution, et il y avait un pamphlet de lord Somers contenant certaines expressions vagues qui pouvaient faire croire que ce droit était contesté. « On nous dit, » continua Fox, « qu'il n'est rien survenu qui rende la dissolution du Parlement nécessaire. Non ! mais qu'est-ce que cela signifie ? Formons-nous en comité et rendons-la impossible. »

M. Pitt, de son côté, insista fortement pour que la chambre ne s'engageât pas contre lui par un vote avant d'avoir eu l'occasion de voir le nouveau bill sur le gouvernement de l'Inde qu'il avait préparé, et qu'il était prêt à présenter. Attaqué plusieurs fois pendant le cours du débat au sujet des influences secrètes, il obtint une seconde fois la parole; sa dénégation fut hautaine et dédaigneuse : « Je ne suis pas venu par les escaliers dérobés, » dit-il ; « lorsque mon souverain m'a envoyé chercher pour savoir si je voulais accepter le ministère, je suis naturellement entré dans le cabinet du roi. Je ne connais pas d'influences secrètes, et j'espère que mon intégrité suffirait à me préserver de ce danger. C'est la seule réponse que je compte jamais faire à une pareille accusation ; mais la chambre peut être assurée d'une chose; c'est que je ne serai jamais assez lâche pour agir sous l'influence cachée d'un autre, ni assez hypocrite, lorsqu'on attaquera les mesures de mon administration, pour prétendre que je n'avais point conseillé ces mesures. S'il est d'anciens ministres (et il regardait lord North) qui prennent pour eux ces accusations, c'est à eux qu'en revient la piqûre. »

A deux heures et demie du matin, la chambre vota sur la question de savoir si elle se formerait en comité, ce qui passa à une majorité de 39 voix. Dans le comité Fox présenta trois propositions : « 1° toute personne usant,

pour le service public, des deniers publics sans la sanction d'un bill d'appropriation, sera coupable d'un crime et délit grave ; 2° on rendra compte de toutes les sommes dépensées depuis le 19 décembre, pour des services votés, mais non appropriées par un acte du Parlement; 3° on remettra au 23 février la seconde lecture du bill de mutinerie. »

Ces trois résolutions passèrent sans qu'on en vînt au vote par division; lord Surrey en proposa alors deux autres qui donnérent de nouveau lieu à une violente discussion : « 1° sur la nécessité, pour le gouvernement, de posséder la confiance de la chambre et du public; 2° pour déclarer que les derniers changements dans les conseils de Sa Majesté avaient été précédés de rumeurs fâcheuses sur l'abus inconstitutionnel qu'on avait fait du nom sacré de Sa Majesté. »

Comme le moyen le plus simple de se débarrasser de ces résolutions, Dundas proposa que le président quittât son fauteuil, mais il fut battu par une majorité croissante de cinquante-quatre voix, et les deux nouvelles résolutions furent adoptées.

Ce ne fut qu'à la fin de cette orageuse discussion qu'on permit enfin à Pitt de lire le message du roi. Il portait tout simplement que, le fleuve du Weser étant gelé, on avait été obligé de faire débarquer en Angleterre deux divisions de troupes hessoises qui revenaient de la guerre d'Amérique, mais que Sa Majesté avait donné des ordres pour les envoyer en Allemagne dès que le Weser serait rouvert. On vota une adresse de remerciements au roi pour sa gracieuse communication et, à sept heures et demie du matin, la chambre s'ajourna.

Assurément, selon toutes les apparences, le résultat

était bien défavorable au gouvernement. Le premier jour de l'apparition de M. Pitt à la chambre des communes en qualité de premier ministre, cinq propositions hostiles avaient passé contre lui, et il s'était trouvé deux fois en minorité, une fois de trente-neuf voix et l'autre fois de cinquante-quatre. M. Pitt néanmoins n'était pas découragé. Il annonça, avant que la chambre se séparât, qu'il demanderait, le lendemain, la permission de présenter son bill de l'Inde; et le roi, apprenant le résultat des premiers votes, vint de Windsor à Londres et donna, le soir même, audience à son ministre, pour l'assurer d'une fermeté égale à la sienne.

Le lendemain 14 janvier, comme il en avait prévenu la chambre des communes, Pitt procéda à exposer son bill de l'Inde: « Bien loin, » dit-il, « de violer les droits consacrés, il avait cherché à élaborer sa mesure d'accord avec la compagnie, tout en espérant cependant qu'elle serait assez efficace pour réformer tous les abus. » Il proposait de fonder un nouveau département public, sans y attacher cependant de nouveaux émoluments; ce serait un conseil de contrôle qui partagerait avec les directeurs l'administration de l'Inde tout entière, sans toucher au patronage: « Mon intention, » dit Pitt, « est d'instituer ici un conseil de contrôle politique au lieu d'un conseil d'influence politique, comme celui dont on vous avait parlé. » Pitt développa tous les détails de son projet dans un long discours d'une habileté consommée; mais à peine s'était-il assis que Fox, ne laissant pas le temps de considérer un moment le plan de son rival, se leva vivement, et, avec une égale adresse, en attaqua toutes les parties; il se dispensa pourtant cette fois de faire voter la chambre.

Les atttaques contre le gouvernement se renouvelèrent alors sous toutes les formes avec une activité incessante; à tout moment Pitt était contraint de se défendre. Voyant qu'il ne donnait pas sa démission à la suite des résolutions du 12, Fox demanda le 16 que la chambre se formât de nouveau en comité. Là, lord Charles Spencer proposa de décider que la persistance des ministres à rester aux affaires était contraire aux principes constitutionnels. Après une discussion très-vive, la résolution passa à une plus faible majorité, à vingt et une voix.

Il faut attribuer en grande partie la diminution de la majorité aux dispositions conciliantes qui commençaient, pour la première fois, à se manifester parmi les membres indépendants. Dans la discussion sur la motion de lord Charles, on vit pour la première fois apparaître le désir de voir Pitt et Fox agir ensemble comme collègues dans le même cabinet. Cette alliance paraissait aux esprits tranquilles la seule chance de sécurité, ou tout au moins de repos. Parmi ceux qui l'appelaient de leurs vœux se trouvaient au premier rang Thomas Grosvenor, représentant du comté de Chester, et Charles Marshman, député du comté de Kent, tous deux connus et estimés. Mais l'homme le plus capable de cette respectable coterie, celui qui portait la parole, était Thomas Powys, représentant du comté de Northampton, gentilhomme campagnard actif et intègre, et qui avait pris part, non sans succès, aux débats.

M. Powys pouvait, avec d'autant plus de convenance, chercher dans ses discours à jouer le rôle de médiateur, qu'il n'appartenait, par le fait, ni à l'un ni à l'autre parti. Il avait été partisan de Fox, mais il avait hautement blâmé son alliance avec lord North. Les raisons qui avaient

amené les nouveaux ministres au pouvoir ne lui plaisaient pas, disait-il, mais ce qu'il avait vu de la capacité et du courage politique de Pitt lui avait fait une grande impression.

La seconde lutte importante des partis eut lieu le 23, lorsque le bill de Pitt sur les Indes orientales arriva à sa seconde lecture. Fox usa alors de toute son influence, et lorsqu'on proposa de mettre le bill à exécution, il fût rejeté, mais à une majorité de huit voix seulement.

On comprendra, d'après cette faible majorité, que la chambre des communes en était venue à ce dernier vote avec une certaine répugnance. On sentait que c'était amener la crise avec le ministère, et probablement provoquer la dissolution immédiate; à peine le bill de l'Inde fut-il rejeté que les chefs de l'opposition, se levant les uns après les autres, questionnérent vivement Pitt sur ses intentions. On usa sans réserve des menaces les plus violentes et des invectives les plus amères. Le ministre ne répondit pas à toutes ces questions si violemment posées. Des bancs de l'opposition s'élevaient des cris, on voulait obliger M. Pitt à se lever, mais M. Pitt ne bougeait pas.

Enfin au milieu du tumulte, le général Conway, naguère le collègue de Pitt dans le ministère de lord Shelburne, se leva. C'était un homme qui, dans le cours d'une longue vie publique, n'avait guère fait preuve de vigueur ou de décision, mais on respectait son caractère honorable et la modération de ses conseils. Cette fois, comme cela arrive souvent aux hommes faibles, il avait subi la contagion de la violence qui l'entourait; il s'éleva en termes furibonds contre « le silence grognon » du ministre. « Le très honorable membre, » dit-il, « est tenu de s'ex-

pliquer, pour son propre honneur ; mais toute la conduite de ces ministres, » ajouta-t-il, « est obscure et compliquée. Ils n'existent que par la corruption, et ils vont dissoudre le Parlement après avoir envoyé leurs agents dans tout le pays pour corrompre les électeurs. »

Ici Pitt interrompit Conway, tout en conservant une dignité hautaine. Il se levait, dit-il, pour réclamer l'ordre. Il avait le droit de sommer le très-honorable général de spécifier les cas où les agents des ministres avaient parcouru le pays en pratiquant la corruption. C'était là une assertion qu'il ne croyait pas le très-honorable général en mesure de prouver, et s'il ne pouvait pas la prouver, il ne devait pas l'avancer. Quant à son propre honneur, il prétendait en être seul juge, et il termina par une citation heureuse (qui ne pouvait assurément être préparée en réponse à une pareille attaque) ; il rappela les reproches que le jeune Scipion adressait au vétéran Fabius au sujet de ses violentes invectives : « *Si nulla alia re, modestia certe et temperando linguæ adolescens*[1] *senem vicero.* »

Voyant qu'on ne pouvait arracher aucune réponse au ministre sur la question de la dissolution attendue, Fox insista, bien qu'il fût samedi et deux heures du matin, pour que la chambre ne s'ajournât que jusqu'à midi, disant qu'il espérait que tous les membres seraient présents pour venger l'honneur de la chambre des communes et pour réclamer ses priviléges.

A l'heure dite, la chambre se trouva réunie, et elle était

[1] Tite-Liv. XXVIII. c. 44. L'histoire parlementaire se borne en cet endroit à indiquer « un passage des classiques, » mais l'évêque Tomline a heureusement conservé la citation précise. Vie de Pitt, vol. Ier.

très-nombreuse. M. Powys se leva; son émotion était telle qu'il versait des larmes tout en parlant. Il déclara que la scène de désordre à laquelle il avait assisté la nuit précédente avait tellement troublé son esprit qu'il n'avait pu un seul instant en détourner ses pensées. Il conjura le ministre de dire au moins si la chambre pouvait espérer se réunir le lundi suivant pour continuer les affaires. M. Pitt gardait le silence, mais M. Powys renouvela sa question d'une manière si pressante que Pitt se leva enfin: « Je me suis imposé, » dit-il, « une règle dont je ne crois pas devoir m'écarter. Je refuse de m'engager envers la chambre à ne jamais conseiller à Sa Majesté de dissoudre le Parlement, quelle que soit la situation des affaires. Cependant comme l'honorable préopinant a réduit la question à un seul point de peu d'importance, je veux bien lui faire le plaisir de répondre. Je n'ai aucune intention d'empêcher la chambre de se réunir lundi prochain. » Fox ne dit rien, et la chambre s'ajourna aussitôt.

Pendant que les choses se passaient ainsi au Parlement, Pitt eut l'occasion de donner une preuve signalée du caractère qu'il apportait au pouvoir. M. Powys avait fait allusion à cette circonstance dans les termes les plus flatteurs, dans son discours sur la motion de lord Charles. Il se trouva que le 11 janvier, la veille du jour où le Parlement se réunit, sir Edward Walpole, fils cadet du grand sir Robert, vint à mourir. Sa[1] mort laissait vacante une charge de secrétaire de l'échiquier (*clerkship of the Pells*), sinécure à vie, qui valait 3,000 liv. sterling par an. Elle dépen-

[1] *Clerkship of the Pells.* Ses véritables fonctions, celles d'enregistrer les entrées et les sorties de l'Échiquier, étaient remplies par un subordonné.

dait du premier ministre et on pouvait l'occuper tout en siégeant à la chambre des communes. Tout le monde croyait que Pitt prendrait la place. Une pareille conduite eût été parfaitement d'accord avec les sentiments et les habitudes de son temps. Ses amis particuliers le lui conseillaient fort. Cette conduite avait également pour lui une tentation plus puissante que pour tous ses prédécesseurs dans le poste de premier ministre, son père excepté. Il différait d'eux tous en ce que sa fortune personnelle était très-mince. S'il échouait dans sa lutte avec l'opposition, il ne lui restait qu'à reprendre ses travaux au barreau, et tout le monde croyait à son échec. Il est évident, d'après les lettres particulières du temps, que, parmi ceux qui lui souhaitaient la victoire, beaucoup ne l'espéraient pas; c'était au moins une entreprise périlleuse et douteuse. En s'appropriant la brillante prise qui venait de lui tomber entre les mains, il pouvait, au moins quant à la fortune privée, se mettre à l'abri des vicissitudes de la politique; avec 3,000 liv. sterling par an, il pouvait se consacrer exclusivement à la vie publique.

Mais, comme Wilberforce l'avait déjà dit, Pitt resta noblement ferme. Au lieu de s'approprier la place, il résolut de faire pour le trésor public l'économie du traitement. Il entreprit d'abolir un abus scandaleux qu'avait commis lord Rockingham. Ce grand seigneur plein de bonnes intentions, mais d'un caractère faible, avait, sous son dernier ministère, sanctionné une mesure importante, le bill de réforme économique rédigé par Burke. D'après ce bill, il était interdit à la couronne d'accorder des pensions dépassant 300 liv. sterling par an. Pendant que le bill était encore devant le Parlement, et que par conséquent ses clauses liaient moralement ses auteurs, mais rien de plus,

lord Rockingham avait accordé une pension dix fois plus considérable que celles qu'il voulait faire fixer; il avait donné une pension de 3,200 liv. sterling par an au colonel Barré. Cette mesure ne valait à lord Rockingham aucun profit personnel. Il ne recherchait même pas cet avantage pour l'un de ses amis particuliers. Il avait pour but de satisfaire et de se concilier les partisans de lord Shelburne, avec qui il était alors engagé dans le ministère. Il n'avait pas de mauvaises intentions; mais il était déplorable qu'il ne s'aperçût pas du contraste choquant entre la législation qu'il proposait et la conduite qu'il tenait.

Pour révoquer cette pension au moins si imprudemment accordée, Pitt prit des arrangements avec le colonel Barré qui y renonça et reçut en retour pour sa vie la charge de secrétaire de l'échiquier (*clerkship of the Pells*). Cette nomination fit aussitôt un grand effet dans le pays. La réputation de désintéressement de Pitt fut fondée sur le roc pour tout le reste de sa vie. « C'est un grand bonheur, dit lord Macaulay, pour un homme qui n'a que trois cents livres sterling de revenu par an, de pouvoir montrer qu'il regarde trois mille livres sterling de revenu comme de la boue sous ses pieds, en comparaison des intérêts publics et de l'estime publique. »

Quinze jours ou trois semaines après cet événement, lord Thurlow, à la chambre des lords, fit allusion à cet acte de patriotisme en termes d'une mâle franchise : « Je dois reconnaître, » dit-il, « que j'ai eu la mesquinerie de conseiller à M. Pitt de s'approprier cette charge qui lui était si honorablement échue, et je crois que j'aurais pu avoir la mesquinerie d'en faire autant, puisque tant de grands caractères, tant d'âmes élevées m'en ont récemment donné

l'exemple. » L'evêque Tomline rapporte qu'il vit M. Barré peu de temps après que cette offre lui avait été faite, et que rien ne pouvait dépasser la chaleur qu'il mettait à parler de cette affaire, au point de vue des intérêts publics: « Monsieur, » dit Barré, « c'est l'action d'un homme qui se sent placé sur une haute montagne aux yeux du pays qu'il est destiné à gouverner. »

D'autres symptômes favorables se manifestaient dans le pays. Dans son ardeur, Fox avait dépassé le but. Il avait engagé avec son souverain une lutte à mort: il avait posé, comme le dit Johnson[1], la question de savoir si la nation serait gouvernée par le sceptre de George III ou par la langue de Fox. Le 16 décembre, il avait pris part à une résolution contre la conduite du roi, lorsqu'il était encore au service du roi. Le 12 janvier, il avait semblé révoquer en doute deux des prérogatives les plus évidentes et les plus importantes du roi, le droit de nommer les ministres et le droit de dissoudre le Parlement. Il ne voulut pas faire à Pitt la politesse ordinaire de remettre ses attaques dans la chambre des communes jusqu'à ce que le nouveau ministre fût réélu et y eût repris place. Il refusa le moindre répit, le moindre délai qui pût permettre à ce ministre d'étudier les mesures qu'il pouvait avoir envie de présenter. Il est malaisé de défendre tant de violence dans la conduite, tant d'âpreté dans l'invective. De nos jours, un écrivain d'une grande autorité, attaché à la mémoire de Fox, mais plus dévoué encore à la cause de la vérité et de la légalité, est d'avis que la conduite de Fox et de la majorité de la chambre des com-

[1] Conversation avec Boswell à Oxford, 10 juin 1784.

munes manqua de dignité et ne resta pas fidèle à l'esprit de la constitution [1].

Le public commençait aussi à être du même avis. La conduite violente de Fox contrebalançait la conduite violente du roi. On commençait à oublier l'intervention du roi dans le vote de la chambre des lords lorsqu'on voyait tous les soirs une faction déchaînée régner triomphalement dans la chambre des communes.

Pitt, avec une grande sagacite, démêla les signes des temps. Il vit que la popularité de Fox déclinait, mais qu'elle n'était pas passée. Il vit que l'opinion publique changeait, mais qu'elle n'était pas encore changée. Il vit qu'une dissolution immédiate pourrait lui valoir quelques votes, mais qu'en la retardant elle lui en vaudrait bien davantage. En conséquence, lorsque son bill de l'Inde fut rejeté, le 23 janvier, et que plusieurs de ses amis le pressaient d'en appeler tout de suite à la nation, lorsque le roi le pressait plus vivement que tout autre, Pitt résista aux sollicitations royales comme aux attaques parlementaires, et pratiqua la sagesse la plus difficile à un esprit ardent dans une lutte acharnée, la sagesse d'attendre.

La bataille recommença dans la chambre des communes. Dans des discussions qui se prolongeaient souvent au-delà de l'aube, Pitt fut attaqué de nouveau avec toutes les ressources possibles de l'éloquence et toute l'âpreté possible de l'insulte. Le public vit avec étonnement ce jeune homme de vingt-quatre ans, cet enfant, comme ses adversaires se plaisaient à l'appeler, soutenir presque seul cette lutte inégale. On croyait généralement, à ce qu'il

[1] Ce sont les propres paroles de lord John Russell. Mémoires de Fox, vol. II.

paraît, que le nombre et l'expérience donneraient bientôt le dessus au parti du dernier ministère, comme Gibbon le disait pittoresquement : « Comptez-y, la galère peinte de Billy coulera bientôt devant le bateau charbonnier de Charles[1]. »

Jusqu'à ce moment, les lords étaient restés simples spectateurs de la lutte ; mais l'occasion se présenta enfin pour eux de frapper un coup. Le 4 février, le comte d'Effingham proposa une motion, fondée sur certaines résolutions récentes, pour accuser la chambre des communes d'avoir cherché, de son autorité propre, à suspendre l'action de la loi. Cette motion fut votée par cent voix contre cinquante-trois; on en tira une adresse au roi, et Sa Majesté y fit une gracieuse réponse.

Le roi, d'ailleurs, fit usage de sa prérogative; il avait refusé de créer des pairs à la requête du duc de Portland, mais il était tout prêt à le faire à la requête de M. Pitt. Dès le 30 décembre, Thomas Pitt avait été élevé à la chambre haute sous le titre de lord Camelford, et avant la fin de janvier, il y eut une fournée de trois pairs. M. Eliot, l'un des représentants du Cornouailles, et père de l'ami de Pitt, devint lord Eliot. Le roi accorda une baronnie anglaise à un pair d'Irlande, lord Carteret, et une autre au duc de Northumberland pour son second fils. M. Fox attaqua ces créations dans la chambre des communes avec une virulence extraordinaire. A la vérité, il serait difficile de dire quelle branche de la prérogative royale M. Fox eût alors consenti à épargner.

Ce fut également à cette époque que Pitt trouva une occasion, bienvenue pour son cœur, de pourvoir au bien-être

[1] Voir les *Souvenirs* de Charles Butler, vol. Ier.

des deux maîtres de sa jeunesse. M. Wilson devint chanoine de Windsor, et M. Pretyman chanoine de Westminster. Cette dernière nomination avait en outre, aux yeux de M. Pitt, l'avantage de ne point éloigner de Londres M. Pretyman. Il demeurait dans Downing-street, chez le premier ministre, et remplit quelque temps encore, auprès de lui, les fonctions de secrétaire particulier. L'année où il reçut son bénéfice, M. Pretyman épousa Elisabeth, fille de Thomas Maltby, Esq. Elle devint peu après amie intime de lady Harriott Pitt.

Pitt s'aperçut aussi qu'il ne pouvait plus différer ses arrangements par rapport à l'Irlande. Il persuada à son ami, le duc de Rutland, de se charger du poste de lord-lieutenant, et lui adjoignit un homme très-habile en affaires, M. Thomas Orde. Le duc partit au milieu de février pour sa mission; aussitôt après, M. Pitt lui écrivit :

« Berkeley square, 17 février 1784.

»Mon cher duc,

» Il ne s'est rien passé hier de bien important. La chambre a pris, relativement aux demandes de la chambre des lords, une résolution qui n'aura beaucoup d'effet ni dans un sens ni dans l'autre. Cependant, la chambre a siégé si tard que nous nous sommes ajournés jusqu'à demain. Je pense que nous en viendrons probablement alors à la question d'ajourner le voie des subsides, bien que l'ennemi hésite un peu, à ce qu'il me semble. Les résultats sont aussi douteux qu'au moment de votre départ; en tous cas, j'espère qu'il n'adviendra rien qui puisse entraver votre

marche; quoi qu'il arrive, il est fort important à mon avis que vous ayez pris possession. J'espère vous envoyer de nouveaux renseignements avant que vous arriviez à Holyhead. Mon frère m'a remis le mémorandum que vous aviez laissé; il faudra s'en tirer le mieux qu'on pourra. Les *indépendants* sont toujours infatigables pour parvenir à une coalition, et toujours aussi inefficaces que par le passé.

» Croyez-moi toujours, mon cher duc...

» W. Pitt. »

Il faut maintenant donner quelques détails sur les manœuvres de ces *indépendants*. Dès le 26 janvier, ils s'étaient réunis à la taverne de Saint-Albans, au nombre de cinquante-trois, et ils avaient élu pour leur président M. Thomas Grosvenor. Ils avaient senti qu'on ne pouvait guère espérer que les deux grands champions, échauffés tous les soirs par leurs luttes de la chambre des communes, consentissent à conférer ensemble pendant le jour, et à négocier un traité de paix avec quelque apparence de succès. Dans cette situation, il leur sembla que le duc de Portland, naguères encore premier lord de la trésorerie, serait le meilleur représentant du côté de Fox. Les membres présents votèrent donc et signèrent une adresse au duc et à M. Pitt pour les conjurer d'entrer en rapport, et de chercher à faire disparaître tout obstacle à un cordial concert pour les mesures de gouvernement. On nomma une commission spéciale pour présenter l'adresse et pour concourir aux négociations.

Pitt répondit le plus franchement du monde à ces ouvertures. Il déclara que, quels que pussent être les obstacles qui s'opposaient à l'union réelle, il ne ferait de son côté aucune difficulté pour entrer en rapport

avec le duc de Portland dans le but qu'on leur suggérait. Mais le duc, ayant consulté Fox, dit qu'il ne pouvait consentir même à voir le premier ministre tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à sa charge, comme l'exigeait le vote de la chambre des communes. Pitt se refusa naturellement à cette condition préliminaire. Les membres de la taverne de Saint-Albans loin d'être parvenus à opérer une jonction, eurent donc le regret de n'avoir pu même amener une entrevue.

Loin de se laisser décourager, les mêmes membres décidèrent M. Grosvenor leur président à faire le 2 février, à la chambre des communes, une proposition déclarant que l'état du pays demandait un ministère de coalition. Pitt et Fox tinrent à peu près le même langage à ce sujet. Tous deux déclarèrent qu'ils n'avaient aucune objection personnelle à cette alliance, mais qu'ils ne pouvaient consentir à s'unir sur un autre terrain que celui des principes politiques. Réduite à ces termes généraux, la proposition de M. Grosvenor passa sans une seule voix contre.

A peine en eut-on fini de cette proposition que M. Coke du Norfolk, agissant de concert avec Fox, se leva pour proposer une autre résolution ; il déclarait que la persistance des ministres à rester à leur poste mettait obstacle à la formation d'un autre cabinet qui aurait la confiance de la chambre des communes.

Fox et Portland soutenaient toujours qu'il était indispensable, pour la dignité de la chambre des communes, que Pitt donnât sa démission avant qu'on consentît à conférer avec lui sur de nouveaux arrangements : « Comment peut-on accorder ceci avec mon honneur personnel ou avec mes principes politiques ? » s'écria Pitt avec une noble indi-

gnation dans le cours du débat : « Quoi, monsieur, moi qui défends, j'en suis convaincu, la forteresse de la constitution, et cette forteresse seule, je consentirais à en sortir la corde au cou, à changer d'armée et à demander humblement la faveur de rentrer comme volontaire dans l'armée ennemie... Le sacrifice des sentiments d'un homme d'honneur est quelque chose ; et lorsqu'on se rappelle tout ce qu'il me fallait abandonner pour entamer une négociation, toutes les attaques insultantes que j'ai subies, et toutes les clameurs qu'on a excitées contre moi, il me semble qu'on devrait faire entrer en ligne de compte la bonne volonté que j'ai montrée en cédant aux désirs des respectables membres qui demandent l'union des partis.» En dépit de ce pressant appel, la proposition de M. Coke fut votée à une majorité de 19 voix, la chambre étant très-nombreuse.

A dire le vrai, personne ne désirait bien vivement le succès de cette négociation, les confédérés de la taverne de Saint-Albans seuls exceptés. Le roi y avait consenti avec une extrême répugnance ; Pitt était décidé à ne rien concéder sur le point d'honneur. Fox comptait rentrer au pouvoir, porté sur les épaules de la chambre des communes. A son instigation, le duc de Portland fit toutes les difficultés imaginables. D'abord il voulut voir l'écriture du roi, puis le roi lui même ; on concéda le premier point et on promit presque le second. Alors le duc commença à faire des objections à la phrase de Pitt qui parlait d'une coalition à des conditions d'égalité et de justice ; Sa Grâce voulait le mot « équité, » dans le but évident d'assurer à Fox une grande prépondérance, et de laisser seulement quelques miettes de pouvoir aux amis de Pitt. Pitt finit par écrire à ce sujet à M. Powys la lettre suivante :

« 29 février 1784.

« M. Pitt a toujours été convaincu que les explications de détail, soit sur les mesures, soit sur les charges, dans le but de former un nouveau ministère, seraient plus plus faciles à donner dans des rapports personnels et confidentiels. C'est dans cette idée que M. Pitt n'a pas cherché à définir comment le principe *d'égalité* pourrait s'appliquer à tous les détails des arrangements, ni à discuter quel mode il conviendrait d'employer pour arriver à ce résultat; mais il est si convaincu qu'il est impossible de former une alliance d'après tout autre principe qu'il est inutile d'aller plus loin si on a la moindre objection à déclarer, dès le début, que Sa Majesté appelle le duc de Portland et M. Pitt à conférer ensemble afin de former un nouveau ministère sur une base plus large, et sur un pied d'égalité et de justice. »

Le duc de Portland ne voulut pas céder et toute la négociation en resta là, au grand chagrin des confédérés de Saint-Albans.

En examinant toutes ces manœuvres semi-diplomatiques, on pourrait supposer au premier abord que la grande difficulté portait sur deux points : 1° la position de lord North, et 2° le projet de Fox pour le gouvernement de l'Inde; mais tel n'était pas le cas. Je ne fais que rendre justice au ministre de la guerre d'Amérique en faisant remarquer combien sa conduite dans cette crise fut toujours franche, sincère, digne d'un homme bien né. Pitt avait ouvertement déclaré qu'il ne consentirait jamais à agir de concert avec lord North en qualité de collègue.

Cette déclaration, qui reposait exclusivement sur des raisons politiques, eût pu justifier un vif ressentiment chez son adversaire ; loin de là, lord North désirait vivement voir s'effectuer l'alliance de Pitt et de Fox : « A Dieu ne plaise, » dit-il au Parlement, « que ce soit moi qui mette obstacle à une mesure si importante et si nécessaire. » Il faisait clairement entendre qu'en pareil cas il renoncerait avec le plus grand empressement à toute prétention personnelle.

Par rapport au bill des Indes Orientales, Fox, voyant l'impopularité de sa première mesure, s'était empressé de déclarer au Parlement qu'il était prêt à abandonner quelques-uns des principaux articles. En particulier il était plus explicite encore ; il dit à M. Marsham, délégué des confédérés de Saint-Albans, et Marsham le répéta ensuite à la chambre des communes, que pourvu que M. Pitt consentît à fonder dans l'Inde même le gouvernement de ce pays, et à le rendre permanent au moins pour un certain nombre d'années, il laisserait le très-honorable membre libre de décider, comme il lui conviendrait, la question du patronage : « Je me suis rendu chez le ministre avec ce renseignement, » continuait Marsham, « et il m'a dit que la question du patronage étant abandonnée, on verrait peut-être un jour s'entamer une négociation. »

Il ne faut pas croire que, pendant la durée de cette négociation, les luttes de parti fussent suspendues à la chambre des communes. La bataille y continuait toujours, et c'était véritablement, comme on l'a dit « une lutte de géants. » A peine se passait il une discussion qui ne provoquât un admirable discours de Fox, et en réplique un discours tout aussi éloquent de Pitt, tous deux développant le même sujet avec une variété infinie d'images et

d'expressions. Avec quel bonheur Fox ne rappela-t-il pas un jour un célèbre passage de lord Chatham pour défendre sa propre coalition avec lord North : « Je me souviens, » dit-il, « d'avoir lu un beau discours d'un proche parent de mon très-honorable adversaire dans lequel, voulant attaquer la coalition que mon père venait de former avec le duc de Newcastle, il la comparait à la jonction de la Saône et du Rhône. Quelque effet qu'ait pu faire alors cette comparaison, quelque vérité qu'elle pût avoir, quelque effroi qu'elle pût causer dans cette occasion, je ne la redoute point à présent. Si ce grand et illustre personnage était encore vivant, je n'aurais pas admis qu'il eût comparé la dernière coalition au Rhône et à la Saône lors de leur jonction à Lyon ; là on peut dire que l'une est trop calme, trop tranquille, trop paisible, tandis que l'autre est trop violent et trop rapide ; mais je lui aurais conseillé de contempler ces deux rivières à cent milles de là lorsque, leurs eaux une fois mêlées et unies, au lieu du contraste qu'elles offraient à leur jonction, la Saône et le Rhône présentent l'aspect d'un grand fleuve large et puissant, coulant avec cette rapidité fécondante qui ne fait point tort au pays qu'il traverse, mais l'embellit et l'enrichit. C'est un juste type de la dernière coalition, et j'ose affirmer, après mûre expérience, qu'en dépit des espérances de ses ennemis, il serait maintenant aussi difficile d'en désunir ou d'en séparer les éléments que de séparer les eaux des fleuves après leur union. »

Avec quelle force et quelle admirable vigueur Pitt ne défendit-il pas d'autre part sa situation et celle du roi ! « Où trouver maintenant, dit-il à la fin d'un de ses discours les plus célèbres, où trouver l'équilibre tant vanté de la constitution anglaise ? Où trouver maintenant les rapports

entre les trois branches de la législature que nos ancêtres avaient combinés avec tant de soin? Où est l'indépendance, où est même la sécurité d'une seule des prérogatives de la couronne, et de la couronne elle-même, si cette chambre doit usurper sa prérogative de nommer les ministres, ou ce qui est la même chose, si nous nous opposons à cette nomination sans donner une seule raison de notre défiance envers les hommes, sans prendre la peine de faire l'expérience de leurs mesures! Quelque terrible que soit la lutte, ma conscience, mon devoir, mon profond respect pour la constitution de nos ancêtres me maintiennent à ce difficile poste. Ce n'est point un fier mépris, ce n'est point un défi envers les résolutions constitutionnelles de cette chambre, ce n'est pas un point d'honneur personnel, c'est encore moins la soif du pouvoir qui m'obligent à conserver ma charge. La situation du moment l'exige; j'ajouterai même que le pays me crie bien haut de défendre cette forteresse, et je suis par conséquent décidé à la défendre! »

Le 18 février, Fox tenta une expérience sur les dispositions de la chambre. Il proposa de remettre de trois jours le rapport de la commission des subsides qui était à l'ordre du jour pour ce soir-là. Il se défendit de l'intention d'entraver les affaires publiques et ne demanda qu'un bref délai pour que la chambre eût le loisir de prendre en considération la situation anormale du ministère. Pitt traita la proposition comme un refus direct des subsides, et la chambre, s'étant divisée, la vota à une majorité de neuf voix seulement.

Le 20, M. Powys proposa de déclarer que la chambre comptait sur la disposition du roi à former un gouvernement uni et efficace. Un nombre plus considérable de mem-

bres indépendants paraît s'être rallié en cette occasion autour de M. Powys; sa résolution passa à une majorité de 20 voix; une adresse au roi que Fox en fit immédiatement surgir eut 21 voix de majorité. Pour donner plus de solennité à cette adresse, on résolut de la faire présenter par la chambre tout entière. Puis, après une séance très-orageuse, à plus de cinq heures du matin, la chambre s'ajourna.

En conséquence, le 25, l'orateur, accompagné d'une longue suite de membres, fut admis en la présence du roi, pour lui entendre prononcer la réponse que son ministre avait soigneusement préparée. Le ton en était franc et net, mais conciliant. Sa Majesté rappelait les efforts récemment tentés pour effectuer l'union des partis sur un pied d'égalité et de justice, et regrettait que ces tentatives eussent échoué. Le roi déclarait qu'il ne voyait pas comment il approcherait de ce but en renvoyant ceux qu'il avait pour lors à son service, d'autant plus qu'on ne présentait contre eux aucune accusation positive: « Telle étant la situation, » dit le roi en concluant, « j'espère que mes fidèles communes ne voudraient pas voir les postes indispensables du gouvernement devenir vacants, tant que je n'entreverrai pas la perspective de mettre à exécution ce projet d'union que j'ai demandé et qu'elles m'ont indiqué. »

Fort impatienté de ce nouvel échec, Fox résolut de présenter lui-même, le premier mars, une seconde adresse dans le même esprit, mais conçue en termes plus énergiques.

Dans cet intervalle, Pitt fut exposé à une attaque d'un autre genre. Au commencement du mois, la corporation de Londres lui avait voté des remerciements pour

sa conduite publique, et lui avait présenté le titre de bourgeois de la cité dans une boîte d'or valant cent guinées : un comité chargé de mettre à exécution cette résolution se rendit en procession, le samedi 28, à la maison de Berkeley square où Pitt résidait alors avec son frère lord Chatham. Le maréchal de la cité marchait en tête, il était accompagné par les sheriffs et le greffier de la ville. Après la présentation du vote de remerciements et de la boîte d'or, toute la compagnie se rendit en masse dans la salle de la corporation des épiciers, où le premier ministre était engagé à dîner. Une grande foule s'était assemblée de bonne heure dans la matinée, à Berkeley square; un immense concours de peuple se joignit à la procession lorsqu'elle sortit de la maison de lord Chatham, et on traversa ainsi la cité au milieu des cris de joie et des acclamations les plus bruyantes. A la salle des épiciers, Pitt fut également vivement applaudi au moment où il prêta le serment d'usage pour les nouveaux bourgeois, et le chambellan, qui n'était autre que John Wilkes, lui adressa le discours le plus flatteur. Le soir, au départ, la même foule, les mêmes acclamations se reproduisirent. Ces témoignages d'une faveur publique croissante pour Pitt devaient naturellement être très-amers à ceux qui prétendaient au titre exclusif « d'amis du peuple ». En conséquence le soir, au moment où la foule des artisans traînait, le long de Saint-James's street, le carrosse qu'occupaient Pitt, lord Chatham et lord Mahon, lorsqu'ils se trouvèrent en face du club de Brooks qui était alors la forteresse de ses adversaires politiques, le carrosse fut tout d'un coup attaqué par des hommes armés de gourdins et de brancards enlevés à des chaises à porteur; on crut et on dit au moment même qu'au nombre des assaillants se

trouvaient plusieurs membres du club. Quelques-uns des émeutiers s'ouvrirent un chemin jusqu'à la voiture, en forcèrent la portière et dirigèrent contre le premier ministre des coups que le bras de son frère détourna avec quelque difficulté. Enfin M. Pitt et ses compagnons, après une lutte acharnée, parvinrent à entrer au club de White. « Apprenant cette attaque, je m'y rendis, » écrit Wilberforce, « et j'étais au lit à trois heures. » Les domestiques avaient reçu plusieurs contusions, et la voiture était presque enfoncée.

Dans la suite les auteurs des « Églogues politiques » firent allusion à cette affaire, qu'ils auraient dû pour leur honneur passer sous silence; mais n'osant pas nommer M. Pitt en pareille matière, c'est à lord Mahon qu'ils adressent leurs railleries :

« Ah! pourquoi redire le triste sort de Mahon! Hélas! comme la terreur peut changer le plus farouche des lords! Voyez la lugubre fin de la fête des épiciers; voyez-le courir dans Saint-James's street, effrayé et hué par les esprits infernaux de Brooks, et voltigeant en vain autour de la porte de White. »

Le surlendemain, 1er mars, Fox exécuta son projet de proposer une nouvelle adresse au roi pour demander le renvoi des ministres. Il fut soutenu par lord Surrey et le général Conway; Pitt, Wilberforce et sir William Dolben le combattirent. Dans le vote qui suivit, l'adresse passa à une majorité de 12 voix. Mais elle n'eut d'autre résultat qu'une réponse du roi du 4, refusant de satisfaire aux demandes de la chambre, pour les raisons qu'il avait déjà exprimées. Qu'est-ce que l'opposition pouvait faire de plus?

Pendant la plus grande partie de février, Fox paraît

avoir cru que la partie était dans ses mains. Le moment où Pitt aurait pu dissoudre le Parlement était passé ; il ne pouvait plus en convoquer un autre avant le 25 mars, jour de l'expiration de l'acte de mutinerie. Grâce à son empire sur la majorité de la chambre, Fox comptait pouvoir disposer à son gré soit du nouveau bill de mutinerie, soit des subsides, et amener ainsi son rival à se rendre sans condition. Mais il n'avait pas fait entrer dans ses prévisions la réaction de l'opinion publique.

Un mois avant la réunion de la chambre, les symptômes de ce changement commencèrent à se manifester. La corporation, de même que les négociants et marchands de Londres prirent l'initiative ; ils présentèrent au roi des adresses pour exprimer leur approbation de la conduite qu'avait tenue la chambre des lords en rejetant le bill de l'Inde de M. Fox, et pour remercier Sa Majesté du renvoi de ses derniers ministres. Plusieurs autres villes et districts se mirent immédiatement à l'œuvre pour suivre cet exemple, et les adresses du même genre se succédèrent sans relâche. Les premières excitèrent les moqueries de Fox qui les traita d'attrape-nigauds : « Voilà à quels moyens et à quels mensonges les ministres et ceux qui les soutiennent en sont réduits pour étayer leur édifice chancelant, » s'écriait-il. Mais, si Fox pouvait se faire illusion sur les premières adresses, le temps vint où il ne put plus fermer les yeux sur leur nombre toujours croissant.

En tout cas, l'effet sur le public était évident. Plusieurs observateurs des signes des temps, membres de la chambre des communes, et qui s'étaient montrés jusqu'alors parfaitement fermes dans leur opposition, commençaient à chanceler et à hésiter. Déjà, après le vote que Fox avait demandé pour remettre les subsides de deux

mois seulement, plusieurs membres, pressés sans doute par leurs électeurs plus encore que par leur conscience, s'étaient levés de leur place pour protester vivement; l'un d'eux avait même dit, sur son honneur, qu'ils n'avaient jamais voulu, jamais désiré, jamais imaginé refuser un subside à leur souverain; et Fox vit avec un amer déplaisir qu'il ne pourrait proposer un vote du même genre avec la moindre chance de succès.

Il lui restait cependant encore une ressource. Fox espérait, s'il ne pouvait arrêter les subsides, être au moins en mesure d'abréger la portée du bill do mutinerie. Deux fois dans la discussion, il sonda la chambre sur les avantages qu'il y aurait à voter seulement ce bill pour un mois ou six semaines, afin de ne pas courir le risque de voir leurs priviléges entamés et leurs sessions interrompues. Il fut vivement soutenu dans cette suggestion par le vieux champion de la prérogative, lord North. Mais là encore la force du sentiment public vint entraver ses efforts. Les représentants des villes et des comtés ne pouvaient guère s'aventurer à voter avec Fox en face des adresses loyalistes qui pleuvaient de tous les côtés. En cette situation, l'idée d'un bill de mutinerie pour un court période fut si froidement accueillie qu'il n'y eut pas moyen de la pousser plus loin. Fox n'avait d'autre alternative que de renoncer à la lutte, et d'attendre les fautes que pouvait commettre son rival. C'est ainsi que l'issue du combat entre ces deux grands hommes d'État fut décidée par la voix de la nation, avant même qu'on y eût bien et dûment fait appel par une dissolution.

Mais avant de mettre bas les armes, Fox résolut de porter un dernier coup. Il voulait à la fois établir les maximes qu'il avait récemment soutenues et mettre à l'é-

preuve les voix qui lui restaient encore fidèles Il annonça que le 8 il présenterait à l'adoption de la chambre une grande pièce politique. Il lui donnait le titre de représentation au roi, bien que ce fût plutôt un manifeste au peuple. Burke l'avait rédigée avec beaucoup de soin et d'habileté.

Le bruit courait déjà que c'était le dernier grand effort du côté de Fox. A onze heures du matin, la galerie des étrangers était encombrée. Tous ceux qui avaient pu entrer attendaient avec une patience exemplaire que la chambre se réunît à quatre heures; mais un désappointement cruel les attendait. Sir James Lowther, par un caprice de mauvaise humeur, se targua du malencontreux privilége qui existe encore et qui permet à un seul membre d'exiger que la galerie soit vidée. Cette fâcheuse aventure a influé jusque sur l'avenir, puisqu'elle nous a privés de tout autre rapport que le compte rendu le plus succinct sur cette séance mémorable et décisive. A la fin, à minuit, au milieu d'un profond silence, la chambre se divisa. La motion fut votée, mais à la majorité d'une voix seulement, 190 voix d'une part et 191 de l'autre. Tout le monde sentit que le résultat était décisif. Nous pouvons nous imaginer les regards de stupeur de l'opposition et les cris de joie dans les rangs ministériels.

Le lendemain 9 mars, la chambre se forma en comité sur ce bill de mutinerie si longtemps attendu. Lorsque le secrétaire de la guerre proposa, comme de coutume, de remplir l'espace vide laissé pour l'indication du temps par le terme ordinaire d'un an, en dépit de toutes les menaces antérieures on ne tenta aucune opposition. Deux membres indépendants, sir Matthew White Ridley et M. Powys, se levèrent seuls pour déplorer ce qu'ils appe-

laient la dégradation de la chambre : « Il y a moins d'un siècle, » s'écria M. Powys, « un vote de la chambre donnait une couronne; maintenant on ne peut pas même obtenir le renvoi d'un ministre! » Sir Matthew White Ridley déclara de son côté, sans doute pour remédier aux maux dont on se plaignait, qu'il était décidé à cesser de siéger dans une chambre sacrifiée par ses électeurs.

Le même jour Pitt écrivit au duc de Rutland :

« Berkeley-Square, mardi soir, 10 mars 1784.

» Mon cher duc,

» Je suis plus heureux que je ne puis vous dire des bonnes nouvelles que vous nous avez envoyées d'Irlande. J'aurais dû depuis longtemps vous rendre quelque chose en échange, mais je n'aurais jamais pu le faire si à propos que ce soir. Hier nous avons été battus à une voix de majorité seulement, sur la dernière mesure de l'opposition, une longue représentation au roi, destinée à servir de manifeste pour le public, auprès duquel l'effet n'en est pas fort à craindre. Aujourd'hui le bill de mutinerie a passé dans le comité, pour un an, sans aucune opposition après tant de menaces. L'ennemi a l'air d'être enfin sur le dos; mais la partie qui nous reste à jouer est encore bien difficile; ils déclarent qu'ils n'ont pas l'intention de s'opposer aux subsides ni d'entraver les affaires en aucune façon; mais leur but est certainement de dresser quelques embûches, ou tout au moins de nous prendre dans quelque piége, afin de gâter notre position auprès du public avant qu'on ait pu lui faire appel. Plus tôt on le

fera, mieux cela vaudra, je crois, et j'espère que les difficultés sont en train de disparaître de notre chemin.

» Vous voyez que je suis si absorbé par la politique anglaise qu'à peine puis-je dire un mot de la politique irlandaise, bien que vous eussiez assurément le droit de compter sur une large part. Un autre exprès suivra celui-ci dans un jour ou deux, et je m'acquitterai alors de ma promesse de vous renvoyer le papier que Orde m'a laissé avec les remarques nécessaires... Je vous écris cette fois en grande hâte, et je suis mort de fatigue, même après la victoire, car je crois bien que notre situation actuelle mérite ce titre. Adieu, mon cher duc.

» Croyez-moi toujours à vous.

» W. Pitt. »

Pitt était donc resté vainqueur dans ce rude combat qu'il avait livré avec un si indomptable courage et une habileté si consommée; il était épuisé comme il le dit, il pliait presque sous les labeurs de la lutte, mais il n'en tenait pas moins d'une main ferme la palme de la victoire.

Quelques jours après, il écrivait à lady Chatham :

« Downing-street, mardi soir, 16 mars 1784.

» Ma chère mère,

» Bien que je n'aie littéralement qu'un instant, je ne puis m'empêcher de le consacrer à vous remercier mille et mille fois du plaisir que m'a fait votre lettre. Je regarde certainement notre situation actuelle comme un triomphe, au moins en comparaison de ce qu'elle était. La joie en est doublée par la pensée qu'elle va jusqu'à vous et contribue

à votre satisfaction. Entre autres avantages, je commence à espérer tous les jours un peu plus de loisir : peut-être aurai-je un moment pour lire et pour écrire de plus agréables documents que des papiers d'affaires.

» Toujours, ma chère mère, etc.

» W. Pitt. »

Dans cet état de l'esprit public, le jeu de Fox devenait évidemment de n'apporter aucune entrave aux mesures publiques et de ne donner aucun prétexte à la dissolution du Parlement. Pitt fit donc passer sans difficulté les votes de subsides dont il avait besoin ; mais il ne présenta point de bill d'appropriation ; son ennemi aurait pu en profiter pour prendre quelque avantage. Pendant ce temps il fut accablé de questions et d'invectives incessantes au sujet de la dissolution qu'on attendait. Il garda obstinément le silence. Enfin, le 23, tous les préparatifs nécessaires étaient terminés, et M. Pitt l'annonça comme il suit au duc de Rutland :

« Downing-street, mardi soir, 23 mars 1784.

» Mon cher duc,

» Les circonstances en ce moment sont si pressantes que, tout en me donnant une double raison de vous écrire, elles ne me laissent guère de temps pour le faire. *Per tot discrimina rerum*, nous voilà enfin arrivés en vue de la dissolution. Le bill destiné à prolonger jusqu'au 20 juin les pouvoirs pour le règlement des rapports commerciaux avec l'Amérique passera aujourd'hui à la chambre des lords. Ce bill et le bill de mutinerie rece-

vront demain la sanction royale : le roi fera alors un petit discours, et dissoudra le Parlement. Nos calculs pour les nouvelles élections sont très-favorables, et l'esprit de la population paraît encore en progrès en notre faveur. Le nouveau Parlement pourra se réunir le 15 ou le 16 mai, et j'espère employer l'intervalle de manière à faire marcher rapidement toutes les affaires indispensables, afin que la session soit courte...

» Nous allons avoir un peu plus de loisir, et nous serons mieux en mesure de nous occuper régulièrement des affaires sérieuses, au lieu de pourvoir seulement aux occurrences de la journée.

» Croyez moi.....

» W. PITT. »

Tout était donc prêt pour la dissolution du Parlement; mais dans cette conjoncture, il arriva un étrange incident. Dans la matinée du 24, de bonne heure, des voleurs s'ouvrirent une entrée sur les derrières de la maison du lord chancelier, dans Great-Ormond street, qui donnait dans ce temps-là sur les champs. Ils montèrent dans la chambre à côté du cabinet du chancelier, et ils y trouvèrent le grand sceau d'Angleterre, quelque argent et deux épées à poignées d'argent. Ils emportèrent le tout sans donner l'éveil aux domestiques, et on ne put jamais retrouver leurs traces, en dépit de la récompense offerte à ceux qui les découvriraient.

Quand le chancelier se leva et qu'il apprit ce vol étrange, il se rendit en toute hâte chez M. Pitt, et les deux ministres allèrent sans délai trouver le roi. Le grand sceau était indispensable pour la dissolution, ce qui inspirait, sur sa disparition au moment où l'on en avait besoin, de

graves soupçons et quelques embarras. Mais Pitt prit aussitôt ses mesures; il convoqua le conseil au palais de Saint-James pour le matin même, et là on donna l'ordre de préparer le plus promptement possible un grand sceau neuf portant la date de 1784. L'orfèvre promit d'employer toute la nuit d'habiles ouvriers et de livrer, le lendemain à midi, l'instrument indispensable.

Le même jour, Pitt trouva le temps d'écrire à son ami du Yorkshire :

« Cher Wilberforce,

» Le Parlement sera prorogé aujourd'hui et dissous demain. Cette dernière opération a couru le risque d'un retard grâce à une manœuvre assez curieuse : on a volé la nuit dernière le grand sceau chez le chancelier, mais nous en aurons un neuf à temps.

» Je vous envoie une copie du discours du trône qui sera prononcé dans deux heures. Vous pouvez en parler au *passé* au lieu du *futur*.

» Je joins ici une lettre de lord Mahon à Wywill que vous aurez la bonté de lui remettre. On me dit que sir Robert Hildyard est un bon candidat pour le comté. Prenez garde à maintenir tous nos amis d'accord et à *mettre l'ennemi en pièces.*

» Je pars ce soir pour Cambridge, où j'espère trouver les choses en bonne voie en dépit de vos prédictions. Je suis sûr, en tous cas, de trouver une retraite à Bath.

» Toujours à vous de cœur,

» W. PITT. »

Les mesures nécessaires une fois prises, le roi se rendit à la chambre des lords le jour même, suivant son intention première, et termina par un bref discours cette scène orageuse : « Après avoir bien considéré la situation présente des affaires, » dit Sa Majesté, « et les circonstances extraordinaires qui l'ont produite, je me suis décidé à mettre un terme à cette session du Parlement. Je sens qu'il est de mon devoir envers la constitution et le pays de faire le plus tôt possible appel au bon sens de mon peuple en convoquant un nouveau Parlement... Et j'espère que les affaires variées et importantes qui réclament notre attention pourront désormais marcher avec moins d'interruption et de plus heureux résultats. » Le lendemain le grand sceau était prêt, comme on l'avait promis, et le Parlement fut dissous par une proclamation royale.

Cette disparition du grand sceau est toujours restée un mystère. On peut remarquer que, dans sa lettre à Wilberforce, Pitt en parle comme d'une curieuse manœuvre. Certainement il paraît difficile de supposer qu'un vol commis dans un moment si critique n'eût pas quelque rapport avec un dessein politique. D'autre part, jamais un homme doué de la plus simple équité n'a pu soupçonner un instant que Fox, ou North, ou aucun des chefs whigs aient eu aucune connaissance de cette idée criminelle et basse; une pareille calomnie retomberait sur celui qui la propagerait. Mais leur parti, comme tous les partis en Angleterre avant ce temps et depuis, comptait sans doute dans ses rangs, ou plutôt derrière ses rangs, quelques misérables coureurs prêts à exécuter, sans instructions de leurs chefs, tous les vilains tours qu'ils pouvaient croire utiles; plus le tour était

vilain, plus il leur convenait. Les hommes de cette espèce entendaient sans cesse répéter que la dissolution dans cette conjoncture pouvait être la perte décidée de leur parti, et que quelques jours de retard auraient déjà leur utilité en donnant au peuple le temps de se calmer. Est-il impossible qu'en pareille circonstance des voleurs aient été pris à gages par des hommes plus dépravés peut-être que les voleurs eux-mêmes? On peut objecter que, dans cette supposition, on aurait attaché à la possession du grand sceau une importance fort exagérée; mais on peut bien imaginer qu'un homme de parti d'un rang inférieur, excité par la lutte, ait pu vivre dans la même illusion que le roi d'Angleterre lui-même lorsqu'en 1688, dans l'espoir d'embarrasser son successeur, il jeta son grand sceau dans la Tamise.

CHAPITRE VI

— 1784 —

Pitt est élu par l'université de Cambridge, et Wilberforce par le comté d'York. — Lutte électorale de Fox à Westminster. — Nombreuses défaites des amis de Fox. — Nouvelles pairies. — Réunion du Parlement. — Prédominance de Pitt. — Désordre des finances. — Fraudes sur le revenu. — Budget de Pitt. — Son bill de l'Inde. — Scrutin de Westminster. — Restitution des biens confisqués en Écosse. — Lettres à lady Chatham. — Promotions à la chambre des lords. — Lord Camden président du conseil.

Alors s'éleva dans toute l'Angleterre le cri de guerre des élections. Presque sur tous les points, la bannière de Fox fut déployée, et presque sur tous les points elle fut abattue. La première élection par ordre de date fut, comme de coutume, celle de la Cité. On porta Pitt sans qu'il le sût et sans qu'il y eût consenti, et le vote à main levée fut en sa faveur; mais lorsqu'il en fut informé il refusa de se porter. Il fut pressé de se présenter dans plusieurs autres villes et cités, surtout par la ville de Bath que son père avait représentée, et le roi fut contrarié de lui voir refuser cette offre. Mais le choix de Pitt était déjà fait; il avait résolu, comme nous l'avons vu, de se présenter pour la seconde fois à l'université de Cambridge.

Le second candidat du même parti était le fils aîné du duc de Grafton, l'ami de son père. Ils avaient pour adversaires les membres sortants, M. John Townshend et

M. Mansfield, tous deux ayant occupé une place dans le ministère de la coalition. Après une lutte fort vive, M. Pitt et lord Euston furent nommés, M. Pitt le premier sur la liste. Ce fut un grand triomphe, et un triomphe durable, car Pitt continua toute sa vie à représenter l'université.

On raconte que Paley, qui était alors à Cambridge, suggéra un soir comme un texte convenable pour un sermon d'université : « Il y a bien ici un jeune garçon avec cinq pains d'orge et deux petits poissons, mais qu'est-ce que cela pour tant de gens ? » Mais l'auteur de la plaisanterie, quel qu'il pût être, se trompait sur la disposition du public à ce moment-là. Dans la plupart des cas les électeurs votèrent sans s'inquiéter de leur intérêt personnel ; dans certains cas, ils votèrent même contre leur intérêt personnel.

Ce fut, par exemple, le cas dans les grandes terres où se retranchaient les whigs. Dans le Norfolk, le membre sortant était M. Coke, propriétaire des vastes domaines de Holkham ; ce gentilhomme avait, à son avis, joué « un rôle important » en s'opposant à la guerre d'Amérique, comme il le déclara dans son adresse au comté ; mais en dépit des titres qu'il se croyait à la considération et de ses titres beaucoup plus positifs à la fortune, M. Coke se vit contraint d'abandonner l'arène.

Mais de toutes les luttes électorales de cette époque la plus importante fut celle du comté d'York ; ce grand comté, qu'on n'avait pas encore divisé pour les élections en *Ridings* [1], avait toujours été sous l'empire des grandes maisons whigs. Bolton Abbey, Castle Howard et Went-

[1] Le comté d'York est maintenant divisé en West-Riding et East-Riding, partie de l'ouest et partie de l'est.

worth Park réclamaient le droit de dicter les élections. Ce fut en 1780 seulement que l'esprit du comté se réveilla : « Jusqu'ici, » disait cette année-là sir George Savile, « j'ai été élu dans la salle à manger de lord Rockingham ; cette fois j'ai été élu par mes électeurs. » En 1784, l'animation du comté alla plus loin ; les francs tenanciers indépendants du comté d'York soutinrent hardiment la lutte contre les grandes maisons, et réclamèrent le droit de nommer, à côté de l'héritier de Duncombe Park, le fils d'un banquier, jeune encore et dont les talents étaient à peine connus, bien qu'il fût destiné à tenir une grande place dans les annales de son pays, M. Wilberforce. Avec l'aide des gentilshommes campagnards on fit une souscription de 18,662 liv. sterling pour les dépenses de l'élection, et le nombre et la résolution des partisans de Wilberforce étaient si imposants que les candidats de l'autre côté n'osèrent pas engager la lutte. Wilberforce fut également nommé par ses anciens électeurs de Hull, à la tête de la liste : « Je ne puis assez vous féliciter de ce glorieux succès, » écrivait le premier ministre à son jeune ami.

Ce fut ainsi que, dans toute l'Angleterre, le parti de l'opposition fut dispersé à droite et à gauche. Pour employer une métaphore de jeu, que Fox n'eût pas dédaignée, bien des gens jetèrent leurs cartes, beaucoup d'autres jouèrent la partie et la perdirent. On leur donnait un plaisant surnom ; par allusion à l'histoire des victimes de la persécution catholique, écrite par George Fox, on les appelait « les martyrs de Fox. » Il se trouva cent soixante de ces martyrs.

Les pertes du parti de la coalition ne portèrent pas uniquement sur les rangs inférieurs. Plusieurs des orateurs et des chefs succombèrent également. A Hertford,

M. Baker fut battu par le baron Dunsdale; à Portsmouth M. Erskine fut vaincu par un frère de lord Cornwallis, comme le général Conway à Bury par un fils du duc de Grafton. Lord Galway, pair irlandais, sans grandes prétentions, l'emporta dans la ville d'York sur l'ami et le collègue le plus fidèle de Fox, lord John Cavendish. Quelques-uns gagnèrent leur partie, mais après l'avoir échappé belle. Dans le comté de Bedford, M. St John fut nommé à une seule voix de majorité; à Norwich, M. Windham eut pour lui près de treize cents voix, mais seulement cinquante-quatre voix de majorité. Burke réussit à Malton, Sheridan à Stafford et lord North à Banbury.

Au milieu de tous ces revers, le fier courage de Fox ne faiblit pourtant pas. Le 8 avril, il écrivait à l'un de ses amis : « Les mauvaises nouvelles abondent de tous les côtés; mais il me semble que les malheurs, quand ils viennent en troupes pressées, ont pour effet de remonter mon courage plutôt que de l'abattre[1]. »

L'affaire personnelle de Fox dans les élections doit arriver la dernière, puisqu'elle dura bien plus longtemps que les autres. Il avait de nouveau fait appel à ses anciens électeurs de Westminster. Son ancien collègue, sir Cecil Wray, en avait fait autant. Celui-ci avait non-seulement été son collègue, mais encore son partisan; la funeste coalition de Fox l'avait pourtant séparé de lui et il penchait maintenant vers le gouvernement de Pitt.

Le gouvernement portait à Westminster, pour son principal candidat, lord Hood, pair d'Irlande et marin d'une grande réputation. On se convainquit bientôt que lord Hood passerait le premier et que la véritable lutte s'éta-

[1] Mémoires par lord John Russell, vol. II.

blirait entre Fox et Wray. Les votants arrivaient lentement, et le scrutin resta ouvert de jour en jour et de semaine en semaine, c'est-à-dire du 1er avril au 17 mai. Dans cet intervalle on usa, des deux parts, de tous les moyens imaginables. Plusieurs femmes à la mode et d'un haut rang se présentèrent comme amies de Fox; à leur tête était Georgiana, fille aînée du comte Spencer et femme du cinquième duc de Devonshire depuis 1774. Douée d'une grande beauté et d'une ardeur indomptable, elle exerça toute sa puissance de persuasion sur les boutiquiers de Westminster. D'autres femmes, qui ne pouvaient rivaliser de beauté avec elle, pouvaient au moins suivre son exemple; à peine y avait-il une rue ou une allée qu'elles ne visitassent dans un but électoral, au service de celui qu'elles persistaient à appeler « l'homme du peuple, » au moment où la voix populaire se prononçait partout contre lui.

Fox avait un partisan d'un rang et d'un poids encore supérieurs. Le prince de Galles, après avoir accompagné le roi à une revue, traversa à cheval les rues de Westminster, portant les couleurs de Fox, et il assista au banquet qui fut donné à son ami, à Devonshire House. A partir de ce moment l'influence de Carlton House se déploya en opposition contre celle de Saint-James. Ce n'était plus seulement Fox contre Pitt, c'était le prince contre le roi.

Sur les *hustings* de Covent-Garden, heure après heure, les orateurs cherchaient à triompher par leurs arguments, et les deux foules par leurs clameurs. Tout le jour l'espace libre qui s'étendait devant la salle retentissait de cris contraires, les murs étaient blancs d'affiches, et les journaux fourmillaient d'épigrammes. Les tavernes

et les cafés étaient ouverts à grands frais. Des bandes de partisans furieux, ornés des rubans de leur parti, échauffés par le genièvre et par le vin, se livraient dans la rue des combats terribles, d'où résultaient souvent de graves blessures; un jour même, il y eut un homme tué.

Au vingt-troisième jour du vote, Fox était en minorité, en dépit des immenses efforts tentés en sa faveur. Le parti du ministère espérait bien lui enlever ce bourg, le plus considérable et le plus éclairé, à ce qu'on pensait alors, de tous les bourgs qui avaient en Angleterre des représentants.

« Westminster va bien, en dépit de la duchesse de Devonshire et des autres femmes du peuple, mais on ne sait pas encore quand le vote sera fini, » écrivait Pitt à Wilberforce le 8 avril. Voici une autre lettre qu'il écrivit quelques jours après à son cousin James Grenville, celui qui devint lord Glastonbury en 1797.

« Downing-street, vendredi 23 avril 1784.

» Mon cher monsieur,

» L'amiral Hood me dit qu'il a laissé à Bath lord Nugent, disposé à venir en ville si une voix devenait importante à Westminster. D'après l'état du vote, je ne doute pas de l'importance. Voici les chiffres de la fin de la journée :

H. 6,326. — Wray. 5,699. — F. 5,615,

et sir Cecil a gagné quatre voix sur Fox aujourd'hui. Il n'y a pas de doute du succès définitif, à ce que je crois, si on en vient au ballotage et que nous y soyons forcés; mais c'est une grande affaire pour nous de les faire pas-

ser tous les deux du premier coup, et par conséquent l'intérêt de Fox à l'empêcher est tout aussi grand. On ne sait pas combien de temps le scrutin peut continuer, mais il est assez évident que cela ne peut pas être fini avant lundi. Si vous voulez avoir la bonté d'expliquer ces faits à lord Nugent et de l'encourager dans ses bonnes intentions, nous vous serons fort obligés, et nous le serons plus encore si votre santé ou des affaires importantes ne vous retiennent pas et que vous puissiez ajouter au service que vous nous rendrez, en le décidant, celui de nous accorder votre concours personnel. En tous cas, j'espère que vous me pardonnerez mon importunité et que vous ferez la part de l'indiscrétion et de l'endurcissement d'un meneur électoral.

» Nous avons reçu de Bath des nouvelles qui nous inquiètent pour M. H. Grenville, mais j'espère que vous l'aurez trouvé mieux. Je n'ai pas encore appris le résultat du comté de Bucks, mais William était sûr de son affaire, et d'après le scrutin du premier jour la situation d'Aubrey semblait bonne. Mainwaring et Wilkes ont eu une grande avance dans le Middlesex, et lord Grimston a été élu dans le comté de Herts à la place de Halsey.

» Adieu, mon cher monsieur, croyez-moi toujours fidèlement et affectueusement à vous.

» W. Pitt. »

Fox se releva enfin de la minorité qu'il avait eue au début; le vingt-troisième jour de l'élection il dépassa sir Cecil, et il continua à maintenir son avantage jusqu'au quarantième jour qui fermait légalement le scrutin. Le 17 mai les chiffres donnèrent :

Lord Hood 6,694, M. Fox 6,233, et sir Cecil Wray 5,598.

Il y avait cependant de fortes raisons de soupçonner des manœuvres frauduleuses dans les jours précédents, puisqu'il semblait évident que le nombre des votes rapportés surpassait de beaucoup celui des électeurs inscrits. Par cette raison sir Cecil Wray demanda aussitôt une enquête, et le grand bailli l'accorda, illégalement, disait Fox; mais en outre le grand bailli, M. Corbett, qui n'était point des amis de Fox, refusa d'annoncer un résultat officiel tant que cette question de l'enquête ne serait pas décidée. Westminster se trouvait donc pour le moment dépourvu de représentants, et Fox n'aurait point eu de siége dans le nouveau Parlement sans l'amitié de sir Thomas Dundas qui l'avait déjà fait nommer représentant du bourg clos de Kirkwall.

En examinant les causes qui, dans leur ensemble, amenèrent cette accession presque sans exemple aux rangs ministériels, il faut l'attribuer en partie au dégoût causé par la coalition et en partie à l'effroi causé par le bill de l'Inde. Ce fut aussi l'effet du respectueux souvenir que l'on conservait à lord Chatham, et de la réputation croissante de Pitt. Mais surtout il ne faut pas oublier que, par toutes ces raisons, Pitt disposait du concours de partis jusqu'alors divisés dans la vie publique. Il avait pour lui beaucoup de dissidents et beaucoup de membres de l'Église, beaucoup d'amis de la prérogative royale et beaucoup de partisans des droits du peuple. Il avait, d'un côté, des hommes comme Jenkinson et Thurlow, de l'autre côté, des hommes comme Sawbridge et John Wilkes. Car la coalition, comme le remarque justement lord Macaulay, avait éloigné de North les plus ardents des torys et de Fox les plus ardents des whigs.

En jetant un coup d'œil rétrospectif sur ces quatre

mois si pleins d'évènements, de décembre 1783 à avril 1784, on s'apercevra peut-être que le moment de notre histoire qui ressemble le plus à cette époque, c'est le premier ministère de sir Robert Peel, cette autre période de quatre mois, de décembre 1834 à avril 1835. A la vérité, sir Robert Peel lui-même en a fait ressortir les différences. Mais il y avait de nombreux points de ressemblance qu'il n'a[1] pas indiqués et ne pouvait indiquer. Les deux ministres possédaient la même supériorité oratoire; tous deux se trouvaient privés de collègues efficaces dans la discussion; tous deux eurent donc la gloire d'avoir soutenu seuls une pareille lutte. On peut dire, je crois, avec vérité, de Pitt comme de Peel, qu'outre la capacité que leurs adversaires ne leur ont jamais contestée, ils firent preuve du plus haut degré de courage, de prudence et d'empire sur eux-mêmes, au milieu de circonstances faites pour mettre à l'épreuve ces éminentes qualités. On n'a peut-être pu leur reprocher, à cette époque, ni une expression imprudente ou inconsidérée, ni une seule fausse démarche. Tous deux avaient pour adversaires des antagonistes éloquents et habiles, exaspérés par une chute récente, provenant, à ce qu'ils croyaient, d'un injuste usage de la prérogative royale. Dans les deux cas, la violence de la presse dépassa toutes les limites ordinaires. Dans les deux cas, on fit appel au jugement au jugement du peuple par une dissolution, bien que dans l'un des cas l'appel eût précédé la lutte dans la chambre des communes, et qu'il l'ait suivie dans l'autre. Cependant, combien les résultats ont été différents, puisque, sans que cela implique une infériorité de génie

[1] Mémoires de sir Robert Peel, par lui-même, vol. II.

chez le second homme d'état, Pitt fut vainqueur et Peel renversé !

Les élections terminées, le roi témoigna sa complète approbation pour son ministre en créant, peut-être avec une libéralité excessive, sept pairies nouvelles. La plupart étaient déjà des baronies, mais sir James Lowther, dont on n'avait pas oublié l'influence à Appleby, fut élevé du premier coup à un rang plus élevé sous le titre de comte de Lonsdale. Le roi accorda aussi trois titres de comte, et dans le courant de l'été il en conféra encore trois autres à des pairs déjà barons.

Le roi consentit aussi, à la prière de Pitt, à nommer M. Archibald Macdonald avocat général à la place de sir Lloyd Kenyon, qui devint maître des rôles. Mais il faut remarquer que déjà à cette époque le roi exprima sa préférence personnelle pour M. Scott.

Le 18 mai le nouveau Parlement, se réunit, et le 19 le roi l'ouvrit en personne. Après plusieurs jours passés à recevoir les serments, la discussion s'ouvrit le 24. M. Pitt raconta lui-même, dans la soirée, ce qui s'était fait à la chambre des communes, dans une lettre au duc de Rutland.

« Downing-street, 24 mai 1784.

» Mon cher duc,

» Je ne puis laisser partir l'exprès sans vous féliciter de la perspective que nous assure l'ouverture de la session. Notre première bataille a précédé l'adresse ; elle roulait sur l'élection de Westminster. L'ennemi a imaginé de se mettre sur un mauvais terrain en soutenant qu'on

aurait dû envoyer les deux membres à la chambre, sans entendre d'abord les raisons que le grand bailli pouvait donner de sa conduite. Nous les avons battus là-dessus à 283 voix contre 136. Le grand bailli doit se présenter aujourd'hui, et d'après les circonstances, on lui donnera l'ordre de procéder à l'enquête, ou d'envoyer immédiatement deux membres, ce qui amènerait l'affaire devant un comité. Dans l'un et l'autre cas, je ne doute pas que Fox ne soit battu, bien que les délais, les embarras et la dépense puissent être considérables dans l'un et l'autre cas, et que l'alternative soit délicate à décider. Nous en sommes ensuite venus à l'adresse, à laquelle on n'a fait aucune objection, si ce n'est à l'article qui remercie expressément le roi de la dissolution. L'opposition a soutenu faiblement la discussion sur tous les points; elle avait l'air d'un parti vaincu, ce qui a été encore plus manifeste au moment du vote : nous avons eu 282 voix contre 114. Il n'y a guères de doute que la marche de la session ne doive offrir un agréable contraste avec la dernière. Nous n'avons autre chose à craindre que la chaleur de la saison, et certains sujets délicats qu'il faudra aborder. Adieu.

» Toujours à vous de cœur,

» W. Pitt. »

La prédominance de M. Pitt, dont ces premiers votes étaient la preuve, se maintint non-seulement pendant cette session, mais pendant toute la durée du Parlement et de celui qui suivit. L'historien peut donc glisser dorénavant sur les débats plus légèrement qu'il n'était possible au moment où le sort d'un ministère ou d'un parti était en question.

Il y avait alors deux sujets qui réclamaient impérieuse-

ment l'attention de la législature : 1° les finances publiques, et 2° les affaires de la compagnie des Indes orientales.

Quant aux finances, le désordre était déplorable. Lord North ne manquait ni de connaissances ni d'habileté dans son département, mais il manquait complétement de la résolution nécessaire pour regarder les difficultés en face. Son administration des finances n'avait été qu'une série d'expédients. Comme c'était le moyen de répondre le plus aisément aux besoins pressants, il avait permis à la dette flottante de prendre de telles proportions que les bons du trésor émis pendant la guerre s'escomptaient à quinze et vingt pour cent. Les consolidés eux-mêmes n'étaient qu'à 56 ou à 57; à peine plus haut qu'au plus mauvais moment de la dernière guerre. La contrebande était si considérable, les fraudes sur les douanes étaient si nombreuses que, l'année précédente, le budget du pays s'était trouvé fort au-dessous des dépenses, quelque réduites qu'elles fussent ; et on prévoyait la nécessité presque inévitable, (quelle terrible épreuve pour la popularité d'un ministère!) de célébrer le retour de la paix par l'établissement de nouveaux impôts.

De tous ces maux si nombreux et si effrayants, les fraudes sur les douanes étaient peut-être ce qui demandait le plus prompt remède. Le thé était alors l'article fondamental de la contrebande. Tous les autres objets d'un commerce illicite paraissaient sans importance à côté de celui-là. D'après les calculs de Pitt, on consommait tous les ans en Angleterre treize millions de livres de thé, tandis que la compagnie des Indes n'en vendait que cinq millions et demi, en sorte que le commerce illicite de cette denrée était presque le double du trafic légal. La

contrebande avait été érigée en système ; on disait que quarante mille personnes, tant sur terre que sur mer, y trouvaient leur occupation, et on croyait que les capitaux nécessaires étaient fournis par des hommes d'un rang élevé et de bonne réputation dans Londres. Des vaisseaux, quelques-uns de 300 tonneaux, tenaient la mer et distribuaient leurs cargaisons à des barques et à de petits caboteurs, qui les déchargeaient sur divers points le long de la côte ; des bandes d'hommes armés les attendaient pour les recevoir et les protéger. « Non-seulement les douanes souffrent de la contrebande, ce qui ferait déjà bien assez de mal, » disait le capitaine Macbride, « mais l'agriculture et les manufactures de notre île marchent à leur perte. Les fermiers des côtes ont déjà changé d'occupation, et, au lieu d'employer leurs chevaux à labourer la terre, ils s'en servent pour transporter les marchandises de contrebande à une certaine distance de la côte ; cela leur est plus avantageux. Les manufacturiers subiront la contagion et abandonneront la navette et l'enclume. Autrefois, pendant la guerre, les contrebandiers ne se conduisaient pas en ennemis de leur pays ; mais dans la dernière guerre, ils ont fait déserter les matelots des vaisseaux du roi ; ils ont caché les déserteurs, donné des renseignements à l'ennemi, et fait tout ce qui était en leur pouvoir contre les intérêts de la Grande-Bretagne [1]. »

Telles étaient les dispositions qui avaient grandi sous lord North, et que Pitt avait résolu d'étouffer. Il proposa d'abord, contre la contrebande, une mesure générale, dans

[1] Comparez sur ce sujet la *Vie de Pitt*, par Tomline, avec l'*Histoire du Commerce* de Mac-Pherson, vol. IV, et l'*Histoire du Revenu* de Sinclair, vol. II.

laquelle il introduisit certaines clauses nouvelles ou plus sévères. Par exemple, le droit accordé aux officiers douaniers de saisir des vaisseaux en certaines circonstances suspectes fut porté de deux à quatre lieues du rivage. Mais ce n'étaient là que des palliatifs, et Pitt voulait atteindre à la racine du mal. « Le comité de cette chambre a cru,» dit-il, « que le meilleur moyen d'arriver à ce résultat serait d'abaisser les droits sur le thé, de façon à enlever aux contrebandiers tout intérêt à continuer leur commerce illicite, et cette idée a ma pleine approbation. » Dans la discussion qui suivit, Pitt dit de lord Mahon que son noble ami avait tout particulièrement le droit de parler sur cette question, puisque c'était lui qui avait le premier suggéré l'idée que la réduction des droits pourrait être avantageuse au revenu.

Poursuivant le plan qu'indiquait son discours, le ministre proposa de réduire les droits sur le thé, qui rapportaient plus de 700,000 livres sterling par an, de manière à ce qu'ils ne rapportassent très-probablement pas plus de 169,000 liv. sterling. Pour contrebalancer la diminution des droits, on comptait sur le déclin assuré de la contrebande, en sorte que le négociant honorable ne se trouverait plus exposé à une concurrence inégale. Mais, au premier abord, la perte pour le revenu devait être considérable, et Pitt proposa d'y remédier au moyen d'un nouvel impôt qu'on appela par la suite impôt de commutation, qui devait porter sur toutes les maisons, à l'exception des plus pauvres, et qu'on devait régler d'après le nombre des fenêtres.

Ce projet prit tout de suite grande faveur dans le Parlement et dans le public, et fut voté à une immense majorité. Il était évidemment très-favorable aux classes infé-

rieures, qu'on soulageait ainsi de l'ancien impôt sur le thé, sans les soumettre au nouvel impôt sur les fenêtres. Fox souleva cependant une objection au nouveau projet, en prétendant qu'il était compulsoire, en ce qu'il obligeait tout propriétaire au-dessus de la classe inférieure à payer un équivalent pour le droit de prendre du thé, qu'il en prît ou non. Mais on ne trouva pas grande valeur à cet argument spécieux en théorie, puisqu'en fait il n'y avait peut-être pas dans le royaume une famille riche ou pauvre où l'on ne consommât tous les jours du thé, d'une espèce quelconque. Tel était le changement opéré depuis le temps de Locke qui, un siècle auparavant, donnait au *tea* son nom français de *thé*, et l'énumérait parmi les « boissons étrangères » qu'on trouvait dans les cafés de Londres[1].

Pitt appliqua le même principe aux droits sur les alcools. Là encore les fraudes avaient pris un tel développement que par exemple les distilleries de mélasse dans la cité de Londres, qui avaient en 1778 rapporté au trésor 32,000 livres sterling, ne produisaient plus que 1,098 livres en 1783. Le ministre présenta donc et fit passer une mesure réglant les droits sur les alcools anglais et réduisant extrêmement les droits sur les alcools étrangers. Mais comme il espérait une grande augmentation de consommation sur les alcools légalement importés, il ne crut pas nécessaire, comme pour le thé, de proposer à la place un nouvel impôt.

C'étaient là les mesures préliminaires. Mais le 30 juin, Pitt développa son plan de finances tout entier, le premier de tous les budgets si lumineux et si habiles que la

[1] Voir ses Memoranda de 1679, et son journal du mois d'avril 1685, dans sa vie, par lord King, vol. Ier.

chambre des communes entendit d'année en année tant qu'il fut ministre et qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait égalés. C'était, dit-il, un pénible devoir que de proposer non-seulement de nouveaux impôts, mais un nouvel emprunt, la seconde année de la paix; mais les nécessités de l'État lui en faisaient une loi, et ce n'était pas lui, mais d'autres qui avaient à répondre de ces nécessités. La dette flottante ou non consolidée pouvait être évaluée à quatorze millions sterling. Pitt désirait beaucoup consolider toute cette dette durant la session présente, mais les hommes d'argent lui assuraient qu'une si grande quantité de rente, arrivant tout d'un coup sur le marché, ferait nécessairement tomber les autres valeurs publiques et les empêcherait de souscrire le nouvel emprunt à des conditions favorables. « Après avoir fait d'énergiques efforts pour la totalité, » dit Pitt, « j'ai été obligé de partager le différend et je propose donc de consolider seulement six millions et demi sur les quatorze millions de la dette flottante. »

« J'ai toujours cru, » continuait le ministre dans son grand discours, « que des fonds à un intérêt élevé valaient mieux pour le pays que de petits intérêts, que quatre pour cent valaient mieux que trois pour cent, et cinq pour cent mieux que quatre pour cent. La raison en est simple : dans toutes les opérations de finances, il faut toujours avoir en vue un plan de rachat. Tout gouvernement sage devrait toujours chercher à racheter et à éteindre la dette. Tous les plans et toutes les opérations de finances devraient tendre à ce but, et être conçus dans cette vue. »

On pouvait regarder alors une pareille maxime comme une grande innovation dans les idées reçues. La conduite que tint Pitt au sujet de l'emprunt de six millions sterling

dont il avait besoin ne fut pas moins nouvelle. Les ministres précédents avaient disposé de pareils emprunts en faveur de leurs protégés, pour faire gagner leurs amis et leurs partisans. Pitt résolut fièrement de ne consulter que l'intérêt public. Il fit savoir, par le gouverneur et le sous-gouverneur de la Banque, qu'il était prêt à traiter de l'emprunt avec ceux qui offriraient les conditions les plus avantageuses, et que les billets de loterie seraient distribués parmi les personnes qui prêteraient l'argent, en proportion des sommes prêtées. Les offres cachetées qui arrivèrent furent ouvertes en présence du gouverneur et du sous-gouverneur. Pitt accepta sur-le-champ les propositions les plus avantageuses, et comme il le déclara sur son honneur à la chambre des communes, il ne lui resta pas entre les mains un schelling de l'emprunt à distribuer. L'exemple qu'il donna ce jour-là servit de précédent et de modèle pour tous les emprunts subséquents.

Il est bon de remarquer en passant la différence de l'esprit que lord Rockingham et lord John Cavendish d'une part et M. Pitt de l'autre apportaient à traiter les affaires de finances. Tout le monde reconnaissait qu'il y avait danger d'amener des abus d'influence lorsqu'on permettait aux membres du Parlement de prendre part aux contrats pour les emprunts ou pour les loteries. Rockingham et Cavendish traitaient le mal en émondant les branches, en promulguant un bill qui défendait à tout contractant de siéger à la chambre des communes. Pitt traitait le mal en le frappant à la racine, en veillant à ce que les contrats ne pussent porter aucune trace de faveur politique.

Pour revenir au premier budget du nouveau ministre, nous le voyons estimer dans son discours le budget de

l'armée comme s'élevant à plus de quatre millions, la marine à plus de trois millions, l'artillerie à plus de 600,000 livres sterling. Les services divers pouvaient monter à 300,000 livres sterling à peu près, en y comprenant un arriéré considérable sur la liste civile que Pitt eut le chagrin d'annoncer. Les intérêts de la dette nationale sous toutes ses formes pouvaient se monter à neuf millions. D'autre part, les recettes devaient être en déficit de 900,000 livres sterling sur les dépenses indispensables, et Pitt proposa de suppléer au déficit hardiment et sur-le-champ par l'imposition de nouvelles taxes : « Quelque pénible que soit aujourd'hui ma tâche, » dit-il, « les nécessités du pays m'interdisent de reculer, et je me fie au bon sens et au patriotisme du peuple anglais. » Il ajouta la maxime qu'il comptait suivre comme ministre des finances, « ne rien cacher au public. »

Les impôts que Pitt proposa pour trouver cette énorme somme, comme il disait et comme il pouvait bien le dire d'après les estimations de son temps, portaient sur les chapeaux, les rubans, les gazes, le charbon non employé dans certaines branches de nos manufactures, les chevaux qui ne servaient pas à l'agriculture, un droit additionnel sur les toiles et les calicots, un droit additionnel d'un sou par livre sur les chandelles, un droit sur les patentes accordées aux trafiquants en marchandises sujettes à l'exercice, un droit sur les permis de chasse, sur le papier, sur les carrosses de louage, sur les briques et les tuiles. Pitt calculait qu'on consommait tous les ans trois cents millions de briques, et que, sur cette quantité, Londres et ses environs en absorbaient cent cinq millions. Il défendit et expliqua tous ces impôts dans son discours avec tant de netteté et une connaissance si

exacte des détails que ses amis pouvaient à bon droit en être ravis, et ses adversaires déconcertés.

Agissant d'aprés les vues développées dans son discours, Pitt proposa dans une seule soirée cent trente-trois résolutions financières. Il en ajouta plusieurs autres les jours suivants, et de nombreuses lois en résultèrent. Ses nouveaux impôts passèrent pour la plupart sans grande difficulté, excepté celui sur le charbon qui rencontra tant de graves objections que le ministre consentit à le retirer, en y substituant d'autres petits impôts et de nouveaux règlements.

L'impôt sur les briques et les tuiles rencontra aussi quelque opposition. Lord Mahon l'attaqua dans un long discours, où il alla jusqu'à déclarer que les arguments avancés à l'appui de la proposition par M. George Rose étaient ce qu'on pouvait imaginer de plus faible, de plus ridicule et de plus absurde. Il était évidemment du devoir de M. Pitt de soutenir son secrétaire de la trésorerie. Il répondit à lord Mahon sur un ton d'ironie, et ce fut, il me semble, le premier dissentiment entre des amis naguère encore si intimes.

Plusieurs des nouveaux règlements financiers que Pitt proposa portaient sur le privilége d'affranchissement accordé aux pairs et aux membres du Parlement. Jusqu'alors on n'exigeait rien de plus que la signature de la personne, et il n'y avait point de restrictions ni sur le nombre ni sur les lieux. Il y avait des maisons de banque qui conservaient des boîtes pleines d'enveloppes en blanc signées par quelque ami ou quelque associé, et qui s'en servaient pour leurs affaires. On adressait sans cesse des lettres à quelque membre du Parlement dans un endroit où il n'avait jamais résidé, afin de permettre, par un

arrangement secret, à d'autres personnes de recevoir leurs correspondances gratis. On calculait, probablement avec quelque exagération, que le trésor perdait ainsi par an 170,000 livres sterling environ. Les nouveaux règlements restreignirent à dix lettres par jour le nombre d'affranchissements permis à un membre de l'une ou de l'autre chambre, et chacune de ces lettres devait porter, outre sa signature, le jour du mois et de l'année, le nom de la ville de poste, et l'adresse tout entière de sa propre main. Il ne devait recevoir des lettres franches de port que là où il résidait véritablement. Ces règlements sont restés en vigueur jusqu'à l'abolition des affranchissements pour les membres du Parlement en 1839; ils avaient été soigneusement rédigés, et amenèrent une grande économie. Cependant la prévoyance publique n'est jamais en mesure de lutter absolument contre l'adresse des particuliers, et on cite bien des cas d'ingénieuses tromperies. Ainsi par exemple, les affranchissements d'un représentant écossais, sir John Hope, ayant été contrefaits, la personne accusée à cette occasion soutint qu'elle n'avait pas fait autre chose que d'écrire au bord de ses lettres *free I hope* (franche, j'espère). On racontait qu'un pair de ma connaissance avait affranchi la nouvelle de sa mort, c'est-à-dire qu'étant mort subitement un matin, en laissant dans son pupitre des enveloppes toutes prêtes qui portaient l'adresse de quelques-uns de ses amis, sa famille en profita pour communiquer la triste nouvelle.

L'arriéré sur la liste civile, que le premier ministre avait fait connaître pour la première fois dans son discours sur le budget, fut ensuite plus officiellement communiqué par un message du roi. Il s'élevait à 60,000 liv.

sterling qui furent votées sans opposition et sans grandes remarques.

Il est bon d'observer que l'acte d'appropriation de cette année-là était conçu de manière à comprendre les subsides votés dans la session précédente comme ceux de la session actuelle. Il passa sans bruit, sans un mot de remontrance, sans soulever même une observation. Les ministres ne demandèrent pas et leurs adversaires ne réclamèrent point de bill d'indemnité. Telle fut la valeur de la résolution votée à cet effet par la dernière chambre des communes. Telle fut la fin de toutes les menaces prononcées avant la dissolution.

Après la question des finances, se présenta l'affaire du gouvernement de l'Inde. Le 6 juillet, Pitt déposa sur le bureau et expliqua sa nouvelle mesure à cet effet. Elle différait peu du projet qu'il avait développé devant le dernier parlement au commencement de l'année; et en établissant un « Bureau du contrôle », il posait pour l'Inde le fondement de ce système de double gouvernement qui a subsisté avec quelques modifications jusqu'à la loi de 1858. Fox, Burke, Sheridan et Philip Francis qui siégeait pour la première fois dans la chambre des communes, soulevèrent contre le bill toutes les objections possibles; mais ils n'obtinrent pas grand succès. Dans le seul vote qu'ils eussent osé provoquer sur les principes généraux de la loi, 60 membres seulement votèrent contre, 271 votèrent pour. Le bill passa plus aisément encore à la chambre des lords.

L'enquête de Westminster présentait une autre question féconde en difficultés. Elle amena l'un des plus admirables discours de Fox qui a fait tant d'admirables discours, et c'est l'un des moins mal rendus par les journaux. Le grand

bailli se défendit à la barre. On examina des témoins et on prit l'avis des jurisconsultes. Dans le nombre, Erskine, qui ne faisait plus partie du Parlement, résuma l'affaire au nom de Fox. La chambre finit par déclarer la légalité de l'enquête à une grande majorité, et elle ordonna qu'on y procédât le plus tôt possible, décision funeste pour les intérêts de tous les intéressés. « J'ai fait faire une quantité de calculs sur cette enquête, » dit Fox dans son grand discours du 8 juin, « et la moins considérable des estimations se monte à 18,000 liv. sterling. » On dit que Pitt fut induit en erreur sur cette question par l'autorité de sir Lloyd Kenyon, le nouveau maître des rôles[1].

La dernière mesure de cette session eut le bonheur rare d'être soutenue par tous les partis. Le 2 août, Dundas présenta un bill destiné à rendre à leurs légitimes héritiers les biens confisqués en Écosse à la suite de la dernière rébellion. « Le feu lord Chatham, » dit Dundas, « a le premier donné l'exemple d'un retour à un système plus conciliant lorsque avec un jugement admirable et un succès complet il a levé des régiments de Highlanders pour se battre au nom de notre commune patrie, déclarant qu'il ne cherchait que le mérite et qu'il l'avait trouvé dans les montagnes du nord. Il est d'un heureux présage, » continuait Dundas, « que le premier coup ait été porté à cette exclusion par le comte de Chatham; cela peut justifier notre espérance d'en voir disparaître les restes sous l'administration de son fils qui achèvera ainsi la bonne œuvre qu'a commencée son illustre père. Mais je n'entends pas dire que mon très-honorable ami ait seul le mérite de cette mesure. Pour rendre justice au noble lord au ruban bleu,

[1] Souvenirs du règne de Georges III, par Nicholls.

lord North), je dois dire que j'ai eu plusieurs conversations à cet effet avec lui pendant qu'il était à la tête des affaires, je l'ai toujours trouvé prêt à agir dans cette entreprise d'après les principes les plus libéraux, les plus généreux et les plus nobles. J'ai trouvé la même disposition favorable chez les ministres qui ont immédiatement précédé ceux qui sont maintenant au pouvoir, et je sais que, s'ils eussent conservé plus longtemps leur poste, ils auraient présenté la proposition que je suis aujourd'hui chargé de faire. » Fox se leva pour exprimer la chaleureuse approbation qu'il conservait au projet, et le bill passa à la chambre des communes sans un mot d'objection. Les lords n'y firent pas plus d'opposition. Le chancelier seul se laissa aller à un accès de mauvaise humeur dont on peut probablement trouver la cause au début de son discours, lorsqu'il « regrettait, comme homme privé, de n'avoir pas entendu parler de l'intention où l'on était de porter cette mesure au Parlement jusqu'au moment où elle avait été présentée. » Il déclara qu'il ne comptait pas voter contre le bill, et il se contenta de ranger en bataille une kyrielle de doutes et de scrupules.

Dans le cours de la session, l'alderman Sawbridge présenta une proposition pour la réforme du Parlement. Pitt, Wilberforce et quelques autres cherchèrent à l'en dissuader à cause de l'accumulation des affaires. « A mon avis, » dit Pitt, « la proposition serait hors de saison dans cette conjoncture ; mais j'ai la mesure fort à cœur et je m'engagerai, si on veut, dans les termes les plus formels, à la présenter à la première occasion, dans la prochaine session. » L'alderman persista néanmoins, et une longue discussion s'ensuivit. La motion fut rejetée par 199 voix contre 125. Pitt faisait partie de la minorité.

Le 20 août, cette session si courte mais si remplie, qui était la seconde de l'année, fut fermée par un petit discours que le roi prononça en personne.

Le 3 septembre suivant, on publia la composition du nouveau conseil de l'Inde. On avait compté laisser entre les mains de Dundas tout le pouvoir exécutif; mais cet arrangement ne put s'effectuer sans quelques difficultés de la part des autres commissaires, comme on le verra dans une lettre que l'un d'eux adressa à cette époque à M. Pitt, pour se plaindre surtout du nombre exagéré de places accordées à des Écossais.

LORD SYDNEY A M. PITT.

« Albemarle-street, 24 septembre 1784.

» Cher monsieur,

» Je me suis rendu aujourd'hui dans le cabinet du roi pour rendre compte des affaires de tant de départements qui retombent pour le moment sur mes faibles épaules. Pour commencer par le ministère de la guerre dont j'ai cru devoir dire un mot, d'après une lettre que j'avais reçue de sir John Wrottesley. . Moore ne peut, à ce qu'il paraît, profiter des vacances qui pourraient se trouver dans le premier régiment des gardes, à cause de l'étrange façon dont il s'est conduit envers l'officier qui commande son régiment, au sujet d'un conseil de guerre devant lequel a paru son frère qui était second chirurgien. C'est le roi qui me l'a appris. Je ne crois pas Sa Majesté

fort édifiée de l'ardent appétit et de la prompte digestion de la famille Phipps.

» Voilà pour les affaires militaires. Quant au sujet que j'ai, comme vous le savez, la mission de traiter, et auquel je voudrais ne jamais songer, Sa Majesté m'a demandé ce que comptaient faire les directeurs. C'était de toutes les questions celle à laquelle je me trouvais le plus hors d'état de répondre. J'aurais pu renvoyer le roi à ceux qui sont au courant de la question, mais j'apprends que vous lui avez envoyé seulement les résolutions des directeurs. Il m'a demandé pourquoi on pensait que nul ne devait commander en chef s'il occupait un grade au-dessus de major général, et comment on était venu à poser la question de savoir s'il était, ou non, inconvenant pour un lieutenant général de se trouver sous les ordres d'un major général.

» Je viens de recevoir votre billet. Je ne puis vous dire combien il m'a blessé. Mon opinion est aussi décidée que mon sentiment contre la conduite qu'on a tenue, et ce qui me fait le plus de peine, c'est de penser qu'on se figurera que vous êtes mêlé dans cette affaire. Je suis sûr que non. Vous trouverez, au fond de cette misérable entreprise, la combinaison d'une ambition insatiable et d'une avarice et d'une ladrerie sordides. Quant aux hommes que j'ai fort imprudemment traités jusqu'à présent avec une grande franchise, tant que j'aurai un verrou à ma porte, ils n'entreront pas chez moi. Il faut me laisser le droit de montrer que je ne suis pas leur complice.

» Je vous envoie la liste des officiers de l'armée des Indes, afin de vous montrer où tend l'opération qu'on prépare sur les troupes du roi dans l'Inde et que tant de gens m'ont signalée. Je crois qu'il n'y a pas plus de trois noms anglais ou irlandais. Je quitte ce sujet parce que

j'ai de la peine à contenir ce que j'éprouve en songeant à ma situation.

» Permettez-moi de me débarrasser de toute part dans cette affaire de l'Inde. Je suis prêt à l'abandonner à l'ambition de ceux qui aiment ce département. Mais je veux conserver le reste de mon département tant que j'y serai, sans que personne y porte atteinte. J'espère que vous ne vous croirez pas compris dans cette dernière phrase : le patronage de mon poste vous appartiendra toujours.

» Croyez qu'en dépit du chagrin et du sentiment de disgrâce que j'éprouve, je suis avec une fidélité et une considération inviolables....

» SYDNEY. »

Pendant le reste de cette année Pitt continua à s'appliquer tout particulièrement aux finances. Il vivait habituellement à une petite distance de Londres, dans une maison qu'il avait louée à Putney-Heath. Parfois il se permettait une course d'un ou deux jours à Brighton ou, comme on disait alors, Brigthelmstone. Mais il fut obligé de renoncer au voyage plus long qu'il avait compté faire à Burton-Pynsent.

Les lettres de Pitt à lady Chatham deviennent moins nombreuses et moins intéressantes dès qu'il est ministre. Il semble qu'il ait cru de son devoir, dans sa nouvelle situation, de s'abstenir de lui parler des affaires d'État, sauf dans de rares occasions et en termes généraux. Sa correspondance roule donc surtout sur des affaires de famille. Mais il était très-preoccupé de sa mère et très-constant dans ses attentions sur tous les points qui pouvaient l'intéresser, comme on le verra clairement dans les extraits suivants de ses lettres.

« 20 avril 1784.

» Tout continue à prospérer ici. Je voudrais seulement que vous en fussiez spectatrice de plus près ; j'aurais alors l'occasion de vous dire tout ce que vous auriez envie de savoir. »

« Downing-street, 6 mai 1784.

» Quant au fonds 4 1/2, je persiste à croire que, dans peu de temps, il se retrouvera en mesure de payer tout ce qu'il doit ; mais en attendant, je souffre plus que je ne puis dire de la prolongation d'ennui que vous cause ce retard. La ressource la plus efficace que je croie praticable, dans les circonstances actuelles, est celle qu'il faudra probablement employer en dehors de nos intérêts personnels, et si on en vient là, le soulagement sera, je crois, réel. Il faudra s'adresser au Parlement, en faisant connaître l'état de déficit du fonds et la cause du déficit, et en demandant que les charges qui pèsent maintenant sur ce chapitre soient reportées au fonds général du budget de la chambre des communes. Je crois que, si on s'y prend bien, on ne rencontrera point de difficultés, et les agents des gouvernement des Indes Occidentales ont déjà en main un projet de ce genre. Dans l'intervalle, il y a une chose que je vous conjure de m'accorder ; ne songez pas un instant à diminuer pour le moment votre établissement, qui est déjà trop restreint pour admettre d'autres économies. Ce que Harriot m'a dit à ce sujet m'engage à vous faire cette prière. Je ne doute pas que les choses ne finissent par être mises sur un bon pied, et j'espère que ce ne sera pas long. Mais en attendant que

le public nous paye ses dettes, nous avons, quelques-uns d'entre nous, de quoi y remédier. Je vous assure que je serai personnellement assez riche (si l'état actuel des choses continue, comme nous avons tout lieu de le croire), pour avoir le droit de vous demander de vous mettre l'esprit en repos sur l'excédant de dépenses que vous pourriez faire pendant que vous restez en suspens. J'espère que vous êtes assez bonne pour croire que tout ce qui touche à votre satisfaction me touche de plus près que tout ce qui consomme les appointements de la trésorerie. Ce que je vous prie de croire aussi, c'est que mes ressources, sans aller aussi loin que mes désirs sur ce point, feront un bon bout de chemin dans cette direction sans une minute de difficulté pour moi. Je suis sûr que vous me pardonnerez la précipitation avec laquelle j'écris, et que vous comprendrez que je n'ai pas le temps d'exprimer la moitié de ce que j'éprouve à ce sujet. Mais avant de terminer, je veux vous répéter avec quelle ardeur je vous supplie, pour ma propre satisfaction, si vous voulez bien le permettre, de ne pas laisser le retard de cette affaire vous causer la moindre inquiétude, et surtout de ne pas songer à vous imposer de nouveaux embarras et de nouvelles réductions. Je m'engage à ce que vous n'en ayez définitivement aucune raison. »

« Downing-street, 29 mai 1784.

» Ma chère mère.

» Je n'ai eu qu'une chose à regretter au milieu des prospérités de ce moment si occupé, c'est d'avoir été obligé, jour après jour, de renoncer à mon intention de

vous écrire, bien que chaque minute de retard me fût plus pénible que je ne puis vous le dire, sachant que vous restiez en suspens. J'avais aussi quelques renseignements à prendre avant de pouvoir m'assurer du meilleur moyen de pourvoir, pour le moment, aux arrangements que je désire si fort rendre parfaitement complets. J'espère que dans quelque temps notre trésor domestique arrivera à être assez exact dans ses payements pour ne point laisser d'embarras à combler en quelque mesure l'irrégularité des autres fonds. Le revenu de lord de la trésorerie et celui de la chancellerie de l'échiquier réunis feront réellement plus que suffire à mes dépenses, et j'espère ne pas avoir besoin de dire que le surplus me causera plus de satisfaction que tout le reste, s'il peut contribuer à diminuer des embarras là où il devrait en exister moins que partout ailleurs. Dans l'intervalle, comme nos appointements eux-mêmes sont quelque peu en retard, je ne puis pour le moment répondre de tout ce que je voudrais. Mais permettez-moi de vous demander d'être assez bonne pour m'indiquer quelle serait la somme dont vous auriez besoin pour faire face aux nécessités du moment, et je suis sûr de pouvoir y suppléer. Sans autre préliminaire je ferai verser 600 livres après demain chez M. Coutts, en donnant aussitôt l'ordre de mettre à votre compte ce que vous voudrez bien accepter. S'il vous faut quelque chose de plus, faites-le-moi savoir, je vous en prie. Je ne doute pas de venir à bout de trouver des ressources, bien que, pour les raisons que j'ai dites, cela doive être plus facile dans quelque temps. J'ajoute que je persiste à croire qu'on pourrait prendre quelque arrangement efficace au sujet des fonds 4 1/2, ou les remplacer d'une autre manière un peu avantageuse. Pardonnez-moi de vous

écrire en si grande hâte, et ayez la bonté de me faire savoir de vos nouvelles dès que vous le pourrez sans peine. Le mode que je vous indique vous permettra de tirer sur M. Coutts sans aucun embarras. Je crois que c'est ce qui vaudra le mieux, à moins que vous n'imaginiez quelque autre chose.

» Croyez-moi, ma chére mère,

» W. Pitt. »

« Putney-Heath, 28 août 1784.

» La fin de la session ne m'a encore à peu près rien apporté qui ressemble à du loisir, la précipitation dans laquelle on vit pendant quelques mois laissant naturellement un arriéré d'affaires assez considérable qu'il faut maintenant dépêcher. J'espère cependant, dans huit ou dix jours, être en mesure de me transporter jusqu'à Brigththelmstone. Mon frère a, je crois, écrit à Harriot que la maison était louée. Je serai heureux de la voir là ou à Downing-street, dès que cela lui conviendra. Je suis déjà presque un campagnard, parce qu'en dépit de la masse d'affaires, elles sont de nature à être faites à Putney tout aussi bien qu'en ville. Je vous écris de là aujourd'hui. J'attends avec impatience le moment d'être assez libre pour aller vous retrouver à Burton, et cet espoir m'encourage au travail. »

« Putney-Heath, 7 octobre 1784.

» Je n'ai pas été sans mêler agréablement à mes travaux un utile et agréable intermède de paresse par mes excursions à Brigththelmstone, bien qu'à chaque course

j'aie fait presque constamment l'expérience de l'impossibilité où je me trouve d'être à plus d'une journée de Londres. Je suis invité depuis longtemps à une grande réunion qui devait avoir lieu à peu près à cette époque. pour deux ou trois jours, dans une maison de campagne située dans New-Forest, et appartenant à M. Drummond. Mais comme la société devait se composer surtout de membres de la trésorerie et du nouveau conseil de l'Inde, il n'est pas dit que les affaires de l'une ou de l'autre ne viennent pas tout empêcher. Ce qui me retient surtout ici pour le moment, c'est que j'attends des documents d'Irlande, et des personnes à consulter sur les affaires de ce pays; il s'agit de toutes les questions de commerce non réglées, ce qui nous donnera fort à faire la session prochaine. L'état des choses dans cette contrée est ce que nous avons maintenant de plus important et de plus délicat à surveiller; mais je crois que même là les affaires prennent un aspect plus satisfaisant. »

« 24 décembre 1784.

» J'ai tardé de jour en jour à vous rien dire par rapport à la pension, espérant avoir l'occasion d'en causer à fond. Je crois cependant pouvoir sûrement vous prier d'avoir l'esprit en repos sur ce point, car sans pouvoir, dans ce moment-ci, dire précisément quel moyen il faut employer, je suis convaincu qu'on pourra régler l'affaire d'une manière assez satisfaisante. Je suis trop intéressé à ce qui touche de si près celle qui a les premiers droits à mon attention, pour ne pas prendre soin que ce soit fait le plus tôt possible. La seule chose que je vous demande de me permettre, en insistant pour que vous le fassiez, c'est

que dans l'intervalle vous consentiez à demander chez M Coutts tout ce que vous trouvez nécessaire. J'espère que vous savez bien que, lorsque je suis par hasard en mesure de vous délivrer d'un moment d'embarras ou d'inquiétude, cette satisfaction importe plus que toute autre à mon bonheur. Cela dût-il me gêner, je ne m'en préoccuperais pas ; mais je puis vous assurer très-sincèrement que je ne souffrirai en aucune manière en vous priant de ne consulter que votre agrément et ma satisfaction dans l'intervalle qui nous reste encore. »

Pendant l'automne, le roi fit deux promotions importantes dans la pairie. Il ne restait plus à cette époque de marquisat en Angleterre. Le titre de lord Winchester avait été absorbé dans celui de duc de Bolton, et le titre de lord Rockingham s'était éteint à sa mort. Pitt résolut d'élever au rang ainsi vacant deux grands seigneurs dont l'un avait des droits sérieux sur lui, et l'autre des droits sérieux sur le roi. Au mois de novembre, le même jour, le comte de Shelburne devint marquis de Lansdowne, et le comte Temple marquis de Buckingham. A l'égard du premier, nous avons une lettre confidentielle du duc de Rutland à Pitt, du mois de juin précédent, dans laquelle il dit : « J'ai des raisons de croire que, tout en ayant entièrement renoncé à toute idée d'affaires et de charges, il (lord Shelburne) serait extrêmement flatté de recevoir quelque marque de distinction, une promotion dans la pairie par exemple. »

Les amis de lord Temple avaient peut-être donné quelque avis du même genre. Il est probable, et je l'ai montré ailleurs, qu'il aspirait au rang le plus élevé. Le vif désir qu'il en éprouvait au mois de décembre 1783 ne paraît avoir été repoussé que par le refus absolu du roi. La lettre

de Pitt à lord Temple que je ne possède pas, mais que j'ai vue, et dans laquelle au mois de novembre 1784, il lui offre un marquisat, va jusqu'à dire qu'on prendrait en considération ses droits au titre de duc dans le cas où Sa Majesté accorderait jamais des lettres-patentes pour ce titre. On m'a dit que la lettre de même date adressée à lord Shelburne contenait la même assurance.

Le 1er décembre, Pitt eut la grande satisfaction de voir un personnage important entrer dans ses rangs. Lord Camden, trop âgé pour reprendre volontiers part à la vie active, ne voulut plus refuser de se joindre au fils de Chatham. Il consentit à accepter le poste de président du conseil auquel le comte Gower renonça en sa faveur, pour recevoir en échange le sceau privé que le duc de Rutland avait laissé vacant. Lord Camden avait également l'intention, et il en avait même fait une condition, de voir son ami intime, le duc de Grafton, devenir membre du cabinet. Sa Grâce retarda sa décision pendant longtemps par diverses raisons. Enfin, lorsque l'affaire d'Ockzakow survint, il refusa définitivement.

Sous le ministère de lord North, il était d'usage de convoquer le Parlement au mois de novembre. Sous Pitt cette coutume fut changée. Sauf dans un cas particulier, les chambres ne se réunirent pas avant le commencement de l'année. C'est ainsi qu'en 1784, à l'époque que je traite, l'ouverture de la nouvelle session fut fixée au 25 janvier 1785.

CHAPITRE VII

— 1784-1785 —

Portrait de Pitt par Gibbon. — Application de Pitt aux affaires. — Parallèle entre Pitt et Fox — Discours du roi à l'ouverture de la session. — Scrutin de Westminster. — Succès des plans financiers de Pitt. — Réforme du Parlement. — Rapports commerciaux avec l'Irlande. — Les onze résolutions. — Discours de Pitt. — Opposition de Fox et de North. — Pétition du comté de Lancaster contre la mesure. — Opposition dans la chambre des communes d'Irlande. — Le gouvernement retire le bill. — Pitt en est mortifié.

Pendant que les partis luttaient ainsi violemment sur tous les points du pays, il peut être curieux de consulter l'opinion moins passionnée d'un Anglais d'un esprit supérieur qui vivait loin de l'Angleterre. C'est donc avec un plaisir tout particulier que j'insère la lettre suivante. J'en dois la connaissance et celle de plusieurs autres pièces à la bonté de mon ami le présent comte Saint-Germans, troisième du nom.

M. GIBBON A LORD ÉLIOT

« Lausanne, 27 octobre 1784.

» ..... Depuis que j'ai quitté l'Angleterre, dans le court espace de l'hiver dernier, que d'événements étranges se sont passés dans votre monde politique ! Il est probable,

d'après vos relations actuelles, que nous envisageons les choses très-différemment, et dans cette occasion, je me méfie beaucoup de mon propre jugement. Je suis trop éloigné pour me rendre parfaitement compte de la révolution, et il n'y a pas assez longtemps que je suis absent pour en juger impartialement. Cependant permettez-moi de vous demander modestement, d'après les principes whigs, si ce n'est pas une dangereuse découverte que celle que vous venez de faire, savoir que le roi peut conserver son ministre favori contre la majorité de la chambre des communes? A vrai dire, on était ici (car même ici nous faisons de la politique) très-vif contre Fox; mais je crois que c'étaient surtout ceux qui avaient acquis, au service de la France, un grand respect pour la personne et l'autorité des rois. On est aussi fort ébloui par l'éclat du jeune Pitt, ce qui est un préjugé naturel et honorable. Un jeune homme de vingt-cinq ans qui arrive au gouvernement d'un empire par la force de son génie et la réputation de sa vertu, voilà un fait sans exemple dans l'histoire; et pris à un point de vue général, c'est aussi glorieux pour son pays que pour lui-même. »

Au moment où Gibbon écrivait, Pitt ne s'était pas borné à consolider sa situation par le triomphe qu'il venait de remporter dans les élections générales; il avait fait bien davantage. Il avait rétabli l'ordre dans les finances du pays, et il avait éprouvé la solidité de la faveur publique en usant de la plus rude des pierres de touche, l'établissement de nouveaux impôts. Il avait décidé et réglé pour soixante et dix ans la plus difficile et la plus embarrassante de toutes les questions, le principe de notre gouvernement dans l'Inde. A cette époque, dans l'automne de 1784, « il était, » dit lord Macaulay, « le sujet le plus puissant que

l'Angleterre eût vu depuis bien des générations. Son père n'avait jamais été si grand, Walpole ni Malborough non plus. »

Il est également vrai, et cela est bon surtout à remarquer, que l'élévation, qui pourrait encore nous éblouir à cette distance, en dépit de ses vingt-cinq ans n'éblouit jamais «l'homme d'État enfant», comme ses adversaires se plaisaient à l'appeler. Tout jeune et tout victorieux qu'il était, il ne céda jamais à la tentation de trop présumer de son génie, ou de se relâcher dans son application. Il continua, comme je viens de le montrer, pendant toutes les vacances de 1784, à travailler sans relâche, préparant les affaires de la session prochaine, sans s'accorder à peine un jour de congé.

Mais avant d'entamer les événements de cette session et de tant d'autres sessions pendant lesquelles Pitt et Fox continuèrent à lutter l'un contre l'autre, je veux essayer de tracer un parallèle un peu détaillé entre les deux hommes éminents qui s'élevaient l'un et l'autre si fort au-dessus de leurs adhérents dans les deux camps opposés. Quant à Pitt, on ne pouvait avoir l'idée de le comparer à aucun de ses collègues; et bien que Fox fût entouré d'hommes dont il serait difficile de trouver ailleurs les pareils, tels que Burke, Sheridan et North, cependant, comme le dit l'évêque Tomline, « dans ses conversations avec moi, j'ai toujours remarqué que M. Pitt regardait M. Fox comme fort supérieur dans la discussion à tous ses autres adversaires de la chambre des communes. »

Charles James Fox était né au mois de janvier 1749; il avait donc dix ans passés de plus que Pitt. Ils étaient l'un et l'autre les fils cadets et favoris d'un ministre retiré. Tous deux avaient grandi au milieu des espérances des amis

de leurs pères. Mais il y avait entre leurs éducations toute la distance d'un pôle à l'autre. Lord Chatham, comme nous l'avons vu, avait élevé Pitt dans l'habitude d'un travail assidu, et il avait cultivé son esprit avec un soin constant. Pour le malheur de Fox au contraire, son père était infiniment trop indulgent. Il est évident, d'après les lettres qui ont été publiées, que le premier lord Holland était de connivence avec son fils, on pourrait presque dire qu'il l'encourageait et le soutenait dans ses jeunes excès. Les tables de jeu à Spa et ailleurs dévinrent familières au jeune Fox avant sa vingtième année. Ses pertes, ses dettes, ses amours et ses soirées passées à boire servaient de thème à la médisance du monde élégant. Telle était la vie de Fox, par la faute des autres plus que par la sienne, lorsque les tenanciers du bourg de Medhurst[1] l'envoyèrent pour la première fois, à dix-neuf ans, à la chambre des communes.

En grandissant, Pitt et Fox en vinrent à différer extrêmement de personne et d'apparence. La tournure mince et élancée, l'air hautain du premier formaient un grand contraste avec la corpulence toujours croissante de Fox et avec son air gai et bon enfant. Les caricatures du temps nous ont rendu familiers tous ses traits ou plutôt l'exagération de tous ses traits. On peut dire que les caricatures, ou du moins leur grande publicité, ont commencé dans les derniers jours de sir Robert Walpole. Mais ce ne fut qu'au moment de la coalition de Fox et de North, sujet si séduisant pour un satiriste, qu'elles arrivèrent à un véritable mérite, surtout celles qu'on devait au crayon de

[1] *Burgage tenures*, tenures à l'intérieur d'un bourg, lorsque le roi ou tout autre propriétaire s'en trouve seigneur par des tenures à rente fixe.

Gillray. Avec leur mérite, leur importance politique s'accrut. On raconte que M. Fox avait coutume d'attribuer l'impopularité qu'avait soulevée contre lui son bill de l'Inde à l'impression produite par les caricatures de Sayer, surtout celles intitulées « *Entrée triomphale de Carlo Khan à Leadenhall street,* » et « *Transfert des actions des Indes.* » « Elles m'ont fait plus de mal que tous les débats du Parlement, » disait-il.

Dans des mains habiles, la plume peut tracer des portraits presque aussi parfaits que le crayon. C'est ainsi, par exemple, que Horace Walpole décrit l'éloquent rédacteur du bill de l'Inde au moment même où il préparait ce bill : « Fox demeurait à Saint-James's street, et dès qu'il se levait, ce qui arrivait fort tard, il tenait un lever de ses adhérents et des membres du club des joueurs de Brooks, tous ses disciples. Sa barbe noire toute hérissée, sa poitrine velue découverte, le tout rarement purifié par des ablutions, il était enveloppé dans une chemise de nuit sale, avec une forêt de cheveux en désordre. Dans ce costume cynique, il dictait sa politique avec la bonne humeur d'un épicurien, et c'est à cette école que l'héritier de la couronne venait chercher ses leçons et s'en inspirer. » Le mérite de ce portrait s'accroît du jugement qu'en portait un parent de Fox et l'un de ses plus fervents admirateurs, son neveu lord Holland. Il en parle naturellement comme d'une caricature très-exagérée, mais il ajoute : « cependant, d'après mes souvenirs d'enfance d'une matinée à Saint-James's street, je suis obligé d'avouer qu'il y a bien quelque chose de vrai. »

Recueil d'anecdotes de lord Eldon, cité dans sa biographie, par Twiss, vol. 1er.—Voir aussi l'ingénieux mémoire de M. Thomas Wright, sur les caricatures (*l'Angleterre sous la maison de Hanovre*, vol. II).

Prenez comme pendant le portrait de Pitt tel qu'il paraissait en 1783 à un membre du Parlement bavard et inexact, fort aigri par les désappointements qu'avaient subis ses espérances de places, mais doué cependant d'un esprit fin et observateur. Je veux parler de sir Nathaniel Wraxall qui décrit ainsi M. Pitt: « De sa tournure, il était grand et mince, mais sans grâce et sans élégance; de manières, s'il n'était pas désagréable, il était froid, roide, sans aménité ni agrément. Il n'avait jamais l'air d'encourager personne à s'approcher ni à faire sa connaissance, bien qu'il pût être poli, communicatif, quelquefois même gracieux quand on lui adressait la parole. Le sourire ne naissait pas naturellement sur ses lèvres, même lorsqu'il siégeait sur le banc de la trésorerie. Du moment que Pitt entrait par la porte de la chambre des communes, il s'avançait d'un pas ferme et rapide, la tête levée et rejetée en arrière, sans regarder à droite ni à gauche, sans honorer d'un regard ou d'un signe de tête les individus assis à côté de lui, au nombre desquels se trouvaient bien des gens possédant cinq mille livres sterling de rente, et qui eussent été flattés de la plus légère marque d'attention. Ce n'est pas ainsi que lord North ou Fox traitaient le Parlement [1]. »

Les deux hommes différaient autant par la vigueur physique que par l'apparence extérieure. La santé de Pitt, comme je l'ai fait voir, avait été très-délicate dans sa première jeunesse, et le redevint avant qu'il eût passé la fleur de l'âge. Fox, au contraire, avait été doué par la nature d'une animation inépuisable et d'une constitution très-robuste Pendant longtemps les irrégularités de sa

[1] Mémoires de son temps, vol. IV.

vie ne purent la miner et il avait coutume de dire qu'une cuillerée de rhubarbe suffisait à guérir tous les maux corporels qu'il eût jamais connus. Comme preuve de sa vigueur dans sa jeunesse, la tradition de Killarney rapporte qu'à vingt-deux ans il fit deux fois à la nage le tour d'un vaste lac d'une eau glacée qui se trouve au sommet d'une montagne et qu'on appelle « le Bol a Punch du Diable. » Il était alors chez M. Herbert de Mucross, et on raconte que quelques mois après, le rencontrant à Londres, il l'apostropha ainsi : » Dites-moi, je vous prie, si l'averse que j'ai laissée à Killarney est finie? »

Pour ce qui regarde la culture intellectuelle sur les sujets étrangers à la politique, Pitt et Fox étaient aux deux bouts de la corde. Pitt avait reçu une excellente éducation, mais entré de bonne heure dans les affaires, il n'eut par la suite guère de temps à lui. Fox dans sa jeunesse n'avait lu qu'à la volée, et il est déjà fort étonnant qu'il eût lu quelque chose ; mais, lorsque son ministère de coalition vint à tomber et qu'il eut en perspective un long exil de Downing street, il s'adonna avec beaucoup de fruit et un vrai plaisir aux études littéraires.

Les meilleurs auteurs classiques latins et grecs fournissaient à Fox une source inépuisable de délassements. Pitt l'égalait sur ce point, le surpassait peut-être. mais lorsqu'il s'agissait de la littérature moderne, on ne pouvait établir entre eux aucune comparaison. Pitt ne poussa jamais plus loin ses premières études de conversation française à Rheims et à Fontainebleau ; mais Fox, outre une certaine connaissance de l'espagnol, savait parfaitement le français et l'italien. C'est en partie pour cette raison qu'il prenait particulièrement plaisir aux affaires étrangères.

On dit, et les goûts personnels d'un grand homme peuvent avoir quelque intérêt pour nous, qu'Ovide était le poëte favori de Fox, parmi les poëtes latins, et Euripide parmi les tragiques grecs Il avait une grande prédilection pour la poésie dans toutes les langues, et en anglais il avait non-seulement du goût, mais du talent. Ses essais en ce genre sont sans importance. Cependant, quelque frivole que puisse paraître cet honneur à certains écrivains, pesants auteurs de dissertations sans lecteurs, il passe pour être le père, peut-être de la meilleure, et assurément de la plus vraie des énigmes anglaises :

« Mon premier dénote l'affliction que mon second est destiné à ressentir ; mon tout est le meilleur antidote pour adoucir et guérir cette douleur. »

En voici une seconde, presque aussi bonne, qu'on lui attribue également :

« Formé depuis longtemps, mais fait aujourd'hui, je suis occupé surtout quand les autres sommeillent; peu de gens se soucient de me donner, et personne n'a envie de me garder »

Dans sa retraite, l'un des projets que Fox caressait avec le plus de plaisir était de préparer une édition nouvelle, revue et corrigée, des œuvres de Dryden, son poëte favori. « Oh! » s'écriait-il dans la correspondance familière de son âge mur, « comme je voudrais pouvoir prendre mon parti de vouer le reste de ma vie à ce genre de sujets, et à celui là seul! Je crois vraiment que j'en viendrai là. »

Fox était moins heureux lorsqu'il s'agissait de compositions en prose. Ses lettres particulières sont, à vrai dire, d'un style clair, mâle et parfaitement naturel; mais ses ailes n'étaient pas de force à tenter un vol plus ambitieux. Pendant les dernières années de sa vie, il avait commencé

avec beaucoup de peine et de soin à écrire l'histoire d'Angleterre à l'époque de la Révolution, et l'ouvrage, tel qu'il était, fut publié par lord Holland après la mort de Fox. Ce fragment produisit une impression générale de désappointement. Il ne restait dans le récit aucune trace du grand orateur ; à peine en retrouvait-on quelque indice dans les commentaires et les réflexions On s'aperçut qu'en outre des défauts naturels de son style écrit, Fox s'était embarrassé de certaines règles inutiles et imaginaires, entre autres celle de ne jamais employer un mot dont son cher Dryden ne se fût pas servi avant lui.

Depuis la tragédie qu'il avait composée dans son enfance, Pitt n'eut jamais la velléité de devenir un écrivain ; mais certaines parties de sa correspondance, écrites dans de grandes occasions à des personnages éminents, me paraissent d'une admirable puissance. Je ne connais point de modèles plus parfaits pour des pièces politiques que sa lettre au roi du 31 janvier 1801, ou sa lettre à lord Melville du 29 mars 1804.

Il est plus difficile et plus important de comparer les deux grands rivaux sur leur terrain, l'éloquence publique. On peut l'un et l'autre les mettre sur-le-champ au premier rang. Sans aucun doute Fox eût été le plus grand orateur de son temps sans Pitt ; Pitt eût été sans aucun doute le plus grand orateur de son temps sans Fox. On peut laisser de côté la question de savoir lequel de ces deux orateurs supérieurs méritait la palme ; ils étaient *magis pares quam similes*, plus égaux que semblables. M. Windham, qui était lui-même un maître dans l'art de parler, et qui regardait de très-près à l'éloquence des autres, disait que Pitt lui faisait toujours l'effet d'être en mesure de faire sans préparation un discours du trône.

C'était le même sentiment de dignité, le même choix dans le langage, la même tournure de phrase majestueuse et réservée. Cependant ce style, qui lui était habituel, ne l'empêchait pas d'avoir parfois des élans d'une éloquence pathétique, et bien souvent des répliques acérées. Il aimait quelquefois à expliquer sa pensée par une citation des poëtes latins, tantôt donnant une grâce nouvelle à des passages bien connus d'Horace et de Virgile, tantôt puisant une eau limpide à une source cachée, comme le jour où, parlant de l'exécution de Louis XVI, il cita des vers d'un poëte aussi peu connu que Stace, en rappelant que M. de Thou les avait appliqués au massacre de la Saint-Barthélemy. Jamais, quelque soudain que fût l'appel qui l'obligeait à se lever, il ne lui est arrivé de chercher un mot ou de choisir une expression qui ne fût pas la mieux adaptée à l'occasion. Quelque longues que pussent être ses phrases, lors même qu'il lui arrivait d'ouvrir sur son chemin une parenthèse, il les terminait toujours d'une manière régulière, mérite infiniment plus rare chez ceux qui parlent en public que ne pourraient le croire ceux qui ne jugent des débats parlementaires que par les journaux du matin. Je pourrais donner un exemple frappant du contraire. Je pourrais citer un vétéran de la chambre des communes que j'entendais fréquemment parler sur toutes les questions financières quand je siégeais dans cette chambre. J'avais remarqué que sur cent phrases qu'il prononçait, il n'en terminait pas plus de vingt.

Il est bon de remarquer cependant qu'avec tous les soins que Pitt avait reçus de son illustre père, leur genre de talent comme la direction de leurs connaissances non seulement différaient profondément, mais étaient presque

opposés. La supériorité de Chatham résidait dans des élans d'une éloquence passionnée, celle de Pitt dans l'exposition lumineuse des raisonnements. Pitt n'était nulle part plus fort que sur les questions de finances, Chatham n'était nulle part plus faible.

J'ai entendu dire à de bons juges que Fox avait tous les défauts qu'on retrouvait aggravés chez son neveu lord Holland qui avait également hérité d'une grande part de ses mérites. Il ne possédait et ne prétendait pas à posséder les grâces des manières ni de l'élocution. Il s'arrêtait parfois pour chercher un mot, plus souvent pour reprendre haleine, comme s'il était oppressé et haletant sous le poids des grandes pensées qui s'élevaient dans son âme. Mais ces défauts, quelque graves qu'ils eussent été chez un simple orateur de parade, disparaissaient devant la vigueur de son esprit, et son auditeur les oubliait en écoutant ses répliques puissantes et son irrésistible argumentation. Jamais il n'y a eu dans les temps anciens ni modernes, parmi ceux qui ont parlé devant les assemblées politiques, un homme qui ait été, plus complétement et dans toute la force du terme, un grand *discuteur*. Peu soucieux de lui-même, laissant de côté toute idée préconçue ou toute tirade étudiée, il frappait avec une admirable énergie l'ennemi qui se trouvait devant lui. Peu de gens pouvaient résister aux coups qu'il portait à ses adversaires, peut-être ne s'est-il trouvé qu'un homme qui sût les parer, et ils paraissaient d'autant plus rudes qu'ils n'étaient point prémédités et qu'ils résultaient de ce qu'il venait de dire. Il ne cherchait jamais à glisser sur un argument qui l'atteignait, ni à l'éluder; il l'attaquait hardiment corps à corps, et luttait sans rien craindre. De même les citations

qu'il empruntait aux auteurs latins ou anglais ne semblaient jamais amenées de propos délibéré pour orner la surface du sujet, mais elles avaient l'air de surgir spontanément des profondeurs de la question. Avec tout son admirable talent de discussion, ou peut-être à cause de son talent, il y avait quelque chose de noble et de frappant dans cette absence absolue d'artifice ou d'affectation. Ses élans de sensibilité naturels et profonds et les preuves qu'il donnait souvent de la générosité et de la bienveillance de son caractère allaient quelquefois au cœur de ses adversaires, même au milieu des luttes de parti les plus vives. Si, comme on le dit, il lui arrivait souvent de répéter plusieurs fois les mêmes pensées sous des formes diverses, ce pouvait être un défaut dans le discours; ce n'en était pas un chez l'orateur; car s'inquiétant peu de lui-même et des lois de la rhétorique, uniquement préoccupé de l'issue de la lutte, il avait reconnu que c'était le moyen le plus efficace de faire pénétrer presque imperceptiblement ses propres opinions dans une assemblée populaire, et il savait que, pour la multitude, un argument présenté cinq fois sous des formes différentes vaut d'ordinaire cinq arguments nouveaux.

La correspondance familière de Fox, publiée par lord John Russell avec beaucoup de talent et d'équité, n'a pas abouti, dans l'ensemble, à grandir sa réputation. Telle est du moins l'opinion que j'ai entendu exprimer avec un sincère regret par des personnes fort prévenues en sa faveur, par des membres des familles les plus dévouées à sa cause politique. On a pensé, en général, que la lecture de ses lettres laissait dans tout son éclat sa réputation d'orateur, mais qu'elle obscurcissait fort sa réputation d'homme d'État. Il y a dans sa correspondance quelques

expressions inconsidérées qui ne font pas grand honneur à ses sentiments publics, comme lorsqu'il parle de la « joie » que lui ont causée les nouvelles de nos désastres à Saratoga et à York Town[1]. Il y en a d'autres qui ne font pas grand honneur à sa prévoyance et à sa sagacité; par exemple cette prophétie prononcée en 1801 : « A mon avis, la chambre des communes a déjà fort cessé et cessera bientôt tout à fait d'être quelque chose de fort important[2] » Après la lecture de ces lettres, peut-être éprouverons-nous, plus vivement que par le passé, combien il est difficile de défendre certaines parties de la conduite politique de Fox, sa séparation d'avec lord Shelburne, ou son alliance avec North, par exemple.

Mais il y a ici une considération qu'il ne faut jamais oublier. Plus nous insistons sur les erreurs de Fox, plus nous sommes tenus de faire cas de ses éminentes qualités qui, aux yeux d'un si grand nombre de ses contemporains, l'emportaient sur toutes ses erreurs. En dépit de ses erreurs, en dépit d'une épreuve plus grande encore, des revers de son parti et de la déconfiture qui s'en suivit, nous le voyons entouré jusqu'à la fin de tous ses amis; on comptait parmi eux quelques-uns des hommes les plus distingués de son temps, qui lui restèrent attachés avec une affectueuse admiration et une confiance absolue, sauf dans une crise mémorable, celle de 1794.

J'ai trouvé sur les murs de l'église de Tous-les-Saints, à Hertford, une preuve frappante de l'attachement que lui portaient ses amis. Lord John Townshend, qui

[1] A lord Holland, 12 octobre 1792.
[2] A M. Charles Grey. (Mémoires de Fox, vol. III).

mourut en 1833, est enterré dans cette église; l'inscription de son monument le qualifie « d'ami et de compagnon de M. Fox; cette distinction fit l'orgueil de sa vie, et c'est la seule qu'il ait tenu à faire rappeler après sa mort. »

Parmi les causes de cet attachement si fidèle des amis de Fox, il faut admettre pour une grande part les merveilleuses facultés de son esprit, mais plus encore et par-dessus tout la séduction de sa chaleur de cœur. Quel aimable compagnon devait être Fox! Quelle conversation franche, abondante, variée! Quel privilége que d'aller le voir dans cette retraite à la campagne qu'il aimait tant, de s'asseoir à côté de lui sous les cèdres qu'il avait plantés à Sainte-Anne! Avec quelle gaieté d'enfant l'homme d'État retiré se moquait alors de ses courts accès de paresse! Par exemple, un jour que M. Rogers disait qu'il était délicieux de passer la journée étendu sur l'herbe, un livre à la main, on raconte que Fox répondit : « Oui; mais pourquoi un livre[1]? » Comme son aspect, tel que je l'ai entendu décrire par un ami de ses dernières années, devait être sympathique lorsque, foulant lentement les allées de son jardin de ses pieds goutteux, il s'écriait d'un air serein et d'un accent joyeux, tout en ouvrant sa large poitrine pour respirer l'air frais : « Quelle belle chose que la vie! quelle belle chose que le beau temps! »

J'ai déjà rappelé plusieurs témoignages qui prouvent que Pitt dans sa jeunesse était de la plus aimable compagnie, plein d'esprit, de gaieté et d'entrain. A mesure que les soucis du ministère pesèrent de plus en plus sur lui, il en vint naturellement à aller moins dans le monde. Il passait

[1] *Souvenirs de Rogers.* Ceci se passait à Sainte-Anne en 1803.

souvent des heures avec Steele, Rose ou Dundas, ou bien il sortait à cheval avec l'un d'eux. Ce n'était pas seulement pour se reposer et pour détendre son esprit; ceux qui connaissent les habitudes générales des grands ministres savent qu'on peut expédier bien des détails, et aplanir bien des difficultés en causant tranquillement avec un ami de confiance qui occupe un poste secondaire. Pitt donnait et acceptait souvent de petits dîners auxquels il prenait grand plaisir. Le témoignage de son ami intime lord Wellesley dont les souvenirs vont jusqu'en 1797, est très-net sur ce point : « En tous temps et en tous lieux, » dit lord Wellesley, « il jouissait extrêmement de la société. Il y brillait d'un éclat paisible et continu qui m'étonnait souvent davantage que ses plus grands triomphes au Parlement. Ses manières étaient parfaitement simples, il avait l'esprit prompt et facile. Il était doué, plus que tout autre homme de ma connaissance, d'un cœur joyeux et d'un humeur sociable[1]. »

Les habitudes de Pitt à Downing-street, étaient fort simples. Il déjeunait tous les matins à neuf heures, invitant parfois à ce repas quelqu'un de ceux avec lesquels il avait à causer d'affaires; pendant que la chambre des communes siégeait, il était rare qu'il trouvât le loisir de monter à cheval[2].

Lorsqu'il fut retiré des affaires, pendant qu'il vivait surtout à Walmer Castle, Pitt, comme Fox, revint avec une grande satisfaction à ses livres, bien que ce fût d'une manière désultoire et par amusement. Mon père m'a raconté que les classiques grecs et latins semblaient être à cette

[1] Lettre du 22 nov. 1836, publiée dans le *Quarterly Review*, nº 114.
[2] Voir les papiers de M. Wywill, vol. III.

époque la lecture favorite de Pitt. Cependant, il n'était point indifférent à la littérature de son temps. Qu'il me soit permis de citer sur ce point un homme d'État qui vient de nous être enlevé, au chagrin de ses nombreux amis, au moment même où la page qui porte son nom me revenait de l'imprimerie; qu'il me soit permis de citer le comte d'Aberdeen qui entendit un jour, m'a-t-il raconté, M. Pitt déclarer qu'il regardait comme le plus beau poëme lyrique qu'il y eût dans notre langue le chant de Burns, « Écossais, qui avez versé votre sang avec Wallace! » Il lui arriva de même un jour de parler à lord Aberdeen de Paley dans les termes les plus flatteurs, en disant que c'était l'un de nos meilleurs écrivains. Peut-être la grande faute de sa vie privée fut-elle de ne jamais rechercher la société de ces auteurs et de ces artistes qu'il admirait cependant. Peut-être la grande faute de sa vie publique fut-elle de ne jamais faire le plus léger effort pour les secourir ou leur venir en aide.

En dépit cependant de toutes ces restrictions, et je viens de citer la plus grave, il me semble bien certain que Pitt est au premier rang parmi tous les hommes d'État qu'a jamais vus l'Angleterre. Je ne veux pas poursuivre l'ingrate tâche de déprécier de grands hommes pour leur opposer un homme qui leur était encore supérieur; les mérites de Pitt se déploieront d'eux-mêmes à mesure que mon récit avancera; mais ce sera la faute de mon récit si sa conclusion n'amène pas mes lecteurs à penser que Pitt a surpassé tous les ministres qui l'avaient précédé, et qu'il n'a point eu d'égal parmi ceux qui ont gouverné après lui.

Après cette digression, fort longue, je le reconnais, j'en reviens à la session du Parlement en 1785. Elle fut ou-

verte le 25 janvier, par le roi en personne. Le discours de Sa Majesté exprimait sa satisfaction des progrès qu'avaient subis les recettes sous l'influence des mesures de la session précédente. Il invitait les chambres à examiner attentivement les dépenses des administrations publiques, et à achever de régler les rapports commerciaux avec l'Irlande.

Une autre phrase du discours du roi faisait allusion « à nos difficultés sur le continent. » Elles étaient dues à l'empereur Joseph II. Depuis 1780, la mort de Marie-Thérèse l'avait laissé seul maître de la monarchie autrichienne. Avide de suivre l'exemple de son voisin le grand Frédéric de Prusse, qui vivait encore, il se plongea, dans une carrière d'actives innovations. Mais le contraste fut plus grand que la ressemblance. Frédéric avait fait beaucoup de changements, jamais sans une enquête sérieuse et de profondes réflexions. Par conquent la voix publique l'avait généralement soutenu. Au contraire, Joseph II avait l'air de prendre pour règle l'action d'abord, l'enquête ensuite. Sa conduite fut si téméraire et si étourdie, il faisait si peu de cas des sentiments enracinés et des droits établis que toutes les nations qu'il voulait servir, depuis la Transylvanie jusqu'à la Flandre, finirent par se soulever presque contre ses mesures réformatrices.

Le premier soin de l'empereur, quant à la Flandre et au Brabant, avait été de les délier, de son autorité privée, des obligations que leur imposait le traité des Barrières de 1715. Il démolit toutes les fortifications, excepté celles de Luxembourg et d'Ostende, ainsi que les forteresses d'Anvers et de Namur, et il ordonna aux garnisons hollandaises de quitter les villes frontières. Ce ne fut que dix

ans plus tard qu'on recueillit l'effet de ces imprudentes mesures, lorsque l'armée révolutionnaire française, après avoir battu les Autrichiens dans la plaine de Fleurus, se répandit sans obstacle dans le pays ouvert, et finit par l'annexer à la France.

Joseph II profita en outre des discordes intérieures des Hollandais pour leur arracher, sans générosité aucune, ce dont il avait envie. Il réclama surtout la possession de Maestricht et la libre navigation de l'Escaut. Au printemps de 1784, il surprit un fort qui appartenait à la Hollande, à l'entrée de la rivière. Dans l'automne de la même année, il envoya deux bricks avec l'ordre de refuser de se laisser arrêter et examiner, comme de coutume, sur l'Escaut, et il annonça qu'il regarderait comme une déclaration de guerre la moindre insulte faite à l'un de ces navires. Les officiers hollandais ne s'emparèrent pas moins des deux bricks. L'empereur, qui était alors en Hongrie, rappela immédiatement son ministre de La Haye, et on regardait la guerre comme imminente. Mais Joseph poursuivait ses mesures aussi faiblement qu'il les entreprenait imprudemment. Il reconnut bientôt qu'il ne pouvait compter sur l'appui qu'il avait espéré de la part de la France, et après quelques négociations et quelques hésitations, il en fut réduit, dans l'automne de 1785, à signer un traité fort peu honorable pour ses armes, par lequel il se désistait de la plupart des prétentions qu'il avait mises en avant, acceptant en échange une somme d'argent que les États de Hollande consentirent à débourser comme prix de la paix [1].

La première affaire portée devant la chambre des com-

[1] Voir sur cette affaire les papiers de lord Malmesbury, vol. II.

munes dans cette session, fut celle de l'enquête sur l'élection de Westminster. Rien ne pouvait plus mal tourner. On avait eu recours des deux parts à toutes les ressources de la chicane, et sous notre ancienne loi parlementaire ces ressources étaient presque inépuisables. On appelait un avocat toutes les fois qu'il fallait biffer un mauvais vote, et leurs discours n'en finissaient pas, surtout quand les arguments étaient rares et de peu de valeur. C'est ainsi qu'on n'avait point fait de progrès sérieux dans les huit mois qui s'étaient déjà écoulés, et on calculait que l'affaire durerait encore deux ans. Dans cette situation, l'enquête était devenue odieuse aux deux parties, tout aussi odieuse à sir Cecil Wray qu'à M. Fox. Cependant, un certain sentiment de fidélité à la conduite qu'il avait tenue et le besoin de rester conséquent avec lui-même décidèrent Pitt à maintenir cette mesure dans la chambre des communes. Mais il s'aperçut que le sentiment public blâmait la dureté et l'injustice déployées dans cette affaire. M. Ellis proposa d'ordonner au grand bailli de proclamer tout de suite les deux membres, et cette motion ne fut plus rejetée qu'à trente-neuf voix de majorité. Sur une seconde motion à cet effet du colonel Fitz-Patrick, la majorité tomba à neuf voix. L'alderman Sawbridge présenta alors une troisième motion presque dans les mêmes termes. Pitt chercha vainement à détourner le coup en proposant l'ajournement, mais il se trouva en minorité, 124 voix contre 162, et la motion primitive passa sans difficulté. En conséquence, le lendemain le grand bailli envoya les noms de lord Hood et de M. Fox comme ayant réuni le plus grand nombre de suffrages, et le grand politique whig se trouva réinstallé dans son siége de Westminster.

Ce résultat de l'enquête de Westminster fit assurément quelque tort au premier ministre. Il eut d'abord le chagrin de voir un grand nombre de ses amis voter contre lui, et l'ennui de se voir battu dans une chambre des communes si ardemment dévouée à son parti. Il subit en outre une accusation que l'opposition ne manqua pas de soutenir, bien qu'elle fût dépourvue de tout fondement; on le taxa de rancune vindicative envers son rival. Les esprits les plus impartiaux pouvaient justement l'accuser d'avoir manqué de prévoyance et de jugement en choisissant, dans l'origine, un tribunal aussi défectueux.

D'autre part, Pitt pouvait montrer avec orgueil l'heureux résultat de ses mesures financières. Il pouvait montrer la contrebande presque détruite pour le moment, les revenus du trésor se relevant de leurs ruines dans toutes leurs ramifications, et il pouvait promettre pour l'année suivante la création d'une caisse d'amortissement destinée à racheter la dette publique. Mais pour en arriver là, pour régler le reste de la dette flottante léguée par la dernière guerre, il lui fallait de nouveaux impôts, produisant au moins 400,000 livres sterling par an. M. Pitt proposa donc, dans le budget qu'il présenta le 9 mai, de mettre une nouvelle taxe sur les domestiques hommes, d'en établir une sur les servantes et de percevoir des droits sur le commerce de détail, sur les chevaux de poste, sur les gants, sur les patentes des prêteurs sur gages, et sur le transport du sel le long des côtes.

Du côté de l'opposition, les orateurs, Fox, Eden et Sheridan surtout, cherchaient à prouver que les faits établis par le ministre étaient inexacts, et que ses espérances étaient exagérées. Leurs accusations générales, lancées presque au hasard, n'eurent pas grand effet sur le public,

mais ils réussirent mieux dans l'examen spécial des impôts proposés. Les droits sur les détaillants étaient susceptibles de grandes objections qu'on présenta très-vivement. Le droit sur les servantes souleva quelques arguments sérieux, et une foule de plaisanteries qui n'étaient peut-être pas divertissantes, et qui n'étaient assurément pas fort convenables. Cependant les propositions du ministre passèrent, tout en subissant de grandes modifications, et au bout de quelques années, on abolit les deux impôts les plus désagréables au public.

Outre ces mesures financières accompagnées de plusieurs autres, de bills qui réglaient l'administration de la guerre et un examen plus approfondi des comptes publics, Pitt porta dans cette session, devant la chambre des communes, deux questions de la plus haute importance, la réforme du Parlement et les rapports commerciaux avec l'Irlande.

Pitt s'était occupé tout l'hiver de la réforme du Parlement. Il en avait conféré assez longuement avec le révérend Christophe Wywill, et avec quelques autres meneurs de cette cause. Il leur renouvela la promesse de présenter sa mesure dans la session prochaine, en ajoutant qu'il userait « de tout son pouvoir et de tout son crédit comme homme et comme ministre, pour la faire passer. » M. Wywill, sans en demander et sans en recevoir la permission, communiqua ces expressions de Pitt aux présidents des divers comités, dans une circulaire en date du 27 décembre 1784; démarche fort peu prudente, puisque ce ne fut que quelques semaines plus tard que Pitt reçut l'assentiment du roi à la présentation de la mesure, avec la promesse de Sa Majesté de ne point user de son influence contre le bill : « J'aurais voulu, » écrivait Pitt au duc de



Rutland, « que M. Wywill eût fait un peu moins d'usage de mon nom; » mais il ajoute : « Je reste convaincu, après tout ce que vous avez dit, que la réforme parlementaire finira par s'effectuer dans les deux pays. Si elle est bien faite, le plus tôt sera le mieux. »

Sentant la difficulté de sa tâche, surtout dans l'enceinte du Parlement, Pitt n'oublia rien pour s'assurer des voix. Il décida Dundas à prêter encore une fois son appui à la mesure. Il écrivit à Wilberforce, qui passait l'hiver à Nice avec sa famille, en le conjurant de revenir pour cette affaire. Wilberforce vint, et en sa qualité d'ami intime de Pitt, il logea chez lui à Downing-street, comme cela lui arriva souvent par la suite. Le surlendemain de son arrivée, il écrit dans son journal : « La servante de Pitt a brûlé mes lettres ; » dangereuse maladresse, comme le font remarquer ses biographes, lorsqu'il s'agissait du jeune représentant du comté d'York. La motion de Pitt pour la réforme parlementaire fut fixée au 18 avril. Au jour dit, au milieu d'un grand concours d'étrangers, le ministre développa son projet devant une chambre attentive et curieuse. En partie destiné à l'avenir, une portion cependant du projet était d'une application immédiate. Il proposait d'enlever leurs franchises à trente-six bourgs en décadence qui nommaient chacun deux membres, et au moyen des soixante-douze siéges qu'on retrouverait ainsi, d'accorder des représentants additionnels aux comtés les plus importants et aux cités de Londres et de Westminster. « Dans les comtés, » disait Pitt, « il n'y a point de bonne raison pour que les propriétaires censitaires ne soient pas admis à voter aussi bien que les francs tenanciers, et cet accroissement du corps électoral donnera une nouvelle vigueur à la représentation » Quant aux bourgs, il repous-

sait toute idée de suppression violente. On devait établir un fonds d'un million sterling[1], pour servir d'indemnité aux propriétaires des bourgs, d'après diverses évaluations, et chaque bourg devait être invité à adresser au Parlement une pétition signée par les deux tiers des électeurs. Ainsi, même dans le cas des tenures de bourgs[2] ou du plus petit hameau, le droit électoral ne devait pas disparaître par force, mais on devait l'abandonner librement. L'extinction des trente-six bourgs devait donc s'accomplir paisiblement et en peu de temps; mais dans l'avenir, s'il se trouvait, en dehors de ces trente-six bourgs, d'autres bourgs en décadence, au-dessous d'un certain nombre de maisons, ou que cela vînt à arriver, ces bourgs pourraient renoncer à leur franchise moyennant une indemnité suffisante, et leur droit d'envoyer des représentants au Parlement serait transféré, de temps à autre, à des villes florissantes et populeuses.

Tels étaient les traits généraux du projet de Pitt, et il conjura les chambres qui l'écoutaient de l'examiner sans se laisser troubler par des terreurs imaginaires : « Rien n'est plus funeste au progrès,» s'écria-t-il, « que la crainte d'être emporté plus loin que ne le comporte le principe qui sert de point de départ. » Dans la discussion qui suivit, il eut la satisfaction d'entendre Dundas et Wilberforce parler tous les deux en faveur de son bill. Tout en trouvant une infinité de défauts dans les détails, Fox déclara qu'il soutiendrait la mesure au point où elle en

[1] La valeur du fonds et le nombre des électeurs n'étaient pas stipulés dans le discours de Pitt, mais ils sont indiqués dans l'explication sommaire de M. Wywill. Voyez une note de l'*Histoire parlementaire*, vol. XXV.

[2] *Burgage tenures*. Voir la note antérieure.

était. Mais d'autre part, lord North, parfaitement conséquent avec sa conduite passée, prononça un discours habile et efficace, non-seulement contre le projet proposé, mais contre tous les projets de réforme parlementaire; et lorsqu'on vota, à quatre heures du matin à peu près, le ministre eut l'ennui de se voir battu par 248 voix en n'ayant que 174 voix avec lui Wilberforce écrit dans son journal : « Terriblement battu et désappointé. Extrêmement fatigué. Très-mal parlé, mais on m'a fait des compliments. Je suis allé chez Pitt, j'ai rencontré le pauvre Wywill. »

Pitt regarda ce résultat comme définitif, pour ce Parlement du moins. Il voyait que le pouvoir ministériel lui-même, secondé par le zèle le plus ardent, ne pouvait décider la plupart des membres à voter contre leurs titres au Parlement, en réalité contre eux-mêmes; il y fallait une pression puissante de l'opinion publique qui n'existait pas encore alors.

En Irlande on avait espéré qu'une paix et une concorde durables seraient le fruit de la concession de l'égalité législative faite sous le ministère de lord Rockingham; mais au contraire de nouvelles causes d'agitation avaient surgi presque aussitôt; elles provenaient en partie du projet de réforme parlementaire, en partie des prétentions des volontaires nationaux. En 1783, nous voyons Burke écrire à son ami le comte de Charlemont : « Je suis fâché de voir qu'il reste encore quelque fermentation en Irlande; je crois que nous avons versé dessus pour l'adoucir presque toute l'huile de nos vases[1]. »

On avait supposé que les services si importants et si

[1] Mémoires de lord Charlemont, par Hardy, vol. II.

récents de Grattan lui donnèrent, pendant bien des années, sur les opinions de ses compatriotes, une influence prépondérante. Mais un autre homme d'un grand talent, Henry Flood, entra tout d'un coup avec Grattan dans une rivalité ouverte. En quelques mois, Flood sembla l'avoir dépassé dans la faveur populaire. Flood se fit écouter de la convention des volontaires lorsqu'ils se réunirent à Dublin, et il fut chargé de présenter la question de la réforme parlementaire dans la chambre des communes d'Irlande, bien que Grattan fût également partisan de la mesure.

Au mois d'octobre 1783, les orateurs rivaux se livrèrent bataille dans la chambre des communes d'Irlande. La lutte fut mémorable : dans ses lettres, le général Burgoyne la dépeint comme dépassant infiniment en violence tout ce qu'il avait jamais vu en Angleterre. Ce fut alors que Grattan, dans son discours, décrivit Flood planant au-dessus de ce dôme comme un oiseau nocturne et de mauvais augure, au cri sinistre, à l'aspect cadavéreux, au bec brisé, attendant le moment de s'élancer et de fondre sur sa proie. Il faut remarquer que cette dernière phrase de Grattan, « au bec brisé, » contenait une offense toute particulière, parce qu'elle s'appliquait à un défaut choquant de la figure de son rival.

La convention des volontaires de Dublin comptait également deux meneurs rivaux, le premier, le comte de Charlemont, et le second, le comte de Bristol, en même temps évêque de Derry. Ce prélat était fils du fameux lord Hervey, du temps de George II ; c'était un personnage singulier, rappelant les évêques féodaux du moyen âge. Il proposa aux volontaires, dans le nouveau bill de réforme qu'ils cherchaient à rédiger, d'accorder la franchise aux catholiques romains. Lord Charlemont s'op-

posa nettement à cette proposition, et la plus grande partie des volontaires fut de l'avis de lord Charlemont. En conséquence, Flood, qui portait pour eux la parole, présenta à la chambre des communes d'Irlande une mesure de réforme au seul avantage des protestants. Il fut battu par une majorité de plus de trois voix contre une.

Tel était l'état des partis en Irlande lorsqu'au mois de février 1784, le nouveau lord lieutenant, Sa Grâce le duc de Rutland arriva au « Château. » A peu près au même moment, Flood revint d'Angleterre où il était allé présenter au roi, à son lever, l'adresse votée par les volontaires à la fin de leur convention. Il avait d'ailleurs un autre objet. Il avait été nommé également à la chambre des communes d'Angleterre, grâce à l'influence du duc de Chandos, et il voulait s'essayer dans la discussion sur le bill de l'Inde de Fox, ce qu'il fit avec un très médiocre succès. Bien des années plus tard, après sa mort prématurée en 1791, son rival politique excusait avec noblesse son échec. « Il se trompa, » dit Grattan, « lorsqu'il voulut se transplanter dans le Parlement anglais; il oublia qu'il était un arbre de la forêt trop grand et trop vieux pour subir à cinquante ans une transplantation. » Grattan lui-même fut plus tard un exemple bien plus frappant de cette vérité, qu'il établissait d'un ton si solennel.

Lors de son retour à Dublin, au printemps de 1784, Flood reprit avec une infatigable ardeur sa motion sur la réforme parlementaire; elle fut de nouveau rejetée à une majorité écrasante.

Le rejet de la seconde motion de Flood donna naissance ou du moins fournit prétexte à un tumulte assez sérieux : des émeutiers se précipitèrent dans la chambre des communes, et deux d'entre eux furent arrêtés par le

sergent d'armes. Cependant au bout de quelque temps, la question de la réforme parlementaire cessa de préoccuper exclusivement l'esprit public, surtout par suite du parti pris de maintenir l'exclusion des catholiques. Les progrès de la détresse parmi les manufacturiers et les commerçants du royaume, à cette époque, étaient un embarras plus pressant. Chacune des nombreuses conventions de non-importation, dont on s'était servi à la fin de la dernière guerre comme d'une arme contre l'Angleterre, retombait sur leurs auteurs. Sous ce rapport, les Irlandais n'avaient qu'eux-mêmes à blâmer, mais ils souffraient également beaucoup des droits considérables imposés dès longtemps au commerce entre les deux pays, principalement à la requête des manufacturiers anglais, et qui avaient été à peine allégés en 1779.

Au mois d'avril 1784, M. Gardiner porta la question commerciale devant la chambre des communes irlandaise, avec beaucoup de clarté et de franchise ; plusieurs longs débats s'ensuivirent. Mais la détresse augmentait toujours. Pendant tout l'été, une foule d'artisans sans ouvrage encombrèrent les grandes villes, se livrant à des actes ou à des menaces de violence. Un de leurs plaisirs favoris, qu'ils devaient à l'exemple des colonies insurgées, était de couvrir de goudron et de plumes tous ceux qu'ils regardaient comme leurs ennemis, et ils étaient sujets à regarder comme leurs ennemis tous ceux qui vendaient des articles importés d'Angleterre. Dans les districts de la campagne, en dépit des vives remontrances du clergé catholique comme du clergé protestant, les Whiteboys (garçons blancs) commencèrent à reparaître. D'autres personnes, d'un rang plus élevé, étaient toutes prêtes à prendre part à un mouvement à la tête duquel elles

espéraient se placer. A ce point de vue, la réforme parlementaire, la détresse commerciale ou toute autre question, avaient exactement la même importance. Ces hommes signèrent une adresse à tous les shériffs d'Irlande, les invitant à convoquer des réunions pour nommer des délégués à une nouvelle assemblée qui devait se tenir à Dublin et prendre le nom de congrès, toujours en imitation de l'Amérique. Ce fut à cette occasion que Napper Tandy, fils d'un grand marchand de fer de Dublin, dont le nom fut bien connu plus tard dans le rang des factieux irlandais, parut pour la première fois sur la scène. Le comte de Bristol ne restait pas oisif. Le goût de l'hostilité aux relations avec l'Angleterre était alors, à ce qu'il semble, le principe dirigeant de Sa Seigneurie et de son allié sir Edward Newenham. Le premier publia un pamphlet, qui touchait de si près à la trahison que le lord lieutenant se demanda sérieusement s'il ne ferait pas arrêter le comte évêque, pour lui faire son procès. Il déféra la question en Angleterre à M. Pitt et à ses collègues, qui répondirent négativement.

Le 15 août, le lord lieutenant, en écrivant à Pitt, décrit ainsi l'état des affaires : « Cette ville-ci (Dublin) est en grande partie sous la domination et la tyrannie de la populace. On désigne tous les jours de nouvelles victimes pour subir l'opération du goudron et des plumes ; les magistrats négligent leur devoir : jusqu'à aujourd'hui on n'avait arrêté aucun des émeutiers ; un homme saisi sur le fait a été pris aujourd'hui, le corps de volontaires qui se trouve dans le voisinage a l'air de donner appui à tous ces outrages. En un mot, l'état de Dublin réclame impérieusement l'intervention immédiate et vigoureuse du gouvernement. »

Dans beaucoup d'autres lettres publiques et privées, le duc de Rutland consultait son ami sur les violences ouvertes dont il était témoin, et sur les conspirations secrètes qu'il soupçonnait. Le premier ministre ne le laissait pas lutter seul contre ces difficultés. Il ne se faisait pas alors, il ne se fit pas depuis une seule démarche importante en Irlande, sans l'avis et les directions de Pitt. Il s'occupait surtout, avec une constante assiduité, de la question qui rencontrait le plus d'obstacles en Angleterre, la question des entraves et des restrictions imposées au commerce de l'Irlande. Ce qui arrêtait cette affaire, c'était l'attachement obstiné pour le système en vigueur, qui prévalait à Manchester et dans nos autres villes manufacturières. A cette époque, le sentiment y était aussi vif en faveur des droits protecteurs les plus élevés, que nous l'avons vu, de notre temps, en faveur du libre échange.

Pitt savait bien le courant de l'opinion dans ces grands centres de notre importance manufacturière qui s'accroissaient tous les jours, et il en tenait compte; mais il était, pour sa part, comme nous l'avons vu, un lecteur et un disciple du grand ouvrage d'Adam Smith. Il écrivait au duc de Rutland dans la plus intime confidence, au commencement des délibérations à ce sujet (7 octobre 1784) : « Je vous avoue que mon esprit pencherait pour le moment vers le désir de faire part à l'Irlande, d'une manière presque illimitée, de nos privilèges commerciaux, si nous pouvions recevoir en retour quelque solide espoir de voir sa vigueur et ses richesses tourner à notre profit, et si nous pouvions compter qu'elle contribuera de temps à autre, suivant ses forces croissantes, aux nécessités communes de l'empire. »

Pour régler les mesures indispensables, et pour peser les

objections qui pouvaient s'élever, Pitt fit venir d'Irlande deux conseillers d'une grande science et d'une grande expérience, M. John Foster, chancelier de l'échiquier, et M. John Beresford, premier commissaire du revenu dans ce royaume. Il eut avec eux et avec M. Orde, le secrétaire d'Irlande, de fréquentes conférences pendant une partie de l'été et pendant l'automne. On ne doutait pas que les Irlandais n'acceptassent avec joie les avantages commerciaux; la difficulté était de leur faire comprendre la nécessité de contribuer en échange aux dépenses. « Je crois sincèrement, » écrivait Pitt, qu'on peut triompher de ces objections, et je ne crois pas possible de consentir à compléter le système d'égalité commerciale (ce qui est maintenant à faire), sans que ce pays-ci puisse compter en retour sur quelque chose.... Je suis cependant tout prêt à admettre qu'on ne peut s'attendre à recevoir sur-le-champ de l'Irlande un juste équivalent. Donnez-nous seulement la certitude que, si l'extension de votre commerce accroît votre revenu, après avoir défrayé les dépenses de l'Irlande telles qu'elles sont à présent, le surplus sera consacré à nous aider. Il me semble qu'aucun Irlandais ne peut raisonnablement faire objection à ceci, et les Anglais seront satisfaits, bien que pour le moment l'équivalent doive assurément rester au-dessous de la juste proportion [1]. »

Au mois de janvier 1785, le projet rédigé par Pitt de concert avec ses collègues et contenu en onze résolutions,

[1] Au duc de Rutland, 4 déc. 1784. Voir le complet développement de son plan dans sa belle lettre du 6 janvier 1785, telle qu'elle a été publiée dans le *Quarterly-Review*, n° 140. Telle qu'elle avait été imprimée confidentiellement en 1842, elle occupait dix-huit pages in-8°. C'est la plus longue lettre de M. Pitt que j'aie jamais vue.

fut transmis au château de Dublin; mais le duc de Rutland et M. Orde, inquiets des difficultés qu'ils prévoyaient dans leur Parlement, prirent sur eux d'y faire un changement important. Ils attachèrent une condition aux mots qui stipulaient que l'Irlande devait apporter un équivalent, de façon à rendre cet équivalent fort discutable et fort douteux, au moins d'après une interprétation possible. Le public ne sut pas ce changement; mais lorsqu'il fut communiqué au cabinet anglais, l'embarras des ministres fut grand, et le roi en écrivit à M. Pitt deux lettres fort vives[1].

Les traits généraux des onze résolutions telles qu'elles furent présentées au Parlement irlandais étaient ceux-ci : 1° l'importation de tous les produits et objets manufacturés venant de l'étranger à travers la Grande-Bretagne pour se rendre en Irlande, ou à travers l'Irlande pour se rendre dans la Grande-Bretagne, sans aucun accroissement de droits; 2° dans tous les cas où les droits sur l'importation des produits ou articles manufacturés de l'un des deux pays n'étaient pas les mêmes dans les deux pays on devait les réduire dans celui des royaumes où ils étaient le plus élevés pour les ramener au taux inférieur; 3° toutes les fois que le revenu héréditaire brut de l'Irlande dépasserait 656,000 livres sterling dans les années de paix (le revenu brut était alors de 652,000 livres sterling), le surplus serait approprié aux dépenses des forces navales de l'Empire; et puisque ce revenu héréditaire provenait en grande partie des droits de douane et d'excise, Pitt soutenait que son augmentation annuelle donnerait exactement la mesure de l'accroissement de la prospérité

[1] Le Roi à M. Pitt, 18 et 22 février 1785.

en Irlande grâce à la disparition des entraves imposées à son commerce.

Tels sont les grands traits de la mesure que M. Orde présenta, au nom du gouvernement, au Parlement irlandais au commencement de février 1785. Les onze résolutions passèrent à la chambre des communes sans rencontrer d'objections sérieuses ; la chambre des lords n'en fit aucune. Lorsqu'elles revinrent ainsi en Angleterre, Pitt résolut d'aller de l'avant, sans s'inquiéter de la répugnance de quelques-uns de ses amis. Il était toujours préoccupé de son but définitif, et par conséquent tout en n'adoptant pas complétement les onze résolutions, il les présenta à la chambre des communes d'Angleterre le 22 du même mois. Il proposa seulement une résolution générale pour exprimer le désir de la chambre de voir la question définitivement réglée ; mais il saisit cette occasion d'expliquer en détail les vues qu'il avait formées.

Quelque imparfaitement qu'il ait été rendu, le discours de Pitt en cette occasion reste un modèle d'exposition lumineuse en matière de finance. La largeur de ses vues politiques sur le gouvernement de l'Irlande n'est pas moins frappante. Il n'y avait, disait-il, que deux systèmes possibles pour des pays réciproquement placés dans la relation qui unissait la Grande-Bretagne et l'Irlande. L'un était de subordonner le plus petit des deux pays au plus grand, de faire de l'un un instrument au service de l'autre, de diriger tous les efforts en faveur de la nation prédominante et en vue de ses intérêts. Nous avons essayé de ce système-là en Irlande. L'autre système était un échange et une communauté d'avantages, un système d'égalité et d'équité qui, sans chercher à agrandir l'un et à abaisser l'autre, devait tendre à la prospérité des inté-

rêts communs de l'Empire. Cette situation d'égalité commerciale, donnant une communauté de profits, exigeait également la communauté des charges ; telle était la situation qu'il désirait établir entre les deux pays.

« Adoptez donc, » s'écriait Pitt dans sa péroraison, « adoptez envers l'Irlande ce système commercial qui tendra à enrichir une partie de l'Empire sans appauvrir l'autre et en donnant de la vigueur à toutes deux ; ce système ressemble à la miséricorde, cet attribut favori du ciel, comme elle,

« C'est une double bénédiction, et pour celui qui donne et pour celui qui reçoit. »

» Certes, après la perte cruelle que notre patrie vient de subir en voyant ses colonies se séparer d'elle, rien ne devrait être plus profondément empreint dans l'esprit de la chambre que la nécessité d'empêcher tout démembrement nouveau, de relier et d'unir ce qui reste encore d'un Empire affaibli et mutilé.... Je prie la chambre d'excuser mes longueurs ; de toutes les affaires de ma vie politique, celle-ci est, à mon avis, la plus importante que j'aie traitée, et je n'imagine pas que j'en puisse rencontrer une autre qui excite à ce point toutes les émotions de mon âme. »

Une formidable opposition aux vues de Pitt se déclara dès le premier moment. Fox se jeta en avant avec toute son énergie et son éloquence accoutumée, comme un adversaire irréconciliable du libre-échange. Lord North épousa la même cause avec moins de vivacité, moins d'éloquence peut-être, mais assurément avec des connaissances financières plus approfondies. On ajourna de quelques jours la suite de la discussion à ce sujet.

Le surlendemain du débat, Pitt écrivit au duc de Rutland : « Soyez bien convaincu que nous ne doutons pas que vous n'avez fait de concessions que celles que vous avez crues, au moment de la décision, nécessaires et utiles au but général. Il faut, de votre côté, que vous admettiez l'impossibilité absolue où nous nous trouvons de maintenir notre système, tant qu'il reste quelque objection à faire à un article aussi important.... Je crois très-possible, une fois qu'il sera bien entendu que tout dépend de là, que le Parlement irlandais donne sans difficulté l'explication requise. Nous ne demandons à l'Irlande que de faire disparaître le doute et l'incertitude qui planent sur un principe qu'elle doit regarder comme admis. »

Cependant, des cris de colère s'élevaient de divers côtés en Angleterre A Manchester, et dans d'autres grandes villes, les manufacturiers déclaraient hautement qu'ils seraient ruinés, perdus. Ils envoyèrent en toute hâte à Londres les avocats les plus distingués et les pétitions les plus pathétiques. M. Thomas Stanley en présenta une, qui portait les signatures de quatre-vingt mille manufacturiers du comté de Lancaster. « Elle est là à mes pieds, » dit M. Stanley, « elle est trop lourde pour la tenir à la main. » Après avoir énuméré quelques-uns de leurs griefs, les rédacteurs de cette grande pétition en venaient à déclarer que l'entrée des cotonnades et des calicots irlandais en Angleterre était suffisante pour détruire complétement « l'industrie du coton dans ce pays-ci. » Nous pourrions sourire en voyant ces manufacturiers employer en cette occasion précisément les mêmes arguments qui ont excité tant d'indignation chez eux ou chez leurs successeurs, lorsque les propriétaires fonciers les ont appliqués aux lois sur les céréales. Chargés, comme ils l'étaient, de

tant d'impôts, comment leur serait-il possible de lutter avec les Irlandais sur les marchés d'Irlande ? Quels avantages possédait l'Irlande avec le bas prix des salaires ! Cette seule circonstance lui rendait si facile de tout vendre meilleur marché que nous ! Il n'y avait point d'arguments qui pussent résoudre ces doutes d'une manière irréfragable ; le temps et l'expérience seuls pouvaient parler.

On excita ensuite l'alarme sur un autre point ; la mesure devait porter un coup funeste à nos lois de navigation, principale source de notre force maritime (à ce que tous les partis croyaient alors). Cependant, comme Pitt le prouva, sa proposition rentrait tout à fait dans l'esprit de ces lois. Déjà elles autorisaient expressément les produits de toutes les parties de l'Europe à entrer dans la Grande-Bretagne en passant par l'Irlande. On prétendait seulement à étendre ce privilége aux colonies d'Amérique et d'Afrique, l'Asie restant en dehors, en vertu du monopole de la compagnie des Indes.

Il faut se rappeler cependant que, par rapport aux colonies, on était alors généralement d'avis que l'Irlande n'avait aucun droit sur elles ni aucune part dans leurs possessions. C'est ainsi que nous voyons M. Pitt écrire en confidence au duc de Rutland : « Je crois qu'on admet généralement ici que, quelque justes que puissent être les prétentions de l'Irlande à voir son commerce libre de toute entrave, elle ne peut avoir aucun droit, si ce n'est ceux qu'il nous convient de lui donner, sur le commerce de nos colonies. Elles appartiennent exclusivement à ce pays-ci (à moins que nous n'en décidions autrement par faveur ou par traité). En permettant à l'Irlande d'envoyer quelques denrées dans les colonies, ou d'en

rapporter directement quelques-unes, nous lui faisons une faveur, et nous nous écartons, en faveur de l'Irlande, de la politique générale et presque uniforme des autres nations par rapport au commerce de leurs colonies. » La vieille prétention de la couronne de Castille contre la couronne d'Aragon sur les colonies d'Amérique, devait, je me figure, ressembler fort à celle-ci. C'est là ce qui inspira l'épitaphe du fils de Christophe Colomb qu'on voit encore dans la cathédrale de Séville :

« A Castilla y a Leon
Mundo nuebo dio Colon. »

Au milieu de toutes ces difficultés la mesure de Pitt avançait lentement dans la chambre des communes. On passa deux mois à entendre des plaidoiries et à interroger des témoins, avec quelques intermèdes de discussion. Quelques-uns des principaux manufacturiers et négociants rendirent des témoignages qui exprimaient leur mécontentement et leurs inquiétudes. On présenta beaucoup d'objections sur les détails, la plupart plausibles, quelques-unes fondées. A tout prendre, Pitt se vit obligé d'admettre des modifications afin de conserver sa majorité, surtout parce qu'il ne recevait aucun espoir d'une promesse positive du Parlement irlandais. Il présenta ses propositions ainsi modifiées le 12 mai. Wilberforce écrit dans son journal : « Le 12 mai, à la chambre toute la nuit jusqu'à huit heures du matin. Je diffère de mes électeurs. J'ai été si ému que je n'ai pas pu continuer. Pitt a parlé admirablement. »

Les propositions définitives de Pitt, telles qu'il les expliqua cette fois, avaient subi de nombreuses coupures et des additions importantes. De onze résolutions on en

était venu à vingt. On traitait maintenant des patentes, des droits d'auteur, et du droit de pêche sur les côtes des possessions britanniques. En outre, on établissait que toutes les lois de navigation alors en vigueur dans la Grande-Bretagne, ou pouvant le devenir par la suite, seraient votées par la législature d'Irlande; que l'Irlande n'importerait aucune marchandise des Indes Occidentales, à l'exception des produits de nos colonies, et que tant que la charte des Indes Orientales subsisterait, l'Irlande serait privée de tout commerce au delà du cap de Bonne-Espérance jusqu'au détroit de Magellan.

C'était à ce prix, et à ce prix seulement, que Pitt pouvait conserver sa majorité. « Ne vous imaginez pas, » écrit-il en grande confidence au duc de Rutland, « que, parce que nous avons eu deux votes triomphants, nous soyons sûrs de tout le reste. Nous avons un ennemi infatigable, excité par le désappointement qui veille et saisit toutes les occasions. Il a fallu infiniment de patience, d'habileté et d'efforts pour tenir tête à la clameur extérieure et pour empêcher qu'elle ne gagnât nos partisans dans la chambre. Notre majorité est grande, mais elle est composée d'hommes qui pensent ou du moins qui agissent tellement par eux-mêmes, qu'à peine savons-nous, jour après jour, quelle impression ils peuvent recevoir. Nous les avons amenés à nous soutenir jusqu'à présent, à donner à l'entreprise sa forme actuelle, mais nous avons déjà eu bien de l'embarras dans certaines parties de la discussion. » Cette importante pièce est datée du 21 mai 1785. Nous pouvons nous féliciter que le duc n'ait pas obéi aux injonctions du post-scriptum : « Soyez assez bon pour détruire cette lettre dès que vous l'aurez lue et que vous y aurez réfléchi. »

En dépit de la jalousie qui avait exigé ces changements, il restait encore assez de la première proposition pour procurer à l'Irlande des avantages très-importants; tous les partis en sont convenus dans la suite. Mais plus cette proposition devenait acceptable pour la chambre des communes d'Angleterre, plus elle perdait de terrain dans la chambre des communes d'Irlande. Depuis les dernières discussions de ce côté-ci du détroit, après avoir mesuré la force respective des partis, Fox avait complétement changé ses batteries contre le projet. Il avait renoncé à l'espoir de le voir rejeté à Londres, et il avait commencé à espérer de le voir rejeter à Dublin. Dans ce but, la mesure cessa d'être à ses yeux une faveur excessive pour l'Irlande; c'était une violation insigne de l'indépendance législative qui lui avait été récemment accordée. « Je ne veux pas, » disait le grand orateur en terminant, « je ne veux pas échanger le commerce anglais contre l'esclavage de l'Irlande, ce n'est pas un prix que je veuille payer, ce n'est pas une marchandise que je veuille acheter. »

Des expressions de ce genre trouvaient aisément un écho de l'autre côté du détroit. Lorsque le bill, après avoir définitivement passé en Angleterre, revint à Dublin au milieu de l'été, il fut accueilli par la défaveur générale. Le duc de Rutland et M. Orde s'aperçurent que leurs rôles étaient difficiles à jouer. Ils avaient compté sur l'appui du meneur patriote, du chef populaire de 1782, qui avait soutenu les onze résolutions formulées. Mais les changements qu'elles avaient subis avaient opéré en lui un changement analogue. « J'ai vu M. Grattan, » écrivait le lord lieutenant le 4 juillet, « mais il n'y a rien à faire. » Il écrivit encore le 13 juillet, lorsque la mesure était déjà devant la chambre des communes d'Irlande : «M. Grattan a

déployé hier soir dans son discours, à ce qu'on me dit, l'éloquence la plus remarquable qu'on ait peut-être jamais entendue, mais le fond était séditieux et inflammatoire à un degré presque incroyable. » En pareille circonstance, le résultat n'était pas difficile à prévoir : sur la simple proposition préliminaire pour demander la permission de présenter un bill, la discussion fut très-violente et ne se termina qu'à neuf heures du matin ; le château ne l'emporta qu'à une majorité de dix-neuf voix. Une victoire de ce genre était un présage assuré de la défaite aux autres lectures du bill. Le gouvernement le retira donc, à la grande joie de la population. Ils étaient alors si jaloux de leur nouveau pouvoir législatif que toute autre pensée d'utilité nationale disparaissait pour le moment devant cette considération. Il y eut même à Dublin une illumination générale pour célébrer le retrait du bill[1].

L'Irlande perdit ainsi une occasion très-favorable de conquérir la liberté commerciale. Sous d'autres rapports son horizon s'était éclairci. Le rétablissement de la paix avec les puissances étrangères et le rétablissement de l'ordre dans les finances commençaient à traîner la prospérité à leur suite. Dans l'hiver de 1784 et au printemps de 1785, on avait cherché à tenir un congrès de délégués à Dublin, mais le gouvernement s'y était fermement opposé et on avait échoué. De même les factions hostiles n'avaient pu réussir, comme elles le désiraient, à prolonger en temps de paix le pouvoir des volontaires, afin d'en faire une arme permanente contre l'État. Les volontaires

[1] A propos de la réception en Irlande des propositions sur l'Irlande, voir la correspondance du très-honorable John Beresford, vol. I[er], ainsi que l'*Histoire d'Irlande* de Plowden, vol. II.

existaient encore, ils avaient encore le comte de Charlemont pour général en chef, il les passait en revue tous les ans, mais le nombre en déclinait rapidement, et ils devinrent bientôt l'ombre d'une ombre. Cependant le duc de Rutland, comme lord lieutenant, acquérait une grande popularité personnelle. Jeune, d'une tournure noble, immensément riche, il était généreux, franc et aimable comme il convenait au fils du brave Granby. Il aimait le plaisir et tenait magnifiquement sa cour; les fêtes qu'il donnait, toutes variées et brillantes, empruntaient un nouveau lustre à la duchesse, fille de la maison de Beaufort et l'une des plus belles personnes de son temps. Mais en dehors de tous ses mérites extérieurs, les lettres confidentielles du duc à Pitt, qui ont toutes été conservées, prouvent qu'il possédait de la capacité et de l'application aux affaires. Si sa vie ne se fût pas terminée d'une manière si prématurée, peut-être son nom eût-il occupé dans la politique le même rang que celui de son père dans l'armée

L'échec des mesures commerciales en Irlande fut pour Pitt un profond désappointement, une amère contrariété. Il s'était consacré depuis près d'un an à les rédiger ou à les défendre dans tous leurs détails, et voilà le résultat qu'il avait obtenu; le but qu'il se proposait pour le bien public n'était pas atteint, la jalousie de deux nations était ranimée, et la faveur populaire déclinait à son égard en Angleterre comme en Irlande, bien que les raisons de ce déclin fussent exactement contraires. Au milieu de la lutte sur cette question, le journal de Wilberforce contient ce passage significatif: « Pitt[1] ne se fait pas d'amis. » D'autre

[1] Journal du 10 mars 1785.

part Fox, le champion des droits protecteurs, jouissait, dans bien des endroits, de l'aurore d'une popularité renaissante. Il était à Knowsley pendant l'automme, en visite chez lord Derby, et les deux amis se rendirent ensemble à Manchester; ils furent chaudement accueillis par cette grande métropole des manufactures. Voici comment Fox lui-même raconte le fait : « Notre réception à Manchester a été la plus belle chose imaginable et très-brillante sous tous les rapports. Les gens les plus considérables sont venus au-devant de nous avec des cocardes bleues et grises, et nous ont accompagnés dans la ville ; la procession était tout aussi belle que celle de ma proclamation à Westminster et la rappelait fort. Nous avons dîné avec cent cinquante personnes.... Le concours du peuple pour nous voir était immense et je n'ai vu nulle part plus d'unanimité apparente qu'il ne semblait y en avoir en notre faveur [1]. »

[1] Lettre du 10 septembre 1785. Mémoires de Fox, vol. II.

CHAPITRE VIII

— 1785-1786 —

Fonds du quatre et demi. — Mariage de lady Harriot, sœur de Pitt. — Pitt achète une maison de campagne. — Embarras des affaires privées de lady Chatham et de Pitt. — La Rolliade. — Chansons du capitaine Morris. — Peter Pindare. — Propositions de Pitt sur l'Irlande. — Projet d'un traité de commerce avec la France. — On propose de fortifier Portsmouth et Plymouth. — Caisse d'amortissement de Pitt. — Mise en accusation et procès de Warren Hastings. — Nouveaux pairs.

Dans la session de 1785, Pitt parvint à faire un arrangement qu'il croyait satisfaisant par rapport au fonds 4 1/2. Les retards constants et les défauts de payement des pensions assignées sur ce fonds n'étaient assurément pas plus fâcheux pour les possesseurs que déshonorants pour le gouvernement. Pitt écrit à ce sujet :

« Putney-Heath, 14 juin 1785.

» Ma chère mère,

» Un million de circonstances m'ont empêché, plus longtemps que je ne l'aurais cru possible, de mettre à exécution mon intention de vous écrire. J'ai tardé dernièrement afin d'avoir la satisfaction de vous donner des nou-

velles positives sur un sujet bien intéressant et depuis bien longtemps en suspens, votre pension. J'ai un plaisir infini à vous dire enfin que tout est arrangé d'une manière parfaitement satisfaisante et qui répondra, j'espère, à tous les besoins. On a voté hier 56,000 livres sterling pour régler les arrérages du 41/2 0/0 jusqu'au 5 avril dernier, et ou est convenu de transférer la pension de 3,000 livres sterling du duc de Gloucester aux fonds généraux. Débarrassé de ceci, il n'est pas douteux que le revenu de ce fonds ne suffise au reste des charges. Nous pouvons donc compter sur le payement très-prompt des arrérages, qui s'effectuera probablement d'ici à quelques semaines, et sur des rentrées régulières à l'avenir. On n'a pas fait un mot d'objection à la proposition. Je ne puis dire combien j'ai souffert de l'embarras et des difficultés d'une situation qui eût mérité d'être tout autre. Notre session se prolonge cruellement, aux dépens de mon espoir de vous aller voir, ce que je m'étais promis de faire avant cette époque-ci. Je ne sais combien de temps cela durera encore, mais je suis porté à croire que nous serons complétement libres avant un mois. Nous avons surmonté les principales difficultés; nous n'avons plus guère maintenant qu'à prendre patience.....

» Croyez-moi toujours.....

» W. PITT. »

La santé de lady Chatham était ébranlée. Elle souffrait, de temps à autre, d'une douloureuse indisposition, et à partir de 1783, elle ne retourna plus à Hayes. Autant que je puis la suivre pendant un espace de vingt années, elle ne passa pas une seule fois la nuit hors de Burton-Pynsent. Dans cette situation, sa fille lady Harriot faisait

quelquefois des visites de plusieurs semaines à lord Chatham ou à M. Pitt. Elle y rencontrait souvent M. Edward Eliot, ami de jeunesse de son frère, et l'un des lords de la trésorerie depuis 1784. Ils s'attachèrent l'un à l'autre, à la grande satisfaction de leurs familles respectives. Lady Harriot accepta l'offre de M. Eliot, et leur mariage fut célébré le 21 septembre 1785. Quelques jours après, Pitt écrivait à sa mère en ces termes :

« Brighthelmstone, 28 septembre 1785.

» J'espère avoir le bonheur de vous voir mardi de la semaine prochaine, et je dois rejoindre le marié et la mariée à Salisbury. Vous avez certainement reçu des nouvelles de ma sœur depuis la célébration de cette union qui leur promet, j'espère, à tous deux un bonheur toujours croissant. »

Voici le commencement d'une autre lettre, après son retour de Burton :

« Downing-street, 20 octobre 1785.

» Votre lettre m'a trouvé parfaitement en sûreté à Brighthelmstone, en dépit des périls du tonnerre et des éclairs qui m'ont assailli chez M. Bankes à la fin d'une longue journée de chasse ; j'ai été complétement trempé pour toute conséquence. Ma conscience m'a fort reproché de ne pas vous avoir envoyé plus tôt ce bulletin sur ma personne. »

Dans le courant de l'automne, Pitt devint possesseur d'une maison de campagne ; elle s'appelait Holwood, ou,

comme il l'écrivait toujours, Hollwood. Elle était située dans le comté de Kent, à un mille ou deux de Hayes sa maison natale. L'acquisition de cette propriété, telle qu'elle existe maintenant, ne fut pas faite d'un seul coup; elle dura plusieurs années; le premier payement date du mois de novembre 1785, et le dernier du mois d'août 1794. La somme nominale que M. Pitt eut à payer dans cet intervalle s'élève à 8,950 livres sterling. Mais il ne paya en réalité que 4,950 livres sterling, puisqu'en 1786 il emprunta 4,000 livres sterling, en donnant hypothèque sur la terre, La maison d'Holwood était petite, mais le pays est beau. La vue s'étend sur une plaine variée, coupée par des mouvements de terrain, depuis les hauteurs de Sydenham d'un côté, jusqu'aux hauteurs de Knockholt-Beeches de l'autre côté. Holwood appartient maintenant à un homme excellent et distingué, qui s'est retiré des affaires, et qui conserve avec soin tous les souvenirs de M. Pitt qu'on peut retrouver à Holwood. C'est à lui, à lord Cranworth, que je dois ces détails des achats et des hypothèques qu'il a tirés de ses titres de propriété. Mais la personne qui l'avait précédé à Holwood avait abattu la maison qu'habitait le grand ministre et construit à la place une petite villa de faubourg.

Pitt s'aperçut avec regret pendant l'hiver que les arrangements qu'il avait pris pour les fonds 4 1/2 n'évitaient pas, comme il l'avait espéré, tout nouvel embarras à lady Chatham. Il lui écrivit donc :

« Downing-street, 1er décembre 1785.

» Ma chère mère,

» J'ai appris, avec plus de regret que je ne puis l'ex-

primer, les sentiments que vous éprouvez sur le sujet dont traite votre dernière lettre. Je me console surtout en pensant que les circonstances que vous me racontez ne méritent pas, toute réflexion faite, la sérieuse inquiétude qu'elles vous occasionnent pour le moment, à mon grand regret. Bien que M. Coutts puisse dans ce moment-ci porter à votre compte un déficit plus considérable que vous ne l'aviez imaginé, il n'y a assurément que trop de raisons pour vous de ne vous point faire des reproches à ce sujet, et je me flatte que l'embarras qui en résulte ne sera pas de longue durée, ou plutôt que je pourrai arranger les choses de façon à éviter tout embarras. Quant aux deux mille livres sterling dont vous parlez, je vous conjure de ne pas vous en préoccuper un seul instant. Je puis arranger cela avec M. Coutts sans difficulté et sans nuire à l'agrément ni à la facilité de ma vie, bien que je ne puisse avoir de plus grand plaisir que celui de vous éviter un moment d'ennui et d'inquiétude. Si M. Coutts veut prendre d'autres sûretés pour les 700 livres sterling que vous me dites lui devoir, ce sera également très-facile à arranger à sa satisfaction. Je ne sais pas bien s'il y a quelque arriéré, ou quelque autre dette en dehors de ce qui est dû à M. Coutts, qui puisse à l'avenir embarrasser encore votre revenu. Mais comme les deux trimestres qui vous sont dus sur votre pension vont être payés très-prochainement, et que le fonds est parfaitement en état de subvenir aux charges, je suis persuadé que vous aurez à l'avenir amplement le moyen de maintenir votre établissement, au moins dans sa forme actuelle. Je voudrais bien pouvoir vous soulager de l'inquiétude et de la fatigue que vous cause la nécessité de regarder à toutes les questions relatives à l'état de vos affaires. Si je pou-

vais vous être bon à quelque chose, je suis sûr, au point où en sont heureusement les affaires publiques, de pouvoir disposer de quelques jours d'ici à Noël pour aller vous voir dans ce but, ce que j'ai grande envie de faire, indépendamment de toute autre raison. En attendant, ce serait une grande satisfaction pour moi si vous pouviez me faire savoir à quoi se montent à peu près les réclamations qu'on peut présenter contre vous; c'est le seul point sur lequel j'aie besoin d'être complétement satisfait, car pour les sommes dues à M. Coutts, je vous assure qu'elles ne doivent pas vous causer la moindre inquiétude. J'avais pensé d'abord à vous envoyer cette lettre par un exprès, mais j'ai réfléchi que vous y répondriez peut-être moins à votre aise et à votre gré que par la poste ordinaire, et tout en désirant fort d'avoir de vos nouvelles, j'espère que vous ne prendrez pas la plume si cela peut vous gêner.

» Je suis, ma chère mère,

» W. Pitt. »

A cette époque, M. Pitt, absorbé par les affaires publiques, avait complétement négligé ses intérêts privés. Il se trouvait déjà dans quelque embarras. En 1786, il pria son ami M. Robert Smith d'examiner ses affaires. M. Smith trouva que le gaspillage, et probablement pis que le gaspillage[1], était grand parmi les domestiques. On arrêta le mal pour un temps, mais par la suite aucune surveillance efficace ne fut exercée dans la maison.

J'en viens à des questions d'un intérêt plus général.

[1] Voir une note des éditeurs dans la vie de Wilberforce, vol. III.

Quelques mots sur la poésie cependant avant de passer à la prose.

Ce n'était pas seulement par des discours ou des essais, aux élections ou dans les chambres, que s'entretenait la lutte entre Pitt et Fox. Quelques-unes des satires politiques du temps possédaient un vrai mérite et produisirent un grand effet; mais le contraste entre les effets qu'elles produisirent au début et à la fin de l'administration de Pitt est curieux à observer. On peut en mesurer la portée en mettant la *Rolliade* d'un côté et *l'Anti-Jacobin* de l'autre. Dans la première période, la supériorité appartenait incontestablement à l'opposition, dans la seconde elle était tout aussi évidemment au ministre.

La *Rolliade* ou, pour donner le titre plus exactement, « *les Critiques sur la Rolliade,* » parurent par numéros pendant les six derniers mois de 1784 et les premiers mois de 1785. Elles furent publiées d'abord dans le « *Morning Herald,* » journal fondé trois ans auparavant. On les réunit à d'autres petits morceaux qui parurent ensuite, les « *Eglogues politiques,* » et les « *Odes d'essai,* » pour faire un petit volume qui a eu un grand nombre d'éditions et qu'on peut encore lire avec plaisir. Ses principaux auteurs étaient : George Ellis et Tickell, le docteur Laurence, le général Fitz-Patrick et lord John Townshend [1]. Au début on soupçonna Sheridan d'en faire partie, mais au mois d'avril 1785 il saisit une occasion de nier le fait devant la chambre des communes.

Ces beaux esprits du club de Brook's, fort désappointés

[1] Au sujet des auteurs de la *Rolliade*, voir quelques articles curieux dans les « Notes et Questions » de 1850, par lord Braybrooke, M. Markland et sir Walter C. Trevelian, au vol. II.

par les résultats de la lutte politique de 1784, épanchèrent leur humeur dans leurs vers. Ils prirent pour sujet un poëme épique imaginaire dont ils donnaient des extraits de leur invention, et ils choisirent pour héros le représentant du comté de Devon, John Rolle. Ce gentilhomme, devenu lord Rolle en 1796, et qui n'est mort qu'en 1842, fut toute sa vie justement considéré par ses voisins qui connaissaient son honneur, son humeur hospitalière, sa fidélité politique et ses abondantes charités. Mais en 1784, il avait irrité l'opposition par quelques attaques dans l'affaire de l'enquête de Westminster; en outre on avait remarqué qu'il était l'un de ces impatients qui supportaient mal les longs discours de Burke et qui cherchaient à le faire taire à force d'accès de toux. Pour se venger, les beaux esprits lui conférèrent l'immortalité d'un poëme épique.

Mais M. Rolle n'était à vrai dire que la cible contre laquelle ils lançaient des traits destinés à de plus nobles ennemis. Ils se débarrassent bientôt de lui avec quelques plaisanteries sur son nom ou sa généalogie:

« Illustre Rolle! puisse ton honorable nom rouler vers la postérité sur les rôles de la renommée!..... »

« Des petits pains (*rolls*) chauds et du beurre, voilà le déjeuner de l'Anglais ; tes discours nous offrent de plus sublimes repas! »

Il était assez difficile de trouver un bon terrain pour attaquer la conduite de M. Pitt. Il est vrai qu'on pouvait s'en prendre à son âge.

« Spectacle fait pour ébahir les nations voisines; un royaume confié aux soins d'un écolier! »

Pour ce qui regardait les amis de M. Pitt, les auteurs de la *Rolliade* ne se bornaient pas à des attaques politiques. Ils recherchaient avidement toutes les parti-

cularités d'habitudes ou même de traits. Ils s'adressent ainsi au duc de Richemond, en faisant allusion à la frugalité de sa table :

« Lorsque les chaleurs de l'été nous accablent, tu vas chercher dans ta cuisine un air frais ; sa vaste étendue, qui n'est point souillée par la chaleur du luxe, t'offre une retraite loin du soleil. »

Ou bien ils font allusion à la longueur du menton de lord Sydney :

« Oh ! si la nature propice avait proportionné la force de son génie à la longueur de son menton, son puissant esprit serait d'un seul coup arrivé à l'Hindoustan par quelque plan prodigieux. »

Parlant du marquis Graham, l'un des lords de la trésorerie, qui dans un moment d'imprudence avait dit à la chambre des communes : « Si l'honorable préopinant appelle mon honorable ami une oie, je suppose qu'il me qualifie d'oison,» la *Rolliade*, fidèle à la préséance, porte un petit coup au duc ; puis venant à son fils :

« Son fils, héritier présomptif de Montrose, cherche son bec, et s'étonne de rencontrer un nez ! »

Quelque frivole que soit le sujet de la *Rolliade* et des *Eglogues politiques*, elles ont à nos yeux le mérite d'être un échantillon excellent de la strophe héroïque en anglais. Leurs inversions sont si gracieuses dans cette mesure, leurs cadences sont si harmonieuses, et ce mérite y est si soutenu, qu'on croirait à l'œuvre d'un seul écrivain plutôt qu'à celle d'une troupe de confédérés. Et lorsque leurs plaisanteries étaient nouvelles et dans toute leur fraîcheur, on ne peut guère douter que, jointes à leur talent poétique, l'effet politique ne pût en être réel et servir la cause qu'ils avaient embrassée.

Outre les auteurs de la *Rolliade*, le capitaine Morris acquit à cette époque une certaine réputation comme auteur de chansons. C'était un bon vivant, compagnon des beaux esprits de Brooks, et il pensait qu'en injuriant leurs adversaires il ajoutait un nouveau piquant à ses éloges de l'amour et du vin. Mais il lui arriva, une ou deux fois, de se laisser aller à des accès de brutalité que la délicatesse la plus ordinaire ne permet pas d'approuver. En 1784 par exemple, il écrivit une ballade intitulée : « Billy Pitt et le fermier. » Il raconte assez gaiement comment Pitt et Dundas, par une nuit noire, se trompèrent de chemin près de Wimbledon, et comment à Wandsworth on tira sur eux par erreur, de la fenêtre d'une ferme. Voici quelques-unes des dernières strophes du vaillant capitaine :

« Alors Billy entama un discours comme il en avait souvent fait pour entortiller la nation ; mais Hodge, cria : « au large, ou je te casse ta petite tête ; tu appartiens à une fameuse troupe de coquins, j'en réponds.

» Alors Harry s'avança, mais Hodge supposant finement qu'il était chargé de voler pendant que l'autre l'arrêtait, lâche son coup sur le pauvre Billy, à travers son habit brodé, oh ! quel dommage que le plomb n'ait pas porté dans son gilet [1] ! »

A peu près vers la même époque, un autre poëte politique d'une beaucoup plus grande réputatation vint à surgir. C'était John Wolcott, originaire du Devonshire. Il était entré dans le saint ministère, mais il n'avait pas la moindre disposition à remplir ses devoirs ecclésiastiques, et il vivait de sa plume. Sous le pseudonyme de

[1] Cette ballade se trouve dans le « Refuge des pièces fugitives », vol. II.

Peter Pindar, il attira bientôt la curiosité par la bouffonnerie de ses descriptions grotesques, et plus encore, peut-être, par l'audace de ses attaques personnelles. Il aimait surtout à retracer les gens respectables dans des situations ridicules. Par exemple, il dépeint le roi, qu'il épargnait moins que personne, comme visitant une chaumière dans les environs de Windsor, et il décrit son étonnement à la vue d'un chausson aux pommes, lorsqu'il ne peut découvrir la fente par laquelle on a glissé dedans la pomme. C'est ainsi qu'il retrace sir Joseph Banks, occupé à faire bouillir quinze cents puces dans une casserole, pour voir si en cuisant, elles ne deviendront pas rouges comme des homards. Quant à M. Pitt, le révérend écrivain ne se lasse pas de lui reprocher sa fidélité excessive au septième commandement.

L'échec des propositions sur l'Irlande fut, comme je l'ai dit, un amer désappointement pour Pitt; mais, comme il l'écrit au duc de Rutland : « Nous avons la satisfaction d'avoir proposé un système qui ne souffrira pas de son échec, je l'espère du moins; il faut attendre le temps et le moment de le mettre à exécution.... Je n'ai pas grand'chose à dire dans l'intervalle; faisons face à ce qui est arrivé ou à ce qui peut arriver, avec le sang-froid et la résolution de gens qui peuvent être battus, mais non déshonorés, et qui savent bien que ceux qui leur font obstacle souffrent plus qu'eux.... Je crois que le temps viendra où nous verrons nos projets réalisés dans les deux pays, à l'avantage de tous deux... Je vous écris ceci comme premier résultat de mes réflexions, et j'écris pour vous seul. »

Pitt avait toujours l'intention de présenter de nouveau son projet l'année suivante, avec quelques modifications; mais ses amis d'Irlande lui donnant peu d'espoir d'un ré-

sultat plus favorable, il renonça à cette idée et s'occupa d'appliquer les mêmes principes d'un autre côté. Il tenait fort à diminuer les entraves qui gênaient alors notre commerce avec la France, et pendant l'automne il projeta une mission à Paris à cet effet. Peut-être un peu à sa surprise, il trouva un agent empressé au premier rang de l'opposition. William Eden se détacha, à cette époque, du parti de Fox et de North, surtout grâce à l'intervention de son ami personnel John Beresford. Autant que j'ai pu savoir, il ne changea point d'opinion par des raisons politiques, et n'en allégua point pour sa défense. Dans sa première lettre à Pitt, il exprimait le désir de devenir orateur de la chambre des communes si l'occasion s'en présentait ; mais Pitt ne l'encouragea pas dans cette idée, et dès le commencement de 1786, il envoya M. Eden à Paris en qualité de délégué spécial, sous la direction du duc de Dorset, comme ambassadeur, pour négocier un traité de commerce avec la France. Son adresse et sa grande capacité furent d'une grande utilité dans ce poste; mais comme on pouvait s'y attendre, sa défection piqua au vif ses anciens amis. Les auteurs de la *Rolliade* firent quelques strophes sur la perte d'Eden, et on ne lui épargna pas les phrases mordantes à la chambre des communes.

Le Parlement se réunit de nouveau le 24 janvier, et à peu près la première affaire qui vint l'occuper fut un projet du duc de Richmond, comme grand-maître de l'artillerie, pour fortifier les arsenaux de Portsmouth et de Plymouth. Ce projet avait déjà été présenté l'année précédente à la chambre des communes, mais on l'avait ajourné. M. Pitt le porta cette fois devant la chambre au nom du gouvernement. Pendant la dernière guerre, on

avait senti d'une manière déplorable combien nos grands arsenaux maritimes étaient mal protégés. Néanmoins l'opposition fut vive contre le projet. En premier lieu, le duc n'était personnellement pas populaire. Ensuite la dépense était une grosse affaire, on l'estimait à 760,000 livres sterling. Il y avait encore la jalousie constitutionnelle, qui faisait redouter l'établissement en Angleterre de nouvelles forteresses. Assurément, comme le soutint Sheridan dans un discours très-habile, ces forteresses imprenables pouvaient devenir, entre les mains d'un roi ambitieux et mal conseillé, des instruments subversifs de la liberté du peuple. Cependant, comme Pitt l'avait déjà dit en faisant allusion au système de lord North : « Y a-t-il plus d'inconvénients pour nous à nous trouver défendus par les murs de Portsmouth et de Plymouth, avec une garnison de notre milice, qu'à être obligés d'acheter la protection des mercenaires hessois ? » L'éloquence de Sheridan, de Fox et de Barré (car Barré fit également opposition au projet), prévalut néanmoins dans la chambre des communes, de façon à partager également les voix au moment du vote; il y eut 169 voix de chaque côté. La voix de l'orateur, M. Cornwall, devait trancher la question, il vota avec les *non*, en sorte que le projet tout entier tomba dans l'eau. Au grand chagrin de Pitt, on ne le reproduisit jamais. « Après tout, » écrivait Eden à Beresford, « ceci prouve ce que je vous disais, c'est que le Parlement est fort débandé et que le gouvernement n'y a pas décidément la haute main quand il s'agit d'une question importante[1]. »

Si les échecs que M. Pitt avait éprouvés sur le com-

[1] Correspondance Beresford, vol. Ier.

merce d'Irlande et sur les fortifications d'Angleterre prouvaient quelque déclin dans sa popularité et dans son influence, ils furent plus que rachetés par les applaudissements qui saluèrent de toutes parts sa mesure pour l'amortissement de la dette publique. Il l'avait promise pendant la session précédente pour la nouvelle session, et pendant les vacances, dit l'évêque Tomline, il reçut un nombre fabuleux de plans et de projets. La plupart venaient de financiers amateurs vivant à la campagne, les chanceliers de l'échiquier de province, comme les appelait un jour sir Robert Peel, et ces projets-là étaient bientôt mis de côté; mais il y en avait d'autres d'un genre différent qui demandaient du soin et de la réflexion. Pitt n'oublia pas non plus les élucubrations publiées par le docteur Richard Price. Cet homme remarquable était alors au faîte de sa réputation. Bien qu'il fût ministre dissident de l'école socinienne, et qu'il fût versé dans la controverse philosophique, il ne bornait point là son attention. C'était un champion ardent des prétentions populaires et un grand adepte en fait de calculs financiers. Pendant la dernière guerre, le congrès américain avait voté une résolution pour lui exprimer le désir de le regarder comme un citoyen américain et de recevoir son concours pour l'organisation des finances; offre qu'il refusa à cause de son âge avancé[1]. Dès 1773 il avait publié un grand « appel sur la dette publique,» dans lequel il représentait vivement l'importance d'un fonds d'amortissement inaliénable; en sorte qu'en 1786, il put affir-

[1] C'était en 1778. Voir une note dans les œuvres de Franklin, volume VIII. Franklin qui l'avait bien connu en Angleterre parle de lui comme du docteur Price. Vol. X.

mer que le projet que Pitt venait d'adopter était celui qu'il recommandait et dont il parlait depuis tant d'années[1].

Il faut conclure de cette assertion que le docteur Price voulait parler du principe ou de l'idée générale plutôt que des moyens d'exécution, car le docteur Price lui-même, comme plusieurs des autres correspondants de Pitt, avait imaginé des moyens ingénieux pour faire monter les fonds afin de rendre l'amortissement futur plus facile, et afin de présenter, au moins en théorie, un avantage ultérieur au public. Mais toute réflexion faite, Pitt s'était convaincu que de tous les moyens d'amortissement, le plus simple et le plus facile, celui de prendre de temps à autre les fonds au cours du marché du jour, serait également le procédé le plus sûr et le meilleur.

Après avoir déposé une grande quantité de comptes devant la chambre, et préparé les voies au moyen d'une commission choisie, Pitt présenta son projet le 29 mars. A cette occasion l'évêque Tomline nous a fait la faveur de nous communiquer certains souvenirs personnels d'un grand intérêt, et qui se rencontrent rarement dans la vie de Pitt.

« M. Pitt passa ce jour-là la matinée à revoir les calculs qu'il avait à établir et à examiner les résolutions qu'il avait à proposer : puis il dit qu'il allait faire un petit tour seul afin d'arranger dans sa tête ce qu'il voulait dire à la chambre. Il revint au bout d'un quart d'heure et me dit qu'il se croyait prêt. Après s'être habillé, il demanda à dîner, et apprenant que sa sœur, qui

[1] Lettre à lord Stanhope lue à la chambre des lords le 22 mai 1786.

était alors chez lui, devait également dîner de bonne heure ainsi qu'une dame qui se trouvait avec elle, il ordonna qu'on servît son dîner en même temps que le leur, afin de dîner tous ensemble. Il passa près d'une heure avec ces dames et quelques amis qui entrèrent chez lui en se rendant à la chambre, et causa avec sa gaieté et son entrain accoutumés, comme s'il n'avait rien à penser. Il se rendit immédiatement de là à la chambre des communes, et fit, sans une seule erreur ni omission, ce discours si élaboré et étendu, comme disait M. Fox. »

Le discours de Pitt du 29 mars, quelque médiocre qu'en soit la reproduction, était en effet frappant, même pour lui, tant l'exposition des affaires financières y était incomparable. Il pouvait montrer avec quelque orgueil le crédit public rétabli et la prospérité du trésor sous son administration. Déjà les recettes excédaient les dépenses d'un million sterling à peu près, et Pitt proposait de déposer cette somme, c'est-à-dire un million sterling tous les ans, quel que pût être à l'avenir l'état du trésor, entre les mains d'un comité qui devait être soustrait au contrôle du gouvernement, pour servir à l'amortissement annuel de la dette publique. L'intérêt annuel des sommes à racheter devait être versé tous les ans dans la caisse d'amortissement, en sorte que c'était par le fait un million sterling placé à intérêt composé.

La fondation d'une caisse d'amortissement n'était pas nouvelle. On pouvait la faire remonter, comme je l'ai montré dans un autre ouvrage, à l'an 1716; mais jusqu'alors le fonds créé pendant la paix restait toujours à la disposition du gouvernement en temps de guerre. Telle était la marche que les autres ministres avaient toujours suivie, telle était la marche que Fox préférait encore, à

ce qu'il avouait. Pitt au contraire, et c'était là le caractère particulier et distinctif de son système, proposa de faire créer son fonds d'amortissement par un acte du Parlement, de façon à ce qu'il ne pût être aliéné sans un autre acte du Parlement. Sa proposition fut accueillie comme le plus sûr rempart du crédit national; la chambre des communes et le public l'acceptèrent avec empressement, presque avec enthousiasme. En vain Fox chercha, dans plusieurs discours éloquents, à prouver que nous devions adopter comme système la libération en temps de paix des dettes contractées pendant la gnerre, et dans le cas d'une nouvelle guerre cesser de payer les dettes et diriger toutes nos ressources contre l'ennemi. Le courant en faveur de Pitt était si fort que Fox n'osa pas demander un vote.

A la chambre des lords, l'attaque la plus vive contre la mesure de Pitt vint de son beau-frère, Charles, lord Mahon, qui avait succédé à son père comme comte Stanhope, au mois de mars de cette même année. Pendant les luttes de 1783 et de 1784, il avait été, comme nous l'avons vu, l'un des plus ardents partisans de son beau-frère; mais il avait, à côté de grandes facultés intellectuelles, une certaine inégalité d'humeur qui lui faisait prendre en dégoût le parti vainqueur, par cela seul qu'il était vainqueur. Il aimait à agir avec une petite minorité, et cette tendance croissant toujours, il en vint à préférer d'agir tout seul, ce qui lui valut à la chambre des lords un surnom qu'il méritait véritablement quelquefois : la minorité d'un seul!

Au mois de mai 1786, lord Stanhope, ayant conçu un projet à lui pour le rachat de la dette nationale, publia un pamphlet et prononça un discours contre celui de

Pitt. Sa principale objection était néanmoins exactement contraire à celle de Fox. Il ne lui suffisait pas de voir le fonds d'amortissement garanti par un acte du Parlement; il voulait le rendre plus inaliénable encore par certains mouvements dans la rente et certains arrangements avec le créancier public, de façon à ce que la moindre diversion du fonds d'amortissement vînt à équivaloir à la banqueroute. Lord Loughborough, lord Stormont et d'autres pairs de l'opposition qui commençaient déjà à compter lord Stanhope parmi les leurs, lui firent beaucoup de compliments sur son discours et son pamphlet; mais ils paraissent lui avoir conseillé de renoncer à un vote. En effet, on ne vota point sur sa proposition.

C'est ainsi que la mesure de Pitt passa à l'état de loi à peu près du consentement général. Elle conserva longtemps l'appui du gouvernement et la faveur populaire. Pendant longtemps nous continuâmes de tenir pour sacré le million sterling pour la caisse d'amortissement, même lorsque les nécessités de la guerre nous obligeaient à emprunter ce million sterling et bien d'autres millions pardessus le marché; mais un doute s'éleva par degrés dans l'esprit public. On commença à mettre fort en question l'utilité d'une caisse d'amortissement, lorsqu'il fallait la soutenir à force d'emprunts; et la main qui porta le coup de mort au système de Pitt sur ce point fut l'une de celles qui avaient le plus activement aidé à le fonder. Cette main ne fut autre que celle de lord Grenville. En 1786, il avait été président du comité proposé par Pitt qui avait immédiatement précédé la présentation du bill sur le fonds d'amortissement, et personne n'avait été plus zélé pour soutenir et pour défendre la mesure du chef; mais, au bout de quarante ans

et plus, on s'aperçut que l'expérience et la réflexion avaient opéré un changement complet dans ses idées. Il publia, en 1828, un pamphlet qui a ouvert une nouvelle ère à la question, dans lequel il avoue avec une noble franchise qu'il reconnaît son erreur passée, et il proclame avec beaucoup de force l'inutilité d'une caisse d'amortissement formée d'emprunts.

Ce fut à la faveur du premier élan de popularité de cette mesure que Pitt parvint à proposer et à faire voter une somme de 210,000 livres sterling, destinée à payer les nouvelles dettes contractées par la liste civile, en dépit de l'économie personnelle du roi et de ses 850,000 livres sterling de revenu.

Pitt résista, dans cette session comme dans celles qui suivirent, à son désir de renouveler sa motion sur la réforme parlementaire; mais il donna son cordial appui à un bill conçu et présenté par lord Mahon pour l'amélioration des élections du comté. Le but était à peu près ce qui a été adopté depuis avec l'assentiment général : on devait vérifier tous les ans la liste des francs tenanciers et indiquer divers lieux de vote, outre le chef-lieu du comté. Lord Mahon se trouvant appelé à la chambre haute, Wilberforce se chargea de soutenir à sa place le bill. Grâce à ses efforts et au concours du premier ministre, le bill passa à la chambre des communes, non sans quelques difficultés; mais il fut rejeté par la chambre des lords, surtout, comme le dit M. Wywill, par « une coalition des amis du roi et de l'aristocratie whig[1]. »

Pendant cette session, Pitt introduisit également de grands changements dans les lois sur les contributions.

[1] Papiers de Wywill, vol. IV, Vie de Wilberforce, vol. Ier.

« Je vais proposer, » écrit-il le 20 avril 1786 au duc de Rutland, « un projet pour l'excise du vin; cela a failli causer la chute de sir Robert Walpole, mais la proposition ne rencontrera pas, je crois, grande difficulté à présent. » L'événement prouva qu'il avait raison.

Mais le fait le plus mémorable de la session de 1786 est peut-être le premier pas que fit le Parlement vers la mise en accusation et le procès de Warren Hastings.

Divers auteurs, et je suis du nombre, ont raconté la carrière de Warren Hastings dans l'Inde et les chefs d'accusation qu'on pouvait présenter contre lui [1]. Il finit par quitter l'Inde parfaitement en repos, se retirant de son poste de son plein gré, sans être destitué, sans même avoir été réprimandé. Au mois de juin 1785, il mit de nouveau pied à terre sur le sol anglais pour y rejoindre mistriss Hastings, la belle Marianne Imhoff d'Allemagne, qui l'avait précédé d'un an. Sa réception dans sa patrie fut extrêmement flatteuse. Les directeurs de la compagnie des Indes orientales l'accueillirent par une adresse publique; le roi et la reine furent pleins de bienveillance pour lui. A leur lever, Sa Majesté daigna même accepter de mistriss Hastings le présent d'un lit d'ivoire, don que les satires du temps ne laissèrent pas oublier.

Hastings avait à la chambre des communes deux violents ennemis, Edmond Burke et Philip Francis, l'un animé par un noble zèle pour les intérêts publics, l'autre,

[1] Je me permets de renvoyer sur ce sujet le lecteur au 68e et 69e chapitre de mon *Histoire d'Angleterre*. On trouvera les lettres particulières de Hastings soit à cette époque, soit après son retour, dans sa biographie en trois volumes par le révérend G. R. Gleig.

poussé surtout, on peut l'affirmer, par ses rancunes personnelles. Quelques jours après l'arrivée de Hastings à Londres, Burke se leva de sa place pour annoncer que, si nul autre membre ne voulait se charger de cette affaire, il ferait lui-même prochainement une motion au sujet de la conduite d'un grand personnage récemment revenu de l'Inde. L'opposition était alors toute débandée et affaiblie, comme nous l'avons vu, et Hastings avait beaucoup d'amis parmi les ministres. Il pouvait même, tant les circonstances s'étaient modifiées, compter sur son ancien adversaire Dundas, qui avait proposé contre lui un vote de censure en 1782. Hastings lui-même dit, en parlant de Dundas dans sa correspondance particulière, au mois de juillet 1785 : « Le bureau du contrôle a été plus que poli à mon égard. » Lord Thurlow alla bien plus loin. Il embrassa les intérêts de Hastings avec une chaleur qu'on peut à juste titre qualifier d'inconvenante pour un homme qui occupait le poste de chancelier ; et quelques-unes de ses expressions à ce sujet s'éloignaient encore plus de la vérité que des convenances : « Le fait est, » s'écriait-il, « que ce ministère-ci est l'œuvre de Hastings, et qu'il a mis fin aux derniers ministres aussi positivement que s'il avait pris un pistolet et qu'il leur eût brûlé la cervelle à tous, l'un après l'autre ! » L'année précédente, il avait déjà vivement pressé Pitt d'accorder à Hastings la pairie, mais Pitt avait conservé un peu plus de liberté d'esprit. Il reconnaissait les grands mérites et les services du dernier gouverneur général, mais il alléguait le vote de censure encore consigné dans les procès-verbaux de la chambre des communes : « Tant que la blessure de ces résolutions n'aura pas été guérie par un vote de remerciments, je ne vois pas, » dit-il, « comment

je pourrais convenablement conseiller à Sa Majesté de conférer un honneur à M. Hastings[1]. »

Dans cet état des choses, en ce qui regardait Hastings, les membres de l'opposition n'avaient pas grande envie d'encourager ou de suivre Burke. L'enquête qu'il avait annoncée devait nécessairement être longue et laborieuse, et la perspective des avantages pour le parti n'était pas brillante. Si de nouvelles provocations ne s'étaient pas élevées, la vieille querelle n'eût peut-être pas été plus loin. Si Hastings s'était tenu tranquille, il y a tout lieu de croire que Burke, fort contre son gré, se serait tenu tranquille de son côté.

Mais l'ancien gouverneur général eut, à cette époque, le malheur de se fier à un conseiller fort incompétent. Il avait parmi ses clients un major de l'armée du Bengale, nommé John Scott, que les roupies de son patron avaient fait entrer au Parlement pour le petit bourg de West-Loœ. Ce personnage se donnait, dans la chambre des communes, pour l'agent et le représentant d'Hastings. Le major Scott était rempli de zéle et d'activité, il était absolument dépourvu de jugement et de prudence. Il se trouva être un orateur parfaitement ennuyeux et le moins judicieux des amis. Quant à ce dernier point, ses lettres particulières à Hastings existent encore, elles font connaître ses vues fausses et passionnées sur les hommes et les mesures politiques. C'est ainsi qu'au mois d'août 1784, nous le voyons stigmatiser son grand adversaire du titre de « ce reptile M. Burke, » se vantant plus follement encore d'avoir, lui major Scott, « complétement triomphé du reptile ! »

[1] Mémoires de Hastings, par le rév. G. R. Gleig, vol. III.

Agissant d'après de pareilles idées, le major Scott se leva de sa place le premier jour de la session de 1786. Rappelant à la chambre ce que Burke avait annoncé, il somma celui-ci de produire ses accusations et de fixer un jour, le plus tôt possible, pour la discussion. Cet imprudent défi reçut promptement sa réponse. Burke se vit obligé de poursuivre son dessein, et ses amis se rallièrent autour de lui. Dorénavant le zèle de Fox pour cette cause devint aussi vif que celui de Burke.

La première démarche des deux grands meneurs fut de demander des papiers qu'on refusa en partie, ce qui donna lieu à une discussion très animée. Dans le cours des débats, Pitt saisit l'occasion d'annoncer sa ligne de conduite, fort différente de celle de Thurlow. C'était la ligne de conduite que tout ministre tiendrait de nos jours, mais que tous les ministres à peu près, Pitt excepté, paraissaient alors avoir perdue de vue : « Pour ma part, » dit-il, « je ne suis ni un ami ni un ennemi décidé de M. Hastings, mais je suis résolu à soutenir les principes de la justice et de l'équité ; M. Hastings, en dépit de toutes les assertions contraires, peut être aussi innocent que l'enfant encore à naître ; mais il est sous les yeux du Parlement, il est soupçonné ; il faut que son innocence ou sa culpabilité soient prouvées par des témoignages incontestables. »

Au commencement d'avril, Burke, avec le concours actif de Francis, présenta onze chefs d'accusation, qu'il porta dans la suite, au moyen d'additions successives, jusqu'au nombre de vingt-deux. Les plus importantes étaient celles qui portaient sur la guerre des Rohillas, sur Cheyte Sing, le rajah de Benarès, et sur les deux Begums ou princesses d'Oude. D'autre part, Hastings envoya une pé-

tition pour demander à être entendu en réponse, et sa pétition étant accordée, il se présenta à la barre, courbé sous le poids de ses documents, surtout d'une pièce qu'il avait préparée, d'une longueur infinie, selon l'habitude de la compagnie des Indes. Il lut aussi longtemps que sa force le lui permit, beaucoup plus longtemps que la patience de ses auditeurs ne pouvait le supporter. Puis les secrétaires du bureau le remplacèrent et marmotèrent, pendant quelques heures de plus, cet interminable document, tandis que les membres s'esquivaient un à un, comparant peut-être dans leur esprit les discours de Scott avec les essais Hastings, et se demandant si, après tout, l'agent était plus ennuyeux que son chef.

La lecture de ce document, à la barre ou au bureau, occupa non-seulement une journée, mais une partie du lendemain. Cependant Hastings, se rappelant sans doute les grands modèles du Bengale, le trouvait beaucoup trop court : « J'ai été cruellement resserré pour le temps, » écrivait-il à l'un de ses amis, le 20 mai 1786. Lord Macaulay[1] a bien montré dans l'un de ses excellents essais, comment Hastings se méprenait complétement sur la disposition de la chambre des communes, sur tous les points.

Lorsque l'ancien gouverneur général eut fini, on amena successivement à la barre, pour les interroger, sir Robert Barker et quelques autres témoins, et le 1er juin Burke présenta sa première accusation, l'affaire des Rohillas. Il avait fait preuve de jugement en choisissant si avantageusement son terrain. Le conseil des directeurs avait naguère condamné cette cruelle attaque contre les

[1] Essais de lord Macaulay, vol. III.

Rohillas. Ce blâme avait servi de matière au vote de censure des deux chambres. Dundas en particulier avait dirigé sur ce point son indignation et ses invectives, et Dundas était maintenant responsable de la direction des affaires de l'Inde, plus que tout autre membre du Parlement. Lorsque le bruit se répandit que Dundas avait l'intention de soutenir Hastings sur le sujet même qui avait servi naguère de thème à ses attaques, l'opposition apprit cette nouvelle avec des transports de joie, et Fox en profita habilement dans l'un de ses admirables discours. Dundas pourtant était toujours un adroit et hardi ferrailleur. Dans cette occasion, il avait à présenter des arguments spécieux. Il déclara qu'il croyait encore, comme en 1781, que l'attaque contre les Rohillas avait été une guerre injuste; mais il fit remarquer que les membres de l'ancien comité, ceux qui avaient rédigé avec lui le vote de censure et auxquels il pourrait, dans certains cas adresser encore un appel personnel, n'avaient comme lui aucune intention de poursuivre criminellement Hastings, mais purement et simplement de le faire rappeler. Le rappel était ce qu'ils avaient cherché, et ce qu'ils n'avaient pu obtenir. Depuis lors, le Parlement avait promulgué un acte qui confirmait nominativement Warren Hastings dans son poste de gouverneur général du Bengale; ce statut pouvait donc être regardé comme le pardon du Parlement, à moins qu'il ne se fût présenté depuis lors quelques circonstances aggravantes. En était-il ainsi? Au contraire, les services rendus pendant les dernières périodes de la guerre avaient été si grands, poursuivit Dundas, que nous serions presque tentés d'appeler Hastings le sauveur de l'Inde. «D'après ces motifs,» dit Dundas, « je m'oppose à la motion. » Pitt ne dit rien, mais il envisageait la chose

de même. La phalange ministérielle suivit son chef, et lorsqu'on en vint à voter, Burke se trouva battu à une majorité de 119 voix contre 67.

Une pareille majorité sur une pareille question pouvait paraître aux amis d'Hastings le sûr présage du triomphe qui se préparait. Ils s'attendaient à voir Fox et Burke essayer encore d'une ou deux accusations, puis s'apercevoir que le nombre de leurs partisans diminuait toujours, puis jeter avec colère leur dossier et s'en aller. Si les choses eussent ainsi tourné, Hastings l'eût sans doute attribué, tant la vanité humaine est aveugle, au mérite transcendant de l'essai qu'il avait lu à la barre. Déjà dans ses lettres particulières de cette époque, il déclare « qu'il avait tourné tout de suite tous les esprits de son côté. » Il parle déjà de la requête qu'il avait présentée pour être entendu en personne « comme d'une idée conçue dans un heureux moment et par une bienheureuse inspiration. » Mais un complet revirement de fortune l'attendait bientôt.

La grande affaire de Bénarès avait été confiée aux soins de Fox. Il la porta devant la chambre le 15 juin avec l'habileté incomparable qui lui était ordinaire, fondant tous ses arguments sur ce principe que Cheyte Sing était un prince indépendant, qui n'était en aucune façon soumis à l'obligation de fournir des secours au gouvernement du Bengale. « Je suis obligé de reconnaître, » dit-il en approchant de la conclusion, « qu'il pourrait y avoir quelque excuse pour le vote auquel nous sommes arrivés au sujet de la guerre contre les Rohillas. L'intervalle qui s'était écoulé depuis l'événement, les renseignements insuffisants que la chambre avait obtenus jusqu'à ces derniers temps, les services importants qu'on alléguait depuis

cette époque en faveur de M. Hastings (bien que je soutienne que ce n'étaient point des services méritoires, ou, à dire vrai, des services), tout cela, joint à d'autres raisons et à d'autres justifications, pouvait avoir quelque poids. Mais il n'y a rien de pareil ici. Les faits sont tous irrécusables, ils sont atroces, ils sont importants, tellement importants qu'à mon sens le sort du Bengale dépend du vote de ce soir. »

Francis soutint Fox avec moins de talent, mais avec plus d'amertume encore. Après un court discours de M. Nicholls concluant à la complète innocence de Hastings, le premier ministre se leva. Il nia d'abord absolument l'indépendance de la situation attribuée à Cheyte Sing par Fox. Il soutint que le rajah de Bénarés était sujet de l'empire du Bengale et tenu de fournir des secours extraordinaires en cas de périls extraordinaires. On pouvait à bon droit lui infliger une amende pour son obstination à refuser ce secours. Mais ici s'élevait la question, quelle amende? Or, il était exorbitant, il était contre toute raison et contre toute justice de lever une amende de 500,000 livres sterling, uniquement pour un retard apporté au payement d'une contribution de 50,000 livres sterling, qui après tout avait été payée; c'était abolir tout rapport entre le degré de culpabilité et le châtiment. D'après cette raison, et uniquement d'après cette raison, Pitt déclarait qu'après avoir longuement et sérieusement étudié la question, il croyait de son devoir de voter en faveur de l'accusation au sujet de Bénarés.

Jusqu'à ce que Pitt se fût levé, et longtemps même après, la chambre était fermement persuadée qu'il avait l'intention de prendre parti pour Hastings. Grande fut donc la surprise générale lorsqu'il en vint à conclure.

Plusieurs hommes en fonction, comme M. Grenville et lord Mulgrave, étaient déjà engagés par leurs discours ou avaient déjà pris leur parti, et ils déclarèrent qu'ils étaient obligés par leur conscience de voter contre la motion. Mais la majorité de la chambre obéit à la voix de son chef. Il y eut 119 *oui* pour la résolution de Fox et 79 *non* seulement. Dundas n'avait point pris de part à la discussion, mais il vota avec Pitt.

Dans une lettre écrite plus de trente ans aprés, quelques semaines seulement avant sa mort, nous voyons Hastings revenir aux incidents de ce mémorable jour. Il déclare qu'il avait appris, au moment même, que Dundas s'était rendu de grand matin chez Pitt, qu'il l'avait réveillé, et qu'il s'était élevé entre eux une discussion qui avait duré trois heures, et qui avait eu pour résultat un revirement complet dans la politique ministérielle, ce soir-là. Il est difficile d'attacher grande importance aux faits contenus dans cette lettre, puisque dans la phrase suivante l'écrivain dit : « il faut que je m'arrête, ma raison m'abandonne[1]. » Il paraît cependant fort probable que la décision définitive sur l'accusation de Bénarés avait été retardée jusqu'au moment de la motion de Fox, et que le premier lord de la trésorerie et le président du conseil de contrôle eurent une sérieuse conférence avant de prendre leur parti.

La surprise qu'excitérent les conclusions de Pitt fut cependant si générale qu'on répandit toutes sortes de bruits et de rumeurs pour les expliquer. La plupart de ces bruits étaient ignobles et méprisables, comme ceux qui viennent des valets et des coureurs de faction. Has-

[1] A M. Elijah Impey, 19 avril 1818.

tings pouvait exciter la jalousie de Dundas; Hastings pouvait exciter la jalousie de Pitt; il pouvait devenir un rival formidable dans le cabinet; il pouvait s'emparer de toute la direction du bureau du contrôle. Mais, bien que Dundas eût de nombreux défauts, une mesquine jalousie ne fut jamais du nombre; encore moins pouvait-on attribuer ce mobile à l'âme élevée de Pitt. D'ailleurs, dans ce cas-ci, l'accusation tombait d'elle-même, car sous le régime parlementaire, comment aspirer à un poste important en Angleterre, ou exciter quelque jalousie par la possibilité d'y arriver, si l'on ne possède au moins quelque facilité de parole, à moins d'être un grand seigneur comme Rockingham? Encore cela n'arrivait-il que dans un état de choses antérieur. Or, Hastings reconnaissait lui-même qu'il n'avait aucune facilité. Bien des années après, il écrivait à un ami plus jeune que lui : « Votre père sait que je suis singulièrement dépourvu de la faculté de m'exprimer[1]. »

Mais pourquoi chercher ici des raisons mystérieuses ou cachées? La véritable explication de la conduite de Pitt ne se trouve-t-elle pas à la surface? Ne réside-t-elle pas dans les circonstances mêmes de la question? Il avait tardé longtemps, trop longtemps peut-être à y regarder; mais une fois qu'il avait étudié les documents placés sous ses yeux, ils l'avaient amené précisément à la conclusion que nous serions disposés à en tirer maintenant, en jetant en arrière un tranquille regard. Hastings avait été dans son droit en regardant Cheyte Sing comme un vassal, et en punissant son refus par l'infliction d'une amende; mais Hastings s'était gravement mis dans son tort et il

[1] A M. Charles Doyley, 15 avril 1813.

s'était évidemment laissé égarer par sa rancune et son désir de vengeance en exigeant une amende aussi exorbitante.

Cette conclusion quant aux motifs des ministres est confirmée par le langage parfaitement naturel que Dundas tenait à lord Cornwallis qui, six semaines seulement auparavant, au commencement de mai 1786, avait mis à la voile pour aller occuper dans l'Inde le poste de gouverneur général. Dundas lui écrivait, au mois de mars 1787 : « La seule circonstance désagréable (de notre situation politique) est la mise en accusation de M. Hastings... Mais le fait est que, lorsque nous avons examiné les différents articles des charges présentées contre lui en regard des défenses, les accusations étaient si fortes et les défenses si peu fondées, qu'il n'y avait pas moyen de refuser notre concours, et quelques-unes des accusations arriveront infailliblement devant la chambre des lords [1].»

Au mois de juin 1786, la session approchait pourtant de son terme, et les accusations contre Hastings furent de toute nécessité remises à l'année suivante, en dépit du major Scott qui réclamait de toutes ses forces contre le délai.

Le 11 juillet, cette session si animée fut close par le roi dans un discours remarquablement court pour un discours du Trône. Aussitôt après, nous retrouvons Pitt de retour à Holwood, sa résidence favorite ; il s'occupe déjà de préparer de nouveaux travaux. Il écrit de là :

[1] Voir la correspondance de lord Cornwallis, vol. Ier.

« Holwood, 13 juillet 1786.

« Ma chère mère,

» Le plaisir que m'a causé votre lettre, que j'ai reçue presque à la veille de notre prorogation, a fort accru, je vous assure, la satisfaction de ce moment tant désiré. Je ne puis me vanter d'un loisir absolu, mais je suis cependant comparativement en vacances, et j'espère m'y trouver tout à fait dans quelques semaines... Mais il faut que je sois à Londres pour les premiers jours d'août; nous devons faire alors notre premier payement sur la dette publique.

» J'entame dans ce moment-ci des arrangements fort nécessaires pour réduire les affaires du gouvernement à une forme qui permette plus de régularité et de promptitude qu'il n'en a régné jusqu'à présent dans certaines branches. Le premier pas à faire est la nomination d'un nouveau comité du commerce, qui devient tous les jours plus important, et que M. Jenkinson doit présider avec l'honneur d'une pairie. Ceci vous paraîtra, je pense, un peu étrange de loin et par rapport aux idées d'autrefois, mais il l'a bien gagné et mérité de ma part. »

La réorganisation du bureau du commerce, que le bill économique de Burke avait détruit, était presque une nécessité dans un pays de commerce et en vue des modifications commerciales que projetait Pitt. Nous avons déjà vu que M. Jenkinson, élevé à la pairie sous le nom de lord Hawkesbury, présidait le nouveau bureau. Pitt nomma vice-président William Grenville.

La pairie de lord Hawkesbury fut suivie de plusieurs

autres. Sir Guy Carleton devint lord Dorchester, et sir Harbord-Harbord lord Suffield. Le roi accorda des baronies anglaises à deux Irlandais, les comtes de Shannon et de Tyrone. Pitt avait déjà obtenu du roi, cette année-là, deux promotions dans la pairie pour des hommes d'un grand mérite. Lord Camden était devenu comte et vicomte Bayham, et le comte de Gower était devenu marquis de Stafford. Cependant le ministre désirait fort à cette époque tenir bon contre la plupart des prétentions nouvelles. Il écrivait au duc de Rutland, le 19 juillet : « Je ne vous cacherai pas que diverses circonstances m'ont inévitablement amené à conseiller au roi des additions à la pairie anglaise plus nombreuses que cela ne me convient ou que je ne le trouve tout à fait bon, et je suis, à cause de cela, fort désireux de ne pas en accroître le nombre plus qu'il ne sera absolument nécessaire. »

CHAPITRE IX

— 1786-1787 —

Situation du ministère. — William Grenville. — Lord Mornington. — Henry Dundas. — Lord Carmarthen. — Mort de Frédéric le Grand. — Tentative d'assassinat de Margaret Nicholson sur la personne de George III. — Mort de lady Harriot, sœur de Pitt. — Traité de commerce avec la France. — Etat de l'Irlande. — Le docteur Pretyman devient évêque de Lincoln et doyen de Saint-Paul. — Discussions parlementaires sur le traité avec la France. — M. Charles Grey. — On reprend les poursuites contre Hastings. — Témoignage universellement rendu à l'éloquence de Sheridan. — Mesures de réforme financière de Pitt. — Le prince de Galles et miss Fitz-Herbert. — On cherche à abolir l'acte du Test. — Colonisation à Botany-Bay.

Dans la session qui venait de se terminer, Pitt avait réussi à s'affermir dans la chambre des communes. Il était toujours le seul membre du cabinet dans cette chambre, mais il y avait deux jeunes gens de grande espérance, à l'un desquels il venait d'accorder de l'avancement, l'autre était récemment entré dans les affaires. C'était le nouveau vice-président du bureau du commerce, William Grenville, plus tard lord Grenville, et le nouveau lord de la trésorerie, Richard Wesley, comte de Mornington dans la pairie d'Irlande, qui devint par la suite marquis Wellesley. Il se passa cependant quelque temps avant qu'ils rendissent de grands services à Pitt dans les débats. Le talent oratoire de l'un et de l'autre fut une plante d'une croissance tardive.

En écrivant au duc de Rutland au mois d'octobre 1785, Pitt avait émis l'idée de remplacer Orde, comme secrétaire d'Irlande, par William Grenville. Il ajoutait : « Je ne sais pas s'il accepterait, je suis plutôt porté à croire que non. Je crois aussi que sa parenté avec lord Buckingham serait peut-être, à elle seule, une objection suffisante, bien qu'il soit, comme caractère et comme humeur, tout l'opposé de son frère, et que son bon sens et son habitude des affaires le rendissent fort propre à une semblable situation. » Grenville avait déjà pris part à plusieurs discussions importantes, toujours avec autorité, quelquefois avec succès. Mais, comme on le dit vulgairement, « cela ne marchait pas, » dans la chambre des communes. Son genre d'éloquence convenait assurément mieux à la chambre des lords, et il paraît que, dès 1785, Grenville y aspirait dans ses secrètes espérances[1].

Lord Mornington, à son début dans la trésorerie, n'obtint, pendant longtemps, pas grand succès. Quelques années se passèrent avant qu'il parlât un peu longuement et avec beaucoup d'effet. Même lorsqu'il eut déployé un grand talent oratoire, on avait beaucoup de peine à le décider à prendre part aux discussions, et sa préparation était très-longue. Pitt dit un jour de lui qu'il n'avait jamais vu un animal chez lequel la gestation fût si lente. Ses discours, lorsqu'ils arrivaient enfin, étaient excellents et justement admirés, surtout pour la pureté du goût, la perfection de l'élocution et l'animation du style.

Pitt comptait donc toujours par-dessus tout, dans les débats, sur cet ami capable et zélé qui l'avait soutenu depuis leur début dans la vie publique. Henry Dundas,

[1] Voir *Cour et Cabinets de George III*, vol. Ier.

issu d'une famille éminente dans la magistrature écossaise, était le fils d'un président de la cour de session, le frère d'un second et l'oncle d'un lord grand baron. Né en 1751, envoyé au Parlement par Édimbourg, sa ville natale, son début dans la vie publique au milieu des « *southron* » (méridionaux) peut être comparé à celui de Wedderburn, douze ans auparavant. Mais il y avait entre eux toute la différence d'un cœur très-froid à un cœur très-chaud. Wedderburn, qui ne se souciait que d'avancer, prit toute la peine du monde pour se débarrasser du dialecte et de l'accent écossais et il y réussit. Dundas, au contraire, animé d'un plus noble esprit, conserva l'accent et les intonations de sa patrie, comme il restait fidèle à tous ses liens de parenté. S'inquiétant uniquement du fond des choses, auquel il appliquait son ferme bon sens, il n'hésitait jamais sur le choix d'un mot et n'avait jamais l'air d'y songer. Il dédaignait les grâces de l'élocution et de la prononciation, tout au moins il les négligeait. Se jetant hardiment à l'avant-garde de la lutte parlementaire, il attaquait de front les arguments qu'on lui présentait, et dirigeait ses coups contre les côtés faibles. Il pouvait arriver parfois à ses adversaires de sourire d'une locution provinciale ou d'un geste maladroit, mais ils reculaient souvent devant sa logique serrée et ses invectives pénétrantes. Ils s'aperçurent bientôt qu'il était difficile de lui répondre et impossible de l'effrayer. Dans les affaires comme à la tribune, il avait l'esprit remarquablement pratique, clair et précis. Doué d'un caractère franc et cordial, il aimait dans la vie privée la gaieté et la camaraderie, et s'adonnait aux plaisirs de la table dans toute l'étendue permise par les habitudes du temps, qui n'étaient assurément pas rigides; ses amis lui étaient extrêmement

attachés, et ses ennemis politiques ne le détestaient pas toujours. En dehors de la générosité et de la bienveillance qui lui étaient ordinaires à l'égard de tous, il avait le cœur particulièrement chaud pour ses compatriotes, sans autre titre à sa protection. J'ai entendu dire à un pair d'Écosse, qui appartenait au parti opposé, mais qui était un homme sagace et plein d'expérience, le second comte de Minto, qu'il n'y avait peut-être pas en Écosse une famille considérable, quelles que fussent ses opinions politiques, qui n'eût reçu, à quelque jour, pour l'un de ses membres, une place dans les Indes ou quelque autre témoignage d'une bonté très-souvent parfaitement désintéressée de la part de Henry Dundas.

A la chambre des lords, le vénérable Camden s'affaiblissait sous le poids des années. Lord Thurlow était toujours puissant et actif, mais capricieux et ingouvernable dans la même proportion. Lord Carmarthen, alors secrétaire d'État aux affaires étrangères, apportait au ministère plus d'élégance que de poids. Wilberforce ayant dîné un jour chez Pitt, en 1785, nous le voyons établir dans son journal un contraste entre « le pompeux Thurlow et l'élégant Carmarthen. » A la même époque le nouveau ministre d'Amérique, John Adams, écrivait : « Le marquis de Carmarthen est un homme aimable et modeste, fort poli avec tout le monde, et fort estimé par les ministres étrangers ainsi que par sa nation, mais ce n'est pas un ministre entreprenant[1]. » Telle était la situation générale du ministère à la fin de la session de 1785 ; elle resta longtemps la même.

[1] Au secrétaire Gay, 4 novembre 1785. *Œuvres de John Adams*, vol. VIII.

Au mois d'août de cette année-là, mourut le roi de Prusse, Frédéric II, ou Frédéric le Grand. Avec tous ses défauts qui étaient nombreux, il surpassait tous les princes de son temps en génie et en renommée, et dans un règne de quarante-cinq ans, il avait doublé l'étendue et plus que doublé les richesses et les ressources de son royaume. Son neveu et son successeur, sous le nom de Frédéric-Guillaume second, n'avait pas été jeté dans le même moule. Le plaisir et non l'ambition semblait être la grande affaire de sa vie. Comme l'écrivait fort justement sir James Harris, dans la même année : « le feu roi avait la sagesse de Salomon, celui-ci paraît disposé à n'avoir que ses concubines. » Le même mois, la vie de George III courut quelque danger. Le roi descendait de voiture au palais de Saint-James lorsqu'il vit une femme d'une tournure respectable qui lui présentait un papier, il étendit le bras pour le prendre, et elle lui porta un coup avec un couteau qu'elle tenait de l'autre main. Le roi recula et évita le coup, on s'empara aussitôt de la femme. Mais la première pensée du roi, soit dit à son honneur, fut de la protéger contre toute violence. « Je ne suis pas blessé, » dit-il, « ayez soin de la pauvre femme ; ne lui faites pas de mal. » Elle comparut officiellement devant le conseil privé ; on apprit qu'elle s'appelait Margaret Nicholson, qu'elle n'était pas mariée, et qu'elle gagnait sa vie à coudre. Les accès de folie auxquels elle était récemment devenue sujette furent tout aussi évidents; elle se croyait entre autres des droits sur la couronne d'Angleterre. Un certificat médical ayant été délivré à cet effet, elle fut transférée à l'hôpital de Bethléem, où elle vécut encore près de quarante ans sans avoir retrouvé sa raison.

M. Pitt fut frappé, à cette époque, d'un grand malheur de famille. M. Eliot et lady Harriot s'étaient établis en ville au mois d'août pour y attendre ses couches, et le 20 septembre, Pitt annonçait à sa mère l'heureux événement :

« J'ai un plaisir infini à pouvoir vous dire que ma sœur vient de nous faire présent d'une fille, et qu'elle se porte aussi bien que possible, ainsi que notre nouvelle visiteuse. »

Malheureusement, ces symptômes favorables ne durèrent pas. On eut des raisons de s'alarmer ; lady Harriot s'affaiblissait tous les jours ; et, le 25, il ne restait plus d'espoir de la sauver. Pitt écrivit alors à mistriss Stapleton, la compagne et l'amie de sa mère :

« Downing-street, dimanche 25 septembre 1786, 11 heures.

» Chère madame,

» Dans un moment si douloureux, c'est une consolation pour moi que d'avoir recours à votre affection et à vos bons soins pour ma mère, qui en a si souvent fait l'expérience. Le mal dont ma pauvre sœur souffre depuis vendredi matin paraît malheureusement si enraciné que tous les efforts de la médecine n'ont servi qu'à le mitiger un peu, mais sans en atteindre la cause. Cette circonstance, jointe à la diminution de ses forces, rend sa situation si alarmante que je ne puis m'empêcher de redouter ce qu'il y a de pis, bien que tout espoir ne soit pas perdu ; à moins qu'un changement très-favorable ne vienne à se produire, il y a trop de raisons de craindre que ce ne soit pas long. Dans cette terrible situation, je ne sais ce

qui vaut le mieux pour ma mère, s'attacher pour le moment au faible espoir qui reste encore d'une amélioration, ou lui dire tout de suite ce qui en est afin de diminuer, s'il est possible, le coup que nous redoutons. C'est dans ce but que je me suis adressé à vous, afin qu'éclairée sur le véritable état des choses, vous puissiez juger sur les lieux s'il vaut mieux en communiquer sur-le-champ une partie, ou attendre jusqu'à ce que la nécessité soit absolue. Je n'ai pas besoin de vous demander pardon, chère madame, de vous confier cette triste tâche. Vous ferez, j'en suis sûr, la part des sentiments que j'éprouve en vous écrivant.

» Je suis sincèrement et affectueusement à vous,

» W Pitt. »

» Depuis que j'ai écrit ceci, les symptômes se sont prononcés ; et bien que le triste événement ne soit pas encore accompli, il est inévitable. Mon frère est probablement à Burton, mais j'envoie à Weymouth. Je remets toutes choses à votre bonté et à vos soins. »

Lady Harriot mourut le même jour, 28 septembre. L'évêque Tomline, qui était encore alors le docteur Pretyman, nous dit dans sa biographie : « Il fut malheureusement de mon devoir d'assister cette femme supérieure et excellente dans ses derniers moments, et, par la suite, d'adoucir, autant qu'il m'était possible, les souffrances de son malheureux mari et de son frère, souffrances que je n'entreprendrai pas de décrire. Il se passa du temps avant que M. Pitt pût voir personne autre que moi, ou s'occuper d'affaires, sinon par mon entremise. A partir de ce moment, M. Eliot s'établit chez M. Pitt, et ils continuèrent à vivre ensemble comme des frères. Mais M. Eliot

ne reprit jamais sa gaieté et son entrain, et il ne put jamais se décider à rentrer dans le monde. Il passait souvent quelque temps dans ma famille, soit à la ville, soit à la campagne, et semblait prendre un plaisir particulier à causer librement de sa perte avec mistriss Pretyman, qui avait été l'amie intime de sa femme, et qui partageait vivement sa douleur. »

Les lettres de Pitt à sa mère sont remplies, à cette époque, de la sympathie affectueuse qu'on pouvait attendre de lui. Le 4 octobre, le lendemain de l'enterrement, il partit pour aller la rejoindre à Burton-Pynsent, et, au commencement de novembre, il lui fit une seconde visite.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre ces deux visites, il écrivit à sa mère de Downing-street, le 27 octobre : « On baptisera la pauvre enfant mardi ou mercredi; et si le temps est favorable, Eliot espère commencer dans quelques jours son voyage vers l'ouest et vous l'amener. » A la demande de M. Eliot et de M. Pitt, mistriss Pretyman fut marraine avec lady Chatham, la douairière. Elle reçut le nom de sa mère, Harriot, et son père prit soin d'elle jusqu'à sa mort. Sa grand'mère la recueillit ensuite à Burton-Pynsent. Elle épousa, en 1806, le colonel, depuis lieutenant général Pringle, auquel elle donna un fils et quatre filles, et elle mourut en 1842.

Depuis le commencement de l'année, Pitt était fort occupé de la conclusion du traité qui se négociait à Paris. M. Eden lui écrivait à peu près par chaque courrier, et le consultait sur presque toutes les démarches. Les obstacles et les retards avaient été grands, et M. Eden avait éprouvé que l'énergie du premier ministre s'unissait toujours à la sienne pour triompher de toutes les dif-

ficultés. Enfin les articles étant réglés, le traité de commerce fut signé par M. Eden et M. de Rayneval le 26 septembre, le lendemain du jour de la mort de la pauvre lady Harriot. Ce fut sous ces lugubres auspices qu'arrivèrent les nouvelles si longtemps désirées. Nouvelle preuve de la triste vérité que le moraliste français exprimait jadis, c'est que dans ce monde les événements heureux nous arrivent rarement au moment où ils pourraient nous causer le plus de joie.

Le grand but de Pitt en négociant ce traité était d'abolir autant que possible la prohibition et les droits prohibitifs. Il ne cherchait pas à diminuer ou à ébranler le revenu en abolissant complétement les droits de douane. Au contraire, il comptait sur l'amélioration du revenu par cette voie, en n'imposant que des droits modérés qui seraient réellement perçus sur tons les articles importés, ce qui donnerait à peu près le coup de mort à la contrebande. Car, en dépit des premières mesures de Pitt, certaines branches de la contrebande florissaient encore; par exemple, pour l'eau-de-vie et la batiste. Six cent mille gallons d'eau-de-vie française seulement entraient tous les ans par la voie légale, tandis qu'on calculait qu'on faisait entrer tous les ans en Angleterre par contrebande quatre millions de gallons[1]. Et comme la batiste française était absolument prohibée, tout ce qui s'en vendait en Angleterre devait entrer par des moyens illicites. « Je suis forcé de convenir, » disait Pitt à la chambre des communes, « qu'on regardait autrefois comme un paradoxe la préten-

[1] Discours de Pitt, 12 février 1787, tel qu'il est rapporté dans sa vie par Tomline, vol. II. Dans les *Débats du Parlement* il y a une faute d'impression qui donne quatre cent mille, au lieu de quatre millions.

tion d'augmenter les recettes en réduisant les droits, mais l'expérience nous a maintenant prouvé que c'était très-praticable. »

Le traité de commerce avec la France, tel qu'il fut signé par M. Eden, devait rester en vigueur douze ans. Il stipulait que les sujets des deux parties contractantes pourraient importer, dans les territoires européens de l'une et de l'autre puissance, toute espèce de marchandises non prohibées. Ils pouvaient, ainsi que leurs familles, résider dans le pays allié comme locataires d'appartement ou de maison, libres de toute contrainte religieuse et affranchis de tous les impôts de capitation ou *d'argent du chef*; ils avaient également le droit de voyager dans le pays ou de le quitter, sans permission ni passe-port. Les vins de France devaient être admis en Angleterre aux mêmes conditions que ceux de Portugal et les droits sur le vinaigre, l'eau-de-vie et l'huile d'olive venant de France étaient également fort réduits.

Le montant des droits entre les deux nations, sur la poterie, la coutellerie et une grande quantité d'autres denrées, fut de même réglé par ce traité, généralement à un taux fort modéré ne dépassant pas douze à quinze pour cent. Et dans le cas où l'une ou l'autre nation serait en guerre, l'autre partie contractante renonçait d'avance au droit d'intervenir en équipant des corsaires ou par tout autre moyen.

Pendant sa seconde visite à sa mère, nous voyons M. Pitt reprendre sa correspondance des affaires, et écrire au duc de Rutland une lettre importante.

« Burton-Pynsent, 7 novembre 1786.

» Mon cher duc,

» ..... J'ai beaucoup réfléchi, depuis la réception de votre lettre sur l'état général de l'Irlande, aux sujets dont elle traite, de même que vos lettres officielles à lord Sydney. La question qui s'élève est délicate et compliquée : d'une part le mécontentement paraît général et enraciné, et cette circonstance, jointe à la plupart des renseignements qui m'arrivent, semble indiquer qu'il y a au fond de tout cela un grief qu'il faut faire cesser si l'on veut s'assurer une tranquillité un peu durable. D'autre part, il est fort délicat de toucher à l'organisation de l'Église dans la situation actuelle de l'Irlande, et tout ce qui peut ressembler à une concession faite au dangereux esprit qui s'est manifesté n'est pas sans inconvénient. Mais à tout prendre, comme je suis convaincu que le gouvernement ne doit pas craindre d'être accusé de faiblesse lorsqu'il cède à des vœux raisonnables, comme je crois qu'il ne peut résister efficacement que lorsqu'il est dans son droit, je pense que ce que nous avons à faire, c'est d'étudier équitablement les véritables sujets de plainte, de témoigner un désir sincère de faire droit aux justes réclamations et une ferme résolution de ne rien faire de plus, en ayant soin dans l'intervalle de maintenir rigoureusement l'exécution de la loi telle qu'elle est, jusqu'à ce qu'elle ait été modifiée par le Parlement, et de punir sévèrement, si on peut en trouver le moyen, toute tentative tumultueuse pour la violer. Je crois bien que l'institution de la dîme, surtout lorsqu'on l'applique

rigoureusement, est partout un grand obstacle à la prospérité et aux progrès d'un pays. De nombreuses circonstances pratiques l'ont rendue moins dangereuse ici, mais le mal se fait cependant sentir, et il y a bien des raisons pour que la dîme pèse infiniment plus sur l'Irlande. Je crois d'ailleurs qu'il est autant du véritable intérêt de l'Église que de celui du pays d'adopter, s'il est possible, quelque autre moyen de pourvoir à ses besoins. Si l'Église encourt, par une cause quelconque, l'aversion générale, il est probable que le gouvernement risquerait son propre intérêt plus qu'il ne servirait celui de l'Église en intervenant en sa faveur. Si ceux qui sont à la tête du clergé voulaient donc envisager les choses avec calme et impartialité, ils verraient combien il est important pour eux, à tous les points de vue, de proposer quelque accommodement raisonnable, et l'apparence de concession qui pourrait être gauche de la part du gouvernement ne serait pas mal venue de leur part. La chose à laquelle il faut donc tendre, autant que j'en puis juger, c'est à trouver moyen de faire disparaître les inconvénients résultant de la dîme, ou peut-être d'y substituer quelque nouvel arrangement; il faudrait préparer avec soin un projet dans cette vue (ce qui peut demander beaucoup de temps), et surtout tâcher que la proposition vienne du côté de l'Église. La question de savoir jusqu'à quel point ceci est praticable dépend de bien des circonstances que vous êtes plus en mesure de juger que moi, spécialement du caractère des hommes considérables dans le clergé. Je suppose que l'archevêque[1] de Cashel vous donnera assez

[1] Le docteur Charles Agar, transféré plus tard à l'archevêché de Dublin. Il fut fait en 1795 lord Somerton, et en 1806 comte de Normanton.

d'embarras; le primat[1] est, à ce que j'imagine, homme à écouter des avis modérés; il est très-désirable que vous vous mettiez le plus tôt possible en rapport avec eux sur cette question, et si vous voyez la chose sous le même jour que moi, tout en leur expliquant que le gouvernement est bien décidé à les soutenir en tout ce qui sera honorable et juste, vous leur ferez bien sentir le tort qu'ils auraient de tout risquer en n'abandonnant pas un terrain qui n'est plus tenable. Je ne suis pas en état de suggérer le système précis de commutation qu'on pourrait adopter; ce serait d'ailleurs prématuré; mais en thèse générale je ne sais point de bonne raison pour qu'on n'évalue pas équitablement la valeur de chaque cure, afin de prélever une rente en blé de la même valeur sur les diverses fermes de la paroisse, à tant par livre, à peu près dans la même proportion que celle de leur contribution à la dîme. Quand je dis une rente en blé, je n'entends pas qu'elle serait payée en nature, mais une rente en argent réglée de temps à autre d'après la valeur moyenne du nombre de boisseaux équivalant à présent à la valeur de la cure. Ceci empêcherait l'Église de souffrir des fluctuations dans la valeur de l'argent, et c'est le système qui a été adopté dans tous les baux des colléges universitaires, d'après un acte du Parlement du temps de la reine Élizabeth, à ce que je crois. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'émets ces idées en confidence, et que je désire fort savoir ce que vous en pensez et si vous pouvez tirer quelque chose de vos prélats, avant de suggérer officiellement aucune mesure. Il me semble impor-

[1] Le docteur Richard Robinson, évêque d'Armagh, il avait été fait lord Rokeby en 1777.

tant de garder le plus profond secret jusqu'à ce que notre ligne de conduite soit décidée, et il faut qu'elle le soit complétement avant la réunion du Parlement.

» Tout à vous sincèrement et fidèlement,

» W. PITT. »

Le lecteur ne peut, à ce qu'il me semble, manquer d'être frappé, en voyant combien il arrivait souvent à M. Pitt d'émettre des idées contre lesquelles on luttait de son temps, ou dont on cherchait à le dissuader comme d'innovations dangereuses, et qu'on en est venu depuis lors, d'un commun accord, à adopter comme indispensables.

Lorsqu'il revint pour la seconde fois de Burton-Pynsent, Pitt s'adonna avec ardeur à ses travaux de Holwood, comme le prouvent les extraits suivants :

« Downing-street, 13 novembre 1786.

» Ma chère mère,

» ......Ayant passé toute la matinée à la cour de l'échiquier, je n'ai pas encore vu mon frère; mais nous devons dîner chez lui, Eliot et moi ; j'en suis bien aise sous tous les rapports, et je regarde cela comme un pas de gagné pour Eliot. Je me flatte qu'il a fait quelques progrès pendant ces deux jours, et j'espère que dans quelque temps, il en fera de plus en plus. J'espère arriver demain à Holwood, où je suis impatient de voir mes travaux. Je ne puis cependant apporter là que ma passion pour les plantations; il faut réserver pour Burton le goût de tailler. »

« Holwood, 18 novembre 1786.

» Mes travaux marchent très-bien, et me fournissent une occupation très-agréable, dans un moment où j'ai plus que de coutume le loisir de m'y livrer. J'attends cependant M. Eden dans un jour ou deux; il m'apportera une quantité de détails sur le traité qui interrompront un peu les plantations. Tout marche néanmoins le mieux du monde, et je me flatte de l'espoir de tout voir en bon train pour la session, au moment de Noël, ce à quoi je tiens pour plus d'une raison. On suppose que l'ami de mistriss Stapleton, lord Mansfield, va enfin donner sa démission, et qu'il ne survivra pas longtemps à sa situation. »

Lorsque M. Pitt disait, dans l'une de ses lettres, qu'il ne pouvait pas exercer à Holwood « sa passion pour tailler les arbres, » il ne répondait pas de l'avenir. Trois ans après, je trouve dans le journal de M. Wilberforce, qui était allé voir son ami à Holwood, la note suivante: « 7 avril 1790. Nous nous sommes promenés après le déjeuner, Pitt, Grenville et moi. Nous nous sommes mis en marche, armés de croissants, pour ouvrir de nouvelles allées d'un gros arbre à l'autre, à travers les taillis du bois de noisetiers de Holwood. »

Outre les points réglés par le traité de commerce avec la France, il restait quelques questions qu'on avait réservées pour une convention subséquente. M. Eden s'appliqua donc à cette nouvelle négociation avec une infatigable ardeur, secondé comme la première fois par les efforts soutenus de Pitt. Enfin le 15 juillet 1787, la convention fut signée à Versailles par M. Eden et le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères de France.

Au mois de janvier, une nomination ecclésiastique ardemment désirée par M. Pitt s'accomplit également. L'évêque de Durham étant mort, on avait l'intention de transférer à ce riche siége le docteur Thomas Thurlow, déjà évêque de Lincoln et doyen de Saint-Paul. Pitt désirait vivement que le docteur Pretyman succédât au docteur Thurlow dans ces deux charges. La minute de sa lettre au roi à ce sujet est l'une des très-rares copies conservées dans ses papiers. Elle est datée de la veille du jour de la réunion du Parlement. Il pressa vivement le roi d'accorder son consentement, en assurant Sa Majesté « qu'il n'y a rien que M. Pitt ait si fort et si personnellement à cœur. » Sa Majesté accéda à cette double requête, bien qu'avec une répugnance nettement exprimée, et le docteur Pretyman, selon la mauvaise coutume du temps, devint à la fois évêque et doyen.

Le Parlement se réunit de nouveau le 23 janvier. Le discours du roi annonça la conclusion du traité de commerce; « j'espère, » dit Sa Majesté, « que vous trouverez les conventions qui y sont contenues propres à encourager l'industrie et à développer le commerce régulier des deux pays. » Le public ne connaissait pas encore les conventions; cependant, à peine eut-on proposé et secondé l'adresse, que Fox bondit de sa place pour attaquer en termes violents l'idée d'un concert ou d'une alliance avec les Français. Rendant lui-même compte de cette soirée, il dit : « Il n'y eut ensuite ni discussion ni vote, en sorte que j'eus le temps d'aller dîner chez Derby; tout le monde avait l'air de croire que j'avais bien fait[1]. »

Ce n'était qu'une escarmouche; mais à peine le traité

[1] Mémoires de Fox, vol. II.

fut-il déposé sur le bureau que la lutte s'engagea sérieusement. Il peut être intéressant de mettre en cette occasion en contraste le ton des deux grands chefs de parti à l'égard de la France.

M. Pitt disait : « En considérant le traité au point de vue politique, je n'hésite pas à m'élever contre cette opinion, trop souvent exprimée, que la France est et doit rester l'ennemie irréconciliable de l'Angleterre. Mon esprit se refuse à cette assertion comme à quelque chose de monstrueux et d'impossible. C'est une faiblesse et un enfantillage de supposer qu'une nation puisse être à jamais l'ennemie d'une autre. »

D'autre part, M. Fox disait : « Sans doute je ne vais pas jusqu'à affirmer que la France soit et doive rester l'ennemie irréconciliable de l'Angleterre, et qu'elle ne puisse pas éprouver un désir secret de vivre à l'amiable avec ce royaume. C'est possible, mais ce n'est guère probable. Non-seulement je doute de ses bons sentiments à notre égard pour le moment, mais je n'y crois pas ; la France est naturellement l'ennemie politique de la Grande-Bretagne..... Je répète que la France est naturellement l'ennemie politique de la Grande-Bretagne, et qu'en faisant avec nous un traité de commerce, elle veut nous lier les mains pour nous empêcher de conclure alliance avec toute autre puissance. »

En face de pareils passages, et on en possède bien d'autres semblables, on comprendra combien sont justes et fondés les reproches que lord Macaulay adresse à certains récits étrangers sur le compte de Pitt. Les écrivains français qui l'ont représenté comme un second Annibal, voué sur les genoux de son père à une haine éternelle pour la France et comme le véritable auteur de la coali-

tion, ne connaissaient ni son caractère ni son histoire. « Au contraire, » comme lord Macaulay le fait ensuite remarquer, « on accusait Pitt, à la chambre des communes, d'être un fils dégénéré, et on disait que sa partialité pour les ennemis héréditaires de notre île devait faire tressaillir jusque sous les dalles de l'abbaye les ossements de son illustre père. »

De toutes les insultes que lord Macaulay a rappelées, les plus amères vinrent alors de Philip Francis. Il semble que l'auteur de *Junius* se révèle à demi devant nous par le tour de ses réflexions et la vigueur naturelle du style : « Les nations qui se touchent ne peuvent jamais s'entendre, par la seule raison de leur proximité. L'histoire et l'expérience nous confirment le fait. Tant que les Écossais et les Anglais sont restés dans des rapports de voisinage, comment auraient-ils pu s'entendre? Cette cause de dissentiment a cessé lors de leur union, et j'ai cette confiance en Dieu qu'au lieu d'être des ennemis mortels, ils sont devenus d'immortels amis... Mais maintenant nous sommes arrivés, à ce qu'il paraît, envers nos voisins à une nouvelle phase de lumières et de libéralité que nos ignorants ancêtres n'eussent pu concevoir. La pompe de l'éloquence moderne est employée à détruire jusqu'aux triomphes du gouvernement de lord Chatham. Les lauriers que le père avait remportés dans nos débats doivent céder le pas aux myrtes pacifiques qui ombragent le front du fils. Monsieur, ce qui fait la gloire de lord Chatham, c'est la résistance qu'il opposa aux forces réunies de la maison de Bourbon. Le ministre actuel a choisi une autre route pour marcher à la renommée, et la France, objet de toute l'hostilité politique de lord Chatham, est la *gens amicissima* de son fils. »

En dehors de ces vétérans, si je puis m'exprimer ainsi, un nouvel acteur parut à cette époque sur la scène. C'était M. Charles Grey, connu plus tard sous le nom de lord Howick et ensuite du second comte Grey. Né en 1764, il était entré au Parlement comme représentant du comté de Northumberland, au mois de juin 1786, par suite d'une vacance accidentelle. Dès son début, il s'attacha vivement à la politique de Fox, et prononça son premier discours contre le traité avec la France. Ce fut alors qu'on entendit pour la première fois les accents de cette éloquence élevée et pénétrante, qu'on pouvait appeler éloquence de pur sang, et qui n'était pas éteinte et même avait à peine baissé après cinquante années d'intervalle.

Nous trouvons, sur le début de M. Grey à la chambre des communes, le passage suivant dans une lettre du général Grant au comte Cornwallis : « Le fils de sir Charles Grey, qui représente le Northumberland, a violemment attaqué le ministre dans son premier discours. Celui-ci a répondu avec beaucoup de politesse, lui a fait compliment sur son talent et n'a pas fait attention aux injures. M. Fox a dit que rien ne pouvait être plus noble et de meilleur goût que la conduite de M. Pitt à cette occasion. Mais Grey est revenu à la charge et, après avoir fait une motion sur la nécessité d'une enquête au sujet de l'administration des postes, il a employé un langage plus violent qu'on n'en avait jamais entendu dans la chambre des communes. Il n'a été approuvé ni par l'un ni par l'autre parti. Le ministre est resté ferme et, sans perdre son sang-froid, il a traité avec mépris ces violences et ces menaces. Fox et Sheridan, en un mot toutes les forces de l'opposition lui sont tombées en même temps sur le corps. »

Un observateur sagace, fort de l'expérience de bien des

années, le très-honorable Richard Rigby assistait à cette dernière discussion. Il se rendait rarement alors à la chambre des communes, mais il exprima ainsi au général Grant ses impressions du jour : « Vous savez que je n'ai pas de goût pour Pitt; cependant il faut que j'avoue qu'il est bien supérieur à tout ce que j'ai jamais vu dans cette chambre; je déclare que Fox et Sheridan et tous les autres mis ensemble ne sont rien auprès de lui. Seul, sans soutien et sans appui, il leur répond à tous sans effort, et ils sont devant lui comme la balle que le vent chasse au loin [1]. »

L'opposition espérait qu'il se produirait, chez les classes commerçantes, un mouvement contre le traité avec la France, analogue à celui qui avait eu lieu contre les propositions irlandaises. Mais il n'en fut rien. Nos négociants et nos manufacturiers étaient à tout prendre satisfaits; du moins ils donnaient un assentiment tranquille. Un seul corps présenta à la chambre des communes une pétition importante; encore ne demandait-elle qu'un ajournement. En dépit de tous les efforts, en dépit de toute l'éloquence de Fox et de Sheridan, de Francis et de Grey, l'adresse approuvant le traité fut votée à une majorité écrasante de 236 voix contre 116.

On reprit pendant cette session avec un zèle infatigable les poursuites contre Warren Hastings. On amenait de temps en temps à la barre quelques témoins, et le 7 février Sheridan présenta la quatrième accusation touchant l'affaire des Begums d'Oude. Son discours à cette occasion dura cinq heures quarante minutes; il réunissait tous les genres de perfection oratoire et reste peut-être sans égal

[1] Correspondance de Cornwallis, vol. Ier.

dans l'histoire pour l'effet qu'il produisit sur l'assemblée Lorsqu'il se rassit, ni les membres de la chambre, ni les pairs au-dessous de la barre, ni même les étrangers dans la tribune ne purent contenir leurs transports d'admiration, et on les manifesta, contre toute règle et tout précédent, par de bruyants battements de mains. Sir William Dolben proposa un ajournement en déclarant que, dans l'état d'esprit où l'avait laissé ce discours, il était incapable de former une opinion positive, et Pitt, en soutenant cette proposition qui passa, fit observer que tout le monde était encore sous la baguette de l'enchanteur.

Jamais on n'avait rendu un témoignage aussi unanime à un mérite supérieur. Burke déclara que ce discours était le plus extraordinaire effort d'éloquence, d'argumentation et d'esprit dont on eût le souvenir ou la tradition. Fox dit que « tout ce qu'il avait entendu, tout ce qu'il avait lu, lorsqu'on le comparait à ce discours, tombait à rien et s'évanouissait comme le brouillard devant le soleil. » Et Pitt, tout en censurant certains passages qui portaient la trace d'une âpreté exagérée contre l'accusé, n'hésita pas à avouer que ce discours « surpassait toute l'éloquence des temps anciens et modernes, et offrait tout ce que l'art et le génie peuvent fournir pour agiter et maîtriser l'esprit humain. » Et cette impression des auditeurs ne fut pas transitoire : plus de quinze ans après, le neveu de Fox, le feu lord Holland demandant à son oncle quel était le plus beau discours qui eût jamais été fait à la chambre des communes, Fox répondit sans hésiter : « celui de Sheridan, dans l'affaire des Bégums [1]. »

[1] Sur les circonstances de cet admirable effort d'éloquence, il faut comparer la vie de Sheridan par Moore, vol 1er, et les *Essais* de Macaulay, vol. III.

Après tous ces témoignages de mérite supérieur, qui ne chercherait avidement le compte rendu de ce grand discours, et qui ne s'affligerait de voir qu'il n'en reste rien ou presque rien? Le lendemain, au milieu de l'enthousiasme général, on offrit à Sheridan 1,000 livr. sterling s'il voulait le corriger lui-même pour l'impression. Il ne le fit pas, peut-être par modestie, peut-être par indolence, peut-être par un tendre soin de sa réputation; car il n'y avait assurément point d'œuvre humaine qui ne présentât de quelque côté le flanc à l'attaque et qui pût soutenir sans danger l'épreuve de la comparaison avec les panégyriques qu'on en avait faits. Il ne reste donc rien de ce grand discours, si ce n'est un pauvre et maigre squelette dans l'histoire parlementaire. Il est enseveli dans les limbes qu'habitent les discours d'Halifax et de Bolingbroke, de sir William Wyndham et de Charles Townshend.

Le débat qu'on avait ajourné, sur la proposition de Sheridan, fut repris le lendemain. Francis parla contre Hastings avec une amère rancune, et le major Scott prononça une longue harangue pour sa défense. Pitt se leva alors. Résumant tous ces arguments au milieu d'un profond silence, puisque personne ne connaissait encore son opinion, il déclara que la conduite de Hastings envers les Bégums lui paraissait absolument inexcusable, et qu'il fallait admettre l'accusation à ce sujet. Elle fut donc admise dans le vote à une majorité de plus de deux contre un.

D'autres membres présentèrent ensuite d'autres accusations; mais les résolutions de la chambre sur l'affaire de Bénarès et sur celle des Bégums suffisaient à elles seules pour décider la question du procès d'État. Lorsque

Burke vint donc proposer de voter « qu'il y avait matière à mettre en accusation ledit Warren Hastings, comme coupable de crimes et de délits graves, » la résolution passa sans un seul vote contraire. Le 10 mai, Burke, accompagné de la majorité des membres de la chambre des communes, parut à la barre de la chambre des lords, et accusa solennellement Warren Hastings selon les anciennes formes. Peu après, le sergent d'armes fut chargé de la garde de Warren Hastings. Il fut ensuite transféré aux soins de l'huissier à la verge noire. On l'admit enfin à donner caution, et on remit à l'année suivante la poursuite de son affaire.

Pendant cette session, Pitt proposa et fit passer plusieurs mesures financières d'une grande importance. Il fit affermer les droits sur les chevaux de poste, afin d'éviter les fraudes légères, mais nombreuses, qui avaient prévalu jusqu'alors. Il imposa des règlements aux loteries, afin de supprimer une pratique de jeu funeste à la moralité publique, et qu'on appelait l'assurance des billets. Surtout, il consolida les droits de douane, les droits de l'excise et les droits de timbre. Ces impôts ayant été établis ou augmentés à diverses époques et assignés à différents services, il en était résulté des complications infinies, ce qui les rendait vexatoires et oppressifs, et obligeait les différents départements à se livrer à une série de calculs avant de pouvoir régler le moindre payement. Ce qui peut donner la meilleure idée de ces complications et de l'habileté et de la patience qu'il fallut apporter à les débrouiller, c'est la présentation par Pitt, à la chambre des communes, de 2537 résolutions destinées à abolir les anciens droits pour y substituer des impôts nouveaux et d'une organisation plus simple.

Burke, à cette occasion, se fit grand honneur : « Au lieu de se laiser aller à l'esprit de parti et de chercher à trouver des défauts dans les propositions de Pitt, il nous convient mieux, » dit il, « de nous lever franchement, de rendre justice au très-honorable M. Pitt, et de le remercier en notre nom et au nom du pays. »

Quelque importantes que fussent ces mesures financières, le public attendait avec un intérêt bien plus vif les débats au sujet de la conduite du prince de Galles. Depuis 1783, Son Altesse Royale avait un établissement particulier, et s'était jeté sans réserve dans les bras de l'opposition. Il vivait dans une intimité familière avec Fox et Sheridan surtout. Mais quelque utiles que pussent être les leçons qu'il apprenait à cette école, l'ordre et l'économie n'étaient certainement pas du nombre. Au bout de peu de temps, il se trouva écrasé de dettes. Il avait dépensé plus de 50,000 livres sterling à construire Carlton-House, et les dissipations et les folies de tous genres avaient eu leur part. Déjà en 1786 ses dettes s'élevaient à plus de 150,000 livres sterling. On pouvait cependant attribuer ces torts à la jeunesse et à l'inexpérience. Un plus grave sujet d'inquietudes s'était élevé dans l'intervalle. Le prince s'était vivement épris de mistriss Fitz-Herbert, jeune veuve qui professait la foi catholique. Elle était bien née et très-belle, et dans son veuvage comme dans ses deux premiers mariages, elle avait conservé une réputation irréprochable. Elle était partie pour le continent en 1784 afin d'éviter les importunités du prince; mais à son retour, vers la fin de l'année suivante, il renouvela ses instances. Les termes de la loi sur les mariages royaux rendaient impossible toute alliance légale entre eux ; mais pour calmer ses scrupules,

le prince offrit de consentir à la cérémonie religieuse. Le bruit s'en répandit bientôt, et Fox, dans le véritable esprit d'un honorable ami, écrivit sur-le-champ à Son Altesse Royale pour s'élever de la manière la plus énergique contre cette démarche désespérée. Le prince nia son intention, mais persévéra néanmoins. Le 21 décembre 1785, la cérémonie fut accomplie secrètement par un ministre de l'Église anglicane, d'après le rituel prescrit par le livre de prières, et le certificat, portant la même date, fut attesté par deux témoins. On peut donc dire que l'héritier présomptif du trône voulut prendre pour femme une personne née dans la vie privée, à la barbe de la loi sur les mariages royaux, et une catholique romaine à la barbe de l'acte fondamental. Il violait la loi dans l'une des alternatives, et dans l'autre il renonçait à la couronne.

Dans son excellente lettre au prince, Fox avait prédit que, si le mariage avait lieu, on ne pourrait pas le tenir parfaitement secret. On commença bientôt à en parler tout bas, et le bruit grossit en dépit des contradictions. En général on ne savait que croire quant aux faits allégués, et la presse exprimait l'incertitude du public. Plusieurs pamphlets parurent sur cette question; l'un d'eux, par Horne-Tooke, attira surtout l'attention par sa hardiesse; il soutenait que la cérémonie était parfaitement légale en dépit des défenses de l'acte sur les mariages royaux, et il parlait sans réserve de mistriss Fitz-Herbert comme de Son Altesse Royale la princesse de Galles.

Dès le printemps de 1785, le prince, par l'intermédiaire de lord Southampton, pria le roi de lui venir en aide. On lui demanda en retour de donner quelques explications sur la façon dont il avait contracté de si

énormes dettes. Le prince interpréta cette prétention fort naturelle comme un refus positif. En 1785, il annonça qu'il était décidé à partir immédiatement pour le continent. En 1786, il annonça tout aussi positivement qu'il allait licencier sa maison ; il mit en vente non-seulement ses chevaux de course et de chasse, mais jusqu'à sa voiture et son cheval de selle, déclarant qu'il irait à l'avenir à pied, et qu'il consacrerait les deux tiers de son revenu à payer ses dettes. Il espérait sans doute exciter par cette conduite la sympathie publique, mais il n'y réussit en aucune manière, à ce qu'il semble.

Au printemps de 1787, les amis du prince résolurent avec son consentement, sinon à son instigation, de demander au Parlement le payement de ses dettes et quelque augmentation de revenus. L'alderman Newnham donna avis d'une motion à cet effet. L'avis seul donna lieu à quelques escarmouches préliminaires, dans le cours desquelles Pitt déclara que, si l'on persistait malheureusement à présenter cette proposition, il croirait de son devoir d'y répondre par un refus péremptoire ; et M. Rolle, le représentant devenu célèbre du comté de Devon, se leva pour dire que, pour son compte, si on faisait une pareille motion, il poserait la question préalable, parce que la question en elle-même « portait immédiatement sur la constitution de l'Église et de l'État. » On comprit sans peine que ces mots s'appliquaient au bruit d'un mariage secret avec une catholique. Par hasard, Fox ne se trouvait pas présent au moment du discours de M. Rolle ; mais dans une autre discussion préliminaire, il saisit l'occasion d'en revenir à ces paroles. Il traita le rapport en question comme une complète calomnie, et cela dans les termes les plus nets et les plus positifs qu'on

pût imaginer. « Je sais, » dit M. Rolle dans sa réplique, « qu'il y a des actes et des lois du Parlement qui l'interdisent; mais il est cependant des moyens d'en venir à bout. » « Je nie absolument, » s'écrie Fox, « je nie la chose en fait comme en droit. Non-seulement la chose ne pouvait se faire légalement, mais elle ne s'est jamais faite d'aucune façon; et c'est, dès l'origine, un bas et malveillant mensonge. » « Parlez-vous avec autorisation? » demanda Rolle; « Oui, » répondit Fox, « avec autorisation directe. »

Il serait pénible de poursuivre la question plus loin. En tous cas, ce ne saurait être un plaisir pour ceux qui ont été les sujets du roi George IV. D'autre part, la mémoire d'un homme d'État éminent réclame une pleine justice, et je suis tenu de déclarer qu'à mon sens il n'est pas douteux que M. Fox n'avait aucune intention de tromper la chambre; il était lui-même trompé.

Au moment même cependant, et à la nouvelle de ce qui s'était passé dans la chambre des communes, mistriss Fitz-Herbert, qui se tenait pour insultée, entra dans une violente colère contre Fox. Elle ne consentit jamais à se réconcilier avec lui. Le prince, de son côté, perdait presque la tête entre sa sympathie pour la dame et sa crainte du public. Il envoya chercher M. Charles Grey, qui le trouva, raconte-t-il, dans des angoisses[1] d'agitation. Son Altesse Royale avoua cette fois que la cérémonie du mariage avait eu lieu, et il pressa vivement Grey de dire quelque chose au Parlement pour la satisfaction de mistriss Fitz-Herbert. Mais Grey s'y refusa obstinément, et le prince finit par s'écrier, en terminant brusquement la conversation : « Eh

[1] Notes de lord Grey aux Mémoires de Fox, vol. II.

bien! si personne n'en veut, il faudra bien que Sheridan le fasse! »

Quelques jours après, Sheridan entama en effet la question devant la chambre des communes avec un embarras évident. Il n'essaya cependant en aucune façon de récuser en doute l'exactitude de l'assertion de Fox, et se borna à faire allusion à mistriss Fitz-Herbert dans des termes généraux exprimant le respect et la sympathie.

Cependant les meilleurs amis de la monarchie, dans le Parlement et en dehors, commençaient à s'apercevoir qu'une discussion sur les affaires du prince de Galles, même sur les affaires d'argent, serait fort inconvenante. D'accord avec le vœu général, Pitt eut deux entrevues avec le prince à Carlton-House[1]. « Il doit voir le roi ce soir, » écrivit à Fox Son Altesse Royale, « et il doit tâcher de tout arranger s'il est possible. » Ce n'était pas chose facile. George III était plus irrité que jamais contre son fils, depuis l'appel à la chambre des communes qui semblait émané de lui. On obtint enfin un message royal qui fut transmis à la chambre pour recommander aux fidèles communes le payement des dettes du prince, qui s'élevaient à 161,000 livres sterling, sans compter un crédit de 20,000 livres sterling pour les nouveaux travaux de Carlton-House. « Sa Majesté ne peut cependant, » ainsi continuait le message, « espérer ou désirer le secours de la chambre sans une espérance bien fondée que le prince s'abstiendra à l'avenir de contracter de nouvelles dettes. Dans ce but, Sa Majesté a donné l'ordre de payer tous les ans au prince une somme de 10,000 livres sterling sur la liste civile, en sus de la pension que Sa Majesté lui faisait

[1] Lettre du 11 mai 1787.

jusqu'à ce jour, et Sa Majesté a la satisfaction de faire savoir à la chambre que le prince de Galles a donné au roi les assurances les plus formelles de sa ferme résolution de restreindre à l'avenir ses dépenses au niveau de son revenu. » On verra par la suite comment ces promesses furent tenues, mais pour le moment on vota la somme sans difficulté, et la querelle fut étouffée.

Cinquante ans s'étaient écoulés depuis que les dissidents protestants avaient demandé au Parlement l'abolition de l'acte du test. Dans la session de 1787, ils tentèrent un nouvel effort. Ils avaient, pour la plupart, chaudement épousé les intérêts de Pitt à la dernière élection générale, et ils se croyaient, en retour, quelques droits à sa faveur. Leur premier soin fut de faire circuler parmi les membres de la chambre des communes une pièce intitulée : « La situation des dissidents protestants par rapport aux actes de corporation et du test. » Ils cherchaient surtout, dans ce document, à distinguer leur situation de celle des catholiques romains. Ils firent preuve de la même prudence en choisissant, pour porter la parole en leur nom, un membre de l'église anglicane, M. Beaufoy, partisan zélé du gouvernement.

Pitt avait, à ce qu'il semble, quelque envie de soutenir leur prétention, s'il était possible de le faire avec l'assentiment de l'église anglicane; sans cet assentiment exprimé par les chefs de l'église, il n'eût guère été possible ni convenable pour un premier ministre d'aller en avant. L'archevêque de Cantorbéry, à la requête de M. Pitt, comme il le fit savoir aux évêques, convoqua une réunion épiscopale. La question posée à leurs seigneuries était celle-ci : « Faut-il maintenir les actes de corporation et du test? » Sur quatorze prélats présents, deux seule-

ment, Watson, évêque de Llandaff, et Shipley, évêque de Saint-Asaph, répondirent négativement, et l'on transmit sur-le-champ au ministre la décision de la réunion[1].

Lorsque M. Beaufoy présenta sa motion, le 28 mars, lord North parla contre et Fox parla pour. Pitt se leva et dit qu'il ne croyait pas pouvoir convenablement voter en silence. Il remarqua que diverses sectes non conformistes s'étaient fait grand tort dans l'opinion publique, et cela assez justement, par la violence et les préjugés dont elles avaient fait preuve : « Si nous cédions en cette occasion, » dit-il, « les craintes des membres de l'église anglicane seraient éveillées, et nous ne pouvons traiter légèrement leurs inquiétudes. Il faut qu'on m'accorde ce que je soutiens, c'est qu'une église légalement établie est indispensable. Or, il y a des dissidents qui déclarent que l'église anglicane est un reste du papisme ; d'autres qui croient mauvaises toutes les églises établies. Ce n'est peut-être pas l'avis des dissidents dont il s'agit ici, mais on ne peut inventer un moyen d'admettre les dissidents modérés et de repousser les violents ; il faut maintenir le même rempart contre tous. »

Le vote qui suivit ne donna pas grand espoir aux auteurs de la réclamation. 98 membres seulement suivirent M. Beaufoy, 176 se déclarèrent contre lui.

Dans cette session de 1787, on vota la mesure qui posait les fondements de colonies nouvelles presque aussi importantes que celles que nous venions de perdre. La nécessité de retrouver un endroit déterminé pour l'exil pénal se faisait cruellement sentir depuis la guerre d'A-

[1] Anecdotes de la vie de l'évêque Watson, racontées par lui-même, vol. Ier.

mérique, et l'accumulation des prisonniers en Angleterre contrariait les charitables efforts de Howard pour l'amélioration des prisons anglaises. On se souvint des découvertes du capitaine Cook et on leur trouva une utilité pratique. Un acte du Parlement donna à Sa Majesté le droit d'établir, par commission sous le grand sceau, un gouvernement destiné à la réception des forçats dans la nouvelle Galles du Sud. Un ordre du conseil compléta les formalités nécessaires. Le capitaine Arthur Philipp, de la marine royale, fut nommé gouverneur, on mit sous ses ordres un corps de troupes de marine, et il emmena un convoi de six cents prisonniers et de deux cent cinquante prisonnières. L'expédition mit à la voile au mois de mai 1787, et au commencement de l'année suivante, elle posait les premiers fondements de la nouvelle colonie de Port-Jackson, dans Botany-Bay.

En dépit de l'importance des mesures et des discussions soulevées pendant cette session, les affaires furent conduites avec tant de promptitude qu'on put proroger le Parlement le 30 mai.

CHAPITRE X

— 1787-1788 —

Situation des partis en Hollande. — Différends au sujet du commerce français dans l'Inde. — Les troupes prussiennes entrent en Hollande. — Mort du duc de Rutland. — La France et l'Angleterre désarment. — Procès de Hastings. — Bill sur l'Inde. — Budget. — Réclamations des royalistes américains. — Premiers pas dans le Parlement pour l'abolition de la traite des nègres. — Efforts de Wilberforce et de Clarkson. — Résolution de Pitt. — Bill de sir W. Dolben. — Horreurs de la traversée. — Discussions sur l'esclavage.

Depuis quelques mois la lutte des partis dans la république de Hollande était l'objet de vives inquiétudes et d'une grande préoccupation de la part des ministres en Angleterre. Non-seulement le prince d'Orange voyait son autorité comme stathouder inefficace, mais il la voyait défiée et attaquée. Il s'était retiré à Nimègue, laissant Van Berkel et les autres chefs du parti démocratique en pleine possession du pouvoir à La Haye, et ils continuaient de leur côté, comme pendant la dernière guerre, à rester étroitement unis avec la France, et à obéir à tous les ordres qui leur venaient de la cour de Versailles.

Tel était l'esprit général de la Hollande à cette époque ; à peine se passait il un mois sans quelque insulte ou quelque agression nouvelle contre le prince d'Orange. Il n'avait ni courage ni énergie, mais la princesse possédait

au plus haut point ces deux qualités. En particulier, elle conjurait son frère, qui venait de monter sur le trône de Prusse, de venir à son aide, et elle s'était également adressée au roi d'Angleterre. Sir James Harris, notre ministre à La Haye, avait épousé sa cause avec zèle. Nous le voyons représenter sans cesse dans ses dépêches que, si on laisse le champ libre au parti démocratique, la Hollande ne tardera pas à devenir une dépendance et presque une province de la France. Ces considérations l'emportèrent aussitôt auprès de lord Carmarthen, ministre des affaires étrangères, qui devint aussi ardent que sir James lui-même pour la cause du prince ; mais Pitt les accueillit avec plus de réserve. Dans cette occasion, comme dans plusieurs autres qui précédèrent la grande crise de 1793, Pitt se montra véritablement, et dans toute l'étendue du terme, le ministre de la paix.

Au commencement de mai 1787, sir James Harris écrivit de nouveau à lord Carmarthen pour réclamer avec plus d'ardeur encore que de coutume « l'adoption de mesures vigoureuses. » Mais comme il prévoyait des objections et la nécessité des explications, il dit qu'il pourrait venir passer quelques jours en Angleterre. Il reçut l'autorisation demandée, et fut invité à assister à deux conseils de cabinet qui se tinrent à cette occasion. On a conservé ses notes sur le premier des deux conseils : « Le chancelier, » dit-il, « parla le premier, et dans les termes les plus énergiques qu'on pût employer, il se déclara contre toute demi-mesure. » Lord Carmarthen, le duc de Richmond et lord Stafford en firent autant. « Je reconnais, » dit M. Pitt, « l'immense importance de maintenir l'indépendance de la Hollande, c'est assurément un point de la plus haute nécessité. Je n'ai aucune hésitation sur ce qu'il faut faire

si nous faisons quelque chose; mais si nous faisons quelque chose, il faut d'abord prendre notre parti de faire la guerre, comme un événement possible, s'il n'est probable. Or, la seule possibilité suffit pour imposer à l'Angleterre la nécessité de réfléchir avant de se mettre en mouvement. Il faut peser mûrement la question de savoir s'il y a une considération quelconque qui vaille la peine de troubler l'état de prospérité et d'opulence croissantes dans lequel notre nation se trouve maintenant, et si les progrès n'en sont pas assez rapides pour la mettre, d'ici à quelques années, en mesure de résister à toutes les forces que la France pourrait rassembler[1]. »

Au dernier conseil de cabinet, on résolut cependant de confier à sir James Harris une somme de 20,000 livres sterling, prise sur les fonds secrets, pour venir en aide à nos amis de Hollande. Sir James put donc retourner à son poste, armé, comme il le dit lui-même, des armes qu'employa Jupiter pour pénétrer dans la tour de Danaë. La cour de Versailles, suivant la même politique, avait envoyé à son ministre à La Haye une lettre de crédit très-considérable; « et je puis assurer à votre seigneurie, » écrivait sir James le 1er mai, « que je reste fort au-dessous de la vérité en disant que dans cet intervalle (quinze jours), la France a dépensé au moins un million de livres. »

La Hollande n'était pas le seul terrain sur lequel les cours de Londres et de Versailles parussent à cette époque près

[1] Papiers de lord Malmesbury, vol. II. — Pour comprendre le point de vue français sur les affaires de Hollande, voir entre autres l'*Histoire du règne de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse*, par M. de Ségur, vol. Ier, avec le mémoire de M. Caillaud à la suite.

d'entrer en lutte. Un différend grave venait de s'élever entre elles au sujet de l'étendue et de la signification du treizième article du traité de paix réglant la question du commerce français dans l'Inde, et à cette occasion les Français recevaient tout l'appui du parti dirigeant à La Haye. Les deux puissances avaient fort augmenté leurs forces navales dans les mers de l'Inde, et cet accroissement seul (sans parler d'ouvrages nouveaux à Pondichéry, et d'un renouvellement d'intrigues avec Tippoo-Saheb), nous donnait des raisons de craindre une attaque combinée sur nos territoires récemment conquis. Non qu'on pût prévoir avec quelque certitude le résultat de la conduite des ministères faibles et vacillants qui se succédaient en France. Le comte de Vergennes, qui avait conclu avec nous le traité de commerce, était par cela même devenu impopulaire parmi ses compatriotes. Les manufacturiers français étaient remplis d'inquiétude et de colère; ils voyaient déjà dans leur imagination leurs marchandises vendues à perte, et leurs métiers abandonnés. Vergennes conservait cependant son crédit à la Cour, mais il mourut au mois de février 1787, et sa mort fut bientôt suivie de la retraite de M. de Calonne, ministre des finances, victime de cette assemblée des notables qu'il avait lui-même convoquée. Ce fut ainsi que le chemin s'ouvrit pour l'arrivée au pouvoir d'un homme d'État sans aucune valeur et rempli de vanité, un favori de cour, rien de plus, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse. Il se pouvait qu'il penchât vers la paix à cause du déplorable état des finances; il se pouvait aussi qu'il penchât vers la guerre, dans l'espoir de détourner l'attention du peuple de ses misères; mais dans tous les cas, il était désirable pour nous de renforcer nos garnisons en Orient,

de tenir prête une flotte considérable, et ne fût-ce qu'en vue de l'Inde, il importait de rompre l'union absolue entre les conseils de la cour despotique de Versailles et les chefs démocratiques de La Haye.

Tout le monde prévoyait une crise prochaine dans les affaires de Hollande, mais personne ne se doutait de la forme sous laquelle elle arriva. Vers la fin de juin la princesse d'Orange résolut de se rendre en personne à La Haye. Elle emportait avec elle des lettres du prince aux États Généraux et aux États de Hollande, qui lui donnaient le pouvoir d'agir ou de négocier comme les circonstances l'exigeraient; mais à la frontière de la province, sa voiture fut arrêtée par un détachement des corps francs, et son Altesse Royale fut retenue sous bonne garde en attendant que la question eût été déférée aux États. En définitive, lorsqu'une réponse arriva de La Haye, on l'empêcha de poursuivre son voyage et elle fut obligée de retourner là d'où elle venait.

Une pareille insulte faite à la femme du premier magistrat de la république, à la sœur d'un prince régnant, ne pouvait être expiée que par de promptes excuses et le châtiment exemplaire des coupables. Le roi de Prusse exigea cette réparation en termes péremptoires, et pour appuyer ses demandes, il réunit à Wesel une armée de 20,000 hommes, sous les ordres du duc de Brunswick. La cour de Versailles, elle-même, lorsqu'on la consulta, déclara que l'acte était injustifiable et qu'il fallait une réparation; mais les patriotes (comme s'intitulaient les adversaires du stathouder), étaient assez disposés à défendre la conduite des soldats et refusaient aveuglément toute concession, même la plus insignifiante. Ils voyaient que la France ne les soutiendrait pas en cette occasion,

mais ils croyaient toujours pouvoir compter sur sa sympathie et sur son secours en général, et ils savaient que, même alors, elle formait dans leur intérêt un camp de quinze mille hommes sur la frontière près de Givet. Lorsqu'ils se virent menacés par la Prusse, ils réclamèrent donc formellement la protection de la France.

Au mois de septembre, la cour de France notifia officiellement à la cour de Londres qu'elle avait résolu d'accorder aux États Généraux les secours qu'ils réclamaient; par les ordres de Pitt, on répondit aussitôt que nous prendrions de notre côté une part active à l'affaire en faveur du stathouder. Déjà, avec l'énergie qui le caractérisait, le ministre anglais avait pris ses mesures. Il avait expédié par terre et par mer des dépêches au gouverneur général du Bengale et au gouverneur de Madras, pour leur donner l'ordre de se tenir prêts, en cas de guerre, à attaquer les établissements français dans l'Inde, et à prendre possession des établissements hollandais, pour le stathouder et en son nom. A l'intérieur, les ordres furent donnés pour l'augmentation de l'armée et de la flotte. On garantit à Berlin notre appui en cas d'hostilités de la part de la France. Ce n'était pas simplement une promesse vague; nous nous engagions à soutenir le duc de Brunswick avec une flotte de quarante vaisseaux de ligne. Un traité fut conclu pour quatre ans avec le landgrave de Hesse, par lequel ce petit potentat, toujours prêt comme par le passé à vendre ses sujets, s'engagea, en considération d'un subside annuel de 36,000 livres sterling, « honoraires pour retenir l'avocat, » dit Pitt à la chambre des communes, à fournir à notre service un corps de 12,000 hommes lorsqu'on le demanderait.

On conservait encore l'espoir de maintenir la paix.

M. Grenville fut envoyé à Paris pour quelques jours afin de conférer à ce sujet avec les ministres et de venir en aide aux négociateurs.

Les hostilités avaient déjà commencé. Le 13 septembre, les troupes prussiennes entrèrent sur le territoire hollandais en trois colonnes. Ce fut alors que l'extrême faiblesse du parti démocratique devint évidente. Presque partout les Prussiens étaient reçus comme des libérateurs et des alliés, non comme des ennemis. Presque partout on arborait l'étendard du prince d'Orange, on se parait des couleurs orangistes. La marche du duc de Brunswick fut si prompte et si facile qu'en huit jours toutes les Provinces Unies, à l'exception d'Amsterdam, s'étaient rendues; Amsterdam même céda après quinze jours de siége. Le prince d'Orange fit à La Haye une entrée triomphale au milieu des acclamations et des marques de la joie publique, et il se trouva réintégré dans tous ses droits et toute son autorité de stathouder. « Votre Seigneurie regardera le contenu de cette lettre comme incroyable, écrivait Harris à lord Carmarthen, et j'avoue que j'ai moi-même de la peine à croire ce qui s'est passé... Si Saint-Priest (le ministre de France) vient bientôt ici, il faudra qu'il entre à La Haye avec des rubans orange, sans quoi on ne le laissera pas entrer. »

Pitt avait projeté pour cet été-là une excursion vers le Nord. Son ami Wilberforce, qui avait renoncé à sa villa de Wimbledon, en avait pris une autre dans le pays des Lacs, et il se promettait de faire faire connaissance au premier ministre avec ses paysages favoris. Le *Public advertiser*, du 20 juin 1787, contient le paragraphe suivant : « M. Pitt, se rendant en Écosse, s'arrêtera à Alnwick, à Castle Howard et autres châteaux considérables, mais

il ne fera de séjour que chez M. Wilberforce. » Malheureusement les affaires de Hollande firent manquer cet agréable projet. Le voyage de Pitt vers le Nord s'arrêta dans le comté de Cambridge, mais on jugera de ses mouvements et du mouvement des affaires publiques, par sa correspondance avec sa mère à cette époque.

« Downing-street, 13 septembre 1787.

» Je suis revenu hier de Cheveley où j'étais arrivé lundi dernier, pour avoir le plaisir d'y trouver mon frère et lady Chatham établis fort à leur satisfaction. Ma visite n'a pas été longue, mais elle m'a fourni l'occasion de monter à cheval en allant et en revenant et de faire, pendant toute une journée, aussi bonne chasse que cela se peut quand on ne tue rien. J'avais quelque espoir d'y retourner vers la fin de la semaine, mais comme je vois que les affaires de Hollande touchent décidément à la crise, et que d'ici à quelques jours bien des choses peuvent se décider pour l'avenir, je ne m'éloignerai guères au delà de Holwood pendant quelque temps. »

« Downing-street, 17 septembre 1787.

» Je pars pour Wimbledon, je vais dîner là avec M. de Calonne, pour entendre raconter toute la politique française, ce qui est un assez agréable passe-temps dans les intervalles de la nôtre. »

« Downing-street, 22 septembre 1787.

» Ma chère mére,

» Les affaires du dehors touchent enfin à la crise, et cela avec toute apparence de succès. La France nous a fait savoir qu'elle prêterait son concours à la province de Hollande, ce qui nous met dans la nécessité de faire de vigoureux préparatifs; nous nous hâtons dans ce moment-ci d'armer la flotte. Mais il paraît y avoir toute raison de penser que la France cédera promptement; elle n'a point d'armée prête, et dans l'intervalle les succès du duc de Brunswick sont décisifs. Nous avons reçu hier au soir la nouvelle que presque toutes les villes de Hollande se sont rendues sans résistance. Un revirement complet a eu lieu à La Haye, et les États de Hollande ont décidé qu'ils rétabliraient le stathouder dans tous ses droits, et ils l'ont invité à revenir à La Haye. La seule question est de savoir si les corps francs de La Haye résisteront quelque peu. Si l'issue est aussi favorable qu'on peut l'espérer, tous les efforts que les Français pourraient faire arriveront trop tard, et il n'est pas probable qu'ils s'engagent dans une lutte désespérée, uniquement par point d'honneur. Vous ne serez pas surprise que je n'aie pas le temps de vous en écrire davantage aujourd'hui. Faites, je vous prie, mes amitiés à Eliot et mes compliments affectueux à mistriss Stapleton.

» Toujours, ma chère mère,

» W. Pitt. »

« Il y a dans ce moment-ci une place de femme de charge vacante dans les salles du Lever à Whitehall; on peut la remplir par délégation, et il n'y a, à vrai dire, presque rien à faire. Cela ne vaut malheureusement que 40 livres sterling par an, mais comme il n'y a guère de place de ce genre qui n'exige pas la présence des titulaires, si vous croyez que cela plût à mistriss Sparry[1], comme témoignage de ma vieille amitié, je vous serais fort obligé si vous aviez la bonté de le lui proposer. »

« Downing-street, 29 septembre 1787.

» Ces derniers quinze jours ne m'ont pas permis d'en faire grand usage pour m'absenter ; je n'ai même pas pu m'aventurer jusqu'à Holwood, mais j'espère que mon temps a été mieux employé. Nos préparatifs marchent, je me flatte, d'une manière très-satisfaisante; mais ce qui est infiniment plus agréable, il y a maintenant toute raison de croire que nous ne serons pas obligés d'en faire usage, et que nous arriverons à notre but sans coup férir. Il nous faudra peut-être cependant encore quinze jours ou trois semaines avant de pouvoir en juger définitivement, parce qu'il nous faut le temps de nous entendre avec Berlin, et dans l'intervalle on ne peut pas être bien sûr que quelque changement dans les circonstances n'amène pas de nouvelles intentions. Pour le moment tout semble à la paix, bien que les deux parties soient obligées de continuer à armer, jusqu'à ce que l'explication définitive ait eu lieu. Vous ne vous étonnerez pas que je n'aie pas le

[1] Femme de charge de lady Chatham, qui l'avait depuis longtemps à son service et en faisait grand cas.

temps de vous dire aujourd'hui grand'chose de plus que ces nouvelles... Je suis bien aise que ma proposition ait plu à mistriss Sparry. »

« Downing-street, 13 octobre 1787.

» Ma chère mère,

» Je vous écris un mot pour dire que tout va bien. Amsterdam, sans avoir encore ouvert ses portes, a tout accepté et les affaires paraissent en train de s'arranger paisiblement en Hollande. La France finira probablement par acquiescer, mais dans l'intervalle nous ne nous relâchons pas de notre vigilance. L'amiral Hood, qui a été rappelé en ville au sujet des incidents qui pouvaient s'élever, m'a apporté d'excellentes nouvelles de vous, à ma grande satisfaction. J'espère que le temps est toujours favorable à vos promenades en voiture, adieu.

» Toujours, ma chère mère,

» W. PITT. »

« Downing-street, 29 octobre 1787.

» Ma chère mère,

» Les journaux vous ont probablement apporté les nouvelles qui sont arrivées ces jours-ci sur la santé du pauvre duc de Rutland. Vous aurez partagé, j'en suis sûr, pour bien des raisons, l'anxiété que j'éprouvais à ce sujet. C'est donc avec un double regret que je vous écris pour vous annoncer la nouvelle de sa mort que j'ai reçue hier au soir. Il était malade d'une fièvre qui le poursuivait

depuis quelque temps, et qui a mal tourné dans les derniers jours. La fièvre putride s'est déclarée. Son homme d'affaires me dit que, d'après son testament (qui est en Irlande), il m'avait choisi pour l'un de ses exécuteurs testamentaires et des tuteurs de ses enfants, témoignage d'affection et de confiance qui ajoute encore à ce que j'éprouvais pour lui. Je suis fâché d'avoir à m'étendre sur un si triste sujet, mais j'ai cru qu'il valait mieux que vous l'apprissiez de ma plume que par toute autre voie.

» Vous me pardonnerez, j'en suis sûr, de n'avoir pas plus tôt trouvé le temps de vous renvoyer la lettre de M. Coutts. J'aurais été bien aise, de toute façon, si j'avais pu venir à bout d'obtenir ce qu'il demandait. Mais, lorsque j'en ai parlé à lord Sydney, il m'a paru, d'après la ligne que le roi avait tracée, que ce n'était pas un point facile à entamer.

» Ce que vous me dites de la chère petite fille m'a rendu fort heureux, comme vous le croirez sans peine. Je n'ai pas récemment reçu de nouvelles d'Eliot, mais j'ai su indirectement qu'il allait bien. J'attends d'heure en heure des nouvelles de Paris qui mettront probablement un terme à notre attente, avec une complète satisfaction; mais il n'y a jamais de certitude sur un pareil sujet tant que tout n'est pas fini. Mes compliments affectueux à mistriss Stapleton et un bon souvenir à mistriss Sparry.

» Toujours, ma chère mère, etc.

» W. PITT. »

Les espérances énoncées dans cette dernière lettre sur les bonnes nouvelles qu'on attendait de Paris furent bientôt réalisées. Deux jours avant cette date, les ministres français annoncèrent officiellement à l'ambassadeur d'An-

gleterre qu'ils avaient renoncé à tout projet hostile au nouveau gouvernement de Hollande, et le même jour, 27 octobre, on signa à Paris une déclaration d'après laquelle la France et l'Angleterre convenaient de suspendre, de part et d'autre, les armements et préparatifs de guerre. C'est ainsi que la guerre que nous avions si hardiment affrontée fut heureusement détournée, et nous renouvelâmes, à la satisfaction générale, notre ancienne et étroite alliance avec les Provinces Unies.

Le jugement du comte Woronzoff, ambassadeur de Russie à Londres, sur toute cette affaire, vaut la peine d'être conservé. Il écrivait à son frère : « Le rôle joué par l'Angleterre dans ces affaires-ci a été brillant et courageux, et la conduite de M. Pitt, à cette occasion, ressemble fort à celle de feu son père. On n'a guère connu ni pratiqué ce genre de conduite en Angleterre dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la retraite de son père et son accession au pouvoir. J'avais tant d'attachement et de respect pour le feu lord Chatham que je prends un vif intérêt à la conduite et au caractère de son fils. Comme le père en aurait joui s'il avait vécu jusqu'à présent[1] ! »

Au même moment, à l'autre extrémité de l'Europe, une autre guerre s'était allumée. Le sultan et le czar étaient de nouveau en lutte, et l'empereur Joseph II se préparait à se joindre aux Russes. Mais comme la Turquie avait commencé la guerre fort légèrement et avec quelque apparence de mauvaise foi, on ressentait moins de sympathies pour les revers que ses armes éprouvèrent bientôt.

[1] Lettre du comte Woronzoff, publiée en français, mais sans date, dans la Vie de Pitt, par Tomline, vol. II.

La satisfaction que causait à Pitt le maintien de la paix en Angleterre fut cruellement diminuée par les mauvaises nouvelles qu'il avait reçues de Dublin. Outre la perte de l'ami de sa jeunesse, il regrettait le temps d'arrêt apporté à la prospérité des affaires en Irlande. La difficulté de choisir un successeur était grande. A la surprise de bien des gens, le choix de Pitt tomba sur le marquis de Buckingham.

Avec la perspective d'une guerre possible, on avait cru bon de convoquer le Parlement avant Noël. En conséquence, le Parlement se réunit le 27 novembre, lorsque l'alarme avait cessé. Fox s'était si vivement exprimé contre la France dans la dernière session, il avait tellement tonné contre tous les intérêts français et l'alliance française en parlant du traité de commerce, qu'il était déjà et d'avance engagé à approuver la politique que nous venions de pratiquer à l'égard de la Hollande. Il exprima cette approbation en termes énergiques, mais non sans réserve et restriction, et son approbation cessa lorsque le ministre proposa une augmentation permanente de 3,000 hommes sur notre armée de terre pour assurer une protection plus complète à nos îles des Indes occidentales. « Personne, » dit Pitt, « ne peut être plus préoccupé que moi de la dépense; mais je soutiens que les dépenses modérées qui peuvent assurer plus fermement le maintien de la paix sont une véritable économie, et la meilleure économie que ce pays-ci puisse pratiquer. C'est d'après ce principe, et après avoir bien examiné l'état de nos finances, que je crois sage d'employer 200,000 livres sterling en fortifications, et de dépenser tous les ans 80,000 livres sterling, somme exigée par l'augmentation de troupes que je propose dans le but de fortifier ces parties de notre territoire qui se trouvent

faibles et attaquables, et de les maintenir habituellement dans un état de défense qui puisse détourner toute puissance ennemie de chercher à s'en emparer par surprise. » Fox demanda la division de la chambre contre la proposition, mais elle fut votée par 242 voix contre 80.

Il y eut avant Noël un autre sujet de lutte. La chambre des lords avait fixé le 13 février pour le commencement du procès de Hastings; la chambre des communes se voyait obligée de choisir ses meneurs. Tout le monde décernait la première place au génie, à la longue expérience, aux inépuisables connaissances de Burke sur les affaires de l'Inde. Il eût voulu que Pitt et Dundas consentissent à prendre rang parmi les meneurs, mais ils refusèrent à cause de leurs charges. Lord North, dont la vue était devenue mauvaise et dont la santé commençait à décliner, en fit autant.

A tout prendre, les meneurs de l'accusation se trouvèrent, après le refus de Pitt et de Dundas, exclusivement choisis dans les premiers rangs de l'opposition. Outre Burke, qui occupait le poste de président, on y comptait Fox, Fitz Patrick, Burgogne, Wyndham, Sheridan et Grey. Nulle différence d'opinion ne se manifesta jusqu'au moment où Burke proposa le nom de Philip Francis. A ce nom, au souvenir de l'hostilité et de la rancune contre Hastings que Francis avait récemment encore manifestées, un vif sentiment de désapprobation s'éleva dans l'esprit de bien des membres. La motion fut vivement repoussée, mais Fox la renouvela quelques jours après : « Ce n'est pas une question d'arguments, » dit Pitt, « c'est une question de sentiment. Devons-nous choisir pour représentant, dans une mise en accusation, la seule personne de la chambre qui ait été naguère engagée dans

une lutte personnelle, un duel avec M. Hastings? » Il faut d'ailleurs remarquer que, quelques mois auparavant, Pitt avait publiquement accusé Francis de « manœuvres honteuses et déshonorantes » dans l'affaire du témoignage du capitaine Mercer. Néanmoins, Dundas annonça qu'il voterait pour Francis, ce qui semble extraordinaire, vu son étroite intimité avec Pitt et l'accord parfait qui régnait dans leur conduite sur tous les autres points; on ne peut l'expliquer que par une promesse ou un engagement inconsidéré pris par Dundas envers Francis. Celui-ci soutint lui-même sa propre cause avec beaucoup de talent et, ce qui est presque incroyable de sa part, avec beaucoup de calme. Mais lorsqu'on en vint aux voix, il fut rejeté à une majorité de deux contre un.

Le 17 décembre, la chambre des communes s'ajourna jusqu'au dernier jour de janvier. Pitt profita immédiatement de son congé pour faire une visite à sa mère; mais il revint à Downing-street le dernier jour de décembre.

Lorsque le Parlement se réunit, l'attente publique se porta tout entière sur le grand jour, comme on l'appelait, sur le 13 février, premier jour du procès de Hastings. Le grand jour vint enfin. Westminster-Hall était préparé. A onze heures du matin, la chambre des communes entra, M. Burke à la tête du cortége. Il portait, ainsi que les autres meneurs, le costume de cour, la perruque à bourse et l'épée; mais les autres membres étaient vêtus comme de coutume, et prirent les places qu'on leur indiqua. Alors les pairs, qui avaient attendu l'entrée des communes, se mirent en devoir de quitter leur chambre. Les secrétaires marchaient les premiers, puis les maîtres de chancellerie, les juges, tout prêts à donner leur avis s'il s'élevait une question légale; après eux un hérault,

ensuite les pairs encore mineurs, et les fils aînés de pairs, l'huissier de la verge noire, et enfin les lords du Parlement eux-mêmes[1]. Ils portaient leurs robes écarlates bordées d'or et d'hermine, et ils marchaient deux à deux, classés d'après leur rang par Jarretière, roi d'armes, ce dernier, comme rang et comme préséance, marchant le premier. Celui qui ouvrait le cortége, comme le dernier baron, était assurément un de ceux qui attiraient le plus les regards; c'était lord Heathfield, récemment élevé à la pairie en récompense de son héroïque défense de Gibraltar. A côté de lui marchait l'homme d'État si longtemps et si amèrement attaqué comme le ministre des escaliers dérobés, le seul dispensateur des volontés secrètes du roi, Charles Jenkinson, devenu lord Hawkesbury. Cette majestueuse procession était fermée par les archevêques d'York et de Cantorbéry, le duc de Norfolk, en qualité de comte maréchal, le comte Camden, comme lord président, et autres grands officiers de l'ancienne représentation. Ensuite venaient les pairs de sang royal, le prince de Galles le dernier; le tout terminé par le chancelier, lord Thurlow, comme président de la chambre. En passant pour se rendre à leur place, tous se découvraient et saluaient le trône. Dix-huit prélats et cent vingt-trois laïques étaient présents[2].

[1] Voyez les règles exactement pratiquées d'après les anciens précédents, rapportées dans le journal des lords du 5 et du 11 février 1788. L'une des notes porte que les membres de la chambre des communes doivent être entrés avant que les lords arrivent.

[2] Les différents auteurs ont différemment donné les chiffres. Lord Macaulay dit qu'ils étaient à peu près 170. Gleig dit « plus de 200. » Ils avaient oublié que les noms des pairs présents sont exactement consignés chaque jour sur le registre de la chambre.

Les tribunes et les galeries des deux côtés étaient remplies de femmes. La reine et les quatre princesses étaient là; mais comme elles n'étaient pas venues en cérémonie, elles n'occupaient pas la tribune royale et se trouvaient dans celle du duc de Newcastle. On les regardait beaucoup, mais les regards se portaient encore avec plus de curiosité sur le coin de la salle où l'on apercevait mistriss Fitz-Herbert.

On réclama le silence; puis le sergent d'armes fit sa proclamation suivant les anciennes formes : « Warren Hastings, avance; sauve-toi et ta caution, sans quoi tu perds la reconnaissance de ton engagement et caution (*recognizance*). » Tous les yeux se tournèrent alors du côté de la porte pour voir entrer l'accusé. Il était vêtu d'un habit brun fort simple; il avait l'air malade et infirme et marchait lentement, flanqué de ses deux cautions. Il était accompagné également par ses avocats, hommes d'un talent éclatant, qui arrivèrent par la suite à un rang élevé : Law, plus tard lord Ellenborough et grand juge du banc de la reine; Dallas, plus tard grand juge des communs plaids, et Plumer, plus tard vice-chancelier et maître des rôles. Hastings s'avança ainsi jusqu'à la barre; là, selon les anciennes coutumes, il se mit à genoux jusqu'à ce que le chancelier l'eût invité à se relever. Une fois déjà, pendant la session précédente, lorsqu'il avait été admis à donner caution, Hastings avait subi la même humiliation. Lorsqu'il se leva, le chancelier lui adressa un petit discours pour ouvrir la séance. Hastings lui répondit en quelques mots : « Mylords, je suis venu devant cette haute cour également pénétré de confiance dans mon intégrité et dans la justice de la cour devant laquelle je me présente. »

Il faut remarquer que l'humiliation de la posture fut ce qui laissa le souveuir le plus amer dans l'esprit de Hastings, à la suite de cette pénible scène. Plusieurs mois après, il écrivait à son ami M. Thompson : « Je puis dire en toute sincérité que j'ai supporté avec indifférence tous les mauvais traitements qu'on m'a fait subir, tout, excepté cette cérémonie ignominieuse qui m'a obligé à m'agenouiller devant la Chambre. »

Mais l'intérêt du grand jour cessa complétement dés que les préliminaires furent terminés et qu'on entra en matière. Le secrétaire au bureau reçut l'ordre de lire tout au long les accusations et les réponses; une partie de l'auditoire connaissait déjà ces documents et l'autre n'y comprenait à peu près rien. Le secrétaire lut tant que le jour le lui permit, mais il n'était arrivé qu'à la fin du septième article, et on rèserva le reste pour occuper la journée du lendemain.

Le troisiéme jour du grand procès, Burke se leva et commença son discours d'ouverture destiné à servir d'introduction à toutes les accusations. Il dura quatre jours, et ce fut un effort soutenu d'une admirable éloquence, digne de l'homme, de l'occasion et de l'auditoire. Le chancelier lui-même, en dépit de son hostilité, ne put lui refuser quelques paroles d'une cordiale admiration.

A la séance suivante, Fox dèveloppa l'accusation relative à Cheyte-Sing, il fut secondé par Grey. Nous savons comment de pareilles mains pouvaient brandir leurs armes aggressives et diriger leurs coups avec une infaillible précision. Burke écrivait à cette époque à Sheridan d'un ton presque prophétique en parlant du futur premier ministre du roi Guillaume IV : « Grey a beaucoup fait et il fera tout ce qu'il voudra. »

L'affaire suivante, celle des Begums d'Oude, avait été confiée aux soins de Sheridan. Il fit un discours qui n'égalait pas à la vérité son chef-d'œuvre sur le même sujet à la chambre des communes, mais qui était cependant extrêmement beau et brillant. Pendant qu'il durait encore, et il prit trois jours entiers, Burke se retournant vers Fox qui se trouvait à côté de lui, s'écria : « Tenez, voilà le véritable genre, quelque chose entre la poésie et la prose et valant mieux que l'une et l'autre[1] ! »

L'intérêt public, qui avait été si vivement excité au début du procès de Hastings et pendant les grands discours de ses principaux adversaires, commença bientôt à décroître, et ne reprit jamais d'ardeur. D'abord l'attrait de la nouveauté avait disparu. Surtout l'ennuyeuse réalité des affaires avait succédé aux splendeurs d'une cérémonie, et aux triomphes de l'éloquence. Au lieu de voir des héraults et des rois d'armes revêtus de leurs costumes de gala, au lieu d'entendre Burke et Fox rivalisant avec les souvenirs des gloires grecques ou romaines, on entendait des secrétaires marmottant d'ennuyeux documents, ou des avocats tourmentant des témoins venus à regret. La lenteur de la procédure ajoutait à l'ennui. La cour de chancellerie elle-même eût eu peine à marcher plus pesamment. Pendant la session de 1788, les pairs siégèrent trente-cinq fois à Westminster-Hall; cependant les meneurs de l'accusation ne purent venir à bout de dépasser leur second chef, et il était évident que des années s'écouleraient avant qu'on pût annoncer une décision.

Quelques personnes désiraient pousser une autre mise en accusation, celle de sir Elijah Impey, premier grand

[1] Vie de Sheridan, par Moore, vol. Ier.

juge de l'Inde, d'après l'acte de 1773. Au début de la session, sir Gilbert Elliott avait présenté six chefs d'accusation contre lui. Sir Elijah, devenu membre de la chambre, parla longuement et avec un certain talent pour se défendre. On reprit la discussion au mois de mai, et Pitt déclara qu'il était impossible de prouver que sir Elijah Impey eût été animé de mauvaises intentions, et que jamais il n'avait voté avec une conviction plus arrêtée qu'en repoussant la motion actuelle. Cependant, lorsqu'on en vint aux voix, à sept heures du matin, la majorité en faveur de sir Elijah ne fut pas forte, 73 voix contre 55. Toute idée de mise en accusation tomba néanmoins dans l'eau.

Pitt avait été fort occupé à la chambre des communes d'une autre question qui regardait encore l'Inde. L'inquiétude ayant cessé au sujet de la guerre, les directeurs des Indes occidentales n'étaient plus disposés, comme ils l'avaient été pendant la durée de ces inquiétudes, à envoyer des troupes dans l'Inde sur leurs vaisseaux, ni à les entretenir après le débarquement. Ces messieurs soutenaient qu'à moins de faire eux-mêmes la demande d'un renfort de troupes, ils n'étaient pas obligés de les défrayer d'après l'acte de 1781, qu'ils regardaient encore comme valable, et ils appuyaient leur manière de voir de l'avis de plusieurs avocats éminents. D'autre part, M. Pitt, soutenu par les légistes de la couronne, soutenait que l'acte de 1784 avait transféré au bureau du contrôle tous les droits et pouvoirs qui reposaient naguère entre les mains de la cour des directeurs, et que les parties de l'acte de 1781, qui n'étaient pas conformes à l'acte de 1784, avaient été virtuellement, sinon expressément annulées par ce dernier.

Il était impossible de tolérer l'incertitude sur un point aussi important. Le 25 février, M. Pitt demanda la permission de présenter un bill destiné à faire disparaître tous les doutes sur le droit des commissaires chargés des affaires de l'Inde à défrayer, sur les revenus de l'Inde, les frais de transport et d'entretien des troupes. On l'appela généralement le bill de déclaration sur l'Inde.

De leur côté, les directeurs présentèrent une pétition contre le bill, et, le 3 mars, on entendit à la barre leurs avocats. Ils avaient envoyé Erskine et Rous. Erskine paraît s'être complétement trompé sur les sentiments de son auditoire, comme cela lui arrivait toutes les fois qu'il n'avait pas à parler à un jury. Le comte de Mornington, depuis le marquis de Wellesley, parla sans bienveillance de ses deux discours, prononcés le même jour, dans une lettre écrite au marquis de Buckingham à Dublin-Castle. Il faut assurément tenir compte de l'esprit de parti et de l'affection personnelle de lord Mornington pour M. Pitt ; cependant, il dit nettement du second discours : « Erskine a parlé pendant près de deux heures pour donner le libelle le plus stupide, le plus grossier et le plus inconvenant qu'on pût imaginer contre Pitt. Les injures étaient si odieuses que la chambre a fini par le siffler. »

Le résultat de cette soirée ne fut assurément pas défavorable au ministre : « Pitt, » dit lord Mornington, « n'a fait aucune attention au discours de Billingsgate[1] prononcé par Erskine, et le vote a été très-bon. Nous tenons ceci pour un grand triomphe, » continue lord Mornington. Mais la discussion qui suivit prit mauvaise tournure. Deux jours après, le lord lieutenant d'Irlande reçut de

[1] Billingsgate, marché au poisson de Londres.

son frère William une lettre infiniment moins satisfaisante : « Je suis bien fâché, » écrit le 6 mars M. Grenville, « de vous envoyer d'ici, en retour de toutes vos bonnes nouvelles, un récit d'une tout autre nature... Vous avez certainement remarqué souvent que les impressions les plus difficiles à détruire sont celles qui n'ont aucune raison d'être, parce qu'il n'y a moyen de les combattre par aucun raisonnement. C'est sous l'une de ces impressions qu'est venue hier au soir la question de savoir si on lèverait la séance (à l'occasion du bill de déclaration), et après avoir discuté jusqu'à sept heures du matin, nous n'avons eu que 57 voix de majorité, 182 oui et 125 non. Un si grand nombre de nos amis a voté contre nous que j'ai sérieusement peur que nous ne soyons battus demain sur le rapport, ou lundi à la troisième lecture... Ce qui nous a fait, je crois, un tort grave hier au soir, c'est que Pitt, qui s'était réservé pour répondre à Fox, a été saisi d'une indisposition si violente à la fin d'un discours très-habile de Fox, qu'il n'a pas pu parler du tout, en sorte que la chambre a voté sous l'impression complète des arguments de notre adversaire, restés en grande partie sans réponse. J'avais parlé au début de la discussion, et Dundas avant Fox. Je crois que c'est ce qui nous est jamais arrivé de plus désagréable en ce genre. »

Quelques jours après, un autre membre, lord Bulkeley envoyait à lord Buckingham quelques détails de plus. Je ferai remarquer que lord Bulkeley n'était pas, comme lord Grenville, un homme de poids et d'autorité; à en juger d'après ses lettres, on peut le regarder comme un bavard superficiel; il paraît cependant qu'il rendait un compte fidèle de ce qu'il pouvait voir ou entendre personnellement dans la chambre des communes : « Votre

frère William, » écrit-il au marquis, « a en mercredi dernier (le 5) une grande contrariété; on me dit qu'il en a été très-ennuyé. Au moment où il s'est levé pour parler, la chambre s'est vidée comme elle faisait naguère quand Burke se levait. J'espère que cela est accidentel, car si cet incident se renouvelait, cela lui ferait grand tort. Le lendemain il était très-abattu, et voyait tout en noir. On se plaint beaucoup des jeunes amis de Pitt qui ne se lèvent jamais pour parler; je ne m'étonne pas de leur timidité. Fox, Sheridan, Burke et Barré sont de formidables adversaires sur le terrain qu'ils occupent pour le moment. Le jeune Grey n'a parlé ni hier ni avant hier; c'est jusqu'à présent un coursier de quatre ans, supérieur à tout ce que nous avons de notre côté.

« Mais, » continue lord Bulkeley dans la même lettre, « le triomphe de l'opposition n'a pas été de longue durée, car vendredi, le 7, Pitt a fait un des meilleurs et des plus habiles discours qu'il ait jamais faits; et il a damé le pion à l'opposition en acceptant les entraves qu'on voulait imposer au patronage, et sur lesquelles on avait insisté dans l'idée que Pitt serait inflexible sur ce point; le discours de Pitt a donné de l'entrain à ses amis; Dundas a très-bien parlé, et contre toute attente Scott et Macdonald en ont fait autant. Le gouvernement a gardé toutes ses voix au moment du vote et l'opposition en a perdu dix[1].»

Les changements faits par Pitt dans le bill suffirent amplement, à ce qu'il paraît, pour obvier à toutes les objections qu'on avait soulevées; il ne rencontra aucun obstacle sérieux dans les périodes subséquentes, soit à la

[1] Pour les lettres adressées en Irlande à lord Buckingham, voir les Cours et Cabinets de George III, vol. Ier.

chambre des communes, soit à la chambre des lords.

Pitt présenta le budget le 5 mai. L'état des finances nationales était extrêmement satisfaisant. Les dépenses extraordinaires de l'année s'élevaient à 1,282,000 livres sterling, encourues surtout à cause du récent armement et du payement des dettes du prince de Galles. Cependant l'état des recettes était tellement florissant qu'il fournissait le moyen de défrayer toutes ces dépenses sans recourir à un emprunt ou à des impôts nouveaux, et sans apporter aucune interruption au service de la caisse d'amortissement.

Pitt fit cependant remarquer qu'il ne comprenait pas dans cette estimation un article considérable et d'une nature particulière, au sujet duquel il comptait prochainement expliquer ses vues; il voulait parler des réclamations des loyalistes américains.

En considérant le sort de ces hommes infortunés, on peut, je crois, affirmer que la conduite de certaines parties des États-Unis, depuis le traité avec l'Angleterre, loin d'être conciliante, n'avait pas même été juste. Et sur ce point nous pouvons justement faire appel au témoignage d'un de leurs hommes d'état les plus éminents, John Adams, alors ministre d'Amérique auprès de la cour de Saint-James. Nous le voyons écrire en confidence à un de ses parents à Boston : « L'obstacle le plus insurmontable que je rencontre ici à toutes mes négociations provient de la conduite des États qui ont fait des lois contre le traité. Le Massachusetts en est un. La loi pour suspendre les saisies par suite de dettes anglaises, quelque couleur et quelque tournure qu'on puisse lui donner, est une violation positive du traité, je ne crains pas de vous le dire; mon cher, honoré et bien-aimé Mas-

sachusetts a-t-il jamais eu l'intention de manquer à la foi publique? Je ne puis le croire. Qu'il annule donc cette loi sans retard [1]. »

Mais ces obstacles commerciaux, malgré leur injustice, pesaient moins sur l'Angleterre que le refus du pardon, même le plus restreint, aux anciens partisans de la cause royale. Le docteur Franklin[2] lui-même était d'avis que leurs compatriotes victorieux auraient dû, peu après la paix, user envers eux de quelque indulgence, ou du moins modérer leur sévérité ; mais la rancune, reste d'une lutte récente, ne le permit malheureusement pas. La recommandation enjointe par le traité de paix, et faite à ce sujet par les législatures des différents États, avait été conçue dans les termes les plus secs, purement et simplement comme une formalité. Il devint donc évident que, si quelqu'un devait pourvoir aux besoins des loyalistes américains, le poids devait en retomber tout entier sur l'Angleterre.

En présence d'une pareille situation, et des réclamations qui pleuvaient en grand nombre, sous tous les prétextes imaginables, Pitt, au début de son ministère, avait nommé plusieurs commissaires pour examiner les pétitions et en faire le rapport. L'enquête fut longue et laborieuse. Trois mille chefs de famille avaient envoyé leurs réclamations, et sur ce nombre les deux tiers seulement pouvaient être examinés en Angleterre. Pour le reste, il fallait envoyer des commissaires au Canada et à la Nouvelle-Écosse, et des années entières s'écoulèrent ainsi; mais dans l'intervalle on avait accordé 500,000 li-

[1] Lettre du 26 mai 1786. Œuvres, vol. IX.
[2] Voyez un passage dans ses Œuvres complètes, vol. X.

vres sterling pour subvenir aux besoins les plus pressants. L'enquête étant enfin terminée et tous les rapports présentés [1], Pitt reprit la question dans toute son étendue, et dans le grand projet qu'il conçut pour la résoudre, il chercha à combiner deux buts, la compassion et l'économie. Il divisait les loyalistes en trois classes. La première et la plus méritante, se composait de ceux qui résidaient en Amérique au commencement de la guerre, et qui avaient été dépouillés de leurs biens et contraints de s'exiler par suite de leur dévouement à la couronne. La seconde classe devait se composer de ceux qui résidaient en Angleterre, mais qui avaient perdu des biens en Amérique. La troisième comprenaient ceux qui avaient occupé des places ou exercé une profession en Amérique et qui avaient été obligés de quitter ce pays par suite de la guerre. Avec cette division de classes, Pitt proposait qu'on fît intégralement droit aux réclamations les moins considérables, à celles qui restaient au-dessous de 10,000 livres sterling, tandis que sur les autres on devait opérer une diminution de tant pour cent, s'accroissant à mesure que la réclamation devenait plus considérable, et se réglant également d'après la classe des pétitionnaires. Cependant, avec toutes ces déductions, il y eut une somme de 70,000 livres sterling accordée à une seule réclamation, celle de M. Harford, et la somme totale à distribuer, en y comprenant le demi-million déjà avancé, s'élevait à 1,228,000 livres sterling. On proposait en outre de payer

[1] L'histoire, ou comme le préfère l'auteur, la vue historique la plus authentique sur les travaux de cette commission, fut publiée en 1815, par M. John Eardley Wilmot, qui avait été l'un des commissaires. Voir également un ouvrage distingué sur les loyalistes américains par M. Lorenzo Sabine. Boston, 1857.

cette somme peu à peu sur les bénéfices d'une loterie à établir l'année suivante.

Ce plan, qui comprenait également le règlement des réclamations de la Floride Orientale pour une somme supplémentaire de 113,000 livres sterling, fut bien accueilli dans les deux chambres par tous les partis; on le trouvait aussi généreux que prudent et bien conçu ; Burke et Fox se levèrent pour exprimer leur approbation et il fut voté à l'unanimité. Ainsi fut donné au monde un grand et mémorable exemple, peut-être sans précédent, celui d'une nation libérale et soigneuse des intérêts des vaincus à la fin d'une guerre malheureuse. Il est bien rare, soit dans la vie publique, soit dans la vie privée, que nous trouvions de la reconnaissance et que nous voyions accorder des récompenses pour un zèle resté sans résultat et pour des services qui ne pourront se renouveler.

La session de 1788 est encore mémorable par les premiers pas que fit alors le Parlement vers l'abolition de la traite. Au commencement du siècle ce trafic, l'*asiento*, comme on le qualifiait énergiquement par un seul mot, ne passait point du tout pour une occupation honteuse. Les commerçants entreprenants s'y vouaient de préférence. Les traités commerciaux en réglaient soigneusement les droits. Le sentiment public commença quelque peu à tourner au moment de l'affaire de James Somersett en 1772. Somersett était un esclave africain, amené par son maître en Angleterre et qui, s'étant sauvé, fut repris par ce maître et renvoyé à bord du vaisseau. On référa l'affaire aux juges qui établirent enfin, comme un principe inviolable, que tout esclave devenait libre en mettant le pied sur le sol anglais.

Pendant la guerre d'Amérique, il y eut un intervalle de

silence à ce sujet, mais les Quakers en particulier avaient commencé à s'émouvoir de l'iniquité du trafic des esclaves. Il faut dire à leur honneur que, lorsqu'au mois de mai 1787, on forma un comité contre ce commerce, présidé par un philanthrope connu, M. Granville Sharpe, il n'y avait, parmi les douze membres du comité, que deux personnes qui n'appartinssent pas à la société des « Amis. »

Parmi ceux qui prenaient déjà, à cette époque, une part active dans cette bonne œuvre, on peut nommer sir Charles et lady Middleton, M. Bennet Langton, le révérend James Ramsay qui venait de publier un essai sur le traitement des esclaves, provenant de ses observations personnelles dans les îles des Indes orientales, et enfin M. Thomas Clarkson, le dernier, mais non le moindre, et dont les travaux et les grands services ne peuvent être atténués même par le cas exagéré qu'il en faisait. Mais dans la rude lutte qu'on entama alors contre les partisans de l'esclavage, la plus grande part d'éloge et d'honneur revient de droit au nom respecté de Wilberforce.

L'esprit de M. Wilberforce était déjà préparé et disposé pour ce qui devint la grande affaire de sa vie. Dans le courant de l'année 1785, il avait reçu des impressions religieuses très-vives, et il avait résolu de s'occuper exclusivement de questions religieuses. Il écrivit à ses meilleurs amis pour leur expliquer le changement qui s'était opéré dans sa manière de voir. Quelques-uns reçurent ses communications avec humeur. L'un d'eux jeta avec colère sa lettre au feu. Encore moins l'opposition lui témoigna-t-elle, au premier abord, cette respectueuse confiance qu'il acquit si complétement par la suite. Ainsi par exemple

dans le journal supposé de M. Dundas qu'on trouve à la suite de certaines éditions de la *Rolliade*, on lit une note de cette même année 1788: « Je suis rentré dans une disposition très-mélancolique, j'ai bu un verre d'eau-de-vie. — J'ai résolu de changer de vie, et j'ai envoyé demander un bon livre à Wilberforce, — très digne et pieux jeune homme; — je l'aime bien, — il vote toujours avec nous.»

Il était naturel qu'avec ces sérieuses aspirations, M. Wilberforce se consacrât alors à rechercher si les accusations qu'on portait contre les marchands négriers n'étaient pas fondées. Voici ses propres paroles : « Je réunissais chez moi de temps en temps les gens qui savaient quelque chose sur la question... Quand j'eus recueilli une certaine quantité de renseignements, j'en parlai à Pitt et à Grenville... Pitt me recommanda de me charger de cette affaire en disant qu'elle était bien appropriée à mon caractère et à mon talent. Enfin, je me rappelle qu'après une conversation en plein air, près d'un vieux chêne, à Holwood, au-dessus de la descente escarpée qui mène à la vallée de Keston, je résolus de faire savoir à la chambre des communes, dans un moment favorable, que j'étais dans l'intention de mettre en avant cette affaire. »

Je puis ajouter qu'on montre encore à Holwood cet arbre, remarquable par la projection de ses racines contournées sur lesquelles s'étaient assis les deux amis, et qu'on l'appelle le chêne de Wilberforce.

Dans ce concert de mesures, Pitt promit qu'on nommerait une commission du conseil privé pour recevoir les témoignages sur la traite des nègres. De son côté, Wilberforce annonça sa motion à la chambre des communes. Dans l'intervalle, les négociants et les planteurs des Indes occidentales s'étaient vivement alarmés. Ils pressaient les

représentants de Liverpool et des autres grands ports de les défendre résolûment. Ils préparaient certains passages de l'Ancien Testament qu'ils croyaient propices à leur cause. Ils produisaient des témoins destinés à prouver non-seulement la nécessité, mais la complète humanité de la traite des nègres. L'ardeur de Wilberforce lui-même ne pouvait se dissimuler la force et l'influence qu'auraient probablement ces grands intérêts; son journal du commencement de 1788 contient cette note : « Allé chez Pitt; il est ferme sur la traite africaine, mais nous commençons à nous apercevoir qu'il y aura sur notre chemin plus d'obstacles que nous n'avions cru. »

Il advint qu'avant le jour fixé pour la motion, la santé de M. Wilberforce fut atteinte. Il se trouva hors d'état de s'occuper activement d'affaires et contraint d'essayer les eaux de Bath. Avant de partir, cependant, il obtint de Pitt la promesse de le remplacer lui-même dans le cas où sa maladie se prolongerait durant le printemps. En conséquence, le 9 mars, le premier ministre se leva pour proposer à la chambre de déclarer « qu'au commencement de la session prochaine, elle prendrait en considération la situation de la traite des nègres. » Avec une réserve qui lui était imposée par ses devoirs officiels, il ajouta qu'il se garderait de développer et même de faire entrevoir son opinion personnelle jusqu'au moment de la discussion: « Je crois, néanmoins, » dit Fox, « que l'opinion du très-honorable M. Pitt, est *prima facie,* d'accord avec la mienne... pour moi, je n'ai point de scrupule à déclarer que la traite des nègres doit être, non réglementée, mais abolie. J'ai à peu près mon parti pris sur cette question... J'ai étudié l'affaire de très-près, et j'avais l'intention de présenter quelque chose à la chambre là-dessus; mais

je me réjouis de voir la question dans les mains de l'honorable représentant du comté d'York plutôt que dans les miennes. Je crois sincèrement qu'elle aura ainsi plus de poids, d'autorité, et de chances de succès. » Ces paroles, si fort à l'honneur de M. Fox, furent suivies de déclarations tout aussi favorables de la part de Burke et du représentant de l'université d'Oxford, sur William Dolben.

Les représentants de Liverpool, M. Bamber Gascoyne et lord Penrhyn, qui se trouvaient presque d'office les avocats de la traite des nègres, ne pouvaient résister d'une manière efficace à un tel mouvement d'opinion. Ils crurent plus prudent de laisser passer la résolution sans s'y opposer, et de réserver leurs forces pour l'année suivante ; ces forces étaient assurément beaucoup plus redoutables qu'il ne semblait au premier abord. L'opinion de M. Pitt n'avait pas influé sur celle de tous ses collègues. Lord Thurlow surtout était et resta favorable à la traite des nègres, et malheureusement il trouva moyen d'inspirer au roi à peu près les mêmes préjugés.

Ces dissentiments se firent jour beaucoup plus tôt qu'on ne l'avait présumé. Sir William Dolben et quelques-uns de ses amis étaient allés voir de leurs yeux l'aménagement d'un vaisseau négrier qui appareillait alors dans la Tamise. Ils en étaient revenus profondément pénétrés de pitié, d'indignation et de honte. Ils s'étaient assurés, comme sir William Dolben le déclara plus tard à la chambre des communes, qu'on n'accordait pas aux pauvres esclaves un espace d'un mètre carré. En outre, dans cette étroite prison, ils étaient chargés de chaînes[1]

[1] Voyez le plan du vaisseau négrier, inséré dans l'*Histoire de l'abolition*, par Clarkson, vol. II.

et attachés ensemble par les pieds et par les mains. On peut concevoir, et il serait difficile d'exagérer les souffrances et les maladies qui s'ensuivaient. Il n'y avait pas un moment à perdre, dit sir William, pour faire cesser des maux et des abus aussi intolérables. En conséquence, tout en laissant de côté la discussion générale qu'un vote avait déjà fixée à l'année suivante, il présenta un bill temporaire prescrivant certaines précautions et par-dessus tout limitant le nombre des esclaves qu'on pouvait transporter, un esclave par tonneau du jaugeage du vaisseau.

A la présentation de ce bill, les représentants de Liverpool poussèrent des cris de détresse. Ils le dénoncèrent comme inutile et comme ruineux. Dans leur ressentiment, ils allèrent même, à ce qu'il paraît, jusqu'à accuser sir William Dolben d'avoir oublié l'hospitalité qu'il avait reçue naguère : « Je serais bien ingrat, » dit Dolben, « si je pouvais oublier les négociants de Liverpool ; je crois que j'ai mangé là plus de soupe à la tortue que nulle part ailleurs dans le courant de ma vie ; mais je renoncerais volontiers à leur tortue et à leur vin de Bourgogne en faveur de la fausse tortue et du simple vin de Porto, s'ils voulaient renoncer à une partie de leurs profits pour installer un peu mieux les pauvres nègres pendant qu'ils sont à bord. »

Le bill de sir William Dolben, modéré dans son but et soutenu par Pitt et par Fox, passa triomphalement à la chambre des communes. Mais dans l'autre chambre, lord Thurlow l'attaqua avec fureur. Il fut secondé par deux pairs qui venaient d'acquérir une juste réputation dans une meilleure cause, lord Heathfield et lord Rodney. Ce fut avec beaucoup de peine et le dernier jour de la ses-

sion seulement qu'on fit passer à ce sujet une mesure fort amoindrie.

Jusque-là, le résultat était pourtant encourageant pour le comité présidé par M. Granville Sharpe. Ils dépêchèrent M. Clarkson, comme agent, de lieu en lieu, en partie pour recueillir des renseignements, en partie pour répandre leurs idées. Ils avaient choisi pour leur cachet un dessin propre à faire de l'effet sur les masses ; c'était un Africain enchaîné un genou en terre, élevant des mains suppliantes avec cette devise : « Ne suis-je pas un homme et un frère? »

Un seul exemple suffira à donner l'idée des exagérations et des faussetés mises alors en avant pour la défense de la traite des nègres. Quelques-uns des négriers ou des capitaines ne craignirent pas d'affirmer que la traversée était peut-être l'époque la plus heureuse de la vie des nègres, qu'ils étaient toujours bien nourris, que l'air renfermé de l'entrepont convenait à leur constitution physique, et que lorsqu'ils se trouvaient sur le pont, ils s'amusaient et se divertissaient à danser leurs danses nationales. Mais les témoignages rendus devant le conseil privé révélèrent la vérité des faits : on apprit que les pauvres malheureux étaient enchaînés deux à deux, et retenus par des anneaux dans le dernier entrepont. Ils recevaient par jour une pinte d'eau et deux repas composés d'ignames et de haricots. Lorsqu'ils avaient mangé, on détachait leurs anneaux, et on leur permettait de sauter avec leurs fers ; comme cet exercice était nécessaire à leur santé, on ne se bornait pas à le permettre, mais on les obligeait à coups de fouet à s'y livrer lorsqu'ils s'y refusaient. Voilà les danses nationales dont on se vantait si hardiment.

En comparant les discussions sur la traite des négres et sur l'esclavage qui eurent lieu alors en Angleterre et celles qui ont lieu maintenant aux Etats-Unis, nous éprouvons quelque surprise en voyant combien la direction en est différente. Chez nous la défense fut fondée, au premier abord, sur les arguments qu'on tirait des prétendues prédictions de l'Écriture sainte, ou de l'intérêt personnel qu'avaient les marchands négriers à veiller sur la santé et sur le bien-être de leurs esclaves. Peu à peu ces arguments vinrent à être complétement réfutés. Ils n'étaient pas soutenables. Alors les avocats du système en vigueur, tout en reconnaissant que les considérations générales développées contre eux étaient irrésistibles, choisirent pour leur terrain ce que les légistes eussent appelé un argument dilatoire. Ils soutinrent, assurément avec grande raison, que la question n'était plus toute simple et toute claire, qu'elle s'était compliquée d'une foule de considérations pratiques, qu'il fallait prendre soin des intérêts qui s'étaient développés sous un systéme sanctionné par les lois, et que, même par égard pour les nègres, il fallait accomplir par degrés la grande œuvre de leur émancipation. En Amérique, la discussion a procédé d'une manière absolument contraire. Nous apprenons d'après les autorités les plus imposantes, les lettres de Washington ou les voyages de Tocqueville, qu'il y a trente ans on ne niait pas la force des arguments généraux contre la traite des négres et l'esclavage, et que les planteurs du Sud, à peu d'exceptions prés, comptaient, comme ils le pouvaient à bon droit, sur les raisons particulières qui prescrivaient la prudence et les délais. Mais depuis lors, on a fait un grand pas en avant : l'esclavage n'est plus un mal existant, rendu nécessaire par des cir-

constances particulières, qu'il faut excuser, et qu'on ne doit endurer que pour un temps; on le soutient comme une institution utile et durable. Il y a même, là-bas, certains ministres assez ardents et assez convaincus pour dire, et non-seulement pour dire, mais pour prêcher, que l'esclavage, comme système permanent, est parfaitement d'accord avec les grands principes de l'Évangile; ils vont même jusqu'à laisser penser que l'Évangile le prescrit.

CHAPITRE XI

— 1788 —

Changements et nominations officielles — Traités d'alliance défensive avec la Hollande et la Prusse. — Aliénation mentale du roi. — Mesures de Pitt. — Le prince de Galles consulte lord Loughborough. — Manifestations de la sympathie nationale. — But de Pitt et de Thurlow. — Réunion du Parlement. — Le roi est transféré à Kew. — Fox revient d'Italie.

La session de 1788, marquée par d'importantes mesures et des débats éloquents, fut close le 11 juillet par un discours du Trône. Avant la fin, M. Pitt avait déjà été fort occupé de certains changements officiels et de nominations nouvelles Il écrit à sa mère, au sujet des affaires les plus importantes :

« Downing-street, 19 juin 1788.

» Ma chère mère,

» Vous avez été parfaitement bonne, comme de coutume, en faisant la part plus grande que cela n'était juste aux nécessités des affaires comme à quelques intervalles d'un loisir indispensable. Je suis néanmoins véritablement honteux d'avoir profité si longtemps de la latitude que vous m'aviez accordée. Les affaires sont complétement

terminées à la chambre des communes, et elles finiront probablement à la chambre des lords de manière à permettre de prononcer la prorogation dans le courant de la semaine prochaine. La session se termine de la façon la plus satisfaisante, et la clôture sera accompagnée de quelques événements qui ajoutent encore à cette satisfaction. J'éprouve, à vrai dire, un grand plaisir à vous communiquer une nouvelle qui compensera, j'espère, mon long silence, et que vous serez aussi heureuse d'apprendre que je le suis de vous-la communiquer. Ce n'est autre chose que ceci : diverses circonstances ont rendu inévitables de nouveaux arrangements à l'amirauté; lord Howe doit avoir un successeur qui ne soit point marin, et ce successeur est mon frère. J'ai eu quelques doutes sur la question de savoir si le public ne regarderait pas cette nomination comme un monopole; mais ces doutes ne suffisent pas à contrebalancer l'agrément personnel qui en résultera pour moi et les avantages pour notre organisation générale. Vous serez, j'en suis sûr, heureuse d'apprendre que lord Howe ne se retire pas sans recevoir une marque publique d'estime, sa promotion dans la pairie; sans cela, sa retraite me causerait, je l'avoue, plus de regret que je ne puis prétendre maintenant en ressentir. Un autre événement que vous ne serez pas fâchée d'apprendre est la conclusion d'une alliance très-satisfaisante avec la Russie, qui amènera probablement un système de politique continentale fort sûr et fort durable...

» A la fin de la semaine prochaine, si nos arrangements sont achevés à ce moment-là, j'irai passer quelques jours à Cambridge, et, quinze jours ou trois semaines après, j'arriverai, j'espère, à Burton. Soyez assez bonne pour tenir mes nouvelles *parfaitement* secrètes; il ne

faut pas qu'elles transpirent jusqu'au moment de l'exécution.

» Toujours, ma chère mère...

» W. Pitt. »

M. Grenville écrivant à son frère, en Irlande, fait ainsi allusion à la nomination dont il s'agit :

« L'intention de Pitt est de placer son frère à la tête de l'amirauté en lui donnant sir Charles Middleton et Hood pour adjudants, et en persuadant à Mulgrave, s'il est possible, d'accepter le contrôle de la marine Je ne doute pas que cet arrangement n'ait en général du succés. La grande popularité des maniéres de lord Chatham et son étroite parenté avec Pitt suffiront, je crois, à faire disparaître dans l'esprit du public les objections qui auraient pu s'élever en le voyant placé du premier coup dans un poste si important. Ceux qui le connaissent ne peuvent douter que ses facultés soient à la hauteur de l'entreprise, quelque difficile qu'elle puisse être ; et pour ceux qui ne le connaissent pas, le nom et la réputation de sir Charles Middleton paraîtront une garantie suffisante. »

L'offre faite à sir Charles Middleton fut, à ce qu'il paraît, refusée; mais lord Hood fut nommé lord de l'amirauté, sous le comte Chatham comme chef. Lord Hood était un amiral distingué, qui avait été fait pair d'Irlande en 1782. Au mois de mai 1784, il s'était trouvé à la tête du scrutin pour Westminster; mais au mois d'août 1788, ayant fait appel à ses électeurs pour sa réélection, il fut battu par lord John Townshend, aprés que le scrutin eut été ouvert quinze jours, par 6,392 voix contre 5,569. C'était un grand triomphe pour l'opposition qui en fit tout le bruit qu'il méritait.

La nomination de lord Chatham, qui fut bien accueillie au début par le public, ne remplit pas les espérances qu'on en avait conçues. Comme premier lord de l'amirauté, le frère de Pitt ne montra pas une grande aptitude pour les affaires, il n'avait aucun talent de discussion, et son défaut d'exactitude aux rendez-vous qu'il avait donnés le faisait souvent surnommer le dernier lord Chatham (*the late lord Chatham*).

Au mois de juin 1788, lord Mansfield quitta enfin la Cour; il vécut dans la retraite jusqu'à l'âge de quatre-vingt-huit ans, et mourut en 1793. Il se retira peut-être un peu tard, vu les infirmités qui l'accablaient depuis quelque temps déjà : « Lord Mansfield est absolument incapable d'accomplir ses fonctions, il souffre beaucoup, » écrivait lord Sydney au mois de janvier 1787. « Lord Mansfield est à Bath; il dort partout sauf dans son lit, il touche son trimestre, et ne se retire pas, » écrivait le général Grant au mois d'avril de la même année[1].

Sir Lloyd Kenyon devint alors grand juge, et reçut la pairie sous le nom de lord Kenyon. Pitt destinait la charge de maître des rôles, restée vacante par cette promotion, à son ami de jeunesse, Pepper Arden, devenu procureur général. Mais lord Thurlow y opposa une résistance farouche. Il réclama la charge de maître des rôles comme dépendant de sa place, et déclara pendant quelque temps, sans doute avec abondance de jurements, qu'il renoncerait au grand sceau plutôt que de l'apposer au diplôme de Pepper Arden. Mais Pitt tint bon, et Thurlow finit par céder, tout en grondant.

[1] Voir la correspondance de lord Cornwallis, vol. Ier.

Pepper Arden fut donc nommé maître des rôles, et Macdonald d'avocat général devint procureur général. La charge d'avocat général restée vacante fut, à la grande satisfaction du barreau, conférée à Scott qui avait depuis longtemps réparé l'échec qu'il avait reçu lors de son malheureux début à la chambre des communes. A cette occasion le roi posa une règle qui a toujours été observée depuis; c'est que le procureur général et l'avocat général, aussi bien que les juges, seront toujours faits chevaliers s'ils ne sont pas « honorables » par leur naissance. Le but du roi était de maintenir la réputation de l'ordre de chevalerie, fort déchu dans ce temps-là. En conséquence, Macdonald devint sir Archibald, et Scott sir John. Le dernier du moins n'était point du tout satisfait. Il écrivait à son frère Henry : « J'ai hier baisé les mains au roi en qualité d'avocat général. En dépit de mes dents, le roi m'a touché l'épaule de son épée en ordonnant à sir John de se relever. J'ai été fort attrapé de ce dernier témoignage de la faveur royale, mais je n'y puis rien ; ainsi je chante :

« Oh ! quel plaisir d'être un galant chevalier ! »

» On persécute ma femme sur son nouveau titre, et nous nous moquons d'elle du matin au soir[1]. »

Mais la colère du chancelier durait toujours. Il était déjà irrité contre le premier ministre pour deux raisons; l'une était le vote de Pitt dans l'affaire de Hastings et l'autre la motion de Pitt contre la traite des nègres. Maintenant, cette nouvelle question sur les charges avait fait déborder son ressentiment, et il le manifestait sans contrainte. Le 12 juin, le roi, écrivant à Pitt, faisait appel

[1] Vies des lords chanceliers, par lord Campbell, vol. VII.

à son bon caractère qui faisait espérer à Sa Majesté qu'il aurait pitié des faiblesses de son collègue. Pitt, ayant fait sa volonté, n'avait aucun désir de prolonger la querelle; mais toute intimité et même tout rapport, sauf les relations officielles, cessèrent dorénavant entre les deux ministres.

Le traité d'alliance défensive avec la Hollande ayant été conclu et signé dans le courant du printemps, M. Pitt proposa au roi de conférer la pairie au négociateur sir James Harris. Sa Majesté y consentit à condition que sir Joseph Yorke, qui avait été auparavant son ambassadeur à La Haye pendant longues années, recevrait la même distinction. En conséquence, sir James devint lord Malmesbury et sir Joseph lord Dover.

L'alliance défensive avec la Hollande fut promptement suivie d'un traité au même effet avec la Prusse. Les articles préliminaires furent signés à Loo le 13 juin et le traité même à Berlin le 13 août. Le négociateur était M. Joseph Ewart, homme fort capable, choisi par Pitt pour être ministre d'Angleterre à la cour de Frédéric-Guillaume. Outre les garanties mutuelles échangées d'ordinaire, l'Angleterre et la Prusse s'engageaient à agir toujours de concert, dans le but de maintenir la sécurité et l'indépendance des Provinces Unies. C'était par le fait une triple alliance défensive.

En quatre ans et demi, le gouvernement de M. Pitt avait donc tiré l'Angleterre de l'isolement et de la situation sans défense dans laquelle elle se trouvait à la fin de la dernière guerre. Elle restait alors sans alliés, à l'exception de ses anciens droits sur le Portugal. Maintenant si la France voulait conserver la paix, nous avions avec elle un traité de commerce qui pouvait l'engager envers nous

dans des relations plus amicales. D'autre part, si la France voulait renouveler son agression contre la Hollande ou contre toute autre puissance, nous avions acquis pour alliés le stathouder rentré en possession de son autorité légitime ainsi que le roi de Prusse.

Cet été-là comme le précédent, Pitt avait espéré faire une visite à son ami auprès des lacs : « Pitt me promet de s'échapper quelques jours pour venir me voir, » écrivait alors Wilberforce. Mais cet été-là comme le précédent, les affaires de Suède commencèrent, comme je le montrerai tout à l'heure, à donner quelques inquiétudes et à nécessiter des soins vigilants. Pitt eut même de la peine à parvenir au but définitif de ses voyages, une visite à lady Chatham. Il lui écrit ainsi :

« Downing-street, 29 août 1788.

» Ma chère mère,

» Il y a je ne sais combien de jours que j'espère pouvoir vous annoncer le moment où j'aurai le bonheur de vous voir à Burton, mais, comme cela m'arrive trop souvent, chaque jour apporte un incident nouveau pour me retenir. Cette semaine m'aurait, je crois, mis à même de parler assez positivement, mais j'ai pris froid, ce qui n'a eu d'autre inconvénient que de me causer une fluxion et de me mettre hors d'état d'aller à Saint-James, ce qui m'oblige à remettre à l'autre semaine la conclusion des affaires dont j'espérais me débarrasser cette semaine-ci. Le moment précis et la durée de ma liberté dépendent en tout cas des nouvelles du continent; il s'y passe tant de choses qu'avec toute raison d'être certains que les con-

séquences ne peuvent que nous être favorables, nous avons grand besoin de vigilance. J'avais espéré rester assez longtemps à Burton, une fois que j'y serais arrivé; mais lors même que je n'en viendrais pas à bout, je pourrai m'y reprendre à deux fois, et je suis plus que sûr d'avoir assez de loisir dans l'intervalle qui nous sépare de la réunion du Parlement.

» Nous n'avons aujourd'hui de Paris aucune nouvelle d'un autre changement. L'archevêque s'est retiré et Necker a été fait ministre des finances : c'est probablement ce qui pouvait arriver de plus heureux pour ce pays, et la façon dont cela s'est fait est très-glorieuse pour lui; mais la tâche qu'il est chargé d'accomplir n'est pas aisée.

» Je crois que mon frère est sur le point de déménager de nouveau. Je le verrai probablement établi à Wimbledon avant de quitter ces quartiers-ci, sans autre contrainte que celle des affaires, ce qui sera du luxe après celle de Londres. Mes plus tendres amitiés à Eliot, et mes compliments affectueux à mistriss Stapleton, sans oublier la bonne mistriss Sparry.

» Toujours, ma chère mère, etc.

» W. Pitt. »

Au début du mois suivant Pitt, trouva cependant le temps de faire sa visite dans le comté de Somerset, et il en revint avec l'intention de partager ses longues vacances parlementaires entre Downing-street et Holwood.

Nescia mens hominum fati sortisque futuræ.

Jamais premier ministre d'Angleterre ne parut plus solidement ou plus fermement établi que M. Pitt dans l'au-

tomne de 1788. Jamais l'horizon politique n'avait semblé plus pur, plus brillant, plus dépourvu de nuages. Les membres de l'opposition ne pouvaient plus envisager le pouvoir que comme un souvenir plein de charme dans le passé et un rêve lointain dans l'avenir, et leur chef, M. Fox, désespérant pour le moment de tout succès en Angleterre, partit pour l'Italie avec sa maîtresse, mistress Armistead. Cependant il se préparait alors un événement sans exemple dans notre histoire constitutionnelle et qui devait menacer d'une ruine complète l'élévation de Pitt, en faisant briller aux yeux de Fox, en plaçant presqu'à sa portée le pouvoir le plus absolu. Cet événement si peu prévu, ce fut l'aliénation mentale du roi.

La constitution de Georges III était naturellement forte et robuste, mais il était fort enclin à la corpulence. Pour combattre cette tendance, le roi avait adopté de bonne heure un régime fort sobre et des habitudes d'exercice. Ses repas étaient aussi simples que possible, et les écuyers de service se plaignaient souvent des longues courses qu'il faisait à cheval tout en chassant, ou des promenades avant le déjeuner qui duraient trois heures. Ce système poussé à l'excès, joint à l'attention constante et soucieuse que le roi apportait aux affaires de l'État, fut la cause de sa maladie mentale en 1788. Telle fut, du moins, l'opinion exprimée par le docteur Willis, le plus habile de tous les médecins, lorsqu'il fut interrogé par les commissaires de la chambre des lords et de la chambre des communes.

Au début de l'été de 1788, la santé du roi avait souffert de fréquentes attaques bilieuses. Écrivant à M. Pitt, il dit lui-même qu'il se sent « d'un cran trop bas. » Ses médecins lui conseillèrent les eaux de Cheltenham, et le 12 juillet, le lendemain du jour de la prorogation, il partit

avec la reine pour s'y rendre. Un séjour de plusieurs semaines ne lui fit pas le bien qu'on en attendait. Lorsqu'il revint d'abord à Kew, puis à Windsor, il avait l'air plus affaibli physiquement qu'à son départ. Les gens de sa maison furent étonnés et attristés de voir cet homme, naguère le plus infatigable des marcheurs, obligé de s'appuyer sur une canne : « Je ne puis pas m'en passer, » disait-il, « il me semble que mes forces diminuent d'heure en heure. » « Vous voyez, ma chère Effy, » dit-il en accostant une des dames de la reine, la comtesse douairière d'Effingham, « je suis devenu tout d'un coup un vieillard[1]. »

Sur certains points cependant le roi conservait toujours ses habitudes d'activité. M. Rose raconte que « M. Pitt le vit à Kew, et qu'il passa trois heures quarante minutes avec lui, tous deux sur leurs jambes pendant tout le temps[2]. » Ceci nous amène à rappeler une particularité du règne de George III. C'était l'habitude invariable ou presque invariable de ce monarque de conférer avec ses ministres debout, sans s'asseoir lui-même et sans les inviter à s'asseoir. Cette coutume, si incommode pour les deux interlocuteurs, était sans doute empruntée à quelque cour du continent.

A cette époque, au mois d'octobre 1788, le seul médecin qui approchât du roi était sir George Baker. Il déclara, dans le témoignage qu'il rendit par la suite devant les comités, que la première fois que l'idée d'une maladie mentale chez le roi se présenta à son esprit, ce fut pendant

[1] Journal de miss Burney, madame d'Arblay, vol. IV.

[2] Journaux et correspondance du très-honorable George Rose, vol. Ier, 1860. Voir aussi la Revue d'Edimbourg d'avril 1856.

la soirée du 22 octobre. Le lendemain matin, les symptômes fâcheux qui lui avaient fait concevoir ce soupçon avaient complétement disparu.

Le 24 cependant le roi fit un effort au-dessus de ses forces en tenant un lever à Saint-James. Il fit cet effort, comme il l'écrivit à M. Pitt, « pour arrêter les mensonges et la baisse de la rente. » Mais au lever, ses manières et sa conversation furent de nature à causer les plus pénibles inquiétudes à plusieurs de ceux auxquels il parla. M. Pitt en particulier ne put tout à fait contenir son émotion lorsqu'il accompagna le roi dans son cabinet après le lever; Sa Majesté s'en aperçut et y fit allusion avec bonté le lendemain en écrivant de Kew à son ministre. Se rendant peut-être un peu compte lui-même de la maladie qui le menaçait, il recommandait à M. Pitt, dans la même lettre, de ne pas lui laisser envoyer de papiers politiques jusqu'au lever suivant.

Le 25, le roi se rendit au château de Windsor. Son état paraît avoir varié de jour en jour, mais aucune amélioration durable ne se manifestait dans sa santé. Ses lettres à M. Pitt, que je donnerai tout au long dans l'appendice, ne porteut nulle trace d'incohérence d'esprit; elles témoignent seulement de quelque répugnance et de quelque anxiété au sujet des mesures que Pitt désirait prendre à l'égard des puissances du Nord. La dernière lettre que le roi ait écrite avant sa maladie est datée du 3 novembre. Sa Majesté dit qu'elle peut signer des diplômes sans aucun inconvénient, quel qu'en soit le nombre. Le roi ajoute qu'il cherche tous les jours à lire les dépêches, mais sans succès.

Le meilleur, et à vrai dire le seul bon récit qu'on ait publié jusqu'à présent de la véritable situation du roi à cette époque se trouve dans le journal particulier de miss

Francis Burney, le charmant auteur « d'*Evelina.* » Elle faisait alors partie de la maison royale, et se trouvait tous les jours de service auprès de la reine, comme vice-gardienne des robes, sous la surintendance de madame Schwellenberg. Quelque ennuyeux et frivoles que me paraissent, je l'avoue, les premiers volumes de son « Journal, » la suite en devient du plus vif intérêt et d'une grande valeur et porte l'empreinte d'un attachement véritable et affectueux pour sa royale maîtresse.

Mon récit gagnera à être continué par quelques extraits de son journal.

« Dimanche 3 novembre. Nous sommes tous bien inquiets ici. Le roi est tantôt mieux, tantôt plus mal ; il fait si souvent un pas en avant et un pas en arrière qu'on a tout à craindre, si on ne trouve pas moyen de lui calmer les nerfs. J'ai terriblement peur qu'il ne soit à la veille de quelque mauvaise fièvre. La reine est presque accablée par quelque terreur secrète. Je suis émue au delà de toute expression quand je me trouve auprès d'elle et que je vois les efforts qu'elle fait pour conserver sa sérénité. Aujourd'hui elle a renoncé à lutter pendant que j'étais seule avec elle, et elle s'est mise à fondre en larmes. C'était terrible, terrible à voir ! »

« Mercredi 5 novembre. Ce matin j'ai trouvé ma royale maîtresse plus triste que jamais ; quelque chose d'horrible semble la menacer, et j'ai vu qu'elle n'avait d'autre ressource que la religion. Nous avons récemment beaucoup causé de choses sérieuses, et elle avait l'air de se préparer à la résignation, quoi qu'il pût lui advenir.

» A midi le roi est sorti en voiture avec la princesse royale pour prendre l'air. J'ai regardé par la fenêtre pour le voir partir ; il souriait avec bonté, mais il a donné tant

d'ordres aux postillons, il est entré dans la voiture et en est ressorti deux fois avec tant d'agitation que la crainte que j'éprouvais pour lui d'une mauvaise fièvre s'en est accrue. Hélas! comme je prévoyais peu que je ne le reverrais plus de si long temps, et quel lugubre temps!

» Lorsque je revins chez ma pauvre reine, je la trouvai toujours plus abattue... La princesse royale revint bientôt. Elle rentra gaiement et raconta en allemand sa promenade, ce qui me parut satisfaire la reine.

» Peu après le prince de Galles arriva subitement. Il entra dans la chambre. Il venait de quitter Brighthelmstone. Quelque chose qui se passait dans leur cœur rendit cette entrevue terriblement froide des deux parts. La reine lui demanda s'il ne retournait pas à Brighthelmstone: « Oui, » répondit-il, « demain. » Il demanda à lui parler, et ils se retirèrent ensemble. »

Le 5 novembre, ce jour dont miss Burney nous a ainsi raconté la première partie, le mal du roi éclata; il n'y eut plus moyen de se méprendre sur sa véritable nature, ni de chercher à la cacher. Dans l'après-midi, en dînant avec la famille royale, le roi tomba positivement dans le délire, et la reine en fut si affectée qu'elle eut une violente attaque de nerfs.

Le lendemain 6, lorsque miss Burney se leva, elle apprit que les écuyers et gentilshommes de service avaient passé la nuit à la porte de la chambre du roi, et tous les pages étaient également dispersés dans les corridors et les antichambres. « Oh! quelle horreur exprimaient tous les visages qui se trouvaient sur mon chemin! » s'écrie-t-elle.

Outre sir George Baker, qui ne quittait pas le roi, on avait fait demander, par exprès, un médecin éminent,

le docteur Warren. Mais lorsqu'il arriva, le roi refusa positivement de le voir. « C'était terrible, » écrit miss Burney; « jamais le roi n'avait été si despotique; personne n'osait le contrarier. Il ne voulait pas écouter un mot, bien qu'il fût plein de douceur et de bonté pour ceux qui l'entouraient lorsqu'on ne le contrariait pas..... Il parlait sans relâche, bien que sa voix fût si faible et si enrouée qu'on entendait à peine ce qu'il disait. »

On avait naturellement envoyé un exprès à M. Pitt. Il est aisé d'imaginer son chagrin; mais son inquiétude égalait son chagrin. Il vit aussitôt toutes les difficultés qui allaient s'élever devant lui, dans le cas où la raison du roi resterait troublée et que pourtant sa vie fût épargnée. Dans cette situation, il y avait de fortes raisons pour imposer quelques restrictions à la régence; mais comment imposer ces restrictions sinon par un acte du Parlement, et comment faire un acte du Parlement sans un roi pour y donner son assentiment? Dans un sens, la régence limitée semblait nécessaire; dans l'autre, elle paraissait impossible.

Pitt se mit néanmoins sur-le-champ à l'œuvre pour prendre toutes les mesures en son pouvoir. Le jour même, il envoya des exprès aux membres du cabinet qui se trouvaient hors de Londres, pour les rappeler. Voici sa lettre au marquis de Stafford, lord du sceau privé :

« Grosvenor-square, 6 novembre 1786, 6 heures du soir.

» Mon cher lord,

» Je vous écris de chez lord Carmarthen; je viens de recevoir des nouvelles de Windsor, par lesquelles j'ap-

prends que la maladie du roi, qui nous causait beaucoup d'inquiétude depuis plusieurs jours, a pris depuis quelques heures une tournure si sérieuse que je me crois obligé de ne point perdre de temps pour en informer votre seigneurie.

» On m'écrit dans une grande alarme, en sorte qu'on ne me décrit pas bien exactement les symptômes; mais d'après ce que j'apprends, il n'y a que trop de raisons de croire qu'ils proviennent d'une fièvre qui s'est portée au cerveau et qui peut mettre immédiatement en danger la vie de Sa Majesté. Vous comprendrez aisément la douleur que j'éprouve en me voyant obligé d'envoyer cette nouvelle à votre seigneurie; mais comme vous pouvez juger bon de vous trouver sur les lieux le plus tôt possible, en semblable circonstance, j'ai cru qu'il n'y avait point de temps à perdre pour vous faire savoir ce qui en était.

» Je suis, avec beaucoup de considération, etc.

» W. Pitt. »

Le même jour, M. Pitt écrivit aussi à l'évêque de Lincoln, à Buckden-palace, et voici l'extrait de sa lettre que donne l'évêque :

« Ce qui est le plus à redouter, c'est l'effet sur l'intelligence; si ceci dure quelque temps, cela amènera la crise la plus difficile et la plus délicate qu'on puisse imaginer lorsqu'il faudra pourvoir à ce que le gouvernement puisse marcher. Quelques semaines s'écouleront cependant sans qu'il soit nécessaire d'en venir à une décision; mais l'intervalle sera rempli d'inquiétudes. Vous recevrez bientôt de mes nouvelles; mais si, d'ici à quelques jours, vous pouviez trouver le temps de venir en ville, je serais bien

aise de causer avec vous; il y aura mille détails que vous aurez envie de savoir et que je ne pourrai écrire. Je ne bougerai d'ici que pour aller savoir des nouvelles du roi à Windsor. »

L'évêque ajoute :

« Je me rendis immédiatement à Londres et, tard dans la soirée, j'arrivai chez M. Pitt qui attendait de moment en moment la nouvelle de la mort du roi; mais lorsque le message arriva enfin, à deux heures du matin, les symptômes étaient plus favorables. »

Pendant la nuit qui suivit, bien des gens inquiets veillèrent dans la chambre qui se trouvait à côté de celle du royal malade. Le prince de Galles, le duc d'York, les médecins et les gentilshommes de la maison du roi, passèrent la nuit sur des chaises ou sur des canapés. Tout le monde gardait un profond silence, et au milieu d'une demi-obscurité, on distinguait encore les deux princes à l'éclat de leurs décorations.

Le lendemain 7 novembre, il était à peu près sept heures du matin, la reine était déjà habillée, mais miss Burney était encore auprès d'elle, lorsque le prince de Galles entra précipitamment dans la chambre de la reine, et là, en présence de miss Burney « il rendit énergiquement compte » de la nuit précédente. Le roi s'était levé plusieurs heures avant le jour, et il avait absolument voulu entrer dans la pièce voisine où il avait été fort étonné de trouver, au lieu de la solitude qu'il attendait, une grande réunion de gens de sa famille et de sa maison. Il avait demandé assez vivement ce que tout ce monde faisait là. Les gentilshommes qui se trouvaient à côté de sir George Baker l'exhortèrent à demi-voix à ramener le roi dans sa chambre; le prince de Galles en fit autant, à ce

qu'il paraîtrait, mais il n'avait point de courage et méritait bien, à ce qu'il semble, le nom que lui donna le roi un moment après, lorsque Sa Majesté l'accula dans un coin en lui disant qu'il n'était qu'une vieille femme. Personne n'osait approcher Sa Majesté, et cette pénible scène se prolongea longtemps. Enfin le vice-chambellan de la reine, le colonel Stephen Digby, ancien serviteur de Leurs Majestés, se décida à intervenir. Il s'avança hardiment, et prenant le roi par le bras, il le conjura d'aller se coucher; mais voyant que les prières étaient inutiles, il se mit en devoir d'entraîner Sa Majesté en lui disant qu'il le fallait. « Je ne veux pas, » criait le roi, « je ne veux pas! Qui êtes-vous? » « Je suis le colonel Digby, Sire, » répondit-il, « Votre Majesté a été très-bonne pour moi, maintenant c'est mon tour d'être très-bon pour elle, il faut venir vous coucher, Sire, votre vie en dépend. » « Là-dessus, » continuait le prince de Galles dans son récit, « le roi a été si étonné qu'il s'est laissé entraîner aussi docilement qu'un enfant, et on a réussi de cette manière à le ramener dans sa chambre. »

Ce fut là le moment décisif. On en était venu au moment où le pouvoir du souverain sur ses sujets cessait pour faire place au pouvoir des esprits sains sur un esprit malade. L'histoire doit s'arrêter là; tant que le roi restait une personne publique, elle était en droit et en devoir de raconter sa vie; il n'en est plus de même lorsqu'il s'agirait d'explorer les secrets d'une chambre de malade devenue une prison.

Il suffira donc de dire en termes généraux que, durant les quelques jours qui suivirent, l'état intellectuel et physique alla s'aggravant; non-seulement la raison du roi était égarée, mais sa vie semblait être dans le plus grand

danger. Pendant ces heures d'anxiété et d'angoisse qui s'écoulaient à Windsor, quelques détails nouveaux sur les progrès de sa maladie vinrent au jour. La reine avait envoyé chercher le docteur Warren; peu après son arrivée, elle avait cru de son devoir de lui faire savoir en particulier que, depuis quelque temps, elle n'en était plus aux soupçons sur la véritable situation du roi. Le duc d'York avait rencontré le roi le lundi 3; Sa Majesté avait passé plusieurs heures à cheval, et tirant son fils à part, le roi avait fondu en larmes en disant ces paroles simples mais touchantes : « Plût à Dieu que je pusse mourir, car je vais devenir fou ! [1] »

Les médecins qui voyaient tous les jours le roi, et dont le nombre s'était en quinze jours accru jusqu'à quatre, gardaient naturellement beaucoup de réserve et de prudence dans l'expression de leur opinion. Mais dans la maison du roi, on croyait généralement qu'il y avait, pour lui, peu ou point d'espoir de guérison. La reine s'était retirée dans son appartement et passait toutes ses journées avec ses filles dans une douleur résignée. La direction de la maison était tombée aux mains du prince de Galles; rien ne se faisait à Windsor sans l'ordre de Son Altesse Royale.

Une affliction si terrible et si frappante et l'immense responsabilité qui en résultait ne pouvaient manquer de faire impression sur les esprits les moins sérieux.

« Le prince a eu peur et s'est fait saigner hier, » écrit l'un des cousins des Greuville qui se trouvait à Windsor le 7.

[1] Voir les lettres particulières du capitaine Payne à M. Sheridan publiées dans la vie de Sheridan, par Moore, vol. II. Payne avait alors accompagné le prince de Galles à Windsor.

Le premier soin du prince, lorsqu'il fut appelé à prendre la direction des affaires à Windsor, fut d'envoyer le duc d'York à lord Loughborough avec un message. Le prince disait qu'il attendrait impatiemment le retour de Fox d'Italie, mais que dans l'intervalle, il chercherait surtout avis auprès de lord Loughborough, et que celui-ci ferait bien de réfléchir à la conduite que le prince pourrait avoir à tenir dans une occurrence si complétement dépourvue d'antécédents. Lord Loughborough pouvait donc bien croire qu'il était près de tenir le grand sceau, but suprême de son ambition.

Cependant la maladie du roi et sa véritable nature ne pouvaient plus rester secrètes. La nouvelle s'en répandit bientôt partout dans le pays, excitant partout la plus vive sympathie et la plus grande douleur. On vit alors combien la popularité de George III était grande et profondément enracinée à cette époque, et à quel point les nuages qui l'avaient obscurcie naguère avaient disparu. Par les ordres de la reine, le colonel Digby avait écrit à l'archevêque de Cantorbéry pour demander qu'on offrît à Dieu des prières publiques pour le rétablissement du roi. On rédigea donc au palais de Lambeth une formule de prières et on donna l'ordre de l'employer dans toutes les églises. La façon dont les différentes congrégations du royaume se joignirent à cet acte du culte prouva clairement la sincérité et la vivacité de leur douleur.

Le même sentiment se manifestait d'une manière moins louable. Par exemple, les médecins qui soignaient le roi recevaient tous les jours une quantité de lettres menaçantes qui les rendaient responsables de la santé de leur monarque. Un jour la voiture de sir George Baker fut arrêtée par la populace, et on lui demanda de rendre compte de l'état du

roi ; le pauvre sir George dit en balbutiant qu'il n'était pas bien ; sur quoi la foule furieuse s'écria : « C'est une honte pour vous ! »

Dans cette crise, les deux ministres sur lesquels pesait la plus grande responsabilité étaient Pitt et Thurlow. Mais leurs relations étaient rares, et leurs intentions profondément diverses. Pitt ne pensait qu'à servir son pays, Thurlow qu'à garder sa place. Dès le 7 novembre, le prince de Galles fit demander le chancelier qui se rendit à Windsor et y passa la nuit. Le prince l'avait fait appeler pour une très-bonne raison ; il voulait s'entendre avec lui sur les soins à prendre pour mettre en lieu sûr les joyaux et les papiers particuliers du Roi. En revenant en ville le 8 au matin, le chancelier se borna à écrire à Pitt un billet pour lui faire savoir que le prince désirait le voir à Windsor le lendemain à onze heures. Pitt se rendit chez son collègue, mais il ne paraît pas y avoir obtenu beaucoup de renseignements. Il apprit cependant que Son Altesse Royale le faisait spécialement demander pour lui adresser quelques questions sur un papier que la reine se figurait que le roi avait remis entre les mains de Pitt au sujet d'un établissement pour les jeunes princes et princesses ; c'était une erreur : Pitt n'avait point reçu ce papier.

Pitt se rendit naturellement aux ordres du prince. M. Grenville raconte ainsi le résultat de l'entrevue dans une lettre écrite le lendemain matin : « Je n'ai pas besoin de vous dire l'effet produit par cette terrible calamité. Pitt a eu hier une longue conférence avec le prince ; mais elle a roulé principalement sur la situation du roi, sur l'état et les progrès de sa maladie. Rien ne s'est dit qui puisse autoriser à rien présumer sur les mesures futures. Le

prince l'a traité poliment, rien de plus. On est généralement d'avis qu'il y a au palais l'intention de tenter une négociation. Mais il serait difficile de trancher la question de savoir si le prince personnellement est dans cette intention ou si Pitt doit y prêter l'oreille dans aucun cas, et quelle devrait être la mesure [1]. »

Le parti de Pitt fut bientôt pris. Comme toujours, sa ligne de conduite fut simple et alla droit au but. Il ne voulait faire aucune condition pour lui-même ; il ne voulait s'inquiéter que de ce qu'il devait à son roi malade ; il voulait user de l'autorité du Parlement pour imposer, pendant un temps donné, certaines restrictions à la régence, afin que le souverain pût reprendre sans difficulté son autorité dans le cas où il retrouverait sa raison. Pitt ne savait pas encore quelles pouvaient être les justes limites ou la durée nécessaire de ces restrictions, et il roulait cette question dans son esprit. Mais il n'avait aucune intention, comme le craignaient ses adversaires, de faire nommer un conseil de régence qui pût entraver le prince dans le choix d'un nouveau ministère. Au contraire, Pitt s'attendait à quitter immédiatement le service public, et il avait résolu de se remettre à pratiquer sa profession au barreau.

La conduite de Thurlow était bien différente. Sous les apparences d'une probité un peu rude, il cachait une assez forte dose d'égoïsme et de ruse. Il était prêt à saisir la première ouverture, et l'ouverture ne se fit pas longtemps attendre. Deux hommes qui étaient dans la confidence du prince, le contrôleur de sa maison, le capitaine Payne, plus communément appelé Jack Payne, et Richard

[1] Lettre à lord Buckingham, 9 novembre 1788.

Brinsley Sheridan s'étaient entendus sur ce point. N'était-il pas à craindre que Pitt cherchât à entraver la nouvelle régence par quelques restrictions! Et qui pouvait s'opposer à cette tentative d'une manière plus efficace que l'homme d'état chargé du grand sceau? Combien il était donc important de le gagner s'il était possible!

Dans cette vue, et avec la sanction du prince, on entama des négociations secrètes avec lord Thurlow; on lui proposa de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour déjouer toute intention de restrictions à imposer au régent, et on lui promit en retour qu'il serait président du conseil dans le nouveau ministère. Mais Thurlow faisait fi de l'offre de la présidence; il voulait conserver le grand sceau. Cela était plus difficile, à cause des engagements pris par le prince et par le parti de Fox tout entier auprès de lord Loughborough. Sheridan cependant conseillait fort qu'on s'assurât de lord Thurlow aux conditions exigées. Le prince céda et on continua la négociation sans lord Loughborough. Le marché fut conclu ou presque conclu; on n'attendait plus que la sanction de Fox à son retour d'Italie.

La perfidie de Thurlow dans cette affaire n'a pas besoin de commentaire. Elle reste encore la principale tache sur sa réputation. Il nous serait bien difficile dans nos annales modernes d'y trouver un pendant, si ce n'est dans la carrière de son contemporain et de son rival, lord Loughborough.

Lord Thurlow réussit au premier abord à cacher à Pitt toutes ses intrigues. Il y fut fort aidé par cette circonstance que les conseils de cabinet se tenaient alors fréquemment à Windsor, ce qui lui fournissait l'occasion de se glisser secrètement dans l'appartement du prince de

Galles. Mais un petit incident vint mettre le mystère au jour. Son chapeau fit découvrir ses cabales. Voici comment mon regrettable ami M. Thomas Grenville, l'un des derniers survivants de ce temps-là, avait coutume de raconter l'histoire [1].

Il devait y avoir un jour conseil à Windsor, et Thurlow y était arrivé quelque temps avant ses collègues. Il devait revenir à Londres dans la voiture de l'un d'eux ; mais le moment du départ arrivé, on ne pouvait retrouver nulle part le chapeau du chancelier. Après de longues recherches, un des pages arriva en courant, le chapeau à la main, en disant tout haut : « Mylord, je l'ai trouvé dans le cabinet de Son Altesse Royale le prince de Galles. ». Les autres ministres étaient encore dans le vestibule, attendant leurs voitures, et la confusion de lord Thurlow confirma la conclusion qu'ils avaient tirée de l'incident.

Pitt pouvait donc soupçonner et mieux que soupçonner le double jeu que jouait le chancelier. Mais il n'en avait point encore de preuve positive, et il pouvait penser, comme la seconde Agrippine [2], que la meilleure défense contre la perfidie est souvent de ne pas avoir l'air de s'en apercevoir. Conservant donc la fierté tranquille qui lui était ordinaire, il ne daigna pas demander une seule explication, ni faire un seul reproche. Il continua à voir lord Thurlow comme de coutume, mais il résolut en son particulier de ne rien faire passer des affaires de la régence par les mains de lord Thurlow, et de confier, dans la Chambre des lords,

[1] Vies des chanceliers par lord Campbell, vol. V. J'ai moi-même entendu raconter la même histoire par M. Grenville.

[2] *Reputans Agrippina solum insidiarum remedium esse si non intelligerentur.* (Tacite. *Ann.*, liv. XIV, cap. 6.)

à lord Camden toutes les mesures nécessitées par la maladie du roi.

Ce n'était pas un médiocre accroissement des embarras de Pitt en cette conjoncture que la nécessité où il se trouvait de faire face sur-le-champ au Parlement. Les Chambres n'avaient été prorogées que jusqu'au 20 novembre, et il n'y avait plus dans l'État de pouvoir légal pour prolonger la prorogation. Les deux chambres se réunirent donc naturellement le 20. Pitt à la chambre des communes, et Thurlow à la chambre des lords annoncèrent que l'impossibilité où se trouvait le roi de vaquer aux affaires était la cause de la réunion. Pitt demanda qu'on n'entamât pour le moment aucune discussion, proposant que la chambre s'ajournât jusqu'au 4 décembre, époque où il deviendrait nécessaire d'examiner les mesures à adopter si par malheur la maladie du roi se prolongeait. Cependant, afin de donner aux délibérations toute la solennité possible, il proposa en outre que l'orateur convoquât tous les membres par une circulaire afin de réclamer leur présence au jour indiqué. Lord Camden fit la même proposition dans la chambre des lords, et la motion passa dans les deux assemblées sans une seule observation de part ni d'autre. M. Fox n'était pas encore de retour, et en son absence l'opposition ne voulait se commettre par aucun commentaire.

Une circonstance embarrassante se présenta bientôt à Windsor; on désirait fort, et avec raison, transporter Sa Majesté à Kew. En premier lieu, la distance de Windsor à Londres était fort incommode pour les médecins qui soignaient le roi, et secondement, ce qui était la principale raison, sinon la seule, mise en avant par eux, il était important que le roi pût avoir ce qu'il aurait à Kew et n'avait

pas à Windsor, un jardin particulier où il pût prendre de l'exercice, sans qu'on le vît et qu'on l'observât. Mais, d'autre part, le roi manifestait la plus extrême répugnance à quitter Windsor. On crut que, même dans sa folie, l'avis de ses serviteurs confidentiels aurait du poids auprès de lui, et qu'on pourrait éviter ainsi la nécessité de la contrainte. En conséquence le conseil privé se tint le 28 à Windsor; on interrogea officiellement les médecins; tous convinrent que le départ de Sa Majesté pour Kew était un point de la plus haute importance.

J'emprunte pour la scène qui suivit, comme pour quelques-unes de celles qui ont précédé, la description animée de miss Burney : « Tout le monde témoignait l'alarme la plus vive à l'idée que le roi, s'il se remettait, conserverait un éternel ressentiment contre les auteurs et promoteurs de son voyage. Pour lui donner donc toutes les sanctions possibles, on décida que le chancelier et M. Pitt verraient tous les deux le roi. Le chancelier entra en sa présence avec le tremblement qu'il avait eu jusqu'alors coutume d'inspirer à d'autres, et lorsqu'il sortit, il était tellement ému de l'état dans lequel il avait trouvé son royal maître et patron que les larmes coulaient le long de ses joues, et qu'il avait peine à se soutenir. M. Pitt était plus calme; mais il exprimait sa douleur avec tant de respect et d'attachement que l'admiration universelle qu'on ressent ici pour lui s'en est encore accrue. »

Mais quel qu'eût été l'effet de ces pénibles entrevues, on s'aperçut que l'aversion maladive du roi pour le déplacement requis n'avait point cédé : « Dans quel état était la maison, » s'écrie miss Burney, « les princes, les écuyers, les médecins, les pages, tout le monde complo-

tant, chuchotant, conférant, cabalant pour décider le roi à partir ! »

On eut enfin recours à un pénible stratagème. Le roi demandait sans cesse depuis quelques jours qu'on lui permît de voir la reine et les princesses, mais les médecins avaient cru nécessaire de le lui refuser. On décida donc que les femmes de la famille royale partiraient le lendemain pour Kew, que les médecins annonceraient leur départ au roi, et que, s'il doutait de leur assertion, ce qui paraissait probable, on lui permettrait d'explorer les appartements et de s'assurer par lui-même du fait. On devait ensuite promettre à Sa Majesté qu'on lui permettrait de voir les membres de sa famille lorsqu'il les aurait rejoints à Kew. Sur cette promesse, George III consentit au voyage, qui s'accomplit. Mais en arrivant à Kew, on ne lui tint pas la promesse qui l'avait décidé, et le résultat, auquel on eût pu s'attendre, fut qu'il eut dans la nuit un accès plus violent que tous les autres.

On avait cependant envoyé un exprès en Italie pour annoncer à Fox la maladie du roi et le presser de revenir immédiatement. L'envoyé trouva l'homme d'État à Bologne, en chemin pour Rome. Il reprit immédiatement la route de l'Angleterre, et voyagea si rapidement qu'il accomplit dans cette rude saison un voyage de plus de huit cent milles en neuf jours. Il fit même si grande hâte, et les routes qu'il suivit étaient si mauvaises que sa santé en fut gravement ébranlée quelque temps après son retour. Quelle que fût sa diligence, il n'arriva cependant en Angleterre que le 24 novembre. Il est curieux de comparer ces détails avec ceux d'un autre rappel inattendu et d'un autre retour précipité d'Italie, celui de sir Robert Peel, au mois de novembre 1835. Les deux hommes d'État re-

venaient l'un et l'autre avec l'espoir de devenir premiers ministres, et l'espoir fut aussi passager pour l'un que le pouvoir entre les mains de l'autre.

Fox ne fut pas plutôt à Londres qu'on lui apprit la négociation avec lord Thurlow. Fox n'avait point de goût pour cette intrigue sous main, mais il se sentait lié par la parole que le prince avait déjà donnée. Certaines expressions d'un billet à Sheridan indiquent bien la contrariété qu'il éprouvait : « J'ai avalé la pilule, elle était fort amère, et j'ai écrit à lord Loughborough qui ne peut naturellement répondre que par un consentement. Que reste-t-il à faire maintenant? Est-ce le prince en personne, ou vous, ou moi, ou Warren, qui devons parler au chancelier ? Dites-moi, je vous prie, ce qu'il faut faire. Je ne me souviens pas de m'être senti de ma vie aussi mal à l'aise au sujet d'une affaire politique. Venez me voir si vous pouvez. »

Outre cette « affaire politique » on soumit alors à Fox un autre projet d'une importance plus grande encore pour le public. Lord Loughborough méditait une manœuvre hardie, un véritable coup d'État. Il proposait que le prince, comme héritier présomptif, s'emparât de la régence de son autorité privée et sans acte du Parlement. Il avait résumé ce projet dans une note écrite au crayon, de sa propre main ; elle subsiste encore dans les papiers de lord Rosslyn, et lord Campbell l'a publiée dans ses « Vies des chanceliers [1]. »

[1] Vol. VI. La biographie de lord Loughborough contient d'autres documents fort précieux ; mais lord Campbell n'a pas toujours mis assez de soin à les classer. Par exemple, à la page 205, les deux billets de Fox que lord Campbell rapporte à la période de 1788 sont évidemment de 1783, comme le prouve leur date « Downing-street. »

Mais la main énergique de Fox balaya bientôt cette toile d'araignée. Il était prêt, comme nous le verrons bientôt, à aller fort loin pour soutenir la prérogative inhérente au prince de Galles; mais il n'avait jamais eu la pensée de se passer des votes du Parlement. Devant cette opposition, lord Loughborough céda naturellement à son chef, et ayant soigneusement enfermé sa note au crayon dans son pupitre, Sa Seigneurie se crut le droit, quelques semaines après, en parlant dans la chambre des pairs, de nier solennellement qu'il eût jamais professé la doctrine inconstitutionnelle exprimée par cette note. Loughborough et Thurlow n'étaient-ils pas de dignes rivaux?

Il paraîtrait cependant, d'après les réminiscences que lord Carmarthen, le secrétaire d'État, avait rédigées, et qu'il lut par la suite, comme duc de Leeds, à l'un de ses jeunes amis, que les ministres de 1788 avaient été bientôt instruits du dangereux projet de lord Loughborough. S'il avait persisté, ils avaient l'intention de l'arrêter pour haute trahison et de l'envoyer à la Tour [1].

Le 3 décembre, la veille du jour où le Parlement devait se réunir de nouveau, le conseil privé se tint à Whitehall. Par les ordres de Pitt, on avait convoqué tous les membres, quelles que fussent leurs opinions politiques, dans l'intention de leur communiquer de la manière la plus authentique l'exacte vérité sur l'état du roi. Sur les cinquante-quatre membres qui répondirent à l'appel, on calcula au moment même qu'il y en avait vingt-quatre appartenant à l'opposition. Les cinq médecins qui avaient soigné le roi furent appelés et interrogés sous serment; ils déposèrent

[1] Journal de M. Charles Abbot (lord Colchester), 24 janvier 1796, publié en 1861.

tous de son incapacité actuelle pour les affaires. Ils ajoutèrent qu'ils avaient bon espoir de la guérison, mais qu'ils étaient hors d'état de fixer une limite de temps. Ils avaient vu des maladies du même genre durer six semaines seulement; ils en avaient vu d'autres se prolonger pendant deux ans.

Tel était l'état des choses lorsque le Parlement se réunit le 4 décembre pour vaquer aux affaires, et que les deux grands chefs de parti se retrouvèrent en face l'un de l'autre.

FIN DU PREMIER VOLUME

APPENDICE

APPENDICE

LETTRES ET EXTRAITS DE LETTRES DU ROI GEORGE III A M. PITT.

(Toutes les fois que la lettre tout entière est donnée dans ces copies, la signature ordinaire du roi dans cette correspondance, G. R., y est apposée. Lorsqu'elle ne s'y trouve pas, le lecteur comprendra qu'il ne s'agit que d'un extrait, et que le reste de la lettre n'offre aucun intérêt pour le public.)

« Queen's-House, 23 mars 1783, 8 h. 50 m. du matin.

» Le roi prie M. Pitt de venir ici dans son costume du matin, le plus tôt qu'il lui sera possible.

» G. R. »

« Saint-James's, 23 mars 1783, 11 h. 55 m. du matin.

» Monsieur Pitt, j'ai vu lord North, et je l'ai envoyé au duc de Portland pour le prier de m'envoyer immédiatement le projet d'arrangements, attendu que j'ai besoin de l'examiner à tête reposée avant de donner une réponse. Je compte que tout sera définitivement convenu avant la discussion de demain à la chambre des communes. Ceci me paraît répondre à l'idée que M. Pitt vient de me communiquer.

» G. R.

« Je prie M. Pitt de venir ici après le Drawing-room. »

« Queen's-House, 24 mars 1783, 11 h. 10 m. du matin.

» L'idée de M. Pitt de ne rien annoncer avant le débat d'aujourd'hui a ma pleine approbation. Je viens de voir le lord chancelier ; il pense qne si M. Pitt disait, à la fin de la discussion, qu'après la conduite tenue par la coalition, il est du devoir de tout homme dévoué à la constitution de se mettre en avant dans cette circonstance, et qu'en conséquence il est décidé à conserver la situation qui lui est échue en partage, il serait accueilli par des applaudissements qui ne pourraient manquer de l'encourager.

» Je n'attendrai M. Pitt qu'après la fin du lever.

» G. R. »

« Windsor, 24 mars 1783, 5 h. 12 m. du soir.

» Je ne suis pas surpris, vu la longueur du débat, que M Pitt n'ait pas eu le temps d'écrire plus longuement en cette occasion. Après la manière dont j'ai été personnellement traité par le duc de Portland et par lord North, il est impossible que j'admette jamais l'un ou l'autre à me servir; j'espère donc que M. Pitt fera demain tous ses efforts pour mûrir son projet sur la manière de remplir les charges vacantes, de façon à se trouver mercredi matin en mesure d'accepter la situation que son caractère et ses talents le rendent si propre à remplir. Je serai en ville avant onze heures pour le recevoir. »

M. PITT AU ROI.

« 25 mars 1783.

» M. Pitt a reçu ce matin les ordres bienveillants dont Votre Majesté l'a honoré. C'est avec un regret infini qu'il se voit dans la nécessité de déclarer humblement à Votre Majesté qu'avec tous les sentiments possibles de fidélité et d'attachement pour Votre Majesté, malgré un ardent désir de contribuer au service public, il lui est absolument impossible, vu la situation des

affaires et ce qui s'est passé hier à la chambre des communes, de songer à se charger, en pareille conjoncture, du poste que Votre Majesté a eu la bonté et la condescendance de lui offrir.

» Comme ce qu'il ose écrire aujourd'hui au roi est le résultat définitif des plus sérieuses réflexions, il croirait criminel d'attendre jusqu'à demain pour le soumettre humblement à Votre Majesté, ce qui pourrait empêcher Votre Majesté de tourner immédiatement ses royales pensées vers le projet d'arrangement que Votre Majesté, dans sa sagesse, pourra croire nécessaire dans les circonstances actuelles. »

« Windsor, 25 mars, 4 h. 35 m. après-midi.

» M. Pitt, je suis fort blessé de voir que vous êtes résolu à refuser, dans un moment où ceux qui ont quelque attachement pour la constitution telle qu'elle est établie par les lois, devraient tenir tête à la faction la plus dépourvue de principes dont il soit fait mention dans les annales de ce royaume.

» G. R. »

« 23 décembre 1783, 10 h. 46 m. du matin.

» Tout rayon d'espérance est agréable à ceux qui se trouvent sur le bord d'un précipice. J'espère donc que le duc de Richmond, lord Gower, lord Thurlow et M. Pitt me présenteront quelques noms qui puissent compléter un ministère; s'ils ne le peuvent pas, ils savent déjà ma résolution. Une heure me conviendra parfaitement.

» G. R. »

» Windsor, 13 janvier 1784.

» M. Pitt doit supposer que j'ai reçu avec une grande inquiétude la communication qu'il m'a faite des deux votes qui ont eu lieu dans la longue discussion terminée ce matin; cela prouve que la chambre des communes est beaucoup plus disposée que je n'aurais pu l'imaginer à prendre part aux résolutions extravagantes d'hommes désespérés. Quant à moi, je suis parfaite-

ment calme, parce que j'ai la satisfaction de sentir que j'ai fait mon devoir.

» Bien que la journée de M. Pitt doive, je suppose, être amplement remplie par ses conférences avec les autres ministres sur les mesures à proposer dans la crise actuelle, cependant, afin que mon absence ne puisse amener aucun retard, je dînerai en ville et je serai prêt à le recevoir dans la soirée si cela lui paraît utile. En tous cas, je suis prêt à faire tout ce qu'on pourra me proposer pour résister à cette faction, et à lutter jusqu'au dernier moment; mais je ne puis consentir à me mettre en leur puissance. S'ils finissent par triompher, ma ligne de conduite est toute tracée, et j'aurai le courage de la suivre.

» G. R. »

« 24 janvier 1784, 9 h. 17 m. du matin.

» J'avoue que je ne vois pas de raison pour ne pas effectuer la dissolution, si la chose est praticable; sinon, j'ai peur que la constitution de ce pays-ci ne puisse pas se maintenir. »

« 24 janvier 1784, 6 h. 25 m. du soir.

» Je prie M. Pitt de réunir ce soir les ministres confidentiels, afin de leur faire savoir ce qui s'est passé aujourd'hui. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir là une raison qui nous empêche de prononcer la dissolution lundi; mais si cela était, il faut que M. Pitt soit armé de l'opinion des autres ministres. Je crains que la bonne foi de M. Powys ne l'ait fait tomber dans un piége; le retard aurait les plus fâcheuses conséquences, et l'opposition serait naturellement bien aise qu'il en fût l'auteur. Si M. Pitt peut venir ce soir avant onze heures, après la réunion, je serai prêt à le voir, sinon, demain matin aussitôt qu'il voudra.

» G. R. »

« 25 janvier 1784.

» Bien que l'indécision soit de toutes les situations la plus pénible pour un esprit jeune, je n'ai aucun désir de voir M. Pitt

avant qu'il ait pu s'entendre avec les ministres, ses collègues, sur les différentes questions que fait surgir la crise actuelle. J'espère qu'à neuf heures et demie il sera en mesure de m'exposer le résultat de leurs délibérations.

» L'opposition fera certainement tout ce qu'elle pourra pour nous entraver: mais il faut être hommes, et si nous voulons sauver le pays, il faut couper les fils que nous ne pouvons débrouiller. Les demi-mesures sont toujours une puérilité, et elles sont souvent funestes.

» G. R. »

« 26 janvier 1784.

» Le langage que M. Pitt a tenu aujourd'hui à la chambre des communes me paraît avoir été fort convenable. L'idée de voir les ministres donner leur démission pour tout laisser en désordre était digne de la bouche qui l'a énoncée, mais elle ne peut mériter l'approbation des gens sensés

» G. R. »

« 30 janvier 1784.

» Le récit de ce qui s'est passé hier à la chambre des communes, et qu'on peut assez bien recueillir, je suppose, en lisant les différents journaux, me donne toute raison de louer le langage de M. Pitt et de réprouver celui de M. Fox et de son adhérent, lord North; cela prouve que leurs principes s'opposeront toujours au seul genre d'union que je puisse admettre.

» Je n'ai point d'objection à ce que M. Pitt cherche à savoir ce qu'entend le duc de Portland, bien que je ne puisse suggérer pour cela aucun expédient. Je ne puis pas dire que les gentilshommes qui se réunissent à la taverne de Saint-Alban me fassent l'effet d'avoir pris jusqu'à présent le seul parti qu'ils puissent prendre, celui de mettre la main à l'œuvre pour empêcher une faction de désespérés d'achever la ruine de la plus parfaite de toutes les œuvres humaines, la constitution anglaise.

» G. R. »

« 4 février 1784.

» J'espère que la chambre des lords comprendra aujourd'hui que le moment est venu pour lequel la sagesse de nos ancêtres a placé dans l'État ce respectable corps pour empêcher la couronne ou les communes d'empiéter mutuellement sur leurs droits. A vrai dire, si les lords ne résistent pas hardiment, cette constitution subira bientôt nécessairement quelques changements, car si l'on porte la main sur les deux seuls privilèges qui restent à la couronne, celui de mettre son *veto* à des bills votés par les deux chambres du Parlement et celui de nommer les ministres, je ne puis m'empêcher de sentir, pour ce qui me regarde personnellement, que je ne puis plus être d'aucune utilité dans ce pays-ci, ni rester avec honneur dans cette île.»

« 15 février 1784.

» M. Pitt sait si bien la contrariété que j'éprouve à la seule possibilité de revoir les chefs de l'opposition dans les charges publiques, et particulièrement M. Fox dont la conduite n'a pas été plus hostile à ma situation dans le royaume qu'à ma personne même, qu'il doit attribuer à cette raison le défaut de netteté qui régnait hier soir dans ma conversation; j'imagine cependant qu'il aura ce matin l'esprit plus en repos, pour sa conférence avec les autres ministres confidentiels, s'il a par écrit ma manière de voir; c'est le résultat de mes constantes réflexions depuis qu'il m'a quitté hier au soir. Je consens, s'il le juge bon, à ce qu'il le communique aux personnages respectables ci-dessus désignés.

» Ma situation actuelle est peut-être la plus singulière qui se soit jamais présentée dans les annales de ce pays-ci ou de tout autre ; car la chambre des lords, à une majorité de près de deux contre un, s'est déclarée en ma faveur dans ce pays ; mes sujets sont tout aussi décidés et dans une proportion beaucoup plus forte; pour lutter contre cette situation, l'opposition n'a

qu'une majorité de vingt ou trente voix au plus dans la chambre des communes qui, je regrette de le dire, semble pour le moment vouloir arrêter les subsides publics. Bien que je n'aie jamais fait grand cas de la popularité, cependant je ne crois pas qu'elle soit à mépriser lorsqu'elle est la suite d'une conduite honorable, et lorsqu'on peut la conserver en suivant la même voie, c'est-à-dire, dans ma ferme conviction, la voie du devoir; cette conduite seule peut empêcher l'une des branches de la législation d'étouffer les deux autres, et de s'emparer du pouvoir exécutif sur lequel elle n'a aucun droit.

» J'avoue que je n'ai pas vu, chez les chefs de l'opposition, la moindre apparence d'une intention sincère de consentir au seul arrangement d'après lequel je puisse les tolérer à mon service ; ils devraient renoncer à l'idée d'avoir entre leurs mains le gouvernement, et y entrer dans une juste proportion sur une large base; je regarde d'un œil aussi méfiant toutes les paroles qu'ils laissent échapper, soit dans le Parlement, soit dans leurs rapports avec les membres de la réunion de la taverne Saint-Alban. Je n'y vois qu'un moyen de gagner ces messieurs, ou même, en allant plus loin, un moyen de jeter M. Pitt dans quelque embarras, en le lançant dans une négociation.

» Dans le cas où les ministres, après avoir discuté ceci, croiraient encore utile de faire une tentative pour essayer de fonder un ministère sur une base libérale en fait et non en paroles, puisque M. Pitt a plusieurs fois cherché inutilement à obtenir même une entrevue pour traiter de cette mesure dont l'opposition prétend comprendre la nécessité, je consentirai à regret à aller, de ma personne, jusqu'à autoriser un message qu'on porterait en mon nom au duc de Portland pour lui exprimer le désir de le voir entrer en rapports avec M. Pitt, dans le but de conférer des moyens de fonder un ministère sur une large base, puisque c'est le seul expédient pour guérir les dissensions qui entravent les affaires de la nation. Lord Sydney est la seule personne que je croie bonne à envoyer en mon nom, tant à cause de sa charge que de son caractère personnel. Mais dans

le cas où le duc de Portland refuserait d'accéder à ma demande et de voir M. Pitt, surtout s'il met en avant l'étrange prétexte qu'il a déjà fait valoir, je déclare ici que je ne me croirai plus tenu de m'adresser à lui une fois de plus.

» Le message doit être écrit, comme tout ce qui touche à mon nom dans une négociation de ce genre; et j'espère, si les ministres sont d'accord sur l'opportunité d'une pareille démarche, que M. Pitt, la première fois que je le verrai, m'apportera un brouillon du message, afin que je puisse l'examiner.

» G. R. »

« 18 février 1784.

» Comme la lettre de M. Pitt semble supposer que la chambre des communes en viendra aujourd'hui à prendre quelque résolution d'accord avec ce qui a été proposé hier au soir, en dépit des avertissements de M. Powys, ou à voter une adresse, je pense que M. Pitt ferait bien, au lieu de venir aujourd'hui à la cour, d'employer une partie de son temps à voir ceux des membres de la chambre qui pourraient avantageusement prendre activement part au débat, et de s'entendre avec le cabinet sur les mesures à adopter dans le cas où la chambre en viendrait à l'un de ces partis violents. Il peut compter sur mon empressement à adopter les plus énergiques, car je me regarde, dans cette lutte, comme appelé à défendre la constitution contre une faction désespérée et sans principes. M. Pitt ainsi préparé pourra venir me voir dès que cela lui conviendra aussitôt après la discussion.

» G. R. ».

« 22 février 1784.

» Je ne suis pas surpris que les ministres désirent avoir le plus de temps possible pour réfléchir aux mesures que l'adresse de la chambre des communes et la réponse que j'y dois faire pourront rendre nécessaires; il est donc tout naturel qu'on désire que je ne reçoive pas les communes avant mercredi. Je

cousens volontiers à fixer ce jour-là pour recevoir l'adresse, et j'espère que ma réponse, tout en étant polie, soutiendra nettement mes droits Les adresses qui me viennent de toutes les parties du royaume me prouvent assez que mon peuple les croit nécessaires à ses libertés.

» G. R. »

« 29 février 1784.

» J'ai été très-choqué en apprenant, après le drawing-room, les insultes dirigées hier contre M. Pitt à son retour dans la Cité, sous les auspices de Brooks; mais j'ai été heureux d'apprendre qu'il s'en était tiré sans avoir eu de mal. J'espère qu'on prendra tous les moyens possibles de découvrir les instigateurs de cette affaire. On doit pouvoir y arriver, ce me semble.

» Comme je suppose qu'on finira tard demain à la chambre des communes, et que par conséquent on n'aura pas besoin de moi mardi, j'ai l'intention d'aller demain à Windsor, après mon lever, dans le but d'y chasser.

» G. R. »

« Windsor, 9 mars 1784

» La lettre de M. Pitt est assurément la plus satisfaisante que j'aie reçue depuis plusieurs mois. Avouer au début que la proposition qu'on présente n'est pas autre chose qu'une espèce de manifeste, et puis ne faire passer cette proposition qu'à une voix de majorité en terminant la journée par confesser que toutes les négociations sont rompues, voilà ce qui me donne tout espoir de voir cette faction abandonnée peu à peu par bien des gens, et définitivement oubliée si nous tenons une conduite ferme et sage. Je songerai toujours avec plaisir que la prudence et la droiture d'une seule personne ont effectué ce grand changement dans la chambre des communes, et qu'elle aura toujours la satisfaction de penser qu'en me soutenant elle a sauvé la constitution, la plus parfaite de toutes les œuvres humaines.

» M. Pitt songera à la déclaration, afin que ma réponse puisse faire face à toutes les assertions, et j'espère que ce sera la dernière visite que je recevrai au sujet de cette désagréable affaire.

» G. R. »

« Windsor, 10 mars 1784.

» C'est avec un plaisir infini que j'apprends, par le billet de M. Pitt, que le bill de mutinerie a passé hier sans difficulté dans le comité. Cela peut être regardé comme une grande victoire, puisqu'on était convenu plus d'une fois dans la chambre qu'on ne le voterait que pour un mois. Je suis fâché d'avoir perdu mon temps à parler d'une proposition aussi impraticable et d'une lettre aussi absurde que celle du duc de Portland : mais si cela prouve l'impossibilité de pousser plus loin les négociations, j'espère que ce n'aura pas été tout à fait inutile.

» G. R. »

« 25 mars 1784.

» Je viens de recevoir à l'instant la lettre de M. Pitt et un projet de discours qui rentre parfaitement dans mes idées. Je demande donc pour demain la copie au net. Sur l'avis de M. Pitt que les bills seront prêts demain à recevoir mon assentiment, j'ai donné l'ordre que les équipages fussent prêts à Saint-James à deux heures et demie. Je fais dire que l'on peut m'attendre à Westminster à trois heures moins un quart, afin que ceux qui doivent s'y trouver s'y rendent.

» G. R. »

« 28 mars 1784.

» Bien que M. Pitt doive penser comme moi que M. Scott conviendrait mieux que personne pour la charge d'avocat général, cependant, vu la situation de lord Gower et le parti très-décidé que M. Macdonald a pris dès le début, on ne peut laisser celui-ci de côté, en sorte qu'il me semble bon de lui offrir ce poste sans retard. »

« 5 avril 1784.

» Je ne puis me refuser le plaisir de dire à M. Pitt combien son succès à Cambridge m'a réjoui, puisqu'il est le premier sur la liste et qu'il a lord Euston pour collègue. Ceci fait de son élection par l'Université un véritable honneur, et me réconcilie avec le refus qu'il avait fait de Bath.

» J'ajoute seulement que jusqu'à présent les nominations sont plus favorables que n'eussent pu l'espérer les plus confiants.

» G. R. »

» 26 mai 1784.

» Le billet de M. Pitt sur la décision qu'a prise à une si grande majorité la chambre des communes de recevoir prochainement la pétition du comté de Bedford m'a causé une grande satisfaction. Je suis aussi bien aise d'apprendre que la chambre tout entière doit examiner vendredi la pétition de M. Fox. Je ne puis conclure sans exprimer à M. Pitt ma complète approbation de la conduite qu'il a tenue lundi, et surtout de ce qu'il n'a employé qu'une raison contre ses adversaires, et de ce qu'il ne s'est jamais abaissé jusqu'à cette violence si habituelle dans la chambre, mais qui ne convient jamais à un homme bien élevé. S'il persiste dans ce genre d'éloquence, il amènera les discussions à revêtir une forme plus convenable, et il corrigera ce mal et bien d'antres, sur lesquels le temps et la patience peuvent seuls agir. »

« Kew, 1er juillet 1784.

» C'est avec une satisfaction infinie que j'apprends, par la lettre de M. Pitt, que les diverses résolutions proposées hier à la chambre des communes au sujet de l'emprunt, de la souscription pour la dette flottante et des impôts ont passe à l'unanimité. Rien n'est plus naturel que de voir ceux qui souffriraient particulièrement des charges si pesantes qui réclament de nouvelles taxes, chercher égoïstement à les faire retomber sur

d'autres. La modération et la bonne foi de M. Fox cesseront s'il s'élève quelque opposition décidée à l'un des impôts, mais j'espère que M. Pitt viendra à bout de les faire tous passer. On semblait croire hier que l'impôt sur les briques serait celui qui donnerait lieu aux plus nombreuses objections, mais comme M. Pitt n'en parle pas, je suppose que cette branche de commerce n'a pas tant de partisans dans la chambre que celle des mines de charbon, qui appartiennent à des gens plus considérables et par conséquent plus bruyants, bien qu'ils soient tout aussi en état de soutenir une nouvelle charge sur leurs profits.

» G. R. »

« Windsor, 7 juillet 1784.

» C'est avec un plaisir infini que j'ai reçu le billet de M. Pitt contenant l'agréable nouvelle que le comité sur le bill des Indes orientales a débuté par une majorité si décidée. J'espère que cela évitera beaucoup d'embarras dans les périodes subséquentes du bill, et que cette mesure sera un fondement qui permettra peu a peu de remédier dans l'Inde à ces énormités choquantes qui font honte à la nature humaine, et qui menacent, si on n'y met ordre, d'amener l'expulsion de la compagnie de cette riche contrée. J'ai d'autant plus espoir du succès que je connais le bon sens de M. Pitt, qui ne lui permettra pas de compter du premier coup sur la perfection de cette tentative; mais avec un regard attentif et le désir de bien faire, il sera disposé, à mesure que les occasions se présenteront, à faire les améliorations nécessaires pour amener peu à peu cette difficile entreprise à une certaine perfection. »

« 10 septembre 1784.

» Je ne suis pas surpris que les renseignements de M. Orde sur le complot supposé désignent sir Edward Newenham comme lord Bristol; mais ces têtes-là, comme le remarque très-justement M. Pitt, n'ont pas grande chance de former des plans bien conçus. Cependant, il faut les surveiller de près, car les tentatives pourraient être désespérées. »

« 18 février 1785.

» Quelque grande que soit ma surprise de voir le château[1] agir complètement en opposition avec les instructions positives venues d'ici, sur les résolutions destinées à régler définitivement les rapports commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, j'ai été peut-être plus étonné encore de la lettre de M. Orde à M. Pitt; il a l'air de croire que la Grande-Bretagne consentira à ces résolutions ainsi dénaturées.

» G. R. »

« 22 février 1785.

» Je suis bien aise que les précédents nous autorisent à communiquer les résolutions du Parlement irlandais aux deux chambres sans aucun message, car je n'aurais pas pu en exprimer mon approbation sous leur forme actuelle, et je ne sais pas de raison pour donner un avis jusqu'à ce que le Parlement de ce royaume ait décidé, par un projet de résolution, la conduite à tenir. Comme il s'agit d'affaires legislatives, c'est de lui qu'elle doit émaner. »

« 4 mars 1785.

» D'après ce que M. Pitt m'a entendu dire sur la continuation de l'enquête de Westminster, il ne sera pas surpris d'apprendre que je ne suis pas fort inquiet d'y voir couper court; ce qui ne m'empêche pas de sentir que ce résultat a été obtenu par le vote de nos amis, qui ont agi en grand nombre avec la coalition; cette réflexion n'est pas agréable, mais il faut espérer qu'ils ne se permettront pas à l'avenir de suivre un si mauvais exemple. J'espère que M. Fox a fait quelque tort a sa cause en proposant quelque chose d'aussi violent que de faire disparaître du procés-verbal toutes les résolutions prises au sujet de l'enquête; ce qui semble autoriser cette opinion, c'est qu'il en ait remis l'examen à mercredi.

» G. R. »

[1] *Castle*, château du vice-roi, à Dublin.

« 20 mars 1785.

» J'ai reçu le papier de M. Pitt contenant le résumé de son projet pour la réforme parlementaire. J'ai regardé cet envoi comme une marque d'attention. J'aurais différé de lui en accuser réception jusqu'à notre entrevue de lundi, s'il n'avait pas exprimé dans sa lettre sa conviction que cette affaire ne pouvait avoir à ses yeux qu'une seule issue fatale, c'est la possibilité de voir la mesure rejetée par l'influence de ceux qu'on croit en relation avec le gouvernement. M Pitt doit se rappeler que, tout en regrettant qu'il se fût engagé autrefois dans cette affaire, j'ai toujours dit que, puisqu'il était convaincu de l'utilité de la mesure, il devait exposer ses idées à la chambre, et que, par considération personnelle pour lui, j'éviterais de donner à d'autres qu'à lui mon avis sur cette porte ouverte à la réforme parlementaire. Je suis donc certain que M. Pitt ne peut me soupçonner d'avoir influencé personne en cette occasion; si d'autres cherchent, par de mauvais motifs, à m'imputer une pareille conduite, il faut le supporter comme tout ce qu'on a déjà dit de faux sur mon compte. Et vraiment, dans une question d'une pareille importance, je trouverais fort mauvais que personne prît parti de côté ou d'autre sans les plus sérieuses réflexions, et qu'on pût par politesse voter contre sa propre opinion.

» La conduite de quelques-uns des amis les plus intimes de M. Pitt à l'occasion de l'enquête de Westminster prouve qu'il y a des questions sur lesquelles les hommes ne veulent pas se laisser influencer par leurs amitiés.

» G. R. »

« 24 mars 1785.

» J'ai reçu ce matin de lord Southampton le billet ci-joint, d'après lequel je lui ai donné rendez-vous à Saint-James, à mon retour de la chambre des pairs. Il m'a remis alors la lettre du prince de Galles. Tout ce que j'ai pu en tirer de plus clair,

c'est l'idée que demander des explications et des retranchements est de ma part une manière de refuser de payer les dettes, qu'il y a beaucoup de dépenses que l'honneur défend d'expliquer, que lord Southampton ne croit pas que les dettes aient été contractées dans un but politique, qu'il croit le départ pour le continent bien décidé maintenant, et que peut-être a-t-on consulté le champion de l'opposition avant d'envoyer la lettre. Je renvoie de nouveau à M. Pitt tout ce qui s'est passé, et j'espère recevoir de lui dans la journée la réponse que je dois faire à cette étrange épître qui, toute respectueuse qu'elle soit dans la forme, est complétement en opposition avec toute ma correspondance. Je suppose que M. Pitt consultera le chancelier.

» G. R. »

« 25 mars 1785.

» M. Pitt n'a pas besoin de s'excuser de n'avoir pas renvoyé aujourd'hui les papiers; son exactitude est trop connue pour donner lieu à aucun soupçon, et le bon chancelier a la réputation d'aimer à lambiner; par conséquent la faute retombe justement sur lui. Ayant eu si longtemps les papiers entre les mains, depuis trois semaines, je n'aurais pas cru qu'il eût besoin de les revoir de nouveau. Je n'ai rien appris de nouveau aujourd'hui; je suppose donc qu'il n'y aura pas d'inconvénient à ce que j'attende à demain pour m'entendre avec M. Pitt à ce sujet.

» G. R. »

« 19 avril 1785

» Le billet de M. Pitt contient le nom de tant d'orateurs sur la question qu'il a portée hier à la chambre des communes, que je ne m'étonne pas que la discussion se soit prolongée si tard; j'espère que l'ajournement jusqu'à demain fera qu'il ne souffrira pas de la fatigue que cela doit lui avoir occasionnée. J'apprends que lord Camden, qui n'avait jamais entendu M. Pitt au Parle-

ment, a exprimé hier au soir, au concert de musique ancienne, toute son admiration pour l'admirable discours auquel il avait assisté. » G. R »

« Windsor, 7 août 1785.

» Je viens de recevoir à l'instant la lettre de M. Pitt contenant celle qui lui a été apportée par le secrétaire du comte Woronzow, et le papier qui l'accompagnait, c'est-à-dire la copie de la lettre remise vendredi à lord Carmarthen. Le comte Woronzow a aussi été voir lord Sydney, et il a soutenu qu'on devait tenir conseil le lendemain pour lui donner réponse sur la question de savoir si je voulais rompre le traité que j'avais définitivement conclu, en qualité d'électeur, avec le roi de Prusse et l'électeur de Saxe, pour empêcher toutes les mesures qui pourraient être contraires à la constitution germanique. Si personne n'a des intentions aussi dangereuses, cette association ne peut porter ombrage, mais les circonstances exigeaient certainement une précaution de ce genre. Mon seul embarras pour répondre à l'impératrice de Russie, c'est que sa déclaration ressemble tellement à un ordre que la réponse doit être ferme. »

« Saint-James, 10 août 1785.

» En arrivant en ville, j'ai reçu les trois papiers que je me proposais de transmettre à M. Pitt. Je ne puis pas dire que le temps qui s'est écoulé depuis ma dernière lettre ait diminué ma surprise ni calmé mon ressentiment de la démarche hautaine qu'a faite l'impératrice de Russie ; mais j'espère que je fais trop de cas de ma propre dignité pour laisser paraître aucune chaleur dans la réponse qu'il faudra rendre la semaine prochaine au comte Woronzow, bien qu'il faille lui faire savoir qu'on ne recule pas quand on a pris son parti par principe.
» G. R »

« 28 février 1786.

» M. Pitt a certainement pris le meilleur moyen d'obtenir le consentement de la chambre à sa mesure lorsqu'il a proposé

qu'on approuvât le projet de fortifications avant que l'orateur quittât le fauteuil ; mais en remettant l'affaire de la session dernière à celle-ci, bien que ce fût par bonne foi, on s'est donné l'air de craindre la décision, et on a donné aux ennemis des fortifications le temps de gagner des forces. On ne regarde pas le moins du monde cet événement comme un défaut de confiance de la part des membres de la chambre des communes à l'égard de M. Pitt; cela vient de leur attachement à leurs anciens préjugés, et d'une certaine malveillance pour celui qui a projeté les fortifications.

» G. R. »

« 30 mars 1786.

» Puisque M. Pitt a eu le pénible devoir de pourvoir aux dépenses encourues pendant la dernière guerre, il n'est que juste qu'il ait, comme il le mérite, tout l'honneur de faire savoir et sentir au public qu'il vient de proposer une mesure qui rendra la considération à la nation, si elle a le bon sens de rester tranquille quelques années, et de ne pas devenir la dupe des autres puissances en voulant prendre une part éclatante aux affaires de l'Europe, ce qui lui attire des souffrances durables à la recherche d'une grandeur imaginaire. Le vieux proverbe anglais est applicable à notre situation : « Il faut que l'Angleterre taille son habit selon son drap. »

« 14 juin 1786.

» M. Pitt se serait conduit hier bien différemment de ce que j'attends toujours de lui si, croyant que la conduite de M. Hastings envers le rajah avait été trop sévère, il n'avait pas embrassé le parti qu'il a pris, même lorsque cela le faisait tomber d'accord avec ses adversaires. Quant à moi, j'avoue que je ne crois pas possible de conduire les affaires dans ce pays-là avec la modération applicable à une nation civilisée en Europe.

» G. R »

« Windsor, 3 juillet 1786.

» Le projet de message au prince de Galles que M. Pitt m'a envoyé samedi soir rentrait si complétement dans mes idées que je l'ai copié textuellement et envoyé par lord Southampton.

» Je renvoie aussi les deux lettres de Mendiola, et j'approuve votre énergique refus de nous mêler en aucune façon des mécontentements qu'éprouvent les habitants des colonies espagnoles dans l'Amérique du Sud. Comme j'ai toujours trouvé la conduite de la France dans l'Amérique du Nord parfaitement inexcusable, je ne suivrai assurément jamais un aussi mauvais exemple.

» G. R. »

M. PITT AU ROI.

« 22 janvier 1787.

» M. Pitt demande humblement à Votre Majesté la permission de lui faire savoir qu'il a vu l'évêque de Peterborough, qui refuse la charge de doyen de Saint-Paul, tout en ayant l'air fort reconnaissant de la proposition; il me prie de le mettre aux pieds de Votre Majesté, en lui exprimant toute sa fidélité et sa gratitude. Dans cette situation, M. Pitt prend la liberté de soumettre à Votre Majesté l'ardent désir qu'il éprouve de voir la charge de doyen de Saint-Paul rester attachée à l'évêché de Lincoln, à condition pour le docteur Pretyman de renoncer à sa cure et a sa prébende. Comme l'évêque actuel la possédait en compagnie de deux autres charges, M. Pitt espère qu'on ne verra pas d'inconvénient à ce qu'elle soit jointe cette fois à l'évêché, et il ne sait point d'arrangements importants ni de droits sérieux qui puissent en souffrir.

» M. Pitt se permet seulement d'ajouter qu'il ne peut rien requérir de la bonté de Sa Majesté qu'il ait plus personnellement et plus vivement à cœur. »

« 22 janvier 1787.

» M. Pitt, j'apprends par votre billet que j'ai reçu à cheval en arrivant en ville, que l'évêque de Peterborough refuse d'être doyen de Saint-Paul, ce qui vous fait renouveler votre demande en faveur du docteur Pretyman. Je vois que cela vous tient si fort au cœur que je ne puis permettre à ma raison de me guider contre mon désir de vous obliger. Je consens donc à ce qu'il ait la charge de doyen en compagnie de l'évêché de Lincoln, tout en étant convaincu que tout le monde trouvera cela fort déraisonnable, et que ce sera, je le crains, un précédent fâcheux pour de semblables demandes. Les désirs vont augmentant, mais les moyens de satisfaire les gens ont fort diminué.

» G. R. »

« 26 mai 1787.

» Si la lettre de lord Carmarthen, accompagnée d'une minute des délibérations du conseil, ne l'avait été également de la lettre de M. Pitt, j'aurais certainement refusé de consentir au prêt de 70,000 livres sterling pour le parti du stadthouder dans les Provinces-Unies ; j'y consens maintenant à regret, après la funeste expérience que j'ai faite du secours que j'ai donné à la cause des Corses ; le ministère avait promis de me restituer les fonds, mais il n'en a jamais trouvé le moyen, ce qui m'a donné ensuite l'air d'un dépensier aux yeux du Parlement ; mais je me fie à l'honneur de M. Pitt, et j'espère qu'il prendra des mesures à cette occasion pour que les payements réguliers de la liste civile ne soient pas entravés, et que le Parlement pourvoie l'hiver prochain au payement, sans supposer que la réclamation provienne de quelque extravagance de ma part.

» G. R. »

« 17 juillet 1787.

» En suggérant l'idée que le roi de Prusse, tout en ne s'entendant pas avec l'empereur au sujet de l'Allemagne, pourrait

s'accorder avec lui par rapport aux Pays-Bas, je pensais qu'en politique comme dans la vie privée, lorsqu'on veut agir franchement, on évite les soupçons en parlant clairement, et que moins d'ouverture a souvent ses inconvénients. »

« 12 octobre 1787.

» Je ne puis renvoyer aux bureaux du secrétaire d'État les papiers importants qui traitent des projets de la France à l'égard de l'Inde, sans envoyer quelques lignes à M. Pitt. J'espère qu'il fera savoir demain au cabinet que je forme quatre régiments pour ce service, et qu'il va presser la négociation avec M. Boers pour engager les deux compagnies à s'entendre et à prendre des mesures efficaces pour nous mettre en sûreté contre notre perfide voisin. Peut-être n'y a-t-il rien de plus important pour ce pays-ci, dans le changement qui s'est opéré en Hollande, que l'avantage d'avoir la république pour alliée dans l'Inde. Je recommande de ne point perdre de temps pour mettre ceci en train; notre compagnie doit être libérale dans ses offres pour effectuer l'arrangement.

» G. R. »

« 6 mars 1788.

» J'ai tardé à accuser réception à M. Pitt de son billet qui m'apprenait le vote de la chambre des communes ce matin, parce que je craignais qu'on ne le dérangeât dans un moment où cela lui aurait été fort incommode. Je suis étonné que la chambre ait pu supporter de si longs discours sur une affaire qu'on pouvait résumer en si peu de mots. Le but de l'opposition était évidemment d'obliger les membres vieux et infirmes à se retirer, ce qui est pour les amis du gouvernement une raison suffisante d'aller tout droit à la question dans l'avenir, de tâcher d'abréger les débats, et de faire tomber en désuétude, s'il est possible, la mauvaise forme d'éloquence mécanique maintenant à la mode.

» G. R. »

« 8 mars 1788.

» M. Pitt a de nouveau passé hier tant de temps à la chambre des communes qne je n'ai pas voulu lui accuser ce matin réception de son billet. Je suis convaincn que M. Pitt a agi très-sensément en proposant de mettre une seconde fois aux voix le bill explicatif, afin d'y ajouter un article ponr rejeter toute intention de patronage; mais je ne puis regarder comme des amis sincères ceux qui ont pu concevoir sur ce point d'injustes soupçons. Je crains que ce ne soit l'effet du levain des anciennes oppositions qui soutiennent maintenant le gouvernement, mais qui n'ont pas perdu des sentiments mieux adaptés à leur ancienne ligne de conduite qu'à la présente. J'avoue que je ne suis pas parfaitement de sang-froid sur la question, car là où les soupçons n'ont point de fondement, ils ne peuvent venir d'amis véritables.

» G. R. »

FIN DE L'APPENDICE DU PREMIER VOLUME

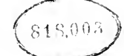
TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME


BIBLIOTECA

Paris. — Imprimerie de A. Wittersheim, 8, rue Montmorency.




818,003







